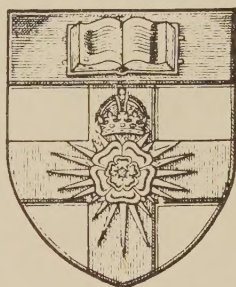


MS [L13 - Archives]

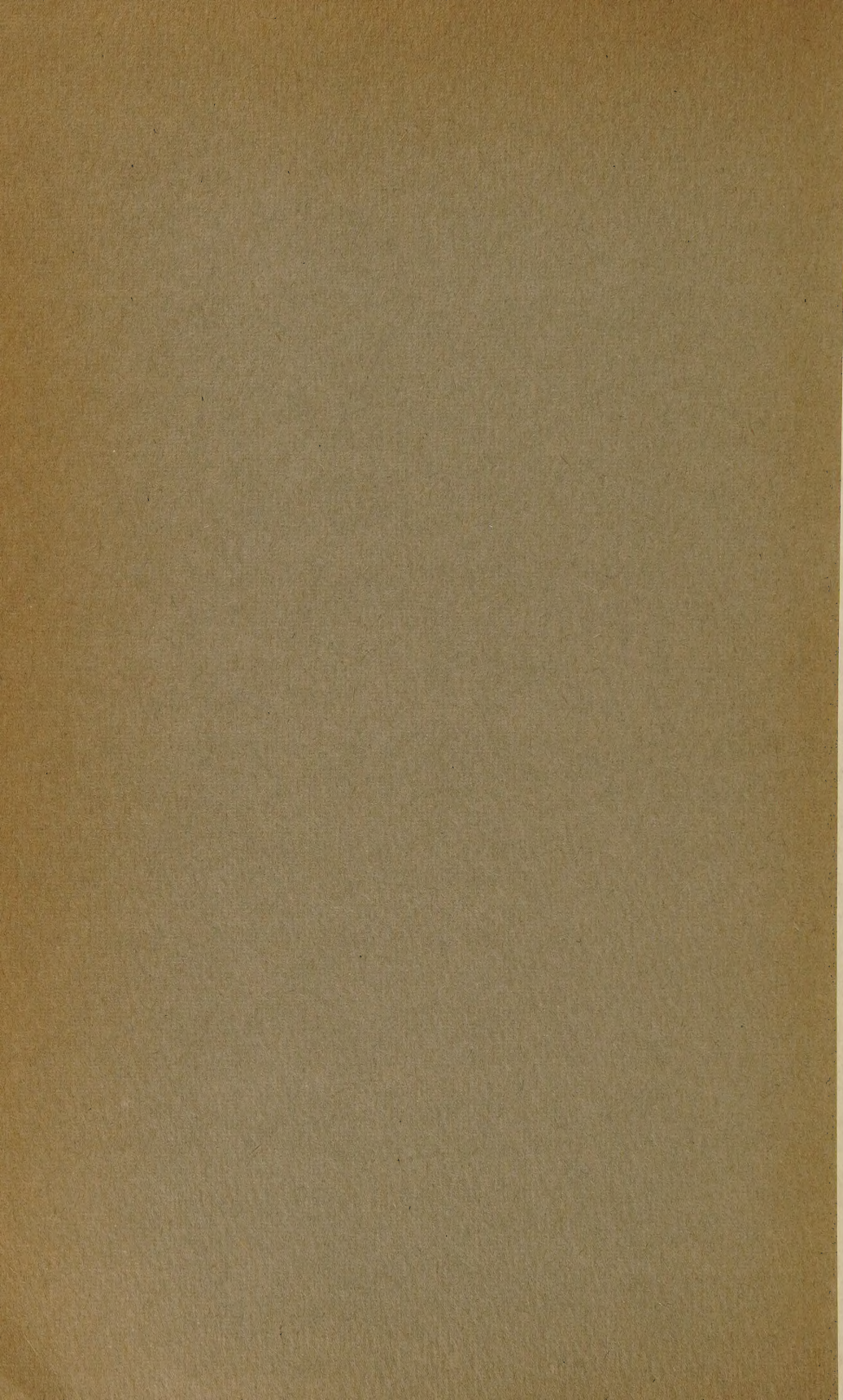


UNIVERSITY OF LONDON

LIBRARY

SHL

WITHDRAWN



9 NF

ARCHIVES EUROPÉENNES DE SOCIOLOGIE

TOME I

1960

NUMÉRO I

SOMMAIRE

RAYMOND ARON

Science et conscience de la société..... I

Industrial Society and Representative Government

T. B. BOTTOMORE

The Ideas of the Founding Fathers 33

SEYMOUR MARTIN LIPSET

Party Systems and the Representation of Social Groups..... 50

RALF DAHRENDORF

Demokratie und Sozialstruktur in Deutschland..... 86

F. G. BAILEY

Traditional Society and Representation : A case study in Orissa..... 121

RAYMOND ARON

Les sociologues et les institutions représentatives..... 142

NOTES CRITIQUES

Machiavel jugé par la tradition classique Sociologie allemande
sans idéologie ?

RÉDACTION

Raymond Aron — Thomas Bottomore — Michel Crozier
Ralf Dahrendorf — Eric de Dampierre

20, rue de la Baume, Paris 8^e.

SHL
WITHDRAWN

THE Editors of the European Journal of Sociology have two purposes in mind. The first is to reaffirm and continue the European tradition of historical and comparative sociology, and to incorporate in it the more important contributions made by empirical studies, in social anthropology and social psychology as well as sociology. Since it is part of this tradition that the sociologist should be familiar with the principal European languages, we shall regularly publish articles in English, French and German and, from time to time, articles in other languages. The second purpose is to encourage comparative studies of the institutions of European societies, and of European institutions in other parts of the world where they have been established.

DIE Herausgeber verbinden mit dem Europäischen Archiv für Soziologie zwei Absichten. Die erste dieser Absichten liegt in der Bestätigung und Fortsetzung der europäischen Tradition einer historischen und vergleichenden Soziologie, erweitert um die wichtigen Ergebnisse empirischer Forschungen sowohl in der Ethnologie und Sozialpsychologie als auch in der Soziologie. Da es zu dieser Tradition gehört, daß der Soziologe die wesentlichen europäischen Sprachen kennt, werden wir regelmäßig Artikel in englischer, französischer und deutscher Sprache sowie gelegentlich auch Beiträge in anderen Sprachen veröffentlichen. Unsere zweite Absicht liegt in der Anregung vergleichender Studien der Institutionen europäischer Gesellschaften und des Wirkens europäischer Institutionen in anderen Teilen der Welt.

LA rédaction des Archives européennes de sociologie poursuit un double propos. Le premier est de réaffirmer, et d'illustrer s'il se peut, la tradition européenne qui garde à la sociologie ses dimensions historiques et comparatives. Le second est d'incorporer à cette tradition tout l'acquis de la recherche empirique, tant en sociologie qu'en ethnologie et en psychologie sociale. Plus particulièrement la rédaction se propose d'encourager l'étude comparée des institutions européennes, non seulement en Europe mais aussi dans les autres parties du monde où elles ont fait souche.

Cette tradition veut que le sociologue soit familiarisé avec les principales langues européennes. Aussi les Archives publieront-elles régulièrement en anglais, en français et en allemand.

Science et conscience de la société

TOUTES les sociétés ont eu une idée plus ou moins précise de ce qu'elles étaient et de ce qu'elles voulaient être. Les sociétés modernes sont les premières qui prétendent acquérir d'elles-mêmes une connaissance scientifique. La sociologie a vocation d'être la conscience de sociétés assez ambitieuses ou imprudentes pour s'offrir à l'observation détachée et à la curiosité sans retenue.

En fait, à notre époque, les sociétés ont eu à l'égard de la sociologie trois attitudes : *hostilité*, allant jusqu'à la suppression, *bienveillance*, allant jusqu'à l'utilisation ; *indifférence* plus ou moins totale. Le régime national-socialiste a supprimé la sociologie telle que l'entendaient la plupart des professeurs allemands avant 1933. Les privilégiés ou les gouvernants, en Union soviétique aussi bien qu'aux États-Unis, favorisent ce que les uns et les autres appellent sociologie. En France, ni sous la IV^e ni sous la V^e République, les sociologues ne se sentent investis d'une mission : les querelles partisans ou idéologiques relatives à l'ordre économique ou politique continuent, pour l'essentiel, de se dérouler comme si les sciences sociales n'existaient pas.

Laissons de côté les deux cas extrêmes de l'hostilité et de l'indifférence et retenons le cas intermédiaire de bienveillance intéressée, avec les deux exemples contrastés de l'Union soviétique et des États-Unis. En Union soviétique, on appelle sociologie une théorie qui justifie la société soviétique et condamne les sociétés occidentales. Aux États-Unis, on appelle sociologie l'étude empirique et l'élaboration conceptuelle des phénomènes sociaux, étude qui n'entraîne apparemment ni justification ni condamnation explicite d'une société ou d'une autre, mais qui n'en comporte peut-être pas moins des implications sociales.

Le problème des rapports entre société et sociologie peut être envisagé à deux points de vue. Ou bien on pose au point de départ l'idéal de connaissance emprunté aux sciences de la nature et

l'on se demande, comme le faisait Max Weber avec angoisse, jusqu'à quel point l'historien, l'économiste ou le sociologue parvient à l'objectivité rigoureuse, seule conforme à la finalité du métier de savant. Dans cette perspective, l'enracinement de la sociologie dans la société est considéré comme un obstacle à surmonter sur la voie du désintéressement. Ou bien on constate que la connaissance de la société est un phénomène social et qu'il exerce (ne peut pas ne pas exercer) une influence sur la société que le savant découvre. Dans cette deuxième perspective, on s'interroge sur les modalités possibles de la fonction sociale de la sociologie. La sociologie est-elle conservatrice, révolutionnaire ou réformatrice? Les sociologues sont-ils amenés, par les conditions de leur travail, à contribuer au renforcement ou à l'affaiblissement du régime dans lequel ils vivent?

Ces deux problématiques ne sont pas indépendantes l'une de l'autre, mais elles ne se confondent pas l'une avec l'autre. Vraie ou fausse, une proposition de fait ou de théorie peut exercer une influence conservatrice ou révolutionnaire. Le contenu d'une sociologie ne détermine pas seul la fonction que celle-ci remplit dans un milieu donné.

I

Toute connaissance de la société, si scientifique soit-elle, comporte des implications sociales, elle affaiblit ou renforce une institution, valorise ou dévalorise une coutume, elle donne des arguments à un parti ou à un autre.

Dans sa première phase, la sociologie a paru, le plus souvent, destructrice de la société dont elle était ou prétendait être la connaissance. Il est facile, en effet, d'indiquer les mécanismes typiques par lesquels une sociologie devient, volontairement ou non, révolutionnaire :

1) La sociologie peut révéler l'écart entre une valeur dont se réclame une société et la réalité de la vie collective (par exemple, l'inégalité de chances au point de départ, en dépit de tout, demeure considérable).

2) La sociologie peut révéler que les moyens efficaces pour atteindre des buts particuliers (technique de la réussite sociale) ou collectifs (puissance de la collectivité) sont en contradiction directe avec l'éthique prêchée dans les écoles ou les églises.

3) La sociologie peut révéler qu'une certaine organisation de

la vie sociale, léguée par les siècles, est destinée à disparaître, faute d'adaptation aux exigences économiques ou intellectuelles.

Il suffit qu'une science mette au jour quelques faits, ordinairement dissimulés, pour qu'elle *démasque*; il suffit qu'elle précise les conditions du succès pour qu'elle glisse au *cynisme*; il suffit qu'elle prolonge vers l'avenir les relations causales pour qu'elle *prophétise*. Or, quelle science n'a pour fonction de découvrir *faits, conditions, causes*?

Trois des grands systèmes sociologiques du siècle dernier illustrent les trois concepts par lesquels nous avons qualifié trois tendances éventuelles de la sociologie : la sociologie marxiste a démasqué les sociétés capitalistes-bourgeoises ; la sociologie de Pareto semble avoir donné des leçons de cynisme aux apprentis dictateurs et aux minorités actives ; la sociologie d'Auguste Comte annonçait l'avènement de l'unité humaine et de la religion positive. Deux de ces trois systèmes exercent toutes ces fonctions à la fois : les marxistes ont tiré de leur maître une leçon de cynisme, au moins quand il s'agit de guider l'action du prolétariat, et ils n'ont pas douté que la prophétie de la victoire socialiste s'accomplirait. Pareto inclinait à prophétiser la montée d'élites violentes qui prendraient la place de la bourgeoisie décadente et il ne mettait pas moins d'ardeur à démasquer les uns et les autres que Marx lui-même.

Marx évitait le cynisme de Pareto parce qu'il démasquait les sociétés capitalistes et non pas toutes les sociétés, parce qu'il tenait la cause du prolétariat pour différente en nature de celle des autres classes. Le prophétisme de la société sans classes permettait de démasquer les ennemis du prolétariat sans dévaloriser les valeurs que les combattants invoquent.

Pareto, lui, écrivait qu'il s'abstiendrait de publier son traité de sociologie générale s'il pensait que ce gros ouvrage pût avoir beaucoup de lecteurs. Il n'hésitait donc pas à poser la contradiction entre vérité scientifique et utilité sociale : il jugeait impossible d'analyser scientifiquement le fonctionnement de la société sans affaiblir l'appareil d'obligations et d'interdits qui tient l'ordre social. Il a eu effectivement peu de lecteurs : ceux des auteurs, communistes ou fascistes, qui se croyaient ses élèves, devaient, d'après l'enseignement de leur maître, ne pas se réclamer de lui. La doctrine interdit au cynique d'afficher le cynisme. C'est de cette contradiction que Machiavel tire, pour une part, sa puissance de fascination. Les quinze cents pages de Pareto n'ont pas la même capacité d'envoûtement.

On aurait tort, pourtant, d'attribuer à la sociologie en tant que telle une action révolutionnaire. La sociologie devient, en certaines circonstances, aussi naturellement conservatrice qu'en d'autres cas, révolutionnaire. Il suffit que la sociologie constate ou croie constater que les faits sont de plus en plus conformes aux valeurs proclamées pour que, au lieu de démasquer l'inégalité sociale, elle proclame la disparition progressive des classes. Il suffit qu'elle situe la révolution salvatrice derrière et non devant notre présent pour qu'elle enseigne aux hommes le dévouement à la collectivité socialiste et non plus la révolte contre la société bourgeoise. Il suffit qu'elle dévalorise la violence ou la lutte des classes et mette l'accent sur le progrès continu pour qu'elle enseigne la moralité, à la manière d'Auguste Comte, et non le cynisme, à la manière de Pareto.

On pourrait nous objecter que ce n'est pas la sociologie en tant que telle qui est révolutionnaire ou conservatrice, mais la sociologie systématique telle qu'elle apparaît dans l'œuvre d'Auguste Comte ou dans celle de Karl Marx. La sociologie marxiste, en Union soviétique, aurait des implications sociales parce qu'elle prétendrait à une vérité totale, la sociologie empirique et analytique des États-Unis n'en aurait pas. Cette objection ne me semble pas valable. Non que nous voulions méconnaître ou atténuer la portée de l'opposition entre ces deux types de sociologie. Mais l'une et l'autre ont des implications sociales, l'une et l'autre peuvent être révolutionnaire ou conservatrice.

Au siècle dernier, il est vrai, les doctrines sociologiques se présentaient sous une forme totale, elles englobaient politique et morale. Elles avaient des implications sociales non par accident mais par essence, parce qu'elles voulaient en avoir. Probablement Auguste Comte a-t-il formulé avec le plus de clarté la conception méthodologique d'où résultent les prétentions de la sociologie d'hier.

D'après Auguste Comte, un renversement dans la succession des démarches cognitives interviendrait au niveau de la biologie. Les sciences antérieures à la biologie vont des éléments au tout, les sciences postérieures saisissent d'abord l'ensemble et les éléments n'ont pas de signification s'ils ne sont compris dans et par l'ensemble. De ce primat de l'ensemble, Auguste Comte tire la conclusion que le sociologue commence par les lois les plus générales (loi des trois états, passage de l'activité militaire à l'activité industrielle, etc.). Or ces lois permettent de résoudre les problèmes fondamentaux de toute sociologie historique : rapports entre les

éléments et le tout social, détermination des types principaux d'ordre social, ordre de succession de ces types, nature de la société présente et de la société future.

Abstraitement, une telle sociologie synthétique pourrait ne pas dicter de règles d'action : l'avenir inévitable pourrait être contraire à nos désirs ou à la moralité. En fait, l'avenir inévitable, annoncé par Auguste Comte, comme celui qu'annonce Marx, est la réalisation de l'idéal, société pacifique et épanouissement de l'amour selon celui-là, société sans classes selon celui-ci.

Toute sociologie synthétique, qui dégage les lois de l'évolution historique, comporte des conséquences pour l'action que les lecteurs des sociologues sont irrésistiblement amenés à tirer. Une sociologie qui met en place les sociétés présentes dans le devenir historique, qui prophétise ce que sera la société future, affaiblit les sociétés dont elle prédit la ruine, renforce celles dont elle proclame le succès à l'avance écrit.

Il serait erroné pourtant d'imaginer que la sociologie cesse d'être utilisable pour ou contre telle société ou tel parti, dès lors qu'elle renonce à l'ambition synthétique ou prophétique. La sociologie, analytique et empirique, est vitupérée tour à tour par les hommes de droite et par les hommes de gauche, selon qu'elle met au jour des faits que les uns ou les autres jugent déplaisants, contraires aux valeurs dont ils se réclament ou à l'interprétation qu'eux-mêmes donnent de la réalité. La sociologie objective est chargée de jugements de valeur parce que les faits sociaux étant immédiatement jugés bons ou mauvais par les hommes, la mise au jour des faits est imputée au désir d'approuver ou de critiquer.

En dehors de cette raison générale — on impute au savant l'intention des jugements, favorables ou défavorables, qui se dégagent de la confrontation des faits et des valeurs — j'aperçois deux autres motifs pour lesquels une sociologie, même empirique, comporte des implications sociales. Tout d'abord une telle sociologie refuse de souscrire aux interprétations globales de la sociologie synthétique. Elle est hostile ou sceptique à l'égard de ces interprétations. Celui qui adhère à l'une de ces interprétations, par exemple, aujourd'hui, à une interprétation marxiste, ne fait guère de différence entre scepticisme ou hostilité : il tient le scepticisme pour une forme à peine camouflée d'hostilité. Que le sociologue américain déclare qu'il ignore si le socialisme soviétique l'emportera ou qu'il déclare fausse la prophétie de la victoire finale du socialisme, dans les deux cas, le sociologue soviétique le tiendra pour antimarxiste. Car, il est de l'essence des idéologies totales de tenir pour adver-

saires tous ceux qui ne les acceptent pas, quelle que soit la nuance de leur refus. En d'autres termes, la non-idéologie étant, aux yeux de l'idéologue, l'équivalent d'une anti-idéologie, la sociologie empirique est accusée, par les tenants d'une sociologie synthétique, d'être idéologique par méconnaissance des problèmes globaux, par ignorance des lois fondamentales.

Ensuite, une sociologie empirique ne se borne pas à établir des faits, elle les assemble, elle les compose. Il y a une part de vérité dans la formule d'Auguste Comte, quel que soit l'usage abusif qu'il en a fait : on ne comprend vraiment un fragment d'une société qu'à la condition de remettre celui-ci dans l'ensemble. L'enquête sur la psychologie des ouvriers dans une usine ne signifie rien si l'on ignore la place de cette usine dans la région, dans la branche industrielle, si l'on n'envisage pas le statut de la propriété des instruments de production, les relations des organisations professionnelles d'ouvriers et d'employeurs, etc. Bien plus, l'interprétation d'une nation risque d'être faussée si elle se déroule en vase clos et néglige les comparaisons avec les nations étrangères. La considération des ensembles, le rapprochement des cas sont indispensables à la vérité même des sociologies analytiques.

Résumons ces analyses. Le sociologue ne peut pas ne pas participer aux conflits de la société à laquelle il appartient. Qu'il se borne à des études parcellaires ou qu'il s'efforce à une vue globale, il porte des jugements sur l'ordre social, jugements que, tour à tour, partisans et adversaires de cet ordre utiliseront pour leur fin propre. La sociologie historique et synthétique de type marxiste par elle-même condamne certaines sociétés et en exalte d'autres. La sociologie empirique et analytique ne se confond avec aucune des idéologies des partis aux prises, mais, sans même invoquer le caractère idéologique que les idéologues prêtent au refus d'idéologie, elle fournit des arguments tour à tour à un des partis et à un autre. De ce fait, nous ne voulons tirer la conclusion ni que toutes les sociologies sont également idéologiques et partisans (nous pensons exactement le contraire), ni que les sociologues ne pouvant être neutres n'ont aucune raison de refouler leurs passions ou de s'imposer la modération. Notre conclusion, tout au contraire, est que le sociologue doit prendre conscience à la fois de ses préférences et des implications sociales de ses théories et chercher à quelles conditions la connaissance de la société est conforme aux exigences de la science.

II

Prenons un exemple qui nous paraît privilégié : celui des classes sociales. En effet, la théorie des classes est centrale dans la sociologie marxiste-léniniste et elle est reconnue pour importante par la sociologie occidentale. Aux yeux des sociologues soviétiques, la société soviétique est faite de classes non antagonistes et la société capitaliste déchirée par la lutte de classes, fondamentalement ennemies. Aux yeux des sociologues américains, les classes, dont l'existence n'est pas niée, ne constituent pas nécessairement la différenciation majeure dans la société américaine. Les uns et les autres parlent volontiers de société sans classes (encore qu'en des sens différents) à propos de leur propre société, et de société de classes à propos de l'autre société. L'utilisation polémique est évidente, ici et là. Mais où sont les faits, les incertitudes, les interprétations?

Toutes les sociétés modernes sont hétérogènes. Éliminons par la pensée, comme l'a fait J. Schumpeter, les distinctions de races et de nationalités qui subsistent dans la plupart des nations, même les plus anciennement formées. Les membres des sociétés modernes semblent différer les uns des autres pour des raisons proprement sociales. Nous disons *semblent*, non que les différences soient douteuses mais parce que les distinctions sociales, qui ne sont pas réductibles aux différences biologiques et héréditaires entre les individus, se rattachent peut-être à ces dernières en une mesure difficile à préciser.

Les individus exercent des métiers *autres*, ils ont des revenus *inégaux*, ils ont des modes ou des styles de vie *différents*, ils ne jouissent pas du même prestige. Cette hétérogénéité tend à être hiérarchique et collective. Qu'il s'agisse des ressources financières ou de l'estime sociale, on aperçoit le plus et le moins. Ces différences sont telles que se constituent des groupes à l'intérieur desquels revenus, métiers, modes de vie, prestige sont analogues, du même ordre de grandeur. Avec ce dernier trait — le caractère collectif des inégalités — quelques incertitudes commencent à s'introduire : à partir de quel écart, revenus ou prestige cessent-ils d'être du même ordre? Jusqu'à quel point les différents critères — modes de vie et revenus, par exemple — coïncident-ils? (Un petit exploitant agricole est plus proche d'un moyen exploitant en ce

qui concerne le mode de vie ou de pensée, même si ses revenus sont égaux à ceux des ouvriers qualifiés.)

Cette hétérogénéité, hiérarchisée en groupes dont chacun comporte une certaine homogénéité, peut être appelée *stratification*. Toutes les sociétés industrielles modernes sont stratifiées et destinées à le rester pour un long avenir. Il ne semble pas que la diversité des métiers puisse disparaître ni qu'elle puisse ne pas créer cette hétérogénéité hiérarchique : les métiers continueront d'être considérés comme inégaux en dignité, en prestige, donc comme justifiant l'inégalité des rémunérations.

Cette hétérogénéité stratifiée étant admise, quel sens peut-on donner à la formule « société sans classes » (ce qui revient à chercher ce que l'on considère comme essentiel à la classe)? J'aperçois au moins quatre significations.

1) Si les distinctions de groupes hiérarchisés étaient strictement viagères, autrement dit, si le fils d'ouvrier avait autant de chances de devenir un entrepreneur que le fils de ce dernier, les classes n'existeraient plus en tant que destin imposé à l'individu. Du même coup, elles apparaîtraient strictement fonctionnelles, appelées par les exigences intrinsèques de la vie collective.

En fait, cette mobilité parfaite n'est jamais effective parce qu'elle supposerait une homogénéité parfaite : le fils d'ouvrier n'aurait autant de chances de réussir dans ses études que si les modes d'existence étaient les mêmes en haut et en bas de la pyramide. Les distinctions sociales ne pourraient être dites strictement fonctionnelles, elles ne sembleraient l'expression des différences biologiques que le jour où la mobilité sociale aurait mis les individus sur la même ligne au point de départ. Néanmoins on conçoit l'emploi de la formule « société sans classes » au fur et à mesure que s'accroît la mobilité et que s'atténue le caractère héréditaire des conditions.

2) La distinction des groupes hiérarchisés peut être plus ou moins marquée. La tendance à l'indistinction peut être prise en deux acceptions différentes. Ou bien les frontières des groupes sont de moins en moins nettes, le nombre des intermédiaires se multipliant entre l'ouvrier non qualifié et l'entrepreneur, l'ouvrier qualifié, le contremaître, les cadres techniques constituant des échelons supplémentaires dans la hiérarchie. Ou bien les inégalités de revenus entre les membres des différents groupes se réduisent au point que les façons de vivre et les manières de penser et de sentir se rapprochent les unes des autres. Ces trois hypothèses ne concordent pas nécessairement. La multiplication des échelons

intermédiaires, la réduction des inégalités de revenus n'entraînent pas nécessairement l'homogénéité des modes de vie et de pensée. La notion même d'inégalité de revenus est équivoque : même si les inégalités de revenus subsistent telles quelles, absolument et relativement, à partir d'un certain niveau de vie ces inégalités n'ont pas la même action sur l'hétérogénéité. On conçoit que, dans une société riche, la nourriture et le vêtement soient les mêmes en haut et en bas de la pyramide, même si le revenu au sommet est cent ou deux cents fois ce qu'il est à la base.

3) Ces groupes, objectivement distincts, sont-ils ou non conscients d'eux-mêmes, comme d'une unité subie ou voulue? Jusqu'à quel point le bourgeois se sent-il, se veut-il bourgeois? Cette conscience de classe n'est évidemment pas indépendante des phénomènes matériels que nous venons d'envisager, mais elle n'en dérive pas non plus selon un mécanisme inexorable. En d'autres termes, les groupes peuvent être matériellement et psychologiquement très différents et pourtant ne pas prendre conscience chacun de lui-même comme d'une unité. Ils peuvent se rapprocher objectivement les uns des autres et ne pas perdre leur conscience de séparation. Retard de la conscience sur la réalité? La formule serait trop simple d'autant plus que les deux termes, conscience et réalité, ne s'opposent pas aussi aisément l'un à l'autre : la réalité sociale est faite d'expériences vécues par les consciences.

4) Enfin, on ne saurait oublier celle des formules de Marx qui répond probablement à l'essence de sa pensée sur le sujet des classes. Un groupe social, approximativement homogène, ne constitue pas encore, de ce fait, une classe. Il faut que les individus dont le sort est le même se pensent comme une unité sur le plan national et s'opposent aux autres groupes pour défendre leur intérêt propre. Une classe n'a d'intérêt propre qu'à la condition d'être et de se vouloir en lutte avec d'autres classes. En ce sens, il est douteux que la formule soviétique des classes non antagonistes soit authentiquement marxiste.

De ces quatre sens, dont plusieurs se subdivisent, les deux premiers prêtent à une étude théoriquement objective, non liée aux préférences de l'observateur, le troisième désigne une réalité difficile à cerner. Quant au quatrième, il est, par nature, lié à une interprétation d'ensemble de la société considérée.

Mobilité sociale, continuité ou discontinuité de la hiérarchie, présence ou absence de coupures nettes, hétérogénéité marquée ou atténuée des modes de vie et de pensée, écarts étroits ou larges des revenus, tous ces faits sont souvent difficiles à établir avec

certitude ou précision, ils ne sont pas, en eux-mêmes, équivoques ou insaisissables. Les tendances de l'évolution, dans les sociétés industrielles modernes, ne prêtent guère non plus à contestation. Tant que progresse la productivité et que s'élève le niveau de vie, tant que se poursuit le transfert de la main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie et le secteur tertiaire, la mobilité brute augmente plutôt qu'elle ne diminue, l'éventail des rémunérations se rétrécit plutôt qu'il ne s'élargit, les échelons intermédiaires se multiplient et les moyens de communication de masses font participer une fraction croissante de la population aux mêmes divertissements et à la même culture (ou inculture). Cela dit, la distance, matérielle et psychologique, demeure évidente entre ouvriers manuels et minorités privilégiées (dirigeants de l'industrie ou professions libérales). Reste à savoir les causes dernières de cette distance, l'importance que le sociologue doit lui attacher et celle que les intéressés eux-mêmes y attachent.

Les deux phénomènes — conscience de classe et conscience d'antagonisme — sont en eux-mêmes difficiles à saisir. Si j'essaie de me souvenir de ma « conscience de classe » avant mon éducation sociologique, je n'y parviens qu'avec peine sans que l'intervalle des années me paraisse cause de l'indistinction de l'objet. Autrement dit, il ne me semble pas démontré que chaque membre d'une société moderne ait conscience d'appartenir à un groupe nettement défini, interne à la société globale et baptisé classe. La réalité de groupes stratifiés est incontestable, celle de classes conscientes d'elles-mêmes ne l'est pas. J'admire que tant de sociologues continuent à définir avec rigueur les classes sans être capables, après ces définitions, de nous dire combien il y a de classes dans une société donnée et si tous les individus appartiennent *psychologiquement* à une classe.

Ensuite et encore une fois j'admire que ce fait soit si souvent oublié par les sociologues, la conscience de classe et la conscience d'antagonisme dépendent du régime politique et des doctrines de l'État et des intellectuels (y compris des sociologues). La conscience de classe est conscience d'appartenir à un groupe qui englobe une partie des membres d'une société nationale et qui se situe en face d'autres groupes, occupe une place déterminée dans la hiérarchie. Les meneurs ne peuvent créer cette conscience si elle n'existe pas virtuellement, par suite des circonstances matérielles. L'État ne peut pas entièrement éliminer le sentiment d'altérité si les conditions de vie des différents groupes sont trop éloignées les unes des autres. Mais le droit ou l'interdiction de la

propagande des classes, le droit ou l'interdiction d'organisation de classes déterminent pour une part le degré de réalité de ce phénomène évanescent que l'on baptise « conscience de classe ». Une sociologie des classes, séparée de la sociologie des régimes politiques et sociaux, est devenue une absurdité à notre époque.

Ce n'est pas tout. Le problème des classes est, en un sens, la forme moderne du problème éternel de l'unité sociale, de l'amitié entre les citoyens. Or, à cet égard, les sociétés modernes se distinguent des sociétés historiques par l'intransigeance avec laquelle elles proclament l'idéal de citoyens qui seraient socialement égaux et, pour ainsi dire, semblables les uns aux autres. Si l'on reprend l'énumération, qui figure aux premières lignes du *Manifeste communiste*, hommes libres et esclaves, seigneurs et serfs, maîtres et compagnons, si l'on évoque les cités grecques où la démocratie englobe les seuls citoyens, le Moyen Âge avec sa hiérarchie de conditions héréditairement transmises, l'Ancien Régime avec ses ordres, l'originalité des sociétés modernes apparaît avec éclat : ces sociétés sont les premières à nier radicalement les distinctions juridiques et héréditaires entre leurs membres. L'hétérogénéité économique est reconnue comme un fait, hérité du passé, qu'il importe de surmonter sur la voie d'une société homogène. Si la propagande américaine a tenté de reprendre la formule de la société sans classes, ce n'est pas seulement pour répondre aux exigences de la guerre froide, c'est aussi que cette formule se rattache étroitement à l'idéal proclamé des sociétés modernes.

Or, à l'heure présente, il est d'expérience que les distinctions objectives de groupes stratifiés peuvent être atténuées mais non pas éliminées. En revanche, la conscience de classe et surtout d'antagonisme peut être émoussée et presque éliminée. Il y a donc trois moyens d'établir que l'on a déjà atteint le stade de la société sans classes : ou bien décréter que les classes disparaissent avec la multiplication des catégories intermédiaires, avec l'accélération de la mobilité, avec l'assimilation progressive des manières de vivre, ou bien décréter que les classes disparaissent avec la conscience de classe et la conscience d'antagonisme, ou, enfin, attribuer à l'un des facteurs de l'hétérogénéité sociale une causalité exclusive ou au moins prédominante et constater que ce facteur s'est évanoui dans un type de société et non pas dans un autre. De ces trois moyens, deux sont employés de manière comparable en Union soviétique et aux États-Unis. Le troisième est réservé aux sociologues soviétiques ou même marxistes.

La classe est caractérisée, disent les marxistes, par une cer-

taine place dans le processus de production. Cette formule, indéfiniment répétée, présente une équivoque, immédiatement perceptible : si la formule « processus de production » est prise en un sens purement technique, la classe ouvrière occupe la même place dans le processus soviétique ou américain. En revanche, si la formule se définit juridiquement, l'ouvrier américain qui travaille sur des machines qui appartiennent à des capitalistes n'a pas la même place que l'ouvrier soviétique dont les instruments de production appartiennent à la collectivité.

Le sociologue soviétique et marxiste est donc tenté d'insister sur l'importance de la propriété des instruments de production. Il est libre, en effet, de décréter : « J'appelle classes les groupes sociaux définis par un rapport déterminé aux instruments de production. » Mais il en résultera que les propriétaires paysans seront dans la même classe que Dupont de Nemours, Ford ou Boussac, qu'en revanche un *manager* non propriétaire d'actions ou un *manager* nommé par l'État sont des salariés. Les conséquences sont si manifestement absurdes que tous les sociologues sont contraints d'assouplir la théorie et de joindre d'autres critères à celui de la propriété.

De plus, comme l'expérience semble montrer que la nationalisation ne modifie pas sensiblement l'organisation des entreprises et la condition matérielle des travailleurs, le sociologue cherche à démontrer par une autre voie l'importance décisive de la propriété et des classes. Cette voie est celle de l'assimilation de chaque régime à une classe particulière. Le capitalisme, régime de la propriété privée des instruments de production, est, en tant que tel, défini par la domination politique des capitalistes. La minorité socialement privilégiée est, de ce fait même, la minorité maîtresse de l'État. D'où la définition, par les sociologues soviétiques, du régime des sociétés au-delà du rideau de fer comme socialiste ou prolétarien. Ces mêmes sociologues approuvent la conscience de classe dans les sociétés capitalistes parce qu'elle affaiblit ces dernières, ils la désapprouvent dans les régimes socialistes qui succèdent à la révolution.

Cette opposition concerne le régime politique plutôt que les distinctions sociales. Certes, la présence ou l'absence de la propriété individuelle des instruments de production n'est pas sans influence sur les modalités des distinctions sociales. La propriété individuelle des entreprises rend plus complexe la répartition des revenus, elle crée certaines inégalités supplémentaires, elle peut accentuer, chez les travailleurs, le sentiment d'aliénation par rap-

port au travail, d'altérité par rapport aux organisateurs du travail collectif. Mais ce facteur n'est visiblement ni exclusif ni dominant. Quand ils jouissent d'un niveau de vie élevé, qui continue de progresser, les ouvriers ou ceux qui parlent en leur nom peuvent préférer ouvertement avoir pour organisateur de leur travail et rémunérateur de leurs efforts un entrepreneur privé ou une société anonyme plutôt que l'État incarné par un fonctionnaire d'autorité. Il faut, pour justifier la différence de nature décrétée entre sociétés capitalistes et sociétés socialistes, ne s'en tenir ni aux entreprises ni à l'hétérogénéité sociale : il faut considérer « la classe au pouvoir », ici et là.

Mais la formule de « la classe au pouvoir » n'a évidemment qu'une signification mythologique si la classe est le prolétariat. Peut-être le parti est-il au pouvoir, peut-être le Comité central ou le Politburo (ou le Præsidium), peut-être même Staline seul au temps du culte de la personnalité, les millions d'ouvriers sont dans les usines et non au Kremlin. Mais ce fait, évident outre rideau de fer, de la distinction entre classe sociale et minorité politiquement dirigeante incite à remettre en question la prétendue confusion de la classe bourgeoise ou capitaliste et de la classe politiquement dirigeante dans les sociétés occidentales. L'absurdité de cette confusion n'est pas aussi évidente que celle de la confusion entre prolétariat et parti. La bourgeoisie englobe effectivement l'ensemble des privilégiés, l'équivalent de ce que le sociologue soviétique appelle non une classe mais une couche, celle de l'*intelligentsia*. Celle-ci comprend, en effet, tous les travailleurs non manuels, cadres techniques et administratifs, écrivains, membres de l'appareil du parti, officiers, etc.

Si l'on disait qu'en Union soviétique l'*intelligentsia* est au pouvoir, chacun jugerait une telle proposition dérisoire. Or dire qu'en Occident la bourgeoisie est au pouvoir n'a guère plus de sens, à moins qu'on ne restreigne l'extension du concept de bourgeoisie à une minorité parmi ceux que l'usage appelle bourgeois. Mais alors il resterait à démontrer qu'en fait cette minorité (les monopolistes, les dirigeants des trusts, etc.) exerce effectivement la toute-puissance.

Déclarer que les classes sont ou ne sont pas antagonistes, ce n'est pas constater un fait, c'est porter un jugement de sympathie ou d'hostilité sur un régime politique. En effet, quelle que soit l'hétérogénéité sociale, quel que soit le statut de propriété, les groupes sociaux ont *un* intérêt commun à la croissance économique dont tous tirent des bénéfices et *des* intérêts éventuellement con-

tradictoires en ce qui concerne la répartition des revenus ou la part faite aux investissements, voire la distribution de l'autorité dans l'entreprise de la société tout entière. Il va de soi qu'un régime qui interdit les organisations professionnelles et les revendications refoule les rivalités d'intérêts. Mais les psychologues nous ont appris que les sentiments refoulés ne disparaissent pas pour autant.

III

Au centre de la problématique des classes, j'aperçois l'antagonisme entre le fait de la différenciation et l'idéal d'égalité. Certes, ni ce fait ni cet idéal ne sont définis avec précision. Personne ne nie que les membres d'une collectivité ne soient condamnés à exercer des métiers différents et qu'ils ne naissent physiquement et moralement autres. Mais les sociétés modernes poussent plus loin que toutes les sociétés du passé l'idéal égalitaire. Non seulement elles ne veulent en refuser les bénéfices à aucun individu mais, au-delà de l'égalité formelle, juridique, elles tirent fierté d'offrir au plus grand nombre possible de citoyens des conditions de vie semblables et de réduire les avantages que la réussite des pères assure aux enfants.

La différenciation sociale est importante en soi, puisqu'elle se définit par rapport à un idéal, vague mais impératif, et qu'elle passe pour un mal à guérir ou du moins une fatalité sociale à surmonter. Elle est importante par ses causes : elle est liée, en effet, à certains traits caractéristiques de tout ordre social et aussi de l'ordre moderne. Seule l'analyse structurelle peut préciser la mesure dans laquelle l'idéal d'homogénéité est accessible. La différenciation sociale est importante, enfin, par ses effets : le sociologue peut être curieux des formes précises qu'elle revêt en chaque village ou en chaque société globale. Cette curiosité n'est pas plus dérisoire que celle du collectionneur qui recherche tous les timbres de la République argentine. Mais il est une conséquence de la différenciation qui importe *essentiellement* : jusqu'à quel degré existe-t-il des groupes stratifiés qui prennent conscience d'eux-mêmes et se dressent contre d'autres groupes, avec une volonté de lutte, pacifique ou violente ? Le jugement sur la portée de cet aspect du phénomène n'est pas arbitraire, car il dérive de l'exigence éternelle du *consensus*. Toute société comporte à la fois des conflits entre les individus ou les groupes et l'acceptation, entre les uns

et les autres, d'une communauté. La sociologie s'efforce de répondre, par l'étude des sociétés modernes, à la question traditionnelle : dans quelle mesure existe, à quelles conditions peut être vécue une communauté entre groupes stratifiés? Si tel est, fondamentalement, le problème des classes, on s'explique pourquoi les sociologues échappent rarement à la partialité et comment ils pourraient y échapper.

Il est de multiples modes de partialité sociologique. Le premier, le plus vulgaire, est la *sélection arbitraire des faits*. L'hétérogénéité sociale est plus ou moins marquée à tel ou tel point de vue : il est facile, quand on incline à justifier un ordre social, de mettre l'accent sur les aspects d'homogénéité croissante et de négliger les aspects d'hétérogénéité subsistante. La science implique d'abord la volonté de voir les faits tels qu'ils sont et non pas tels qu'ils devraient être selon la doctrine officielle. En ce sens, la science n'est possible que dans les sociétés qui se prêtent au « désenchantement ».

Le deuxième mode de partialité sociologique résulte de la *confusion, au niveau de la théorie, entre la définition conventionnelle et la définition exprimant les résultats de la recherche* (1). On a le droit de faire ou de ne pas faire de différence entre *strates* et *classes*, mais seule l'enquête autorise à dire qu'il y a ou qu'il n'y a pas des

(1) Par exemple M. Gurvitch propose la définition suivante de la classe : « Les classes sociales sont des groupements particuliers de fait et à distance, caractérisés par leur superfonctionnalité, leur tendance vers la structuration poussée, leur résistance à la pénétration par la société globale et leur incompatibilité radicale avec les autres classes. » Chacun a le droit de choisir ses définitions, reste à savoir s'il existe, dans les sociétés modernes, des réalités qui répondent à cette définition. Personne ne mettra en doute que les classes soient des « groupements à distance » : on n'a jamais vu ensemble tous les membres du prolétariat français ou allemand, *a fortiori* du prolétariat mondial. On admettra sans trop de peine que les classes ne soient pas organisées (le parti qui se réclame d'une classe est organisé, la classe elle-même ne l'est pas) ou que les classes ne sont ni unifonctionnelles ni plurifonctionnelles mais suprafonctionnelles (la distinction entre pluri- et suprafonctionnelles prête à des controverses surtout conceptuelles). Mais quand on affirme que les classes ont leurs

valeurs ou leurs œuvres propres ou qu'elles résistent à la pénétration par la société globale, l'observateur demande des preuves et maintient, en tout cas, qu'une telle définition ne peut être que le terme de l'étude empirique et non un mode de désignation de l'objet ou une théorie inspiratrice de la recherche.

Bien plus, il est douteux que des propositions comme « les classes sont résistantes à la pénétration par la société globale » ou « les classes produisent des œuvres propres » soient nécessairement vraies ou fausses pour toutes les classes de toutes les sociétés industrielles ou pour toutes les classes d'une seule société industrielle. J'ai toujours été surpris que la plupart des sociologues n'aient pas tiré les conséquences, pourtant faciles, des difficultés qu'ils éprouvaient à préciser les classes entre lesquelles se divisait une société particulière. Depuis Marx jusqu'à M. Gurvitch, tout se passe comme si l'on était assuré que les sociétés se divisent en classes sans être sûr du nombre et de l'identité de ces classes.

groupements partiels, au niveau national, conscients chacun de leur unité et de leur opposition à d'autres groupes, à préciser le caractère des antagonismes vécus.

Le troisième mode de partialité sociologique consiste à *prétendre connaître avec certitude et précision des phénomènes qui, par leur nature même, sont équivoques*. Le sociologue qui aurait le courage de s'observer lui-même ou d'observer naïvement autour de lui, reconnaîtrait la difficulté de formuler des propositions catégoriques, d'ordre général, sur ce que l'on est convenu d'appeler « conscience de classe » ou « conscience d'antagonisme de classes ». Qu'on m'entende bien : je ne déconseille pas d'étudier de tels phénomènes, au contraire, ils me paraissent plus intéressants que le taux de mobilité brute ou nette. Ce que je crains, c'est que le sociologue ne se croie tenu, par ses obligations de savant, de prêter à la conscience des hommes qu'il prend pour objet une consistance qu'elle n'a pas. Que telle fraction des ouvriers français vote pour le parti communiste est un fait incontestable ; que le parti communiste ne puisse, depuis quelques années, déclencher de grèves pour des motifs strictement politiques et que les ouvriers n'aient pas eu, en mai 1958, la moindre tentation de descendre dans la rue, est un autre fait. Les électeurs souhaitent-ils sincèrement l'accession au pouvoir du parti pour lequel ils votent ? Combien d'entre eux la souhaitent sincèrement ? Pourquoi la réponse à de telles questions serait-elle moins équivoque que la notion même de sincérité ?

Le quatrième mode de partialité sociologique est *la détermination arbitraire de ce qui est important ou essentiel*. Le sociologue marxiste a le droit de considérer le rapport à la propriété des moyens de production comme le plus important. Encore doit-il justifier sa décision, c'est-à-dire préciser quelles sont, en fait, les répercussions des deux statuts de propriété sur l'hétérogénéité sociale, quelles sont les relations de dépendance réciproque entre statut de propriété et régime politique.

Enfin, le cinquième mode de partialité sociologique consiste à *projeter dans la réalité elle-même un jugement de l'observateur sur les mérites ou démérites de l'ordre social*, jugement que le sociologue est en droit de porter mais qui n'est pas inscrit dans les faits, matériels ou psychologiques. Le sociologue soviétique, qui déclare non antagonistes les classes de sa propre société et antagonistes les classes de la société capitaliste, peut vouloir dire trois choses différentes.

Ou bien il veut dire que les classes de la société soviétique n'ont pas conscience de leur antagonisme cependant que les classes de

la société capitaliste ont conscience d'avoir des intérêts fondamentalement opposés. En ce cas, la coopération de classes, telle qu'elle est pratiquée par les syndicats américains, les syndicats et les travaillistes anglais, réfute cette affirmation.

Ou bien il veut dire que, dans un cas, l'antagonisme *doit* exister et, dans l'autre, *ne doit pas* exister. Or, puisque ce devoir-être n'exprime pas un déterminisme historique, il exprime une obligation éthique ou politique. Mais alors cette obligation, pour ne pas être la simple expression d'une préférence, individuelle ou collective, doit être fondée sur ce que sont les rapports de classes dans un ordre social et dans un autre. Si la paupérisation accompagnait la croissance économique, à la rigueur l'antagonisme serait inclus dans la réalité. Si l'élévation du niveau de vie et la réduction des inégalités accompagnent certaines phases de la croissance, quel que soit le régime, il n'y a ni d'un côté évidence de la paix ni de l'autre évidence de l'antagonisme.

Ou bien enfin, le sociologue veut dire qu'*en fait* les classes sont ici en lutte, là en coopération. Mais à moins que l'on ne vise l'incontestable antithèse entre autorisation et interdiction des organisations de classes, ce sens nous renvoie soit au premier soit au deuxième. Ou les classes *ont*, dans le capitalisme, conscience de leur opposition à cause de la propriété privée des instruments de production ; ou les classes *doivent* s'opposer au capitalisme. Puisque le capitalisme n'empêche pas l'élévation simultanée du niveau de vie de toutes les classes, la prétendue réalité de l'antagonisme ne repose que sur le caractère avoué de la compétition entre les classes ou sur l'efficacité supérieure d'un régime de type soviétique. Cette efficacité supérieure n'est pas démontrée et le concept même d'efficacité prête à de multiples interprétations.

Pour échapper à la partialité, il faut donc un triple effort d'exactitude empirique, de théorie ou de critique, enfin de référence aux valeurs, implicites dans la société et dans la science.

Que le sociologue doive, d'abord et avant tout, explorer le réel va pour ainsi dire de soi. Mais cette exploration nécessaire découvre fatalement que la société viole, ici et là, les valeurs qu'elle proclame. Toutes les sociétés actuellement connues comportent des institutions incompatibles avec l'idéal dont elles se réclament. Probablement les sociétés archaïques ont-elles été les moins infidèles à leur idéal. Les sociétés modernes, en raison de leurs aspirations égalitaires et de leurs transformations chaotiques, semblent se renier plus que toutes celles qui les ont précédées. Les préjugés de race, malgré les principes démocratiques, le parti unique

et la doctrine d'État au nom de la libération humaine ne sont que deux exemples de ces contradictions innombrables entre la manière dont les collectivités se conduisent et la manière dont, d'après leur propre langage, elles devraient se conduire. La sociologie cesse d'être fidèle à sa mission de science dès lors qu'elle jette un voile sur une partie de la réalité.

Mais elle ne devient guère moins infidèle à sa mission quand elle se borne à mettre en lumière les imperfections authentiques de la société qu'elle étudie. L'ennemi des États-Unis trouve tous les arguments dont il a besoin dans les ouvrages littéraires ou scientifiques dus à des écrivains américains. L'ennemi de l'Union soviétique a peut-être des difficultés plus grandes à trouver ce qu'il cherche dans les écrits soviétiques. Il ne manque pas, malgré tout, de livres antisoviétiques composés presque exclusivement avec les coupures de la presse russe ou les passages d'autocritique des livres officiels.

Si l'on veut éviter camouflage ou dénigrement, il faut mettre en place les faits innombrables, mesurer la signification de ceci ou de cela. *La voie de l'objectivité passe par la théorie*, si l'on convient d'appeler théorie la détermination du problème en ses divers aspects, l'élaboration des concepts, l'énumération des circonstances, des déterminants, des effets. Ce n'est que par rapport à une théorie ainsi conçue que l'on peut marquer la signification et d'une doctrine comme celle des Soviétiques (définissant la classe par le rapport à la propriété des instruments de production) et des enquêtes parcellaires conduites par les observateurs occidentaux.

Seule une telle théorie permet les comparaisons faute desquelles l'interprétation de la structure d'une société particulière sera presque inévitablement faussée par l'excès d'indulgence ou de sévérité. Grâce à la théorie formelle et pluraliste, on peut saisir à la fois les phénomènes de stratification communs à toutes les sociétés modernes et les traits spécifiques de l'un et de l'autre régime, en ce qui concerne les classes (degré de consistance à travers les générations, conscience actuelle de constituer une unité, de s'opposer à une ou d'autres classes pour la répartition des revenus ou de l'autorité, part respective de la conscience d'antagonisme ou de la communauté).

La comparaison scientifique des relations de classes dans l'un et l'autre type des sociétés modernes cesserait-elle d'être utilisable pour les besoins de la controverse idéologique? Certainement non. Toute sociologie des classes se prête à l'exploitation idéologique et il

est aisé de voir pourquoi. Tant que subsiste la propriété privée des moyens de production, subsistent aussi plusieurs catégories de revenus, certains profits apparaissent disproportionnés aux services rendus par les individus à la collectivité. Mais si toute propriété privée des instruments de production est éliminée, l'État étend sans limites ses fonctions et ses pouvoirs, des risques en résultent pour les libertés des personnes, pour la concurrence légale des partis et même pour la qualité de la gestion économique.

En d'autres termes, toute structure sociale présente des dangers ou des inconvénients et par rapport à l'objectif d'efficacité et par rapport aux valeurs communes aux sociétés modernes.

Je n'en tirerai pas la conclusion que le sociologue doit éviter les jugements de valeur, mais qu'il doit tirer au clair ceux, diffus et implicites, de son milieu et, autant que possible, préciser les siens propres. Quand un sociologue étudie la mobilité sociale, la proportion des fils de paysans ou d'ouvriers parmi les étudiants, il aurait tort, à mon sens, d'affecter une complète neutralité. Le sociologue soviétique compare le recrutement social des étudiants d'un côté et de l'autre du rideau de fer, convaincu qu'une mobilité supérieure à l'Est, révélée par les statistiques, serait considérée, *des deux côtés*, comme un mérite.

Mieux vaut donc ne pas affecter l'indifférence à la signification idéologique ou politique de tels faits. Mieux vaut analyser les aspirations vagues vers l'égalité et la mobilité sociale aussi précisément que possible, chercher dans quelle mesure il est possible de les satisfaire et quels autres biens (liberté individuelle, pluralisme des partis, institutions représentatives) risquent d'être sacrifiés par la considération exclusive de l'objectif égalitaire.

Le sociologue qui étudie les classes ne doit pas ignorer les jugements de valeur que portent spontanément ses lecteurs. Mais ces jugements spontanés sont généralement partiels parce qu'ils méconnaissent les implications d'un phénomène en lui-même souhaitable ou le prix qu'il faudrait payer pour atteindre un but, en apparence appelé par notre idéal. Le sociologue ne diffère pas de l'homme politique ou de l'homme de la rue en ce sens qu'il n'a pas de préférences ou n'exprime pas d'opinions. Il devrait en différer par la considération de l'ensemble, par le refus d'exalter ou de dénigrer systématiquement, par l'aveu des défauts inséparables du régime qu'il choisit, par la reconnaissance des mérites propres au régime qu'il combat.

Le sociologue s'efforce d'être scientifique non par la neutralité mais par l'équité.

IV

Peut-être ne sera-t-il pas inutile d'indiquer en quelques mots en quoi cette conception de l'*équité* diffère de la conception de l'*objectivité*, développée par Max Weber (Il va de soi que nous n'envisageons qu'un aspect de l'épistémologie de Weber, celui qui se rapporte aux problèmes discutés dans cet article).

Max Weber souhaitait que le sociologue, en tant que savant ou professeur, restât en dehors des conflits du forum et il croyait garantir la neutralité en imposant une sorte d'ascèse, en interdisant les prises de position politiques, les jugements de valeur. Les critiques ont fait observer que Weber lui-même ne s'était pas tenu à cette règle et que ses œuvres — en particulier la sociologie de la religion — étaient pleines de jugements de valeur.

L'œuvre de Weber aurait été non seulement ennuyeuse mais absurde s'il n'eût parlé à tout bout de champ des vertus et des vices intellectuels et moraux dans le registre approprié, celui de la louange et du blâme. Des expressions comme celles-ci viennent à l'esprit : « grands caractères — incomparable grandeur — perfection jamais dépassée — pseudo-systématique — ce relâchement était sans nul doute le fruit de la décadence — complètement dépourvu de qualités artistiques [...] » (2).

On peut répondre à cette critique que Max Weber, selon l'esprit sinon la lettre de sa doctrine, ne proscrivait pas de tels jugements de valeur, internes à l'objet étudié. Effectivement, une sociologie de l'art ne peut pas faire abstraction de la qualité des œuvres, pas plus qu'une sociologie de la religion ne peut faire abstraction de la qualité des expériences spirituelles, parce que le fait à étudier, œuvre ou expérience, n'est pas défini si l'on ne tient pas compte de sa qualité. Ce qui, en revanche, serait interdit au sociologue, c'est d'établir une hiérarchie entre des œuvres ou des expériences radicalement autres, entre la statuaire d'Ellora et celle de Reims, entre le saint bouddhiste et le saint chrétien.

Que l'on admette l'objection ou la réponse, éventuellement l'une et l'autre, la sociologie qui nous intéresse ici, celle des institutions politiques et sociales, ne s'abstient pas, quoi qu'en ait dit Max Weber, de louer ou de blâmer.

Weber, comme tous ceux qui ont un jour réfléchi sur la condition humaine, ne pouvait s'empêcher de parler d'avarice, de cupidité, de manque de scrupule, de

(2) Leo STRAUSS, *Droit naturel et histoire* (Paris, Plon, 1954), p. 68.

vanité, de dévouement, de sens de la mesure et d'autres choses semblables, bref de prononcer des jugements de valeur [...] Que deviendrait la science politique s'il n'était permis de s'intéresser à des phénomènes comme l'esprit de clique, le patronage électoral, les coalitions d'intérêt, l'art de l'homme d'État, la corruption et même la corruption morale, autant de phénomènes qui sont faits, somme toute, de jugements de valeur? (3).

Nous avons ajouté, dans les pages précédentes, une raison supplémentaire à cette argumentation contre l'interdiction factice des jugements de valeur : la sociologie loue et blâme même quand elle affecte de ne pas le faire, parce que l'étudiant ou le lecteur interprète les faits ou les relations par rapport à ses valeurs à lui ou à celles de la collectivité, donc comme autant de marques d'approbation ou de dépréciation. Les hommes jugent spontanément les phénomènes sociaux, ils ont un sentiment, vague mais fort, du juste et de l'injuste. Ce sentiment fait partie de la réalité elle-même. En présentant les faits ou les explications causales en style neutre, comme s'il s'abstenait de les apprécier, le sociologue affecte de n'être pas un homme comme les autres, d'ignorer le sens profond de ses interprétations, comme si la réalité sociale pouvait être authentiquement comprise, abstraction faite des exigences que les citoyens formulent à l'égard de leur cité.

Mais il y a plus. Faussement convaincu que la neutralité ouvre la voie de l'objectivité, Max Weber laisse au sociologue, dans la constitution des types idéaux, une large liberté. Ce qui est objectif, universellement valable, ce sont les faits ou les rapports de causalité. Quant aux concepts qu'il appelait tous types idéaux parce qu'ils n'étaient ni reflets du réel ni concepts aristotéliens et qu'ils comportaient tous une sorte de rationalisation utopique, ils étaient composés par le savant en fonction des questions que celui-ci posait à l'objet, de l'intérêt qu'il prenait au passé ou au présent de la société. L'élément de choix ou d'arbitraire, inclus dans le type idéal, ne contredisait pas l'idéal d'objectivité, parce que le type n'était qu'un instrument, un moyen de saisir la réalité en comparant l'image intellectuelle avec l'événement concret.

Or, s'il est vrai que les concepts des sciences sociales comportent tous quelque trace de rationalisation utopique, il ne paraît pas vrai que les types idéaux ne soient que des instruments et que le but de la connaissance se situe toujours au-delà. En fait, les sciences sociales s'efforcent de substituer à la conscience vague que nous prenons de la société une description plus élaborée, conceptuellement clarifiée. L'objectivité de cette description n'est garantie

(3) *Ibid.*, p. 69.

ni par la neutralité (car elle est impossible) ni par la seule vérité de faits (on compose un portrait faux avec des faits vrais). C'est dans la mise en place des faits, dans la composition de l'image intellectuelle que le savant risque d'être partial et doit être équitable. Mais il n'évite la partialité et n'atteint à l'équité qu'en se refusant la liberté que Max Weber admettait dans la construction des types idéaux et en élaborant au moins une théorie analytique, qui indique les principaux déterminants et permette de reconstruire l'ensemble.

Remarquons-le d'ailleurs : ces remarques portent sur la méthodologie explicite de Max Weber, non sur sa pratique. Max Weber s'est efforcé, comme tout sociologue digne de ce nom, de reconstruire les systèmes partiels — du droit, de l'économie, de la politique — puis le système global de la société en suivant les articulations naturelles des systèmes, en détachant ceux des déterminants qui, en chaque système ou en un type particulier d'ordre social, exercent la plus grande influence sur l'ensemble. Il s'est efforcé de remonter aux types les plus abstraits, qui dominent la diversité historique, pour en faire sortir peu à peu, par une sorte de particularisation progressive, la diversité des structures concrètes. Que cette typologie, appliquée à l'histoire universelle, soit éventuellement solidaire de questions liées à la personne et à l'époque du savant, soit. Que cette typologie ne prétende pas être la seule possible, soit encore. Mais, pour chaque société, l'interprétation sociologique est objective dans la mesure où elle est « compréhensive » au sens français et original de ce terme, il n'y a compréhension [*verstehen*] qu'à la condition qu'il y ait saisie d'ensemble, équilibre des éléments, mise en place des faits, perception de l'originalité propre à une espèce d'ordre social par rapport aux autres espèces à l'intérieur du même genre.

Une telle compréhension n'est évidemment pas neutre par rapport aux idéologies des partis politiques, bien qu'elle ne se confonde avec aucune d'elles. Dans la mesure où un parti présente son idéologie comme une vérité scientifique (le marxisme, par exemple), la sociologie doit soumettre cette idéologie à critique et le sociologue doit accepter avec indifférence l'accusation qui sera portée contre lui « qu'il fait de la politique ». Les propositions principales du marxisme (rapport entre forces et rapport de production, plus value, exploitation et profit, paupérisation, régime économique et classes sociales, aliénation économique et autres formes d'aliénation, etc.) concernent des faits, des rapports, des tendances de l'évolution. Elles sont vraies ou fausses, probables ou improbables, démontrées ou indémontrées : si le sociologue ne parvient pas tou-

jours à les prouver ou réfuter rigoureusement, c'est qu'elles sont exprimées en termes si équivoques qu'elles finissent par être vides de sens faute du minimum de précision indispensable. L'examen et la critique des propositions de fait incluses dans toutes les idéologies ne peut pas ne pas incomber à la sociologie et, par suite, celle-ci ne peut pas éviter de prendre position pour ou contre les interprétations et les programmes des partis.

Ce qui est effectivement en question, ce sont les limites des interventions de la science dans les querelles politiques. Même si le sociologue démontre que, pour 90 %, les propositions du marxisme sont scientifiquement fausses, il n'en résulte pas que les autres partis ont raison. Une décision se situe dans une conjoncture singulière, aucun des combattants ne se réclame de la seule vérité et ne veut en toute pureté le bien de tous. L'action est donc, par essence, autre que la connaissance, sans qu'il soit besoin d'invoquer l'hétérogénéité radicale du fait et de la valeur.

En dehors même des servitudes de l'action, les arguments que Max Weber et d'autres ont avancés, conservent une part de validité. La plupart des mesures concrètes lèsent certains intérêts et en avantagent d'autres : l'appréciation raisonnable du pour et du contre n'est pas de même nature que l'établissement des faits (sans en être radicalement différente, comme le suggérait Max Weber). A un niveau supérieur, tout ordre social comporte une part d'injustice ou, si l'on préfère, de non-accomplissement de ses propres objectifs. La science peut éclairer le choix entre les divers ordres, elle peut montrer que tel choix est plus raisonnable que d'autres : la pesée des mérites et des démérites relève de la conscience morale plus que de la conscience scientifique.

Même sur ce point, j'hésiterais aujourd'hui à suivre Max Weber jusqu'au bout. La pesée des avantages et des défauts propres à chaque ordre social, nous l'avons suggéré dans l'analyse des classes sociales, est impliquée par, incluse dans la comparaison des divers ordres concrets (au moins quand il s'agit de deux espèces d'un même genre, de deux modalités de la société industrielle par exemple). Les résultats de la comparaison scientifique débouchent spontanément sur des conseils de sagesse. Peut-être la confrontation de sociétés radicalement autres, de la cité grecque et de la démocratie moderne par exemple, aboutit-elle à une intellection *neutre* des essences. Je doute qu'il en aille de même quand les sociétés se réclament des mêmes idéaux et comportent une communauté fondamentale de structure.

Max Weber, lui, ne voulait connaître que deux termes, science

objective des faits et des rapports de causalité, engagement libre et irrationnel. Comme à juste titre il n'apercevait pas dans le réel un déterminisme global, il affirmait que toute prise de position exigeait un choix personnel et que celui-ci sacrifiait certaines valeurs afin d'en accomplir d'autres. Cette vision pluraliste n'était pas en elle-même fausse, mais elle supposait l'incohérence du réel et l'anarchie de valeurs incompatibles. Si la science est compréhension du tout, elle n'apporte pas une vérité de l'action, mais elle juge ceux qui, arbitrairement, sont fascinés par un aspect du réel ou enclins par fanatisme à tout sacrifier à *une* valeur. En d'autres termes, Max Weber refusait de reconnaître la politique raisonnable, fondée sur une analyse équilibrée de l'ordre social, parce qu'il voulait réserver les droits de la morale de la conviction, mettre le pacifiste ou le syndicaliste révolutionnaire, indifférent aux conséquences de ses actes, au même niveau de dignité que l'homme d'État responsable et, finalement, au nom de la contradiction des fins derrières, « sauver » les idéologues, bien que la science soit en mesure de démasquer les idéologies.

Peut-être, en certaines conjonctures, retrouverait-on au-delà du dialogue raisonnable l'affrontement des personnes ou des « conceptions du monde ». Mais nous vivons aujourd'hui la fin de l'âge idéologique. Dévalorisées par l'histoire elle-même, les idéologies d'hier nous apparaissent aujourd'hui moins comme l'expression de métaphysiques ou de politiques légitimement opposées en un combat grandiose que comme des conglomerats confus de demi-vérités et de passions obscures. Au lieu de fonder la légitimité de l'engagement, fût-il délirant, comme le faisait Max Weber, nous voulons fonder la légitimité de la critique scientifique.

Cette intention, je le reconnais volontiers et je vais le montrer mieux encore dans le paragraphe suivant, est liée à un moment historique, comme l'était l'intention autre de Max Weber, elle n'en est pas moins constitutive de la sociologie authentique.

V

Si l'on appelle révolutionnaires les sociologies qui annoncent ou recommandent les bouleversements de l'ordre social, les grandes doctrines du dix-neuvième siècle — Auguste Comte, Marx, Pareto — étaient révolutionnaires, les écoles modernes, l'école empirique des États-Unis ou l'école « synthétique » de l'Union sovié-

tique, ne le sont pas. Elles sont toutes deux conservatrices dans la mesure où elles nient la nécessité d'un bouleversement et approuvent l'ordre existant dans ses traits principaux.

L'approbation est, en Union soviétique, explicitement doctrinale, puisqu'elle s'adresse à l'interprétation que l'État soviétique donne de lui-même en se référant à la théorie inspiratrice des fondateurs du régime. Aux États-Unis, l'approbation est implicite, elle résulte de la méconnaissance de l'éventualité révolutionnaire et de l'affirmation que, progressivement, la société américaine se rapproche de l'idéal dont elle se réclame. Ce rapprochement souligne d'ailleurs les contrastes plutôt que les similitudes.

La sociologie américaine est essentiellement *réformiste*. Pratiquée par des hommes en majorité libéraux, au sens américain de ce terme, elle est, consciemment ou non, presque toujours favorable aux mesures dites progressives, celles qui prétendent accroître la mobilité sociale, réduire les inégalités, favoriser l'intégration des minorités nationales ou raciales dans la communauté. Réformiste, la sociologie américaine est accusée par les uns d'être *subversive*, par les autres d'être désormais inféodée aux puissances sociales.

La première accusation vient des extrémistes du MacCarthysme ou de l'anticommunisme. Plus intéressante est la deuxième, formulée par des critiques comme C. Wright Mills par exemple, qui dénoncent la subordination des recherches aux institutions qui en assurent le financement et aussi les implications conservatrices de la conceptualisation, formaliste et suprahistorique, de Talcott Parsons. La recherche, analytique et empirique, n'est en tant que telle ni favorable ni hostile à l'ordre existant. Mais il suffit que les chercheurs soient au service des institutions et s'interrogent principalement sur les motifs des conduites inadaptées ou « déviantes » (celle des soldats au combat ou des travailleurs à l'atelier) pour que l'intégration paraisse l'objectif dernier et le conservatisme la doctrine invouée.

Le caractère institutionnel de la recherche et de l'enseignement comporte, à coup sûr, des risques pour les sociologues, menacés d'être en Union soviétique les porte-parole de l'orthodoxie étatique, aux États-Unis les conseillers en manipulations humaines des entreprises industrielles ou même politiques. Mais on aurait tort, à mon sens, d'expliquer les tendances idéologiques de la sociologie actuelle par la seule situation sociale de celle-ci. Les sociologues ont, en large mesure, cessé d'être révolutionnaires parce qu'au vingtième siècle, aucune des grandes sociétés modernes ne

porte en elle de virtualités révolutionnaires, sinon par confrontation avec l'autre type de société moderne ou par incapacité de choisir entre les types possibles. Il subsiste, dans la société américaine, des conflits multiples entre les individus et les groupes, dont l'enjeu est, tour à tour ou simultanément, économique ou politique. Tel groupe, racial, national ou social, se sent exploité, humilié par la répartition des revenus ou du prestige. Ceux qui, faute de dons ou par les hasards de la naissance ou de la compétition, n'ont pas monté haut dans l'échelle sociale, peuvent développer une conscience d'appartenance à une classe inférieure et d'opposition à ceux qui ont réussi. Des groupes, plus ou moins vastes et consistants, acquièrent parfois la conscience qu'ils n'ont pas une juste part de l'autorité et engagent la lutte pour accéder au pouvoir, soit, s'il s'agit de minorités, à un pouvoir qu'ils exerceraient en personne, soit, s'il s'agit de groupes nombreux, à un pouvoir qu'ils éprouveraient comme leur parce qu'il serait exercé par leurs représentants. Mais qu'il s'agisse de l'ordre politique ou de l'ordre économique, on ne voit pas quel serait l'objectif d'un mouvement proprement révolutionnaire. Seuls les déviants à la limite du *lunatic fringe* peuvent être révolutionnaires aux États-Unis. Il est légitime de se demander si la sociologie américaine continue d'accomplir sa fonction de critique sociale, mais comment lui reprocher de ne pas être révolutionnaire dans un pays où nul ne sait ce que devrait apporter une révolution?

Quant à la sociologie soviétique, elle ne pourrait être révolutionnaire qu'en niant les fondements de l'État soviétique (la sociologie américaine ne pourrait l'être qu'en niant les fondements de la société américaine), c'est-à-dire en niant le caractère prolétarien de la prise du pouvoir par le parti bolchevik en 1917 ou l'équivalence entre classe ouvrière et parti. Le lien entre la doctrine d'État et la théorie sociologique ne laisse pas aux sociologues soviétiques la liberté de leurs collègues occidentaux. Mais s'ils étaient libres, ils seraient probablement, eux aussi, plutôt réformistes que révolutionnaires. L'économie soviétique, en effet, telle qu'elle s'est édifiée, ne peut évoluer que lentement vers les mécanismes du marché ; le monopole du pouvoir réservé à un parti est probablement nécessaire au fonctionnement de la planification actuelle. Le monopole du parti comme la rigueur de la planification ne pourraient être relâchés que progressivement, à moins d'un bouleversement d'où sortirait un nouveau despotisme.

Pourquoi l'esprit révolutionnaire s'est-il déplacé du dialogue à l'intérieur des grandes nations au dialogue entre les nations,

les sociologues soviétiques n'étant plus révolutionnaires que pour les autres? Les doctrines du vingtième siècle étaient contemporaines d'une phase peu avancée de la modernisation, les relations entre développement des forces productives, lutte de classes et modalités du régime politique étaient mal connues et prêtaient à des doctrines grandioses et équivoques. Une fois que le développement des forces productives a atteint un certain point, les conflits de groupes sociaux ne disparaissent pas, mais ils ne prennent une portée décisive que dans la mesure où ils ont pour enjeu principal le régime de l'économie et du pouvoir. Dans une société moderne, prospère, le nombre de ceux qui se jugent injustement traités et qui désespèrent d'obtenir par des réformes le redressement des torts subis, n'est pas tel que les conflits des groupes sociaux deviennent lutte inexpiable entre les classes pour ou contre le régime établi. En Union soviétique, la sacralisation de l'État par l'idéologie interdit toute mise en question du régime. Aux États-Unis, aucune classe, aucun parti ne se donne pour objectif une telle mise en question.

Quand un État a présidé à la construction d'une grande industrie, transformé la vie de millions d'hommes passés des champs aux villes, la technique, quelle qu'elle soit, qui a été appliquée, sort confirmée aux yeux des masses par les épreuves et les succès de l'industrialisation. La scission du peuple en deux classes ennemies, l'une solidaire de la minorité au pouvoir, l'autre dressée contre elle, ne se produit pas. La révolte du prolétariat américain contre le capitalisme des monopoles n'existe que dans le monde fictif des idéologues soviétiques.

La polémique révolutionnaire se déroule par-dessus les frontières ou à l'intérieur des pays qui, telle la France, sont divisés en partisans de l'un ou de l'autre régime, sans compter les partisans d'un régime, jamais vu, qui serait à la fois aussi organisé que celui de l'Est et aussi libéral que celui de l'Ouest. Même dans ces pays déchirés par des idéologies inadaptées, la sociologie, dans la mesure où elle favorise la recherche empirique, affaiblit peu à peu les passions révolutionnaires et se rapproche du réformisme américain. Non parce que les sociologues trahissent mais parce que le mythe révolutionnaire est un héritage du dix-neuvième siècle et ne signifie plus rien aujourd'hui. En se convertissant à un « conservatisme éclairé », les sociologues se bornent à exprimer l'évolution historique.

En revanche, là où la société traditionnelle freine ou paralyse la modernisation, la sociologie; du simple fait qu'elle analyse le

réel, devient révolutionnaire : elle montre en même temps que la société traditionnelle est condamnée et ce que coûte la prolongation de l'agonie. Là encore, c'est moins aux sociologues qu'à la société qu'est imputable la signification que revêt la sociologie.

Peut-être pouvons-nous maintenant répondre à la question que nous suggérons au point de départ : dans quelle mesure l'effort pour étudier scientifiquement la réalité sociale a-t-il modifié la conscience que les sociétés modernes prennent d'elles-mêmes ?

A un niveau inférieur, l'étude empirique et, si possible, quantitative, des phénomènes sociaux est et sera de plus en plus pratiquée dans tous les pays modernes. Elle répond aussi bien à la curiosité des citoyens qu'à l'intérêt des gouvernants. Qu'il s'agisse de logement ou de sécurité sociale, de l'attitude des travailleurs à l'atelier, des citoyens au bureau de vote, des ménagères dans un bloc d'habitations, l'enquête, statistique et psychologique, donne aux constructeurs, gestionnaires ou gouvernants, des connaissances utiles à l'action. Les dirigeants soviétiques aussi ont avantage à savoir quel est l'état d'esprit réel des gouvernés et non pas seulement celui que postule la doctrine. En ce qui concerne les problèmes parcellaires, administratifs ou techniques, les sociétés modernes ont et auront de plus en plus recours à la science.

Ces recherches analytiques ne sont pas sans conséquences idéologiques puisqu'elles contribuent à révéler l'accord ou la contradiction entre idéal proclamé et existence collective, le rétrécissement ou l'élargissement de l'écart entre principes et réalité. Malgré tout, la sociographie ne modifie la conscience que la société a d'elle-même que dans la mesure où elle est interprétée par une théorie. Or, pour l'instant, les Soviétiques entendent par théorie la survivance d'une doctrine du siècle dernier, antérieure et à l'épanouissement du capitalisme et aux révolutions soi-disant marxistes. Ce n'est pas la sociologie scientifique qui influe sur la conscience que la société soviétique prend d'elle-même, c'est la conscience que le régime soviétique a de lui-même et veut inculquer aux masses qui empêche le progrès de la connaissance sociologique.

En effet, la théorie est scientifique dans la mesure où elle est critique. Elle doit tenir compte autant que possible de tous les déterminants, de tous les aspects du phénomène considéré. Il est loisible de retenir un déterminant comme essentiel mais à condition de préciser *objectivement* les conséquences qu'entraîne la présence ou l'absence de ce déterminant. Une théorie des classes tend à la qualité scientifique dans l'exacte mesure où elle ne choisit pas *arbitrairement* entre les points de vue et, aboutissant à une

interprétation particulière, ne néglige pas les faits et les arguments invoqués par les autres interprétations.

En d'autres termes, quand il s'agit de la société dans son ensemble ou du régime politique, la science, jusqu'à présent, ne modifie pas la conscience parce que la théorie critique, comparative, pluraliste, existe à peine. Ici, elle est refoulée par le dogmatisme idéologique de l'État, là par l'indifférence aux autres structures possibles et par le souci exclusif des études parcellaires dans le cadre d'une structure globale non discutée.

Les progrès de la théorie critique ébranleront-ils demain la conscience spontanée que les sociétés ont d'elles-mêmes? L'expérience nous incite plutôt au doute. Pas plus que la psychanalyse ne modifie le mécanisme psychique des hommes, voire des psychanalystes, la sociologie ne modifie les réactions sociales des hommes, voire des sociologues. Logiquement, une science qui, à la manière de l'anthropologie sociale, professe que l'on ne peut établir de hiérarchie entre les sociétés archaïques et les sociétés modernes, entre ceux que l'on appelait jadis barbares et ceux que l'on n'ose plus appeler civilisés, devrait créer l'incertitude et ronger la foi. En fait, les savants joignent sans trop de peine l'adhésion à leur société et l'affirmation de l'égalité théorique entre toutes les sociétés. De même, les « théoriciens » du bolchevisme n'ont pas hésité à prendre le pouvoir quand l'occasion s'est présentée, bien qu'en l'état des forces productives, le socialisme fût, selon la doctrine, impossible en Russie. Comme l'ordre social est l'enjeu des conflits de notre temps, ils baptisent scientifique l'idéologie marxiste-léniniste dont ils se réclament dans la bataille des partis et des États. Mais cette idéologie n'a pas une fonction différente de celle qu'ont remplie, à travers la durée, les idéologies non scientifiques : elle dessine vaguement les traits de la bonne société, elle justifie le présent par un avenir rêvé ou voulu. En vérité, les bolcheviks ne nous enseignent pas l'art d'agir selon les conclusions de la science, mais l'art d'oublier la doctrine quand les circonstances sourient aux audacieux.

Croire à la puissance de quelques-uns à l'âge des masses et de la technique, telle est probablement la leçon suprême que nous offrent les bolcheviks. Cette leçon est à l'opposé de leur théorie. L'histoire de l'Union soviétique est l'épopée de héros, bien que les porte-parole ne parlent que de déterminisme, de classes, de masses. C'est aux États-Unis que s'est déroulée une épopée collective et que l'on croit authentiquement au *common man*. Que les marxistes nous apprennent à ne pas oublier les grands hommes et nous leur

apprendrons qu'il y a des limites, fixées par les mécanismes sociaux, à la toute-puissance des bâtisseurs.

Il n'y a pas de dialogue sans ironie : l'échange ironique, c'est que chacun apprenne de l'autre ce que sa propre théorie aurait dû lui enseigner depuis longtemps. Pour que le dialogue fût scientifique et non ironique, la sociologie devrait avoir accédé à la conscience d'elle-même. Or, pour l'instant, la sociologie est plus souvent rigoureuse dans la recherche que dans la critique de ses propres résultats.

INDUSTRIAL SOCIETY AND REPRESENTATIVE GOVERNMENT

T. B. BOTTOMORE

The Ideas of the Founding Fathers

THE founders of sociology—Auguste Comte, Herbert Spencer and Karl Marx—intended to create, each in his own fashion, a universal science of society. Nevertheless, they were above all concerned to explain how the 19th century industrial societies had come into existence, to analyse the ramifying effects of industrialism, to elucidate the connections between economic, political and intellectual changes, and to predict the future development of Western societies. Even in their systematic attempts to classify the types of human society, they inclined towards a simple and radical distinction between the modern Western societies and all others; and gave to the former a privileged position as objects of study. This classification was adopted, with modifications, by many later sociologists, and it plays an important part in the work of Tönnies, Durkheim and others, up to the recent writers who differentiate between ‘modern’ and ‘traditional’ societies, or ‘urban’ and ‘folk’ societies.

In the intellectual legacy of the founders the least interesting part, today, is the attempt to construct a positive science, complete with laws, predictions, and the rest; the most interesting is the endeavour to describe and interpret the economic and social revolutions which produced modern industrial societies. For in this undertaking Comte, Spencer and Marx stated most of the significant problems which, ever since that time, have formed the principal subject matter of Western sociology: problems of social class and stratification, political movements and ideologies, industrial organization, social conflict and social cohesion, religion and secularization. At the same time, in spite of their commitment to the discovery of social laws, they implicitly presented sociology in its most attractive aspect, as a body of new concepts and differently organized data which provides a framework for rational

and critical discussion of contemporary political issues (1). It is curious, therefore, that so much of the writing devoted to the work of the founders should take little account of their ideas on the subject of industrial societies, and should remain firmly committed to the facile and unrewarding exposition and demolition of their evolutionist theories (2). It is the more curious at a time when the notion of 'industrial society' is beginning to find new favour in sociology; partly because it seems capable of bringing some unity into the mass of diverse and apparently unconnected enquiries which go under the name of sociological research, partly because it is relevant to the outstanding social phenomena of our time, the achievement of comprehensive industrialism in Western societies and the immense activity of industrialization in the rest of the world.

One problem, in particular, aroused the passionate interest of these writers; namely the relation between modern industrialism and modern democracy. Was the industrial type of society uniquely favourable to democratic forms of government? Would the extension of the industrial system be accompanied, necessarily, by the spread of democratic institutions and sentiments? They believed that they had revealed some kind of causal connection, and for the most part they interpreted optimistically the changes which were taking place in their societies, though Marx's doctrine represented what Raymond Aron has called a 'catastrophic optimism'. The experiences of the past half century have created doubts; few modern sociologists, whether optimistic or pessimistic about the progress of democracy, would be inclined to associate its fortunes so strictly with economic development alone. The establishment of a totalitarian political system in a highly industrialized country, the achievement of rapid industrialization under authoritarian regimes, the dangers presented by bureaucracy even in societies which have stable democratic institutions, pose a host of problems which sociologists are only beginning to study but of which they are acutely aware. In this symposium some of the problems are formulated and discussed; the present article, by way of introduction, surveys the ideas of the founders in which the modern debate originated.

(1) Explicitly they held, more or less strongly, that sociology could extinguish political debate by its scientific predictions; but that claim we need hardly consider.

(2) For example Isaiah Berlin, *Historical Inevitability* (London, Oxford U.P., 1954).

I

Neither Comte, nor Spencer, nor Marx lacked precursors. Only in the case of Comte, however, is there any direct affiliation, in the ideas which concern us here, with earlier writers. Saint-Simon, that wayward but original thinker, was the immediate source of many of Comte's ideas. He was the first to use the term 'industrial society' (or 'industrial regime') in a consistent manner, to attempt a systematic differentiation of the industrial type of society from other types, and to outline a historical theory which would account for the emergence of industrialism. He was especially concerned to examine the political consequences of the new type of society.

In an age when warfare was regarded, and had to be regarded, as the chief means of prosperity for a nation, it was natural that the direction of the temporal affairs of society should be in the hands of a military authority, and that industry should be regarded as subordinate and instrumental. On the contrary, when experience has finally convinced societies that the only means to acquire wealth is peaceful activity, i.e. industrial work, the direction of temporal affairs should naturally pass to the industrial capacity, and military force can only be regarded as subordinate [...] and probably destined to become one day completely useless (3).

The political system of an industrial society, according to Saint-Simon, would be characterized by a minimum of government, i.e. of the exercise of authority and force. In the first volume of *L'Industrie* (1817) he argues :

The kind of organization most favourable to industry consists in a government in which the political power has no more force or activity than is necessary to see that useful work is not hindered ; a government so arranged that the workers, who together form the real community, can exchange directly and with complete freedom the products of their labours, a government under which the community which alone knows what is good for it, what it wishes and prefers, will also be the sole judge of the work and utility of its labours. [...] Governments will no longer order men about ; their functions will be limited to ensuring that useful work will not be hindered. They will no longer have more than a small amount of power or money for these functions will require little. The money required for useful undertakings on a small or large scale will be supplied by voluntary subscription, and the subscribers will themselves supervise the spending and administration of their own money (3).

The principal exercise of authority will be in the organization of industrial work itself :

In a system of cooperation where everyone brings a skill and contribution, there is truly association and no inequality other than that of skill and contribution,

(3) *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin* (Paris, E. Dentu, 1865-77), t. XX, pp. 81-82 et t. XVIII, pp. 165-168.

i.e. one which is inescapable [...] Everyone is accorded a degree of importance and benefits in proportion to his capacity and contribution ; which is the highest degree of equality possible or desirable. This is the fundamental characteristic of industrial societies and this is what the peoples have gained in organizing in relation to the leaders of arts and crafts. There is no longer any authority exercised over the individual by his new leaders, except that which is necessary to maintain order in the work process, that is to say, very little; (4).

Saint-Simon finally expressed these views in an extreme form when he argued that in the industrial society "the government of men will be replaced by the administration of things".

Thus, in Saint-Simon's view, a developed industrial society would need little government, in the sense of exercise of force and authority ; and such government as was necessary would be representative. When he claims that the organization of industrial work itself would require little use of force, he implies, but does not show, that the discipline of work would largely control the individual and that the division of labour would be rationally accepted. He assumes that there would be correspondence between the capacities of the individual and the particular kind of work he is called upon to perform. In the larger discussion of politics, Saint-Simon pays little attention to possible conflicts of interest within the class of 'industrialists', which he distinguishes as a whole from the ruling groups of feudal society ; he takes for granted that the industrial owners and managers, scientists, and others, will adequately represent, and be accepted as representing, the interests of the whole group.

Comte placed Saint-Simon's ideas in a more systematic framework (5) and attempted to provide some explanation of the origin and working of the industrial type of society. He begins by making the same distinction between industrial and military societies, and goes on to argue that it is

[...] the gradual predominance of industrial life over military life, as a result of the complete abolition of the primitive slavery of the working classes, which chiefly distinguishes those peoples who form today the elite of humanity. It is also the primary source of all their other essential attributes, and the principal motor of the mode of social education which is proper to them (6).

Comte relates this difference to psychological characteristics :

In most men, he says, the active life predominates over the speculative life ; activity could be manifested in the past chiefly in warfare, but it is now manifested in industry. The most active and energetic individuals have turned from military to industrial activities (7).

(4) *Op. cit.* t. XX, p. 151.

(5) "Comte was a Saint-Simon who had been through the *Ecole Polytechnique*". G. BRUNET, *Le mysticisme social de Saint-*

Simon (Paris, Presses françaises, 1925).

(6) *Cours de philosophie positive*, VI, pp. 58-59.

(7) *Ibid.*, p. 137.

The consequences of industrialism are to increase the part of reflection in social life, to destroy caste divisions and increase social mobility, "involving henceforth a more exact correspondence between aptitudes and careers" (8), to establish a new form of social discipline, in which the principal sanction is not physical force or death, but exclusion from work, and to increase the peaceful contacts between nations.

But the industrial type of society, in the form in which it was emerging also had its dangers. There was an excess of specialization and individualism; "everyone must be entirely preoccupied with his personal interest, without considering himself as cooperating in a genuine public activity". The power of wealth has become excessive in the absence of any restraining spiritual power. The greatest danger is the growing conflict of interest between the entrepreneurs and the workers. Comte argues that only 'a new spiritual authority', a real 'intellectual government' can remove such dangers. He believes that the working class has a particular interest in supporting the development of the new spiritual power, which will defend it against the wealthy.

The positive philosophy, after having explained the natural laws which, in the modern system of association, must determine the indispensable concentration of wealth among the leaders of industry, will indicate that it is of little importance for the interests of the masses in whose hands the ownership of capital is placed so long as its normal employment is useful to society as a whole. But this essential condition depends much more upon moral means than upon political means.

Like Saint-Simon before him, and like Spencer at a later date, Comte attributes great importance to the rise of the towns in the development of representative political institutions. The town communes and corporations, he says, were the source of the passion for universal freedom. Individuals needed freedom to specialize in their industrial and commercial activities and to exchange their goods and services; the social regulation of their behaviour was accomplished through the process of exchange and trade (with the sanction of exclusion from work), supplemented by representative government in which the most able became the leaders. Comte accepts the consequences of a *laissez-faire* economic system—the concentration of wealth in a few hands, the tendency towards excessive individualism—for the sake of the political liberty which such a system sustains. Moreover, he regards the disadvantages

(8) *Ibid.*, p. 88.

as being mitigated by the destruction of caste barriers, which allows individuals to achieve a place in society corresponding with their aptitudes, or as capable of mitigation through the pervasive influence of an accepted moral doctrine. Comte's insistence on the need for a regulating authority in society does not mean that he advocates a strong and centralized political regulation of everyday life; he argues that the tendencies towards social disintegration, or anarchy, have their origin in 'intellectual anarchy' and should be combated by an intellectual or spiritual authority, constituted independently of the political authority and pursuing its ends by the exercise of prestige, not power. "There is totally lacking in modern industrial society any systematic morality which could establish a sane practical regulation of the various fundamental social relationships constituting everyday life" (9).

II

Among the writers we are considering, Spencer has a special place, for he is the only one who analyses systematically the nature of the industrial type of society. In the *Principles of Sociology*, he discusses the subject briefly in a chapter on 'social types and constitutions' (vol. I, part II, ch. x), and treats it at length in a later chapter entitled 'The Industrial Type of Society' (vol. II, part V, ch. xviii).

Spencer refers in the earlier chapter to two principles of grouping societies, first, according to their degree of composition (i.e. scale and complexity), and second, according to whether they are predominantly militant or predominantly industrial in character. With the first of these groupings we shall not be concerned, except to remark that Spencer conceived the two criteria of grouping as intersecting, so that his classification of societies was in principle complex. In practice, however, he did not examine the types of society resulting from such a double classification, but dealt with the types distinguished by each principle of grouping taken separately.

Spencer begins his account of militant and industrial societies by observing that with few exceptions all societies have structures

(9) *Ibid.*, p. 267.

for offensive and defensive action, and for sustentation ; but the ratio of one to the other varies enormously.

In some cases the structures carrying on external actions are largely developed ; the sustaining system exists solely for their benefit ; and the activities are militant ; in other cases there is predominance of the structures carrying on sustentation ; offensive and defensive structures are maintained only to protect them ; and the activities are industrial [...] Transitional as are nearly all the societies we have to study, we may yet clearly distinguish the constitutional traits of these opposite types [...] (10).

Spencer finds it easy to define, and to provide instances of, the militant type of society ; it is "one in which the army is the nation mobilized while the nation is the quiescent army, and which therefore, acquires a structure common to army and nation"(11). On the other hand,

the traits of the industrial type have to be generalized from inadequate and entangled data. Antagonism more or less constant with other societies, having been almost everywhere and always the condition of each society, a social structure fitted for offence and defence exists in nearly all cases, and disguises the structure which social sustentation alone otherwise originates. Such conception as may be formed of it has to be formed from what we find in the few simple societies which have been habitually peaceful, and in the advanced compound societies which, though once habitually militant, have become gradually less so (12).

Spencer goes on to examine some instances of the industrial type of society, among simple societies, earlier compound societies, and recent compound societies. In doing so he introduces another distinction between the militant and industrial type of society ; namely, the extent of central regulation and coercive control. He argues that the two phenomena, emphasis upon sustentation activities and diminution of central regulation, are causally related. This is shown

by the Hanse Towns, by the towns of the Low Countries out of which the Dutch Republic arose, and in high degree by ourselves, by the United States, and by our colonies. Along with wars less frequent and these carried on at a distance, and along with an accompanying growth of agriculture, manufactures and commerce [...] there has gone on in England a development of free institutions. As further implying that the two are related as cause and consequence, there may be noted the fact that the regions whence changes towards greater political liberty have come, are the leading industrial regions ; and that rural districts, less characterized by constant trading transactions, have retained longer the earlier type with its appropriate sentiments and ideas (13).

Spencer shows how the same development has occurred in various fields ; in religion, where the single, despotically governed

(10) Herbert SPENCER, *Principles of Sociology* (London, Williams and Norgate), I (1872), pp. 544-5.

(11) *Ibid.*, p. 545.

(12) *Ibid.*, p. 552.

(13) *Ibid.*, p. 554.

church has given way to numerous religious organizations governed in a more or less representative fashion ; and in industrial organization, which gradually influences the whole of society :

[...] all who work and employ, buy and sell, are entirely independent ; [...] there is an unchecked power of forming unions that rule themselves on democratic principles. Combinations of workmen and counter-combinations of employers, no less than political societies and leagues for carrying on this or that agitation, show us the representative mode of government ; which characterizes also every joint stock company (14).

Society thus becomes a voluntary cooperation, in which the regulating apparatus is of a diffused kind.

Nevertheless, the relation between the predominance of sustenance activities and the establishment of representative institutions is not quite the straightforward causal relation which Spencer asserts initially. In the later chapter, Spencer himself excludes from the category of industrial societies those in which individuals, while exclusively occupied in production and distribution, are under a regulation such as that advocated by socialists and communists—for this involves another form of compulsory cooperation (15). The point is made clearer by the statement that 'industrialism' refers to a particular mode of organization of work, and by the introduction of Maine's terms of 'status' and 'contract'. When he compares militant and industrial societies in this chapter Spencer observes : "In the one case the system of status, proper to the fighting part, pervades the working part ; while in the other the system of contract, proper to the working part, affects the fighting part" (i.e. the appearance of armies recruited by voluntary enlistment) (16). The industrial type of society is one in which sustenance activities are not only highly developed, but are organized in a particular way ; namely through contractual relations established between economically independent individuals. The economic activities of this *laissez-faire* kind are the basis of a new system of regulation which gradually spreads into all spheres of social activity ; with the result that "multitudinous objects are achieved by spontaneously evolved combinations of citizens governed representatively".

Still, it is clear that Spencer thought the association between a high level of sustenance activities and a contractual, represen-

(14) *Ibid.*, p. 555.

(15) *Op. cit.*, II, pp. 603 sq.

(16) There is a similar statement in *The Man versus the State* when Spencer opposes

the *régime* of status and the *régime* of contract and says : "[...] these two are definable as the system of compulsory cooperation and the system of voluntary cooperation".

tative system of regulation was generally close, for he speaks of the system of contract *proper* to the working part of society. Moreover, when he discusses the tendency to re-establish centralized administration and compulsory regulation in the European societies of his time, he connects it with the "recurrence of international conflicts" and the revival of the military spirit. Spencer never considers that the industrial system itself may generate a need for some kind of central regulation; like Comte he equates industrialism with a *laissez-faire* economic system, but he goes much further in accepting the principle of individualism in every sphere of social life. Far from desiring a single spiritual authority which would counteract the excesses of individualism, he welcomes the diversification of religious and moral beliefs. Far from deploring the concentration of wealth at one end of society, and the poverty of the proletariat at the other, he regards the process with favour as a selection of the 'fittest' individuals for the most important and responsible positions in society. The free enterprise, contractual system had been the source, and continued to be the basis, of political freedom; this fact looms so large for Spencer that the ills of the system are disregarded or dismissed.

III

In the case of Marx we have to elicit the conception of industrial society from a body of thought which is organized around different concepts, but which nevertheless has as its starting point the same phenomena with which other early sociologists were concerned. Where Comte and Spencer saw the growth of individualism and political freedom, Marx saw the absorption of the individual into his class, and the subjection of the proletariat to the bourgeoisie. In all the forms of class society, he argues, "the communal relationship into which the individuals of a class entered [...] was always a community to which these individuals belonged only as average individuals [...] It was a relationship in which they participated not as individuals but as members of a class" (17).

(17) *The German Ideology*, translated from the German text, *Marx-Engels Gesamtausgabe*, sect. I, vol. 5 (Moskva, 1932).

— All the following quotations are taken from that edition.

Only in the socialist society of the future will individuals participate as individuals : "It is just this combination of individuals (assuming, of course, the advanced level of modern productive forces) which brings the conditions for the free development and activity of individuals under their own control [...]" (18).

Marx recognises, however, that the appearance of the notion of individuality is connected with the new type of society :

The distinction between the personal and the class individual, the accidental nature of conditions of life for the individual, appears only with the emergence of class, which itself is a product of the bourgeoisie. This accidental nature is only engendered and developed by the competition and conflict between individuals themselves. In theory, therefore, individuals appear to have greater freedom under the rule of the bourgeoisie than before; in reality of course they are less free, because they are more subject to the power of things [...] (19).

Marx pursues the discussion of individual freedom, and of the 'bourgeois' theories of freedom, along several lines. Individuals appear to be more free in modern capitalist societies because they are not formally confined to particular hereditary occupations or status positions; competition, contractual relationships, the removal of some obstacles to social mobility—all these seem to allow the individual to choose his own place in society. But Marx argues that it is not really so; the individualistic society is in fact divided into classes, which become increasingly differentiated, organized and involved in conflict. The individual is bound and circumscribed by his class, as formerly by his status or caste. Thus, Marx emphasizes the growth of class consciousness in the working class : "The proletarians are achieving, before our eyes, their organization as a class [...]" (20). When he refers to the phenomenon of social mobility, he considers it only as the assimilation of the most able members of the dominated classes into the ruling class, by which the latter increases its power and its hold upon society.

Marx rejects the argument that the more extensive division of labour promotes individualism or individual freedom. In the first place, the division of labour is the source of classes and class rule. Secondly, the modern division of labour results in minutely specialized occupations which thwart the personal development of those engaged in them. Only in the socialist society, "[...] the detail worker of today, the limited individual, will be replaced by the

(18) *Ibid.*(19) *Ibid.*(20) *The Poverty of Philosophy, op. cit.*

fully developed individual [...]" (21) and "the enslaving subordination of the individual to the division of labour" will have vanished. Marx goes further in arguing that the realm of production will always remain, under any possible mode of production, the realm of necessity : "Beyond it begins that development of human potentiality for its own sake, the true realm of freedom [...]" (22).

These arguments are brought against such theories as those of Comte and Spencer according to which the division of labour, social mobility, and freedom of contact in the economic field, promote individualism and individual freedom in general social relationships. Marx opposes to these individualistic theories his theory of the formation of classes in capitalist society ; the growth of class consciousness at the expense of the sentiment of individuality, and the increasing domination of one class over others. He also argues, positively, that the individual is *less* free in capitalist society, because he is more subject to the power of things. Marx means by this that the advent of large scale industry, an extensive division of labour, and an unregulated competitive economic system, diminish the individual's control over his economic conditions of life, which come to be represented by ideologists as the necessary product of abstract and impersonal 'economic forces'. The individual, and particularly the industrial worker, is 'alienated' ; in the sense that the productive forces of society appear to be completely independent of individuals, and also in the sense that work itself brings no satisfaction but is merely a means to the satisfaction of other needs. In Marx's presentation of the question these phenomena are causally related to the existence of private property, but it is possible to consider them in a different way. The alienation of the individual, the remoteness and the impersonal nature of the decisions which affect economic conditions, may be regarded as characteristic of industrial societies as such, resulting from large scale organization, the extreme division of labour, the bureaucratic system of administration whether industry is publicly or privately owned, and a highly developed money economy (23).

Marx at least poses an important question concerning the relation between economic roles and other social roles in modern society, which is very relevant to a consideration of industrial society and representative government. The worker in modern

(21) *Capital*, vol. I.

(22) *Op. cit.*, vol. III.

(23) Simmel in his *Philosophie des Geldes*

and Tönnies in *Gemeinschaft und Gesellschaft* interpreted modern society in this way.

industry is, for the most part, required to perform a few simple operations without the exercise of personal judgment or display of initiative. But in the family and in political life he is expected to act as an informed, thoughtful and responsible person. The roles are incongruous, and perhaps conflicting. The incongruity was less apparent in the industrial type of society as Comte and Spencer conceived it, for they were still implicitly concerned with societies in which enterprises were on a small scale and in which independent artisans, traders, and professional men had an important place. The notion of the economically independent, self-reliant individual, who acted in politics as he did in business, was plausible. But Marx foresees a later stage of industrial society in which a majority of the population would be economically dependent employees of large scale enterprises, and, for that reason, could not be politically self-governing. The solution of the problem is not a return to the independent self-subsistent individual (which Marx excludes as impossible) but a transformation of the economic system which would enable associated individuals to establish a rational, collective control over their conditions of life. This idea is complicated, in Marx's thought, by an underlying, quasi-philosophical theory of the historical roles of social classes and of revolution. The solution itself is a largely philosophical construction; after the dissolution of the class system of capitalism there cannot arise (says the dialectic) any form of social differentiation which would be a source of social conflict, of domination exercised by one group over the rest of society, or of any impediment to genuine community.

In Marx's writings the issues of political freedom and representative government are never independently formulated or discussed; for all political problems are absorbed into the problem of class. Further, the analysis of the class system itself leads to erroneous political conclusions and expectations. Marx claims to have demonstrated much more than the emergence in 19th century European societies of an organized working class movement, and its increasing involvement in political struggles. He argues that these societies will become more and more differentiated into two antagonistic classes, as a consequence of the increasing economic and social distance between the bourgeoisie and the working class, the disappearance of the middle classes, and the increasing social homogeneity of the working class.

This interpretation has been falsified by events. There is, however, a more radical error in Marx's argument. His theoret-

ical system, which relates technological changes, the formation of new classes, and the development of class conflict, is constructed upon the historical example of the role of the bourgeoisie in the development of capitalism. In that instance it is at least plausible to argue that individuals who became involved in new technological activities and economic relationships, were slowly formed into a class which accomplished a social and political revolution. But the position of the working class in capitalist societies is by no means analogous. Industrial workers are not involved in economic relationships different from those established in the existing society; in Marxian terms, they do not 'represent' a higher stage in the development of productive forces. The working class is not, in the sense of Marx's fundamental theory, revolutionary; and it is a matter of fact that in the most industrialized countries it has never been revolutionary. Marx implicitly recognises this in his account of the decline of capitalism; for he explains the crisis of capitalism, not by the advent of new productive forces embodied in a new class, but by the inability of the capitalist social system to utilize the existing productive forces.

In this sense, Marx concedes the uniqueness of industrial society, as a type of society in which economic functions are predominant, and in which the powers of production are sufficiently developed to make possible continuous economic growth. Only he interprets the political consequences of industrialism in a different way from Comte or Spencer: the division of labour is not a source of individuality (24), or personal freedom; social mobility is a phenomenon which affects class relations but does not, to any important extent, bring about the correspondence between aptitudes and functions which would increase the freedom of the individual and, at the same time, the degree of social integration; finally, individualism has a limited significance compared with the development of class consciousness and class organization. Thus, while Comte and Spencer regard 19th century industrial society as the final form of human society, within which adjustments and reforms might occur, but without transforming the basic economic and political relationships, Marx sees the final form of society in a second stage of industrialism where the limitations upon individual freedom and mobility will have disappeared with the disappear-

(24) Marx's argument here is a moral one; the specialized individual is inferior to the "complete man". Durkheim in *The*

Division of Labour in Society presented a forceful criticism of this idea.

ance of social classes. Marx's political ideal is community, not representative government. In place of the representation of divergent interests, through the voluntary associations which individuals deliberately form, the classless society will order its political life on the basis of consensus or unanimity. The decentralization of political power will enable individuals to participate in the making of important decisions ; a high level of living and of education, and abundant leisure, will facilitate and encourage their participation. Consensus is assumed, for divergent interests and social conflict are conceived as uniquely determined by the class system of capitalism.

In Marx's thought we can see with particular clarity the impact which the economic revolution had upon social theory. The pre-eminence of economic functions and relationships in modern society is expressed in an extreme form in the economic interpretation of history. Unlike Comte or Spencer, Marx does not examine independently the conditions of political life, nor does he give any attention to the sentiments and cultural values which are involved in the working of free political institutions. In the 19th century industrial societies he observes only two important phenomena : the immense development of productive powers, which he considers an indispensable condition for individual freedom and effective participation in political life, and the division of society into two principal classes distinguished by the ownership or non-ownership of property, which is the basis of political servitude and at the same time the source of the conflict which will end the capitalistic form of industrialism. In the classless industrial society political problems disappear ; the range of governmental activity is limited (as Saint-Simon first suggested), and such political arrangements as are necessary are determined rationally and in concord by all the members of society.

IV

The ideas we have considered can be brought together under a number of more general conceptions which preoccupied, and in some degree enslaved, the founders of sociology. The first is that concerning the influence of the economic order upon the other institutions of society. The term 'industrial society' itself suggests that the essential determining factors in modern society are eco-

nomic ; and the early sociologists agreed in noting the growing predominance of economic activity in social life. Spencer defines industrial society as one in which economic activities predominate ; Comte refers to the transfer of activity from the military to the industrial sphere ; Marx regards capitalism as historically unique in its intense development of productive forces and in its class system which expresses conflicting economic interests in the purest form. They all assert that the nature of the economic arrangements of society profoundly influences the character of the political and other institutions. They differ, however, in the extent to which they assert an economic determination of social structure. Thus, Spencer observes that the industrial type of society may regress politically as a result of international wars, while Comte emphasizes the autonomous influence of morality and political authority as regulators of the economic system. Only Marx asserts the strict dependence of political institutions upon the economic order, and extends the economic interpretation to all the forms of human society. At the present time we may be doubtful even about the less rigorous inter-connections which Spencer and Comte proposed. In retrospect, the intellectual response to the economic revolution appears unbalanced. The 'economic' explanations of the growth of representative government leave out of account the preceding forms of the state, the separation between church and state, the cultural traditions of the West European societies, and much else. On the other hand, neither *laissez-faire* capitalism, nor the modern socialist societies, have invariably given rise to, or sustained, free political institutions.

A second conception is that of equality. For Marx, equality, at least in the sense of the disappearance of classes, but probably also in the more rigorous sense suggested in the *Critique of the Gotha Programme*, is indispensable to political freedom. Comte and Spencer are less concerned about economic and social equality in its bearing upon politics, although Comte sees the concentration of wealth in a few hands as a danger which calls for regulation by a moral authority ; but both writers largely assume equality of opportunity. They suppose (and Comte argues) that in modern industrial societies the disappearance of closed hierarchical groups will result in a greater correspondence between natural abilities and social functions, and that this will affect political life at least in the negative sense that the need for coercive regulation by the state will diminish. Later writers, and especially Durkheim, went on to argue that modern industrial societies have an inherent ten-

dency towards equality, because the system of social solidarity based upon the division of labour (which involves free political institutions) is threatened by inequalities, and because contractual relations imply equality of the contracting parties.

Another theme is that of rationality. Comte, Spencer and Marx all see in modern society a greater influence of reason, which they associate with the development of industrialism. The rational pursuit of interests, whether these are conceived in terms of the individual or the class, is engendered by the modern economic system. It is extended into the political sphere, directly (as Spencer argues) through association and representation, and in a more diffuse way by the social philosophies, emerging from the Enlightenment, which conjoin reason and freedom. Today, it is necessary to reconsider whether the rationality of economic life sustains or subverts individual reason and freedom; whether the rational organization of work (and, increasingly, of leisure) in modern societies is in fact favourable to individual self-development, or to the sentiments of freedom and responsibility which are the protecting framework of representative government.

Finally, Comte and Spencer (though not Marx) associate the growth of representative government with the decline of warfare. The development of the industrial type of society is due to the gradual substitution of industrial work for military conquest as the principal source of wealth. Comte believes that international war is destined to disappear in the immediate future because it is no longer profitable. Spencer, writing at a later time, is obliged to take account of a recrudescence of the military spirit, manifested in colonial and international wars. He proffers no explanation of how the gradual decline of militancy which he has been concerned to trace in modern society can be thus reversed; he is concerned only to point out the consequences of the change—the increasing centralized regulation of economic and social life. It would be unprofitable to pursue the analysis in Spencer's own terms. A more extensive regulation of social life by the state is not necessarily and in itself inimical to representative institutions and political freedom. It is of great interest, however, to consider the influence which the international wars and the permanent condition of military preparedness of the 20th century have had, and continue to have, upon political institutions. How far have these circumstances weakened representative institutions, and eroded the sentiments of individual freedom and responsibility? In the extension of state regulation, and in the shaping of its forms, what part has

been played by the pursuit of social welfare on one hand, and by the needs of military preparedness on the other? Spencer saw evidences of a regression from the system of contract, favourable to representative institutions, to the system of status, favourable to authoritarian, coercive government. Since then, other students of society have traced the development of new status relationships in many different areas of social life. It has still to be enquired how far such changes are connected with the wars of the 20th century.

In these general ideas of the founders we can discover the principal sociological problems of our own time. But we have the advantage of a much greater and more varied mass of data for examination : societies in different stages of industrialization, which have begun their economic development from different initial levels and cultural traditions ; the historical development of the advanced industrial countries ; authoritarian governments and military regimes in industrial societies. The founders saw clearly that in modern societies two social values were becoming predominant ; economic growth for the sake of high levels of living, and political freedom. They were concerned with the relationships between these values as they were embodied in institutional forms, and with the impediments to their realisation. The problem remains : the social conditions of welfare and liberty.

SEYMOUR MARTIN LIPSET

Party Systems and the Representation of Social Groups

SOCIOLOGISTS and laymen have often seemed to differ over the nature of democracy. Public opinion generally gives prominence to the freedom of citizens to elect representatives, and until recently political scientists devoted most of their attention to the instituted rules which safeguard these rights and make them effective. The sociologist's concentration upon elites and social processes must often have seemed, to both layman and political scientist, to blur the distinctions between democracy and totalitarian or aristocratic forms of government. This difference in emphasis sometimes reflects the gap between wish and reality; sometimes, however, it is due to the sociologist's excessive neglect of formal institutions. In this omission, the sociologist is frequently suffering from the undue influence of certain ideas in the sociological tradition, which, when first stated, were salutary correctives of older misconceptions. Thus Max Weber and Joseph Schumpeter stressed, as the distinctive and most valuable feature of democracy, the formation of the political elite in a competitive struggle for the votes of a mainly passive electorate (1). On account of its heritage of ideas, sociology has yet to create the single theory which will give due weight to the autonomy of legally-constituted elites as well as to the influence of the various other social groups involved in the democratic process.

A step in this direction has been taken by Talcott Parsons (2). He has argued that the polity can be seen as providing generalized

(1) See J. SCHUMPETER, *Capitalism, Socialism and Democracy* (New York, Harper and Brothers, 1947), p. 269; MAX WEBER, *Essays in Sociology* (New York, Oxford University Press, 1946), p. 226; see also the article by J. Plamenatz in R. McKEON, ed., *Democracy in a World of Tensions* (Chicago, University of Chicago Press,

1951), pp. 302-327; S. M. LIPSET, *Political Man* (New York, Doubleday, 1960), pp. 45-46.

(2) Talcott Parsons, Voting and the Equilibrium of the American Political System, in E. BURDICK and A. BRODBECK, eds., *American Voting Behavior* (Glencoe, The Free Press, 1959), pp. 80-120.

leadership for the larger social system in setting and attaining collective goals, and that this is acknowledged by interested social groups who supply generalized support in the expectation of certain kinds of approved measures. Conversely, a variety of social groups form and advocate the particular policies which eventually result in the specific decisions of public officers, which then become binding on all citizens. The competitive struggle within the elite, for generalised as well as for specific support, gives those outside the authority-structure access to political power.

How much of this interchange takes place through representation? This depends partly upon the breadth of definition of the term, a subject of perpetual dispute (3). For present purposes it is suggested that most major attempts to influence authoritative decisions fall within a fairly coherent system of action, which may be called the representative system. It receives its structure from those institutional practices which have been developed in democratic societies—notably party systems and interest organizations—to facilitate interchange between authority and the spontaneous groupings of society. This internal differentiation produces its own power-structure and problems of integration.

As a system, the representative structure must have identifiable boundaries with other systems, even if they are rather vague. Most significantly, it is bounded on the one hand by the authority system, wherein binding decisions (legislative, executive and judicial) are reached and implemented, and on the other by the solidary groupings of society. These are the sub-groups with which individuals most readily identify, such as religions, ethnic groups, classes, occupations, regions and other comparable units. There may also be boundaries shared with the economic and cultural systems; here it will only be noted that representative action may embody cultural values in a mediated or an unmediated manner. In the first case values enter into action through the accepted legitimacy of the political community and the regime (4), or through the institutionalized norms of the representative system itself; the other case is that of ideological commitment, where it is a single idea rather than a number of men that is represented politically. These boundaries are not of course drawn with reference to indi-

(3) For a comprehensive summary of definitions, see John A. FAIRLIE, *The Nature of Political Representation*, *The American Political Science Review*, XXXIV (1940), pp. 236-48, 456-66.

(4) For this distinction, as well as the conceptual inspiration of this discussion, see David EASTON, *An Approach to the Analysis of Political Systems*, *World Politics*, IX (1957), 383-400.

vidual spheres of action, but according to different role-orientations.

It should also be possible to identify inputs and outputs as systemic properties of the representative structure. Inputs from the social base are of two kinds : aspirations or incipient demands for scarce values, and solidarities in the form of diffuse loyalties and specific attachments. Within the system some aspirations are transformed into demands which are then killed, compromised, or magnified into issues, finally to be fed into the authority system as party policies and the detailed recommendations of interest-groups. Inchoate loyalties are turned into organized support. Thus the system provides grist for the political mill and some of the power that drives it, depending upon how far the polity derives its effectiveness and legitimacy from organized support.

This process accounts for most of the "support" in Parsons' equation. It is the merit of the "elitist" view of democracy to have demonstrated how far the representative structure, as well as the authority structure, may be a vehicle of leadership and domination. Therefore two kinds of input from the side of authority can also be identified : information and public policy commitments, which as propaganda shape the demands within the system, and legitimate leadership and domination. This may be generalized (political leadership at various levels and party discipline) or specific (electoral laws, regulation of the lobby, etc.), suppressing some demands, raising others into issues and enforcing compromise. Into the social base the system puts out the political education of citizens and the political consciousness of groups. Whether or not these consequences are functional for the polity as a whole depends largely upon the form and working of the representative structure.

Viewed like this, representation is neither simply a means of political adjustment to social pressures nor an instrument of manipulation. It may contribute to the maintenance or dissolution of primary ties and to the perception of common interests, to the socialization and security of elites, the effectiveness of the polity in attaining societal goals, and to the political unity or incoherence of society as a whole. With this model in mind, this paper will consider some aspects of the behavior of social groups in politics, taking into account the political alternatives which face the electorates of different countries, with special reference to the ways in which various party systems organize and affect their social bases. It is not primarily concerned with the *differentials* between power wielded by social groups, and economic variables will not

be given much prominence. Its aim is to show how certain combinations of relationships between parties and social bases contribute to the possibility of stable and efficient government.

Parties are by far the most important part of the representative structure in complex democratic societies. Such societies show some variation in the salience of particular solidary groupings as the source of demands and support, but generally in contemporary industrial conditions, the stratification system has been the prime source of sustained internal cleavage—classes have been the most important bases of political diversity (5).

The character and number of the political parties seeking to represent the various groups in a country are perhaps the chief determinants of how far the government acts through a stable system of interchanges between the key solidary groups and the political elite. Discussions of the causes and consequences of diverse party systems often turn upon the question of whether social structure or electoral systems mainly determine their different types. Some argue that the character and number of parties flows almost directly from the social cleavages in a country; others have claimed that the electoral system in use—proportional representation or the single-member district plurality method—has been the main source of stability or instability in democracies. In general terms this is a sham dispute. There is no reason to believe that either social cleavage creates political cleavage, or that political cleavages usually determine the content of social controversies. But, as Maurice Duverger has said: "The party system and the electoral system are two realities that are indissolubly linked, and even difficult sometimes to separate by analysis" (6).

(5) They, of course, are far from being the only important such bases. Others such as religious, ethnic or linguistic groups, regions, and rural-urban groupings, have formed the basis for separate parties or differential backings for particular parties. For a detailed discussion of the way in which different groups have varied in support for parties in different democratic countries, see my *Political Man*, *op. cit.*, pp. 220-282.

(6) Maurice DUVERGER, *Political Parties* (London, Methuen and Co, 1954), p. 204. Duverger's book, however, is the best

recent effort to demonstrate the causal effect of electoral systems. A sophisticated critique of Duverger and the general emphasis on electoral systems may be found in G. E. LAVAU, *Partis politiques et réalités sociales* (Paris, Armand Colin, 1953). There is a comprehensive statement of all the arguments for and against proportional representation in Alfred DE GRAZIA, *Public and Republic* (New York, Alfred Knopf, 1951). A good general discussion of the theory of electoral systems is D. HOGAN, *Election and Representation* (Cork, Cork University Press, 1945).

1. *Social Structure and the Character of the Party Struggle.*

The ability of a political system to win or retain the support of different solidary groupings depends largely on whether all the major parties accept democratic principles. Where some parties reject the system, it may break down even if democracy is favored by a substantial majority.

It is not possible to present here a detailed analysis of the social requisites for stable democracy, a task which I have attempted elsewhere (7). In brief, the evidence seems quite clear that such systems are to be found in more well-to-do nations, where the greater wealth is associated with patterns which reduce internal tension: greater equality of income distribution, of education and of status-enhancing prestige items, less emphasis on barriers between classes; and a relatively large middle-class. Secondly, the stability of democratic systems depends upon how far they have retained or developed legitimacy, a "believed-in title to rule", for the political elite (8). Such legitimacy has been most secure where the society could admit the lower strata to full citizenship, to rights of participation in the economic and political systems, and at the same time allow the traditionally privileged strata to keep their high status whilst yielding power. The constitutional monarchy has been the most visible symbol of such a process (9). These two factors—economic development and legitimacy—may operate independently to produce the conditions for a stable system of representation, as Bagehot has noted :

There are two kinds of nations which can elect a good Parliament. The first is a nation in which the mass of the people are intelligent, and in which they are comfortable. Where there is no honest poverty, where education is diffused and political intelligence is common, it is easy for the people to elect a fair legislature... [Where these conditions are not met, then representative government] is only possible in what I may venture to call *deferential* nations. It has been thought strange, but there *are* nations in which the numerous unwiser part wishes to be ruled by the less numerous wise part (10).

Where traditional legitimacy does not exist, it is not easily developed. It can only be created by prolonged *effectiveness*, that

(7) See *Political Man*, *op. cit.*, pp. 45-96, and *passim*.

(8) I am obligated to Carl Friedrich for this definition.

(9) WEBER, *op. cit.*, pp. 263-264.

(10) W. BAGEHOT, *The English Constitution* (London, Oxford University Press, 1958), pp. 232-235 (emphasis in the original).

is by government which shows that it can satisfy most of the people most of the time. In fact, those democracies which have lasted through all the strains of this century without suffering any relapse from democratic forms or sustaining a major anti-democratic movement, have possessed either considerable wealth or a traditional monarchy, or both. In Europe, only one republic—Switzerland—has achieved stable democracy, and it is the richest nation on the continent (11).

But if legitimacy and economic development draw the lines within which political conflict occurs, there remains great variation in the nature of party systems. If democracy is a "translation of the class struggle", why does it take so many different forms? Unfortunately in spite of the extensive literature dealing with social stratification and political behavior, nobody has tried to create a typology of stratification systems which can be related to these variations of party system within western industrial society. A specification of some of the differences in value systems associated with status differentiation may offer the most promise for future work. However obvious, the basic fact is that the more clear-cut the status demarcation lines in a country, the more likely has been the emergence of explicitly strata-oriented parties.

Although many of the differences in the status systems of various societies may be explained by referring back to conditions of economic development, they are also related to variations in historical circumstances. Democratization and industrialization both occurred within very different social structures, and these initial differences have often left their marks on the new system. For example, one important cause of status rigidity is the inheritance of a hierarchy of status groups from feudalism. The failure of Canada and the United States to develop a major working-class party, and the relative stability of their democratic systems, may be partially explained by the difficulty of developing a working-class political consciousness where no rigid status groups already existed to create a perception of community. On the European continent, workers were placed in a common class by the value system of the society, and absorbed a political "consciousness of kind" from the social structure. Marxists did not have to teach European workers that they formed a class; the ascriptive values of the society did it for them.

(11) See my *Political Man*, *op. cit.*, pp. 77-79. It should also be noted that Switzerland never had a monarch to over-

throw but rather is a historic confederation of small states.

In the English-speaking parts of the Commonwealth, Labor parties have been class-oriented and class-based, yet much less imbued with class-feeling than those of continental Europe, as is shown by their willingness to cooperate with bourgeois parties while still young and small, and their consistent opposition to Marxist and revolutionary ideology. The absence of a base for intense class conflict is also affirmed by the strain towards a two-party system which has characterized their politics, since inherent in a two-party system is the need for cooperation among diverse strata. In Australia and New Zealand, this pattern may be explained, as can that in Canada and the United States, by the absence of feudal tradition. In Britain, the weakness of working-class extremism is often attributed to the country having borne the early tensions of industrialization before the rise of modern socialism, and, after the movement had appeared, to its prosperity. On the other hand, it may be argued, with Tocqueville, Schumpeter, Mannheim and others, that the uniquely "open" and "responsible" character of the British aristocracy enabled it to retain power and influence late into the capitalist period, thus helping to soften the antagonism of the working classes to the state and to society. Schumpeter has argued that the aristocracy served as a "protective stratum" for the workers, helping to enact early suffrage and various social reform measures (12). The willingness of the English upper class to receive the newly rich bourgeois and his children into their institutions also served to prevent an enduring split between the old and new upper classes (13).

The odd political development of Germany is often related to its relatively late entry on the world scene both as a unified nation and as an industrial society. Bourgeois economic development, reduction of ascriptive status lines, and western political ideas, all were stronger in the western German states than in Prussia; but Prussia ultimately came to dominate unified Germany. Prussia was largely an agrarian, pre-industrial society in which the old Junker nobility retained its landed estates, disliked the dominant classes of commercial and industrial society, and saw no reason to recognize the working class as a legitimate part of the polity. Like

(12) SCHUMPETER, *op. cit.*, pp. 134-139.

(13) James BRYCE, *Modern Democracies* (New York, Macmillan, 1921), vol. I, pp. 30-32. A. BRIGGS, *Victorian People* (London, Odham's Press Ltd., 1954), pp. 153-154. He quotes Matthew Arnold:

"It is only in England that this beneficial salutary intermixture of classes takes place. Look at the bottlemerchant's son, and the Plantagenet being brought up side by side [...]. Very likely young Bottles will end up by being a lord himself".

the English, the German aristocratic conservatives aspired to serve as "protectors" for the lower strata, and their political representatives—Bismarck especially—did pass an amount of social welfare legislation. They rejected, however, the assumption that the workers should have their own political representatives, and tried for fifteen years in the 1880's and 90's to outlaw the powerful Social-Democratic party. When this had failed, they still refused an equal suffrage in Prussia until they were overthrown by military defeat and revolution in 1918. This uncompromising attitude, by denying the working class any representation in the political system of Wilhelmine Germany, helped sustain the revolutionary ideology and aims of the socialist movement, which in turn repelled the sympathy of middle-class liberals. Furthermore, it enabled extremists to play leading roles in the largest socialist party of pre-war Europe, in a party which should have been a fairly moderate and bureaucratized labor party.

The great emphasis on status differentiation in Germany may also be responsible for the large number of middle- and upper-class parties, each representing a distinct status group on a national or regional basis, and possessing its own ideology (14). Similarly, it has been suggested that the relative failure of the German Socialists to gain rural backing, and their weakness among the poorer urban working class, reflected the hostility of the better paid and more skilled workers, who dominated the movement, towards other depressed segments of the population, such as the so-called *Lumpenproletariat*—a hostility which has not existed in other countries (15). The split within the working-class between Socialists and Communists in Weimar Germany was also partly due to this status-consciousness of the skilled workers in the Social-Democratic party, who left the more depressed sector to be recruited by the Communists. Robert Michels has pointed out how their sense of superiority was reflected in party literature, which attacked the Communists by arguing that

(14) Sigmund NEUMANN, *Die deutschen Parteien : Wesen und Wandel nach dem Kriege* (Berlin, Junker und Dunnhaupt, 1932); Theodor GEIGER, *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes* (Stuttgart, Ferdinand Enke, 1932), p. 79.

(15) See Robert MICHELS, *Die deutschen Sozialdemokratie, I : Parteimitgliedschaft und soziale Zusammensetzung*, *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, XXVI,

(1906), pp. 512-513; Robert LOWIE, *Toward Understanding Germany* (Chicago, University of Chicago Press, 1954), p. 138. For detailed evidence that the contemporary German Social-Democratic party remains weak among the lower-class workers and relatively strong among the more skilled, a pattern which remains almost unique among left parties, see *Political Man*, *op. cit.*, pp. 240-241.

their supporters were largely the shiftless *Lumpenproletariat* (16).

The failure of the multi-party system based on distinct and rigid status-groups to revive in the Federal Republic is the product of a number of causes (17). Fundamentally, it reflects the fatal weakening of the old status structure during the Nazi and wartime upheavals and the final blow delivered by the end of Prussian domination. Partition removed from view the glaring inequalities of the east and destroyed the stronghold from which the Junkers had dominated the army and defied the Weimar Republic; simultaneously, the greater homogeneity of western Germany now became a national homogeneity, reinforced by the economic growth which strengthened the achievement values of a profoundly *bourgeois* culture. This homogeneity seems to be expressed in a genuine, if rather skeptical, consensus, rejecting both the Nazi past and the eastern Communist alternative, and more easily accepted by a generation maturing in an era of expansion where the old ruling groups play little part either as authority or model. Its political manifestation is an interest-group structure much like that of Britain, thoroughly interlaced with the party system, and bringing with it an increasing political professionalism. The former bearers of ideology, the intellectuals, the career judges and bureaucrats, have largely abdicated their special role under the *Rechtsstaat*, and a pragmatic approach has replaced the old emphasis upon the objective rationality of the expert. The SPD has more and more disowned its Marxist heritage, and the interdenominational Christianity of the CDU is more a catchall than an ideology. The accompanying bureaucratization of the two major parties had led to a pattern of occasional, mediated participation by the ordinary citizen in politics, which is generally regarded as a major source of both stability and flexibility in modern democratic electorates.

The general causes were supplemented by the circumstances attending the birth of the present parties. The power to make certain major decisions was retained by the occupying forces until the early 1950's, which restricted the scope of political contention. The parties called into existence by the Allies in 1946 to fill the political vacuum became, as Dolf Sternberger has put it, like

(16) Robert MICHELS, *Sozialismus und Fascismus I* (Karlsruhe, G. Braun, 1925), pp. 78-79.

(17) It is interesting to note that in 1918 Max Weber believed that there were four parties "structurally inherent within Ger-

man Society: a conservative, a democratic [liberal], a socialist, and a Catholic party". J. P. MAYER, *Max Weber and German Politics* (London, Faber and Faber Ltd., 1956), p. 101.

"stakes rammed into a swamp", and were able to absorb most of the emerging tendencies. This position was consolidated by the modifications of proportional representation which were adopted, by the legal restrictions upon extremist parties, and by the statesmanship of Adenauer. In particular the stability of the parties has been aided by their ascendancy over the bureaucracy. The acceptance by civil servants of the constitution and the parties as legitimate is largely a product of the social changes mentioned above, and the resulting political stability; it is symbolized, and also advanced, by the practice of staffing top civil service positions below the Minister with political appointees (18).

The unstable political structure of the major southern and Latin countries of Europe—France, Italy and Spain—seems to be mainly due to economic and social factors retarding the growth of large-scale, modern industry. This failure has kept alive the tendency of the bourgeoisie to look to the traditional pre-industrial upper classes for models of behavior. Despite considerable social mobility, the status-barrier between the *bourgeoisie* and the *peuple*, and the gradations within the bourgeoisie itself, are meticulously preserved (19). The business classes often preserve a semi-feudal outlook, emphasizing the stability of family property, and the firm takes the place of land in pre-capitalist society, providing the material basis for family prestige. Traditionalist, non-competitive norms rather than entrepreneurial policies characterize much of business life, serving to justify a narrowly self-interested politics concerned with protecting many marginal producers, through government regulation and moral pressure to prevent competitive prices and to keep wages low (20). There is a traditionalist hostility

(18) See Otto KIRCHHEIMER, *The Political Scene in West Germany*, *World Politics*, IX (1957), pp. 433-445, and the sources cited there, esp. studies by K. SCHUTZ and G. SCHULZ in M. G. LANGE *et al.*, *Parteien in der Bundesrepublik : Studien zur Entwicklung bis zur Bundestagswahl 1953* [Schriften des Instituts für politische Wissenschaft, Bd. VI] (Stuttgart-Düsseldorf, Ring Verlag, 1955); D. STERNBERGER, *Lebende Verfassung : Studien über Koalition und Opposition* [Parteien-Fraktionen-Regierung, Bd. I] (Meisenheim, Anton Hain, 1956), p. 86; on the change in bureaucratic attitudes, see K. D. BRACHER, *Die Auflösung der Weimarer Republik* [Schriften des Instituts für politische Wis-

senschaft, Bd. IV] (Stuttgart-Düsseldorf, Ring Verlag, 1955), esp. pp. 174 sq. and Th. ESCHENBURG, *Staat und Gesellschaft in Deutschland* (Stuttgart, Schwab, 1956), p. 757.

(19) For a detailed discussion of many of these elements see David LANDES, *Observations on France : Economy, Society, and Polity*, *World Politics*, IX (1957), 329-350.

(20) See David S. LANDES, "French Business and the Businessman : A Social and Cultural Analysis", in Edward EARLE, *Modern France* (Princeton, Princeton University Press, 1951), pp. 334-353; and John E. SAWYER, *Strains in the Social Structure*, *ibid.*, pp. 293-312.

to many parties; proportional representation, many parties.

The thesis that the plurality system tends to produce or maintain a two-party system needs some qualification. Groups centered in distinct regions or political units may gain representation, and may sometimes influence policy, within such systems, even where cabinet government is conducted by means of a parliamentary majority. In Great Britain, Parnell's Irish party was able to hold its own in the House of Commons during the latter part of the nineteenth century through solid regional support. The initial growth of socialist parties in European countries with single-member districts depended on their winning in solidly working-class constituencies, just as various ethnic parties have achieved regional support in India, and from time to time agrarian "third parties" have won considerable backing in the more rural provinces of Canada.

The requirement of ecological isolation limits the type of party which can succeed in a two-party system with single member districts. It must possess a strong appeal to a homogeneous part of the population whose residential areas correspond to electoral units. The problem which this poses is illustrated by the British Liberal Party, which, according to some public opinion studies, would secure as much as 25 per cent of the national vote in a parliamentary election under proportional representation, where every vote counted. The existing single member districts reduce the Liberals to impotence since their appeal is not to groups which dominate electoral districts, but to a large middle-class sector which is usually in a minority in every constituency. This not only keeps the Liberals out of Parliament, but deprives them of most of their votes, since many prospective Liberals prefer to vote for the lesser of two electable evils. To take another case, all efforts to form third parties in the United States have proved futile because the effective constituency in national elections is really the entire country, while in the state it is the entire state. The emphasis on presidential or gubernatorial elections has prevented American third parties from building up local constituency strength as labor, agrarian, religious, or ethnic parties have done in some other single-member constituency systems (22). As evidence for this view, "third" parties have gained their greatest strength in municipal or occasionally state elections, and have almost invariably

(22) The argument and best evidence for this thesis may be found in E. E. SCHATT-

SCHNEIDER, *Party Government* (New York, Rinehart and Co., 1942), esp. pp. 65-98.

lost strength in subsequent presidential elections. The American Socialist Party attained its greatest electoral success in municipal elections and actually captured the government of a number of cities. Its high point as an electoral force was in the municipal elections of 1917 in which it attained an average vote of 20 per cent in a number of major cities (23). In general, American third parties have been much more successful in Congressional elections conducted in non-presidential election years than in those in which a president was also being elected.

Recognition of the inability to create a new national party has led many American leftists, who would have preferred a new radical party, to operate as factions within one of the old parties, and at different times since 1920 socialist or near-socialist groups have either controlled or greatly influenced one of the two major parties in a large number of states.

The motives underlying the electorate's refusal to sustain third parties in systems where the candidate with the most votes is elected, and third parties are effectively barred from representation, have been analysed in detail in the numerous studies of electoral systems, and I will not discuss them here. Essentially polarization between two parties is maintained by those factors which lead people to see a third party vote as a "wasted vote" (24).

3. *Party Systems and the Bases of Social Cleavage.*

The interrelated effects of electoral systems and social cleavages may be seen in a comparison of the party systems in different parts of the British Commonwealth, the United States and France.

There is general recognition that stable two-party government works best in Great Britain. Members of parliament are elected in single-member constituencies in which one factor, class position, is the basic source of political difference (25). Differences based

(23) James WEINSTEIN, *Anti-war Sentiment and the Socialist Party, 1917-1918*, *Political Science Quarterly*, LXXIV (1959) 223-239; Paul H. DOUGLAS, *The Socialist Vote in the 1917 Municipal Elections*, *National Municipal Review*, VII (1918), 131-139.

(24) See Maurice DUVERGER, *Political Parties*, *op. cit.*, pp. 224-228, 246-250; E. E. SCHATTSCHNEIDER, *op. cit.*, pp. 80-84.

(25) "British politics are almost wholly

innocent of those issues which cross the social lines in other lands, for example, race, nationality, religion, town and country interests, regional interest, or the conflict between authoritarian and parliamentary methods". See John BONHAM, *The Middle Class Vote* (London, Faber and Faber, 1954), pp. 194-195. Leslie LIPSON, *The Two-Party System in British Politics*, *American Political Science Review*, XLVII (1953), pp. 337-358.

to many parties; proportional representation, many parties.

The thesis that the plurality system tends to produce or maintain a two-party system needs some qualification. Groups centered in distinct regions or political units may gain representation, and may sometimes influence policy, within such systems, even where cabinet government is conducted by means of a parliamentary majority. In Great Britain, Parnell's Irish party was able to hold its own in the House of Commons during the latter part of the nineteenth century through solid regional support. The initial growth of socialist parties in European countries with single-member districts depended on their winning in solidly working-class constituencies, just as various ethnic parties have achieved regional support in India, and from time to time agrarian "third parties" have won considerable backing in the more rural provinces of Canada.

The requirement of ecological isolation limits the type of party which can succeed in a two-party system with single member districts. It must possess a strong appeal to a homogeneous part of the population whose residential areas correspond to electoral units. The problem which this poses is illustrated by the British Liberal Party, which, according to some public opinion studies, would secure as much as 25 per cent of the national vote in a parliamentary election under proportional representation, where every vote counted. The existing single member districts reduce the Liberals to impotence since their appeal is not to groups which dominate electoral districts, but to a large middle-class sector which is usually in a minority in every constituency. This not only keeps the Liberals out of Parliament, but deprives them of most of their votes, since many prospective Liberals prefer to vote for the lesser of two electable evils. To take another case, all efforts to form third parties in the United States have proved futile because the effective constituency in national elections is really the entire country, while in the state it is the entire state. The emphasis on presidential or gubernatorial elections has prevented American third parties from building up local constituency strength as labor, agrarian, religious, or ethnic parties have done in some other single-member constituency systems (22). As evidence for this view, "third" parties have gained their greatest strength in municipal or occasionally state elections, and have almost invariably

(22) The argument and best evidence for this thesis may be found in E. E. SCHATT-

SCHNEIDER, *Party Government* (New York, Rinehart and Co., 1942), esp. pp. 65-98.

lost strength in subsequent presidential elections. The American Socialist Party attained its greatest electoral success in municipal elections and actually captured the government of a number of cities. Its high point as an electoral force was in the municipal elections of 1917 in which it attained an average vote of 20 per cent in a number of major cities (23). In general, American third parties have been much more successful in Congressional elections conducted in non-presidential election years than in those in which a president was also being elected.

Recognition of the inability to create a new national party has led many American leftists, who would have preferred a new radical party, to operate as factions within one of the old parties, and at different times since 1920 socialist or near-socialist groups have either controlled or greatly influenced one of the two major parties in a large number of states.

The motives underlying the electorate's refusal to sustain third parties in systems where the candidate with the most votes is elected, and third parties are effectively barred from representation, have been analysed in detail in the numerous studies of electoral systems, and I will not discuss them here. Essentially polarization between two parties is maintained by those factors which lead people to see a third party vote as a "wasted vote" (24).

3. *Party Systems and the Bases of Social Cleavage.*

The interrelated effects of electoral systems and social cleavages may be seen in a comparison of the party systems in different parts of the British Commonwealth, the United States and France.

There is general recognition that stable two-party government works best in Great Britain. Members of parliament are elected in single-member constituencies in which one factor, class position, is the basic source of political difference (25). Differences based

(23) James WEINSTEIN, *Anti-war Sentiment and the Socialist Party, 1917-1918*, *Political Science Quarterly*, LXXIV (1959) 223-239; Paul H. DOUGLAS, *The Socialist Vote in the 1917 Municipal Elections*, *National Municipal Review*, VII (1918), 131-139.

(24) See Maurice DUVERGER, *Political Parties*, *op. cit.*, pp. 224-228, 246-250; E. E. SCHATTSCHNEIDER, *op. cit.*, pp. 80-84.

(25) "British politics are almost wholly

innocent of those issues which cross the social lines in other lands, for example, race, nationality, religion, town and country interests, regional interest, or the conflict between authoritarian and parliamentary methods". See John BONHAM, *The Middle Class Vote* (London, Faber and Faber, 1954), pp. 194-195. Leslie LIPSON, *The Two-Party System in British Politics*, *American Political Science Review*, XLVII (1953), pp. 337-358.

on regions, religious or ethnic allegiances, urban-rural conflicts or past historical feuds are unimportant or affect groups too small to organize on their own behalf. But if two-party government presents its best and simplest face in Britain, multi-party government has created the most difficult and complicated conditions in France. France currently has at least six important political groupings, in addition to some minor ones. For many decades it has been divided between clericals and anti-clericals, supporters and opponents of a planned economy, and supporters and opponents of parliamentary government, with a few rural-urban and regional cleavages also. These differences have created the following picture of French party life during the period 1955-1960.

TABLE I. *Overlapping of Cleavages in France* *

CLERICAL			
PLANNED ECONOMY		FREE ECONOMY	
<u>Parliamentary</u>	<u>Anti-Parliamentary</u>	<u>Parliamentary</u>	<u>Anti-Parliamentary</u>
M.R.P. (Catholics)	(left Gaullists)	Independents (conservatives)	U.N.R. (Gaullists)
ANTI-CLERICAL			
PLANNED ECONOMY		FREE ECONOMY	
<u>Parliamentary</u>	<u>Anti-Parliamentary</u>	<u>Parliamentary</u>	<u>Anti-Parliamentary</u>
Socialists	Communists	Radicals	Poujadists

* Readapted from a somewhat similar diagram in M. DUVERGER, *Political Parties, op. cit.*, p. 232.

France seems to be a country whose social fragmentation has dictated the need for a multi-party system, whatever electoral laws are in force. The fact remains, however, that the various electoral systems in use throughout most of the history of the Third, Fourth, and Fifth Republics, have encouraged the creation or perpetuation of small parties.

The experiences of these two countries, standing near the extremes of stable and unstable government, might suggest that the nature of group differences is the key to the number of parties in a system; yet even for these nations this conclusion may be questioned. Since the development of adult suffrage, Britain has *never* had a pure two-party system. In the late nineteenth century there was a strong Irish third party; before World War I, four parties were represented in the Commons, the Liberals, the Conservatives, the Irish, and Labor; between 1918 and 1931 three major

parties were represented; and since then the Liberal party has remained a serious electoral force even though the plurality system minimizes its strength in Parliament (26).

French political history offers striking examples of the way in which formal political institutions may decisively affect political cleavage, and therefore the stability of the democratic system. Despite deep-rooted social tensions and lack of consensus on fundamental political, religious and economic issues, the Third Republic's electoral system diverted considerable support from the anti-democratic extremists. Its double ballot effectively stopped the French Communist party from becoming a major force at this period. For after an auspicious start in 1921, supported by a majority of the former Socialist party and controlling its principal newspaper, *l'Humanité*, it lost ground through being unable to elect members to the Chamber. As a revolutionary party, opposed to constitutional government, it could not combine with other parties for the decisive second ballot, so that many of its potential voters obviously returned to the Socialist fold. Thus in 1928, the Communists secured 11 per cent of the vote in the first ballot, but only 14 out of 600 seats. In the following election of 1932, held in the depths of the depression, the Communist first-ballot vote dropped to 8 per cent, and it elected less than 2 per cent of the representatives. Almost half the Communist first ballot supporters backed candidates of other parties on the second ballot, though the Communists did not withdraw any candi-

(26) For a detailed report on the issues and facts involved, see D. E. BUTLER, *The Electoral System in Britain 1918-1951* (London, Oxford University Press, 1953). Though many argue from historical evidence (e.g. Leslie LIPSON, *op. cit.*) that the British two-party system derives from particular national characteristics, since two parties or tendencies preceded the introduction of the present single-member constituency in the mid-nineteenth century, this argument also may be questioned. Lavau (*op. cit.*) has pointed out that the House of Commons had unstable majorities, with members shifting their support from government to opposition throughout much of the nineteenth century. Duverger contends that in France itself the contemporary complex political substructure was built "upon the fundamental conflict which dominated the nineteenth century, that

between conservatives and liberals [...]. The principal actors were a landowning aristocracy, bound to monarchical principles [...] and, opposed to this aristocracy, an industrial, commercial and intellectual bourgeoisie, attracted to the principles of political liberty".

"The first phase in the moulding of the prevailing spirit in modern Europe ended with the appearance and development of the socialist parties [...]. Between 1900 and 1914, the bipartisan tendency which had dominated the preceding century was replaced everywhere by a swing towards tripartisanship; the 'conservative-liberal' duo now changed to a 'conservative-liberal-socialist' trio". Maurice DUVERGER, *Public Opinion and Political Parties in France*, *American Political Science Review*, XLVI (1952), p. 1070.

dates. Even Communist party discipline and the worst depression in history could not induce many voters to "waste" their ballots. Similarly, Maurice Duverger notes "the complete impossibility" for fascist and right-wing extremist movements "to obtain any representation in parliament", although there were many strong fascist groups during the 1930's (27).

The Communists only became a major force in French politics after they had pretended to give up their opposition to parliamentary government, and formed the Popular Front coalition with the Radicals and Socialists in 1936. This enabled them to increase their first-ballot percentage to 15.6, and their representation in the Chamber from 11 to 72 (28).

But if the Third Republic demonstrated how electoral rules may punish and inhibit parties which oppose the system, the Fourth Republic showed how different rules may facilitate the ruin of democracy by nourishing such parties (29). Throughout its history, the Fourth Republic employed different versions of proportional representation. Its last parliament, elected in 1956, was hampered by the presence of 150 Communists and 50 Poujadists. The latter, who secured about 10 per cent of the vote, could probably have elected no candidates under the double ballot, with single-member constituencies. The Fifth Republic, having returned to that system, has only 10 Communists and 1 Poujadist in the Chamber. It remains to be seen whether this change will cause Communist voters to fall away as they come to recognize that their vote is wasted.

Turning to North America, the United States and Canada offer a still more complex picture of the way in which party systems can be affected by the interrelationship between social cleavages and methods of election. For though two-party politics have

(27) *Political Parties*, *op. cit.*, pp. 319-320; see also F. A. HERMENS, *Europe Between Democracy and Anarchy* (Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1951), pp. 41-44.

(28) For a detailed account of the events leading up to this election as well as an analysis of the vote, see Georges DUPEUX, *Le Front populaire et les élections de 1936* (Paris, Armand Colin, 1959).

(29) "It is especially important, in order to understand what the fundamental political problems of France actually are, to investigate why the state for too many years has seemed so completely powerless

to hold the antagonisms and the divisions between the parties within reasonable bounds and to make the divergent forces act in concert for the general welfare. This raises the question of political institutions, the most important problem facing France. *The present difficulties in this sphere stem from the fact that the political institutions that were adopted in 1946 in no way satisfy the requirements of the economic, social, and political situation [...]*" François GOGUEL, *France under the Fourth Republic* (Ithaca, Cornell University Press), p. 146 (my emphasis).

predominated at the national level in both countries, it is clear that their solidarity structure is in some ways more like that of France than that of Britain. Both are divided along class, ethnic, religious, and regional lines, and while the chief issues for groups like the Southern whites or the French Canadians tend to separate them from the rest of the nation, internally they remain sharply divided over non-ethnic questions.

It seems likely that if the United States had ever adopted proportional representation or even the second ballot run-off, it would have developed several main parties, such as the following : 1) a Labor party, based on urban workers, and perhaps ethnic minorities outside the South ; 2) a Northern Conservative party, based on the urban middle class and the higher-status ethnic and religious groups ; 3) a Southern Conservative party, based on the strength of the *ante-bellum* southern Whigs and Constitutional Unionists, the urban middle classes and more well-to-do rural whites ; 3) a Southern Populist party, based on the southern lower white strata who had backed Jackson in 1828, Breckenridge and the secessionist Democrats in the election of 1860, and various "populist" parties and agrarian factions of the Democrats in the late nineteenth century ; and 5) a Farmer's party, based on rural elements outside the South. There would probably also have been a number of smaller parties from time to time.

Such differentiation has been prevented, not only by the disadvantages which the American presidential system lays on small parties, as discussed above, but also by the peculiar device of the party primary. This arrangement, by which different factions within the party may compete in state-conducted, intra-party contests to determine party candidates and officials, permits the interests and values of different groups, which would give rise to separate parties elsewhere, to be expressed within the major parties. First, the various groups have been forced by the electoral system to identify with one or the other of the two major blocs on whatever basis of division matters most to them (30) ; then their differences

(30) The one other country which I know of that has a system akin to the American primaries is Uruguay, the most stable democracy in Latin America. In Uruguay, the various factions within the two major parties may each nominate a presidential candidate. On election day, the voters choose the man they prefer. When votes are counted, the party which has a majority counting the votes of *all* its presidential

candidates wins the election, and the candidate of that party who received more votes than any other one of the party is elected president. In other words, Uruguay combines the primary and the final election on the same ballot. For plans to form a similar system in Brazil, see Tad SZULC, *Brazilians Plan Voting Alliance*, *New York Times*, December 29, 1959.

are fought out within each party in the primaries, although they may often still lead to crossbench alliances in Congress afterwards.

Few observers have been willing to recognize how comparable are the social bases for multiple parties in France and the United States, and how far the difference between them in political stability is due to varying constitutional structures. The French two-ballot system may be regarded as a functional equivalent to the American primary elections. In both cases, different tendencies may compete in various ways up to the decisive final election. Thus, in most elections of the Third Republic, "at the first ballot few candidates could obtain an absolute majority, so that at this stage there was no fear of splitting the vote and no deterrent to 'splinter parties'; but at the second this fear became as effective as in Britain. *Most constituencies then had a straight fight between a candidate of the Right and one of the Left*" (31).

The electoral alliances which, under the Third Republic, gave decisive majorities to the Left or Right, would always break down in parliament; hence the constant reshuffling of cabinets. The common assumption, that these coalitions were so fragile because they tried to harmonize incompatible views and interests—such as those of the Radicals, as the party of small business, with the workers' philosophy of the Socialists—overlooks the fact that these differences have been no sharper than some *within* the American parties. The divergencies on domestic issues between conservative Southern Democrats and left liberal Northern Democrats, or on foreign affairs between petty-bourgeois Republicans from the provincial mid-west and Republicans from the metropolitan centers of the east, with their close ties to international big business, are fully as great. The American party factions have been held together largely by the Presidential system. Thus, the changing Congressional majorities on questions which cut across party lines are comparable to the shifts in the Chamber as new issues were taken up. Since in America this cannot change the party in control of the executive, however, there has been continuity of executive action and also a substantial amount of party loyalty in important Congressional votes, as David Truman has recently

(31) Philip WILLIAMS, *Politics in Post-War France* (London, Longmans, Green and Co., 1954), p. 310. This book contains an excellent discussion of the nature and effects of the French electoral systems. For a detailed description of the way in

which the double ballot worked in the first elections of the Fifth Republic in 1958, see Philip WILLIAMS and Martin HARRISON, "France 1958", in D. E. BUTLER ed., *Elections Abroad* (London, Macmillan, 1959), pp. 13-90.

demonstrated (32). It will be interesting to see whether the "American" elements introduced into the French constitution by General de Gaulle will have comparable effects on the party system (33).

Canada is perhaps an even more interesting case of interaction of the various elements which have been discussed. Its social structure and bases for political division are complex and comparable to the American and French. It retains, however, the British electoral and parliamentary system, which requires disciplined parliamentary action, and does not permit the American practices of cross-party alignments in the House, of ideological divergences

(32) David TRUMAN, *The Congressional Party: A Case Study* (New York, John Wiley, 1959). See also Duncan MACRAE, Jr., *Dimensions of Congressional Voting* (Berkeley, University of California Press, 1958) and V. O. KEY, Jr., *Politics, Parties and Pressure Groups* (New York, Crowell, 1958), p. 729.

(33) There is in fact one long-term experiment in Finland with a constitutional system that combines a strong president with a relatively weak cabinet which, as in the Fifth Republic, is responsible to Parliament rather than to the president. This Finnish version of a "Gaullist" constitution has not reduced the number of parties in the country; there are currently seven main groupings, and, on average, there has been a cabinet shake-up every year since 1917. It should be noted that although Finland has a strong presidential system, the President is elected indirectly rather than by the people, and both presidential electors and members of parliament are elected under a system of proportional representation. Consequently, there is little scope for the presidential nature of the system to reduce the number of parties. However, the Finnish sociologist Heikki Waris reports that, "By dividing the power between a stable authority, the president, and a temporary authority, the Cabinet, the Finnish Constitution has considerably lessened, if not eliminated, the apparent instability which is the great weakness of the cabinet system in multiparty countries. The Finnish system [...] has assured a certain continuity of policy". Heikki Waris, "Finland", in Arnold ROSE ed., *The Institutions of Advanced Societies* (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1958), p. 211.

In European states where local go-

vernment is highly centralized through the prefectorial system, the argument that strengthening the presidency will stabilise democracy must meet the counter-argument that, by reducing parliamentary control over the state bureaucracy, a strong presidency might weaken still further those local centres of power and responsibility which, ever since Tocqueville, have been regarded as the best foundations for democratic order. The formula for responsible republican government, it seems, must include both a strong, directly elected president and elected local officers possessing real power. Where the local elected officials are the puppets of an appointed prefect, they are in a similar position to that of parliamentary politicians in a weak multiparty system: neither can be held accountable for long-term policies. This evil is greatest when, as often in France, local and national politicians form a single class of men. The liberal and democratic argument against centralized internal authority was forcibly restated as recently as 1944 by Luigi Einaudi, subsequently the first president of the Republic of Italy: "*Democracy and the prefect are profoundly repugnant to each other [...]. Neither in Italy, nor in France, nor in Spain, nor in Prussia has there ever been, nor will there ever be, democracy so long as there exists a centralized type of government of which the prefect is the symbol*". "Via col prefetto", *Il buon governo* (Bari, 1954), p. 52; cited by ROY PRICE, *The Italian Local Elections 1956* (London, Chatto and Windus, 1956), p. 2. It does not seem to have been heeded by any of the countries possessing a prefectorial system, except for some of the German states.

between local party machines, or the resolution by public election of differences within the parties. Whenever a Canadian region, class, ethnic group, or province, comes into serious conflict with its party of traditional allegiance, it must either change over to the other party, with which it may be in even greater disagreement on other issues, or form a new "third" party. The result of combining this social diversity with a rigid constitutional structure has been the constant rise and fall of relatively powerful "third" parties. Every single Canadian province, except Prince Edward Island and New Brunswick, has been governed for some time since World War I by a "third" party. At least three such parties, the Progressives in the 1920's, and since 1933, Social Credit (monetary reformers based on farmers and small businessmen) and the socialist Cooperative Commonwealth Federation (C.C.F.) have had significant strength in a *number* of provinces. Nationalist parties, often at odds with one another, have arisen in Quebec, one of which, the *Union Nationale*, has governed the province almost unbrokenly since 1936. The rise and fall of these parties, mainly at the provincial level, is not the result of any general discontent in Canada, but solely of the interaction between constitutional arrangements and social and economic divisions (34).

Although the Canadian two-party system has repeatedly broken down, it has never been replaced by a permanent multi-party system. Ultimately, and especially on the national level, the two major parties reabsorb the rebellious elements, since the single-member plurality method of election necessarily represses minorities. They can emerge in homogeneous areas, but in order to become a permanent national force they must oust one of the major parties; otherwise, they will vanish with the crisis that gave them birth, or find their cause successfully captured by one of the dominant parties. At provincial level, however, it has been much easier for them to survive by becoming one of the two major *local* parties.

South Africa, which also combines British constitutional procedure with complex internal bases of cleavage, exhibits the same rapid rise and fall of minor parties as Canada. Within the limits of the dominant ethnic divisions other sources of conflict still

(34) See Seymour Martin LIPSET, Democracy in Alberta, *Canadian Forum*, XXXIV (1954), 175-177 and 196-198. For British Columbia, see H. F. ANGUS, The British Columbia Election, 1952, *Canadian*

Journal of Economics and Political Science, XVIII (1952), 518-525; and Margaret ORMSBY, *British Columbia; A History* (Vancouver, Macmillan, 1958), pp. 477-489.

exist. Thus for long periods the Afrikaners were divided into two parties ; today they are united in the National Party, but the English are split. In addition to the old, but sharply declining Labor party, a number of parties, mainly English, have come into being in the last decade as splinters from the United Party. All these minor parties have met, in an aggravated form, the same difficulties as the Canadian, being unable to elect candidates on their own (35).

In New Zealand, the two non-socialist parties merged after Labor had risen to a position in which it seemed able to win a three-cornered fight. Social Credit has shown on at least two occasions that it could get the support of about 10 per cent of the New Zealand electorate, but, being unable to win seats, it has failed to sustain any permanent strength (36). In Australia, the two major non-socialist parties—the Country and Liberal parties—have not merged, but generally follow a policy of exchanging seats and refraining from competition (37). Similar electoral alliances took place in some of the Scandinavian countries before the introduction of proportional representation.

Conversely, in one former dominion of the British Crown, Eire, which has a relatively simple basis for political cleavage, the perpetuation of proportional representation ever since the birth of the Irish Republic in 1922 has meant the continued existence of at least five parties. Only one party, Fianna Fáil, has been able to govern without a coalition under these conditions. The second largest party, Fine Gael, which is somewhat more conservative, can only hope to form a government with the help of minor and often more leftist parties, such as Labor and the Republicans (38).

(35) See Gwendolen M. CARTER, *The Politics of Inequality, South Africa since 1948* (New York, Frederick A. Praeger, 1958) ; for a further report see R. R. FARQUHARSON, "South Africa 1958", in D. E. BUTLER, ed., *op. cit.*, pp. 229-275.

(36) Peter CAMPBELL, *Politicians, Public Servants, and the People in New Zealand*, I, *Political Studies*, III (1955), pp. 196-197.

(37) Although the Country and Liberal parties usually do not run against each other and act, in effect, electorally as the rural and urban wing of the non-socialist party, the continued existence of two such parties is facilitated by the fact that Australia has adopted the preferential ballot system with the single-member constituency. Under this system voters list the order of pre-

ference for all candidates on the ballot. Thus when there are Liberal and Country candidates in the same constituency, a Liberal voter will mark the Country candidate as his number two choice, and Country party supporters will do the same for the Liberals. This system has also encouraged occasional splits from the Labor party, since minority Labor party candidates can pick up first votes without these votes being permanently lost to the major party backed by such protest voters. See J. D. B. MILLER, *Australian Government and Politics* (London, Gerald Duckworth, 1954), pp. 85-86.

(38) See Enid LAKEMAN and James D. LAMBERT, *Voting in Democracies* (London, Faber and Faber, 1955), pp. 223-230.

No doubt, had Eire adopted the British election system it would now have as stable a two-party system and as responsible cabinets as the United Kingdom. Like many other Irish difficulties, the blame for this failure must be attributed to the English, since, when yielding power in southern Ireland, they insisted on a system of proportional representation to ensure representation of Protestant and other more pro-Commonwealth minorities. Fianna Fáil, as the dominant party, has tried hard to change the electoral system, but as in other countries the smaller parties oppose such changes for fear that the single-member plurality district system would weaken their electoral position. The result is that the need for "inter-party" governments has led to periodic breakdowns in the traditional pattern of responsible Cabinet government (39).

Similarly, in Israel, another state once governed by Great Britain, independence was followed by the continuance of the system of proportional representation previously used in elections to the council of the Jewish Agency, the dominant pre-independence organ of the Zionist community. Hence, in this immigrant society formed by men from many states and cultures, over 30 different parties have taken part in the elections. There have been at least five different socialist parties, excluding the Communists, represented in the Knesset, and some half dozen religious parties. Basically, however, the Israeli political structure consists of three groups: the socialist parties, the largest of which, the Mapai, has about 40 per cent of the vote, while the others have between 10 and 15 per cent; the non-socialist secular parties, which range from liberal to conservative (in the American sense of the terms), poll about 30 to 35 per cent of the vote; and the religious parties, which poll from 10 to 15 per cent, and are divided fairly equally between pro- and anti-socialist groups. A single-member district plurality system would probably create a two-party system, socialist versus conservative, with each party bidding for the support of the religious. This solution is favored by Mapai, the largest party in the country, but, as in Ireland, it is opposed by the others since none of them feels certain of survival without proportional representation. An Israeli social research institute, in a study of the effects of electoral systems on national life, has strongly urged a change in the Israeli system.

In sum: while the present system of proportional representation aggravates existing social evils in the Israeli society, i.e. absolute rule of central party machines,

(39) Basil CHUBB, Cabinet Government in Ireland, *Political Studies*, III (1955), p. 272.

deepening social divisions and the perpetuation of factional fanaticism, the system of constituency election is designed to counteract and finally to eliminate them, by weakening party power at the centre, placing emphasis on common, integrative, cohesive elements in our society and encouraging the growth of tolerance, fellow-feeling and social compromise [...].

The condition for constructive democratic life in the country becomes largely a function of the development of social forces which can combat and counteract these negative features [toward intense destructive conflict]. And the web of social institutions is the most potent, powerful instrument at our disposal to accomplish this end (40).

Conversely, Maurice Duverger has described the conscious and successful effort made in Belgium to prevent a two-party system reasserting itself when the Socialists rose to second place after the adoption of universal manhood suffrage in 1894, displacing the anti-clerical Liberal opposition. By the next election in 1898, the Liberals had declined to parliamentary insignificance with only 13 seats. Rather than see the Liberals disappear, which would have meant, eventually, a Socialist government, the Catholics, who were then in power, introduced proportional representation and thus preserved the Liberals as a major third party (41). The anti-clerical vote has almost always been above 50 per cent, but the Socialists have never reached 40 per cent, while the Liberals have constantly secured between 10 and 15 per cent (42).

The strain between the institutionalization of specific social cleavages in a multi-party structure and a plurality electoral system is aggravated by the distorted representation which usually results. The major party whose support is most evenly distributed throughout the country tends to be over-represented, and sometimes the largest single party does not win the most seats. In Canada, between 1935 and 1957, the Liberal party dominated Parliament with overbearing majorities, though it had a majority of the electorate on one occasion only (43), and the Conservative Party is in a comparable position today. Similarly in India, the Congress Party has over 75 per cent of the seats in the House with less than 50 per cent of the vote, while the Communist Party ruled the Indian state of Kerala for one term with a legislative majority based on 35 per cent of the electorate (44). In 1945, the British Labor

(40) BETH HILLEL [Society for Social Research in Israel], *Electoral Reform in Israel* (Tel Aviv, Beth Hillel Publications, 1953), pp. 26, 24.

(41) DUVERGER, *op. cit.*, pp. 246-247.

(42) OPPENHEIM, *op. cit.*, p. 167.

(43) Gwendolen M. CARTER, "The Com-

monwealth Overseas : Variations on a British Theme", in S. NEUMANN ed., *Modern Political Parties* (Chicago, University of Chicago Press, p. 104.

(44) AVERY LEISERSON, *Parties and Politics* (New York, Alfred A. Knopf, 1958), p. 286.

Party took over with an overwhelming majority of 146 seats in the House of Commons, and nationalized a number of industries despite the fact that over half of the electorate had voted for non-socialist candidates. Conversely, the three British Conservative governments since 1951 have governed with parliamentary majorities although the country had given a majority of its votes to Labor and the Liberals (45).

Essentially, the evidence suggests that whatever potential cleavages exist in the social structure, there is a fundamental incompatibility between a multi-party system and a plurality method of election ; where the two co-exist the instability is ultimately resolved by a change to one of the following situations :

a) a change in the electoral system to proportional representation, which preserves declining parties and facilitates the growth of new ones ;

b) an arrangement by which different parties continue to exist, but support each other in more or less permanent alliances ;

c) mergers between parties which recreate a two-party situation, as has occurred a number of times with American third parties ; or

d) the elimination over time of the weaker parties and a return to a two-party system, as has occurred in various countries of the Commonwealth and in the United States.

4. *Consequences of the different systems.*

A number of consequences for the nature of representation and the stability of democracy have been attributed to the two-party and the multi-party systems. Some of these will be briefly discussed here.

In a two-party system, both parties aim at securing a majority. Hence, they must seek support among groups which are preponderantly loyal to their opponents and must avoid accentuating too heavily the interests of their customary supporters. Elections become occasions for seeking the broadest possible base of support by convincing divergent groups of their common interests. The

(45) Detailed discussion of the relation between votes and seats in the British system in R. B. McCALLUM, *The British General Election of 1945* (New York, Oxford University Press, 1947), pp. 277-292 ; for

a table giving votes and seats in British elections since 1900, see S. NEUMANN ed., *Modern Political Parties* (Chicago, University of Chicago Press, 1956), p. 57.

system thus encourages compromise and the incorporation into party values of those general elements of consensus upon which the polity rests. For similar reasons, the system encourages emphasis by both parties upon material interests (concessions and patronage) as against a stress upon ideal interests, thus reducing ideological conflict (46). Since the "out" party can always realistically aspire to gain office within a few years, this also has the effect of stifling exaggerated commitments to ideal or ideological goals which may gain votes but embarrass office-holders, and reinforces the adherence of the opposition to the "rules of the game". The weakness of ideology inherent in two-party systems has the further consequences of reducing intense concern with particular issues dividing the parties, and sharpening the focus on party leaders. The plebiscitary nature of electoral struggles in two-party systems is largely an effect of the system itself.

In a multi-party system, where parties do not aim at gaining a majority, they usually seek to win the greatest possible electoral support from a limited base. They therefore stress the interests of that base and the cleavages which set it apart from other groups in society. The party's function as a representative of a group is separated from the function of integrating the group in the body politic, which requires a stress on similarities with others and commitments to them (47). The multi-party system with proportional representation in fact substitutes the interest group or group of common believers for the territorial unit as the basis of representation, reducing the effect of the local or regional unit as a basis of solidarity which may cut across lines of political affiliation (48). The small size of many parties and the absence of a need in most multi-party systems for compromise at the electoral level enhances the ideological content of the conflict. This divisiveness encouraged by a multi-party system is perpetuated by the tendency of most parties to attack most virulently those with whom they have most in common and with whom they compete for a similar vote, thus magnifying the differences between them.

(46) See Carl FRIEDRICH, *Constitutional Government and Democracy* (Boston, Ginn and Co., 1950), pp. 416-417; Talcott PARSONS, *op. cit.*

(47) See F. A. HERMENS, *The Representative Republic* (Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1958), p. 201.

(48) "Electoral procedures based on territorial... [as distinct from "representation through interest-groups"] is precisely the

technique for the organic integration of the whole. As a matter of principle the individual delegate represents the entire area. The ensuing separation into parties according to *political* tendencies implies then only differences of belief concerning the means by which the welfare of the nation is to be achieved". Georg SIMMEL, *The Web of Group Affiliations* (Glencoe, The Free Press, 1955), p. 194.

The two-party system also helps to maintain the commitment of the entire electorate to the system itself, rather than to a particular party, since it enables the discontented elector to impute responsibility to the governing majority rather than to the régime, and to devote his efforts to the quite legitimate task of replacing the incumbents by their traditional opponents. The necessity for coalition government in most multi-party systems, where the lesser parties wield a disproportionate influence—so that election results may scarcely affect the composition of the government—deprives the elector of the feeling that he is able to turn out leaders who have forfeited his confidence.

There are, however, conditions under which a two-party system is *less* conducive to the preservation of democratic order than a multi-party system. The two-party system works best where it is based on an elaborate, cross-cutting solidarity structure, in which men and groups are pulled in different directions by their diverse roles and interests. Wherever the solidarity structure is polarized by class, race, or religion, and the political lines follow those of social cleavage, a two-party system may intensify internal conflict rather than help integrate the society. For example, the first Austrian republic (1919-1934) was largely a two-party system, but one which was divided along the interrelated lines of religion, class and region. The parties represented two almost completely separate cultural units and the Civil War which followed was a nearly inevitable consequence of the system (49). Similarly, in Italy today the lines of division between the Christian Democrats and the left Socialist-Communist opposition are such as to reduce consensus rather than increase it. In South Africa, a division into two parties largely based on two ethnic groups, the Afrikaner

(49) For a detailed description of the system and an analysis of the events leading to the downfall of the first Austrian republic, see Charles GULICK, *Austria: From Habsburg to Hitler* (Berkeley, University of California Press, 1948). A recent study of elections in the first and second republics demonstrates that the second one is genuinely different from the first in that the two major parties, though based on the same groups as before 1934, have much more support today within "opposition strata" than their predecessors did. Thus the conservative People's party is much stronger today among workers, residents of Vienna, Protestants, and irreligious people, than

was the pre-1934 Christian Social party. Conversely, the Socialists though weaker in Vienna are much stronger in the outlying provinces than earlier, and they have increased their vote among peasants considerably. Paralleling the growth of the two parties within segments once overwhelmingly opposed to them has been a sharp decline in ideological cleavage. The conservative party is no longer a Christian or Catholic party, and the Socialists have dropped their adherence to Marxist doctrine. See Walter B. SIMON, *Politische Ethik und Politische Struktur, Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, XI (1959), 445-459.

Nationalists and English United Party, is destructive of national unity and democratic norms (50). In general, where the class struggle is superimposed upon a conflict between religion and irreligion, or between different ethnic groups—wherever opposing groups see elections as a fight between good and evil, so that conversion from one political faith to another is almost impossible—a two-party system is more destructive of political stability than one in which centre parties can mediate between extreme opponents. Consequently, though it may be validly argued that a two-party system makes for a more stable and effective democratic polity than a multi-party one, this is only true if both actors in the system accord a certain degree of legitimacy to each other; each party must be willing to view the other as an acceptable alternative government.

Considerations such as these have led many to suggest that a system of proportional representation, though making for more parties, may help unify a nation marked by low consensus by forcing all parties to look for votes in every major group and region in the country. A committee of the U.S. Senate urged this view as early as 1869, arguing that the Civil War might have been avoided if the electoral system had permitted minorities in the North and South who agreed with dominant opinion in the other region to elect representatives. The committee argued that the absence of minority representation "in the states of the South when rebellion was plotted, and when open steps were taken to break the Union, was unfortunate, for it would have held the Union men of these states together and have given them a voice... Dispersed, unorganized, unrepresented, without due voice and power, they could interpose no effectual resistance to secession and to civil war" (51). John Humphreys suggested that the same system of proportional representation, which is sometimes thought to have prevented stable two-party government in Belgium, has actually reduced the conflict between the Flemish and Walloon groups. Since all parties seek votes in both ethnic groups, the South African pattern of parties representing distinct ethnic and language groups is avoided (52).

(50) CARTER, *op. cit.*

(51) Cited in John H. HUMPHREYS, *Proportional Representation, A Study in Methods of Election* (London, Methuen and Co., 1911), p. 58.

(52) *Ibid.*, p. 57; a similar point is made

by Maurice DUVERGER in *L'influence des systèmes électoraux sur la vie politique* (Paris, Armand Colin, 1950), pp. 39-40; see also Enid LAKEMAN and James D. LAMBERT, *Voting in Democracies* (London, Faber and Faber, 1945), pp. 63-64. The latter con-

The Swedish political scientist, Herbert Tingsten, has recently suggested, from the experience of his own country, that a multi-party system rooted in proportional representation lowers the vitality of political life by eliminating the slightly spurious dramatics which two-party elections can call forth even among rather homogeneous and satisfied electorates (53). This is not incompatible with the supposed tendency of the same system to increase the purely numerical participation of the electorate. Thus, when Switzerland changed in 1919 from a plurality system of elections to proportional representation within cantons, not only did the number of significant parties increase, but the average percentage of the eligible electorate who voted jumped from 50 per cent to nearly 80 per cent. The Swiss changeover was extremely revealing, as there were a number of variations among the cantons which permitted some controlled comparisons. For example, in those cantons which had previously been "safe seats" for one party under the plurality system, only 30 to 40 per cent had voted before proportional representation. The vote in these previously "safe" cantons doubled following the change in the system. However, in comparable safe cantons which only elected one member to the national parliament, so that proportional representation could not be introduced, participation did not increase and remained at about 40 per cent. A somewhat similar situation occurred with comparable results in Norway in 1921 (54). A situation in which every vote "counts" seems to increase both the concern of the voter with the need to participate, and the concern of the parties with the reactions of all voters.

The differences between the two types of party system have thus far been examined primarily as they affect the voters and the electoral struggle. They also must be tested for their capacity to provide generalized leadership in return for generalized support, to serve as the interchange mechanism between the solidary groups of society and the wielders of power. The experiences of western industrial society suggest that, in general, a two-party system is much the better adapted to these needs.

The ability of the two-party system to provide for generalized

tend also that "An instance of the unifying effect of proportional representation is Czechoslovakia after the first world war, where representation of their respective minorities prevented what might have been a sharp cleavage between Bohemia and Slovakia". *Loc. cit.*

(53) Herbert TINGSTEN, *Stability and Vitality in Swedish Democracy, The Political Quarterly*, XXVI (1955), 140-151.

(54) Herbert TINGSTEN, *Political Behaviour* (London, P. S. King, 1937), pp. 219-220, 224-225.

leadership is closely linked to the fact that one party always represents the government and actually rules the country, so that the party in power *temporarily* becomes identical with the state. Both parties are organized to be able to take full responsibility, at home and abroad, for the conduct of the nation's affairs; the opposition is always conscious of its role as the government of tomorrow, and in order to be able to *govern* it must look beyond electoral victory, to its chance of inspiring at least some confidence among the supporters of the other party. Insofar as the party itself overtly represents interests, as does the British Labor party, they are represented *within* the party and disciplined by the necessity of being able to govern in the national interest; the same applies to the party's relationship with pressure-groups. A party is above all a way of organizing citizens to take part in *public* affairs. It is clearly damaging to a party, especially to the party in power, if it appears in a light where its opponents can accuse it of obvious favoritism to a group of party supporters. Further, since the legitimacy of a party rests ultimately upon its actual or potential effectiveness as a *national* government, there is strong pressure on both parties in a two-party system to reduce or eliminate ideology as a basis for political decision. The access of a given party to the full power of the state is quite straightforward so long as everyone is convinced that it will use that power to solve problems from a practical standpoint.

In contrast to the two-party system, where the party tries to appear as a plausible representative of the whole society, multi-party systems have been mainly based upon the premise that a party should consciously represent the private interests of a section of the population. Only the state, and no one party, can claim to represent the interests of the whole. Thus individuals are citizens, and enjoy a public role, only in relation to the state, and patriotism tends to be found only in action which "transcends" party, rather than as a value which can infuse the party in action. As a result, bourgeois and peasant parties have tended to reflect rather than sublimate the *incivisme* of their constituents, minority working-class parties have often regarded constitutionalism—the basis of any notion of public interest—as a matter of socially irrelevant technicalities, and parties of the right have been tempted to aspire to a position "above parties".

But while almost all minority parties in a multi-party system could ideologically reject responsibility for the political community at large, many have in fact found themselves wielding state power

in coalition governments. The consequent divorce between party symbols and party actions for all who participate in coalitions, and the bargaining necessary to fill public offices and obtain parliamentary support may lead to cynicism, or to attitudes resembling that unmediated attachment to abstractions which, as Philip Selznick argues, is a source of irresponsibility, extremism, and manipulability in mass society (55). These extreme manifestations have, of course, only appeared in some multi-party systems under conditions of stress. It seems likely, however, that multi-party systems accentuate the development of such dangerous traits, while two-party systems are better able to resist political and civil irresponsibility on the part of different solidary groups and their representatives.

While the two-party system has these great advantages, under certain conditions a multi-party system may produce a relatively permanent coalition cabinet which adequately reflects the main groupings of society and can effectively interchange leadership and support. In such systems all parties become, in a sense, "state parties". This development seems to have occurred in Switzerland, and to a certain, lesser degree in the Netherlands, Austria, Uruguay, and the Scandinavian countries. There is some reason to anticipate that the Swiss "solution" to the problem of multi-party government—the inclusion of all democratic parties in the cabinet, so that issues are fought out there as well as in Parliament—may spread to other countries as well.

5. *Conclusions.*

Political sociologists tend to regard formal political devices as peripheral items, having little effect upon the main features of societies. One purpose of this paper is to distinguish between the more spontaneous elements in the social structure which influence the political process, and the enacted rules which help determine the nature of parties and of representation. Constitutions and electoral systems are the outcome of particular decisions which may permanently affect the type of social system which a country develops. It is especially important to emphasize this at a time

(55) Philip SELZNICK, *The Organizational Weapon* (New York, McGraw-Hill and Co., 1952), pp. 276-291.

when men in various "underdeveloped" countries are trying to set up democratic procedures and to foster an open society. For sociologists to treat formal political structures as epiphenomena is not only wrong from a theoretical angle, but may also reinforce the appeal of a vulgar Marxism which would have democracy wait solely upon economic development.

On the other side, it is fairly obvious that a simple change in electoral laws cannot guarantee the transformation of a multi-party system into a two-party one. In multi-party systems, the parties tend to identify closely with class, ethnic, religious, or regional interests and lose the loose structure and flexibility which are needed for the mobilization of mass support and the absorbing of minor parties during a period of transition. In unstable multi-party countries, like France, the alternative to numerous, rather rigid parties has been the *rassemblement* (rally) type of organization, which, while possessing a loose structure, has also just those authoritarian traits which its *raison d'être* demands. For movements of this type arise because parliamentary democracy has failed to produce effective leadership, and since their purpose is to establish a new source of authority in their leader's charisma they are often opposed to democracy itself.

This leads to a consideration of the problem of authority in relation to party systems. Democratic stability requires that the *source* of authority be out of reach of any of the contending parties, which implies that none of them should be committed to a root-and-branch change of political system. Parties should aspire to become the *agents* of authority, not its creators. In all stable democracies we do in fact find an institutionalized separation of the *source* from the *agencies* of authority. In the stable parliamentary monarchies of Northern Europe and the Commonwealth, the monarchy remains the latent source of authority, effectively divorced from its exercise (56). In the United States and Switzerland, since their systems acquired a traditional legitimacy through prolonged

(56) See *Political Man*, *op. cit.*, pp. 77-96; as Walter Bagehot put it almost a century ago: "The functions of [...] royalty are for the most part *latent* [...]. It seems to order, but it never seems to struggle. It is commonly hidden like a mystery, and sometimes paraded like a pageant, but in neither case is it contentious. The nation is divided into parties, but the crown is of no party. Its apparent

separation from business is that which removes it both from enmities and from desecration, which preserves its mystery, which enables it to combine the affection of conflicting parties—to be a visible symbol of unity [...]" BAGEHOT, *op. cit.*, p. 40. Bagehot's use of the distinction between manifest and latent activities and functions is, I think, one of the first uses of these concepts in social science.

effectiveness, it was the Constitution that became the supreme symbol of authority. And in contrast to France and many other countries, the American and Swiss constitutions are beyond the direct reach of the elected representatives and are not easily amended. It is unthinkable that they can be abolished or fundamentally revised.

Two-party democracy, therefore, in addition to an electoral system which tends to polarize the electorate, requires that :

1) the groups composing the two potentially dominant parties are not committed to exclusive ideologies which prevent pressuring and manipulating within the parties ; and

2) the source and agents of authority be institutionally and legitimately separated, so that neither major party can aspire to become the source of authority.

It would therefore appear that those countries with multi-party systems, in which the possibility of change to a two-party system exists, are in fact those which already have fairly efficient ways of exchanging leadership and support. In none of the chronically unstable democracies are the source and agencies of authority sufficiently separate to insure against a sudden authoritarian turn.

But although too great a faith in the manipulation of electoral laws cannot be justified, some conclusions for action may be drawn : to create democracy it may be necessary to use the legal system to exclude those who would destroy it. Thus the French double ballot, in which the democratic parties could unite for the second ballot against an opponent of the system, limited both the participation and *strength* of the Communists and Fascists in the 1930's (57). Such a system in Weimar Germany would have obviously kept the Nazis out of the Reichstag in the 1920's, and reduced the parliamentary strength of the Communists to insignificance. It would have guaranteed a large democratic majority in the election of 1930, and even in 1932 (58).

The question is most urgent in the new states of Africa and Asia. There, the source and agencies of authority are not separated. In none of these countries do the underlying structural conditions exist for a stable democratic party system, either two-party or

(57) Michel Debré, the first Prime Minister of the Fifth Republic, argued in 1947 that the Fourth Republic would *inevitably* collapse because it used proportional representation. See his *La mort de l'État répu-*

blicain (Paris, Gallimard, 1947).

(58) Dankwart Rustow, Some Observations on Proportional Representation, *The Journal of Politics*, XII (1950), 107-127.

multi-party (59). Lack of experience and leadership, illiteracy, poverty, traditional cultures and status-structures, dependence upon primary products which often provide insufficient resources for expensive government, all militate against parliamentary rule. These strains are frequently intensified by the lack of any sense of historical unity, and the conjunction of all the tensions of rapid industrialization with the opportunities for demagogic licence afforded by universal suffrage. A further major factor is the differential impact of Communism, Russian or Chinese, upon these emerging polities. Whether it appears as an imperialistic threat, as a tempting solution to urgent and overwhelming problems, or as a source of irresponsible exploitation of discontent, it adds to the already formidable obstacles to peaceful democratic growth. Under these conditions, the form of one-party "democratic" government which is emerging in many of these countries may hold some hope for the future. Such parties tend to be loosely structured, more like a *rassemblement*, or heterogeneous movement, than a party of ideology or interest. They combine a number of interests and strata, either through the charisma of the leader, or through the original need for unity in the struggle for independence. This *charisma*, the claim to rule by virtue of what they have been and are, is necessary if the system is to survive in its early stages, and the absence of opposition may prove beneficial if it preserves the often frail mystique upon which authority depends. Such opposition as does exist must remain factional, even where it has a nominal right of appeal to the electorate. Other parties may be permitted, as in Ghana, Tunisia, and Mexico (the model in this pattern for other underdeveloped societies), but they cannot be allowed a chance of electoral victory. Any failure in effectiveness—and there are bound to be many—may become grounds for challenging the entire system if an opposition can hope to gain mass support and power.

Ever since the rise of Sun Yat-sen in China, many leaders of such states have spoken of their particular type of government as a "guided" or a "tutelary" democracy. Unlike Communists or other totalitarians, these leaders have as their reference group, and

(59) For a general theoretical discussion of how to deal with these problems comparatively, see Francis X. SUTTON, *Representation and the Nature of Political Systems*, *Contemporary Studies in Society and History*, II (1959), 1-10. For a

detailed description of the party systems and most recent elections in various African states, see W. J. MACKENZIE and K. E. ROBINSON, *Five Elections in Africa* (Oxford, Clarendon Press, 1960).

their image of the good society, not a one-party state or a society without internal conflict, but rather the existing stable western democracies. They regard the existence of opposition, free elections and public criticism as ideals to be attained. Turkey, for example, has already developed from a one-party into a two-party state, and Mexico seems to be gradually moving in the same direction (60). The dominant parties in both states have tolerated much internal diversity, and acknowledged their opponents' rights to discussion and organization, while at the same time denying them a chance of electoral victory.

Democracy cannot be created by fiat. It grew through many centuries in the West, during which time the concept of representation changed greatly, and the norms regulating the access of different groups to government decisions were slowly modified in the course of great social and political upheavals. As Max Weber pointed out, democracy must be regarded as a *process* rather than as an attribute which a system does or does not possess. In his view *democratization* involves *two* processes : 1) "prevention of the development of a closed status group of officials in the interest of a universal accessibility of office, and 2) minimization of the authority of officialdom in the interest of expanding the sphere of influence of 'public opinion' as far as practicable" (61).

In western societies the absolute power and charismatic authority of the monarch were gradually eroded, mainly through pressure from groups who were consciously loyal to the monarchy. The title of His Majesty's Loyal Opposition echoes this development. Similarly, in some of the dominant charismatic parties of the underdeveloped states, the growth of politically significant solidary groups and of restrictions on the authority of officials has been taking place *within* the party, much as in an earlier age it took place under the shadow of the monarchy. In Mexico, to take the most developed case of this phenomenon, these groups have been brought into the *Partido*, often as formally affiliated groupings, e.g., trade unions, professional associations, and so forth. As in the monarchies of the 18th and 19th centuries, which were in

(60) See Maurice DUVERGER, *Political Parties*, *op. cit.*, pp. 275-280; Robert E. SCOTT, *Mexican Government in Transition* (Urbana, University of Illinois Press, 1959), esp. pp. 145-243. Kemal H. KARPAT, *Turkey's Politics; The Transition to a Multi-Party System* (Princeton, Princeton University Press, 1959).

(61) MAX WEBER, *op. cit.*, p. 226. These concepts are elaborated in an unpublished paper by Patricia RICHMOND, "Democracy and Party : The Problem of Political Stability in the Mexican 'One-Party' System", which has greatly influenced my thinking on these issues.

transition from absolutism to constitutionalism, considerable factionalism exists in many of these parties, which gives the different groups within them access to power. "Insofar as factions develop freely inside a single party this becomes simply a framework which limits political rivalries without destroying them; prohibited outside the single party, pluralism is reborn within the party, and there it can play the same part" (62). An analysis of the political changes in Mexico over the past three decades concludes :

Intra-party pluralism has produced the following stabilizing consequences in present-day industrial Mexico [...] : an increase in the organizational strength of significant secondary groupings; an increase in the legitimacy of the system and of the incumbents; an increase in the representation of all the significant segments in society with a corresponding decrease in the arbitrary power of the president as well as an increase in his resourcefulness; and an increase in the legitimacy and tolerance of opposition groups (63).

To justify the manipulation of political systems so as to limit the rights of opposition in underdeveloped states, or to deny the rights of anti-democratic forces to equal representation may seem itself to be a basic denial of democracy. But as the Founding Fathers of the American Republic well recognized, the problem of democracy is not simply to maximize popular influence on government policy; it also involves finding the best way to protect the stability of the political system. They sought to safeguard the infant republic by framing a constitution which would "prejudice the outcome of democracy", and which would reduce "the likelihood that the majority would decide certain political issues in bad ways" (64).

Wherever democracy has not been institutionalized, whether in the old states of Europe or the new states of Asia and Africa, it is important to recognize that particular political forms will not emerge spontaneously in response to developments in other parts of the social system. Whether these states develop a stable interchange of leadership and support in a democratic framework depends in part on the rules which they adopt for their politics. The study of the social effects of diverse constitutional arrangements should remain a major concern for the student of politics and comparative institutions *.

* This article was written as part of a program of research on comparative politics and social structure being done under a grant from the Behavioral Sciences Division of the Ford Foundation. I am indebted to Mr. John Torrencé for assistance.

(62) M. DUVERGER, *Political Parties*, *op. cit.*, p. 278.

(63) Patricia RICHMOND, *op. cit.*, p. 29.

(64) Martin DIAMOND, *Democracy and*

The Federalist : A Reconsideration of the Framers' Intent, *American Political Science Review*, LIII (1959), pp. 56-57.

RALF DAHRENDORF

Demokratie und Sozialstruktur in Deutschland

1. Das Problem der deutschen Demokratie.

FÜR DEN politischen Soziologen, der sich seiner Zeit verpflichtet weiß, gibt es heute vor allem zwei Probleme, und beide sind Probleme der Demokratie: das Problem der deutschen Demokratie und das Problem der Demokratie in den Entwicklungsländern. Die meisten anderen Gegenstände der Reflektion und Forschung sind nur Facetten und Aspekte der beiden Fragenkomplexe: Wie konnte die Demokratie in einem industrialisierten, »westlichen«, »zivilisierten« Land im Nationalsozialismus enden? Welche Elemente sozialer Strukturen werden also vom freundlich verallgemeinernden Modell der »industriellen Gesellschaft« nicht erfaßt? Und: Kann die Demokratie in Indien, in Ghana, in China funktionieren? Welche Widerstände setzen die Sozialstrukturen industrialisierender Länder der Ausbildung einer wirksamen Demokratie entgegen? Die beiden Fragen scheinen auf den ersten Blick sehr verschiedene Antworten zu verlangen. In beiden Fällen geht es zwar um das Verhältnis von Demokratie und Sozialstruktur. Während aber das Nichtfunktionieren der Demokratie in Entwicklungsländern eher unsere ohnehin zögernden Wünsche als unsere Erwartungen enttäuscht, rührt das Versagen der deutschen Demokratie an die Grundlagen des Selbstverständnisses der westlichen Welt. Um in der handfest ideologischen Sprache der älteren deutschen Ethnologie zu sprechen: Was bei »primitiven Naturvölkern« nicht überrascht, ist bei einem »hochentwickelten Kulturvolk« ein bedrängendes Problem. Es wird noch zu zeigen sein, daß die »Natur-« und die »Kulturvölker«, die beiden Probleme der deutschen und, sagen wir, der chinesischen Demokratie einander so ganz unähnlich nicht sind. Die Formen der Industrialisierung in beiden Ländern haben manches miteinander gemeinsam; in der Tat stellt die deutsche industrielle Revolution von oben so etwas wie einen Modellfall der »verspäteten Industrialisierung« — gemessen am klassischen Beispiel Englands — dar. Doch sind

solche Gemeinsamkeiten erst das Ergebnis einer Untersuchung, die sich auf eines der beiden Probleme konzentriert : das Verhältnis von Demokratie und Sozialstruktur in Deutschland.

»Demokratie« und »Sozialstruktur« sind zwei der meistgebrauchten Vokabeln der halbwissenschaftlichen Umgangssprache unserer Zeit. Da ich Absicht habe, sie in diesem Essay in bestimmtem Sinne zu verwenden als dies üblicherweise geschieht, mag es sinnvoll scheinen, sie zu »definieren«. Ich will dies nur mit dem Begriff der Demokratie tun und mir auch hier die Sache leicht machen. Wo im folgenden von der Demokratie die Rede ist, wird darunter die Herrschaftsform der repräsentativen Regierung verstanden. Mit Schumpeter — allerdings ohne damit eine Theorie zu verbinden — würde ich sagen : »And we define : the democratic method is that institutional arrangement for arriving at political decisions in which individuals acquire the power to decide by means of a competitive struggle for the people's vote«. Obwohl ich mir darüber im klaren bin, daß diese Definition zu Einwänden Anlaß geben mag, scheint sie mir der historischen Bedeutung des Begriffes angemessen und daher als terminologischer Entschluß vertretbar (1).

Der Begriff der Sozialstruktur bedarf hier keiner Definition. Doch ist zu beachten, daß schon die Formulierung des Themas eine Vielzahl von Forschungsansätzen ausschließt, und zwar als unzureichend ausschließt. Eine solche Wertung liegt durchaus in meiner Absicht. Ein Aspekt der Frage nach der deutschen Demokratie ist ja stets die andere Frage : Wie war der Nationalsozialismus in Deutschland möglich? Die Literatur zu diesem Thema ist verständlicherweise heute Legion ; nur eine geringe Auswahl aus dieser Literatur kann, wo nötig, im folgenden zur Sprache kommen. Doch begegnen uns in dieser Literatur immer wieder zwei wie mir scheint prinzipielle Fehler, deren kurze Kritik uns zu schärferer Fassung des Problems (und damit präziserer Bestimmung des mit »Sozialstruktur« hier Gemeinten) verhelfen kann.

Der eine dieser Fehler liegt in dem, was ich den Irrtum der Verallgemeinerung nennen möchte. Das Denken in umfassenden

(1) Vgl. J. SCHUMPETER, *Capitalism, Socialism and Democracy* (London, 1943), p. 269. An Schumpeters Definition scheinen mir vor allem folgende Elemente deskriptiv sinnvoll : 1) die Rede von der Demokratie als einem »institutionellen Arrangement«, 2) die Betonung des ihr

innewohnenden Mechanismus zur Entscheidungsfindung, 3) die Anerkennung der prinzipiell repräsentativen Natur der Demokratie, 4) die Hervorhebung des Wettbewerbscharakters demokratischer Regierung.

soziologischen, politischen und geistesgeschichtlichen Kategorien — »industrielle« oder »kapitalistische Gesellschaft«, »der Westen«, »christliches Abendland« usw. — ist für das Verständnis mancher Probleme gewiß legitim. Doch sollte man meinen, daß gerade der Erfolg des Nationalsozialismus in einer industriellen, westlichen, christlich-abendländischen Gesellschaft die Grenzen solcher Verallgemeinerungen eindringlich deutlich gemacht hat. Das Problem der deutschen Demokratie ist eben nicht ein allgemeines Problem der Sozialstruktur industrieller Gesellschaften, sondern zunächst eines der besonderen Bedingungen der deutschen Gesellschaft bis 1933 — und vielleicht bis heute. Erst im Nachhinein bieten sich möglicherweise vergleichende Untersuchungen anderer Länder an. Als soziologische Analysen sind daher alle Versuche unzureichend, die bei allgemeinen Merkmalen moderner Gesellschaften stehen bleiben. Dazu gehört die marxistische These des Faschismus als Endstadium des Kapitalismus; dahin gehört der Versuch der Erklärung des Nationalsozialismus aus der Anomie des gesellschaftlichen Lebens in urbanisierten Industrieländern; dahin gehört aber auch die — im Gegensatz zu den anderen beiden wenigstens empirisch bewährte — Annahme eines Zusammenhanges zwischen der besonderen Sozialsituation des Mittelstandes und dem Erfolg Hitlers. In all diesen Fällen bleibt die Kernfrage offen: Warum haben diese allgemeinen Voraussetzungen gerade und nur in Deutschland zu einem Sieg des »Extremismus der Mitte« (2) geführt?

Umgekehrt gibt es allerdings auch einen Irrtum der Besonderung, und dieser zweite Irrtum tritt nicht selten in Verbindung mit dem ersten auf. Bei dem Versuch der Erklärung des Nationalsozialismus haben zahlreiche Autoren sich auf immanent politische und spezifisch historische Faktoren beschränkt. Die Schwächen der Weimarer Verfassung einerseits, die Auswirkungen des Versailler Vertrages, der Inflation, der Wirtschaftskrise andererseits sind geradezu τόποι, stereotype Floskeln in der Literatur zur Frage der deutschen Demokratie geworden. Gewiß haben diese Tatbestände und Ereignisse auf allerdings meist recht subtile Art und Weise das Ihre zum traurigen Schicksal der ersten deutschen Republik beigetragen. Ebenso gewiß aber haben dieselben oder ähnliche Tatbestände und Ereignisse in anderen Ländern nicht

(2) Vgl. S. M. LIPSET, Der »Faschismus« — die Linke, die Rechte und die Mitte; *Kölner Zeitschrift für Soziologie*, XI (1959), p. 401 sqq. An Hand dieser Analyse wird

unten in Abschnitt 3 Berechtigung und Irrtum der verallgemeinernden Analyse der deutschen Gesellschaft weiter zu verdeutlichen sein.

zu denselben Resultaten geführt. Mit T. Parsons würde ich daher sagen : »It will, by contrast with that view, be the thesis of the present analysis that a divergence of political orientation so fundamental as that at present [geschrieben 1942 — R. D.] developing between the fascist and the liberal-democratic societies must go back to deeper structural sources than this view would indicate« (3).

Bei der Frage nach den Bedingungen der Demokratie in bestimmten Ländern ist es leicht, in die unverbindliche Spekulation über Nationalcharaktere und Volksseelen abzugleiten. Gerade im Hinblick auf Deutschland sind auch prominente Wissenschaftler dieser Gefahr nach dem letzten Kriege nicht entgangen (4). Hang zur Romantik, Irrationalismus, Maßlosigkeit, Plastizität, Fleiß, Obrigkeitsswahn, Untertanengeist und vieles andere ist »den Deutschen« nachgesagt worden, wobei meist gewisse Traditionen der deutschen Geistesgeschichte (»von Luther bis Nietzsche« (5) dazu erhalten mußten, die weitgehende Unveränderlichkeit solcher erdichteten Charaktere zu »beweisen« : »It has taken about four hundred years to build the Germans into their present frame of mind ; and there is no knowing how long it will need to take the frame down again« (6). Indes, Einstellungen und Werte, die das Verhalten größerer Gruppen bestimmen, gar sanktionierte Geltung in einer Gesellschaft gewinnen und in Th. Geigers Sinn »Mentalitäten« werden, fallen nicht vom Himmel — nicht von dem der Philosophie, und sicher nicht von dem der freundlichen oder feindlichen Phantasie hegellisierender Historiker (7). Zu fragen ist vielmehr : Welche Gruppen, Schichten und Klassen waren so placiert in der deutschen Gesellschaft, daß die fraglichen Werte ihren Interessen entgegenkamen? Welche institutionelle Struktur vermochte diesen Werten Geltung zu verschaffen? Welche festgewordenen Merkmale der deutschen Gesellschaft gestatteten oder forderten gar ein politisches System, in dem die Untugenden des

(3) T. PARSONS, *Democracy and Social Structure in Pre-Nazi Germany*, *Essays in Sociological Theory*², rev. ed. (Glencoe, 1958), p. 105 sq.

(4) Am amüsantesten und bedenklichsten unter den mir bekannten Versuchen dieser Art ist das Kapitel »Vom deutschen Nationalcharakter« in dem Buch von W. RÖPKE, *Die deutsche Frage*² (Zürich, 1948). Die meisten der folgenden »deutschen Nationaleigenschaften« sind diesem Buch entnommen.

(5) Vgl. dazu J.-E. SPENLÉ, *Der deutsche*

Geist von Luther bis Nietzsche (Meisenheim, 1948).

(6) A. J. P. TAYLOR, *The Course of German History*² (London, 1945), p. 9.

(7) Mr. Taylor und andere seinesgleichen mögen diesen Effekt nicht beabsichtigt haben, doch steckt ein Schuß Hegelianismus in jedem Argument von der Form »Die deutsche Geschichte ist ein Produkt des deutschen Geistes« — um ein Wort des noch in Hegel befangenen jungen Marx (»Die belgische Revolution ist ein Produkt des belgischen Geistes«) abzuwandeln.

vermeintlichen Nationalcharakters gedeihen konnten? Dies erst sind Fragen nach dem Verhältnis von Demokratie und Sozialstruktur in Deutschland.

2. »Demokratie und Sozialstruktur in Vor-Nazideutschland«.

Um der Klarheit der Argumentation willen scheint es sinnvoll, im folgenden zunächst von dem ersten und fehlgeschlagenen Versuch einer deutschen Demokratie, also von der deutschen Gesellschaft vor 1933 zu handeln. Dabei können wir ausgehen von dem meines Wissens einzigen Versuch in der bisherigen Literatur, unser Problem in aller Schärfe und Breite zu stellen: dem bemerkenswerten Essay von Talcott Parsons über »Democracy and Social Structure in Pre-Nazi Germany« aus dem Jahr 1942.

Parsons findet die strukturellen Ursachen des Versagens der deutschen Demokratie in einer Reihe zusammengehöriger Merkmale der deutschen Gesellschaft der Weimarer Zeit: Da ist einmal die Vorherrschaft Preußens und seiner herrschenden Klasse von »Junkern« mit ihren besonderen, »feudal-militärischen« Werten. Diese verbanden sich — nach Parsons — mit der ebenfalls aus vorindustriellen Schichten stammenden Bürokratie als dem »highest prestige element in the bourgeoisie« (8). Junker und Bürokratie waren durch den Gedanken des paternalistischen Wohlfahrtsstaates, durch »preußischen Konservatismus« vereint. Als Schichten vermochten sie mit diesen Ideologien auch die wachsende Industrialisierung noch aufzufangen.

The fact that a modern industrial economy developed in Germany in a society already to a large extent structured about the Prussian state and in the context of the pervasive configurational patterns of Prussian conservatism, undoubtedly colored the total development in many different respects (9).

So entwickelte sich in Deutschland, im Gegensatz zu anderen Industrieländern, kein »ökonomischer Individualismus«, kein liberaler Kapitalismus, ja nicht einmal eine klassische Nationalökonomie. Die industrielle Bourgeoisie unterwarf sich den bürokratisch-militärischen Werten ihrer historischen Vorgänger. In der formalisierten Statusstruktur der deutschen Gesellschaft, aber auch in der Familienstruktur, der Stellung der Frau, dem »Fundamentalismus« und »Romantizismus« des deutschen Denkens zeigten sich die Konsequenzen dieser Entwicklung.

(8) T. PARSONS, *op. cit.*, p. 108.

(9) *Ibid.*, p. 110.

At least one critically important aspect of the National Socialist movement lies in the fact that it constitutes a mobilization of the extremely deep-seated romantic tendencies of German society in the service of a violently aggressive political movement, incorporating a "fundamentalist" revolt against the whole tendency of rationalization in the Western world, and at the same time against its deepest institutionalized foundations (10)

Es gelingt Parsons, eine Vielzahl von Einzelbeobachtungen zu einem, kohärenten Bild der deutschen Gesellschaft zu verdichten (11). Indes liegen die Stärke und die Schwäche seiner Analyse — angesichts des dahinterstehenden theoretischen Ansatzes verständlicherweise — in der Formulierung des effektiven, geltenden »Wertsystems« der deutschen Gesellschaft vor 1933. Dabei bleibt vom »faktischen Substrat« der Gesellschaft nur die Dominanz der altpreußischen Aristokratie, der Junker, Staatsbürokraten und Militärs übrig — ein zwar wichtiger Faktor, der aber als solcher unerklärt bleibt und überdies keineswegs das einzige Strukturmerkmal der deutschen Gesellschaft darstellt, von dem sich annehmen läßt, daß es dem Funktionieren der deutschen Demokratie entgegenwirkte. In Ergänzung und zum Teil auch im Gegensatz zu Parsons' Analyse wird das faktische Substrat der Schichtung und institutionellen Gliederung der deutschen Gesellschaft vor 1933 im Zentrum der folgenden Untersuchung stehen. Dabei möchte ich vor allem fünf Faktoren hervorheben, deren Kombination das Versagen der ersten deutschen Republik zu erklären und vielleicht, in verallgemeinerter Form, das Gerüst einer soziologischen Theorie der Demokratie abzugeben vermag.

3. *Der permanente Mittelstand.*

Breite Teile des Kleinbürgertums haben die Sache des Nationalsozialismus zu der ihrigen gemacht, die Partei selbst nimmt heute vor allem sie für sich in Anspruch. Hätte diese Binsenwahrheit noch einer Bestätigung bedurft, so wäre sie in den Preußenwahlen von 1932 gegeben, aus denen die Wirtschaftspartei und andere Mittelparteien völlig aufgegeben hervorgingen. — Geiger, 1932 (12).

Eine Untersuchung der Verschiebung in den nicht-marxistischen und nicht-katholischen Parteien läßt vermuten, daß die Nationalsozialisten am meisten von den liberalen Parteien der Mittelklasse profitierten, den früheren Bollwerken der Weimarer Republik. — Lipset, 1959 (13).

(10) *Ibid.*, p. 123.

(11) Das vorstehende Resumé kann offenkundig nur einen sehr oberflächlichen Eindruck der brillanten Analyse von Parsons vermitteln. Der Sinn dieser Zusammenfassung liegt daher vorwiegend in der

Anerkennung der Anregung mancher Elemente meiner eigenen Analyse durch Parsons' Essay.

(12) Th. GEIGER, *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes* (Stuttgart, 1932), p. III.

(13) S. M. LIPSET, *op. cit.*, p. 411.

Insofern der Hitlerismus eine Verzweiflungsaktion der unteren Mittelklassen darstellt, setzt er nur eine Bewegung fort, die in den letzten Jahren des 19. Jahrhunderts begann. Es ist nicht anzunehmen, daß es den kleinen Ladenbesitzern, den Lehrern, Pfarrern, Anwälten, Ärzten, Bauern und Handwerkern in materieller Hinsicht am Ende des 19. Jahrhunderts schlechter ging als um die Jahrhundertmitte. In psychologischer Hinsicht hingegen wurden die unteren Mittelklassen immer mehr von den Arbeitern und der oberen Bourgeoisie an die Wand gedrängt [...] — Lasswell, 1933 (14).

Die Zerstörung der deutschen Demokratie ist also ein Werk des Mittelstandes — das war schon 1932 eine »Binsenwahrheit«. Die Materialien, die zur Unterstützung dieser Annahme vorgelegt werden, sind zweifellos überzeugend. Dennoch lassen die zitierten Thesen eine Frage offen, die möglicherweise in unserem Zusammenhang die eigentlich wesentliche Frage ist : Warum hat gerade der deutsche Mittelstand die deutsche Demokratie zerstört, nicht aber der englische oder amerikanische Mittelstand die englische oder amerikanische Demokratie? In England können Lewis und Maude (nicht ohne eine herablassende Bemerkung über die »europäischen« — sprich : kontinentalen — Mittelstände einzuschalten) noch 1953 im Vollgefühl mittelständischen Selbstbewußtseins schreiben : »Britain itself, as a successful political entity, is the creation of the middle classes [...] the English middle classes invented the English state, which in its evolution gave to the individual both liberty and a higher standard of life« (15). Was ist es am deutschen Mittelstand, das ihn zum Zerstörer alles dessen machte, was sein englisches Gegenstück schuf? Welche besonderen Merkmale der sozialen Schichtung des deutschen Volkes vermögen die anti-demokratische Geschichte des deutschen Mittelstandes zu erklären?

Die Geschichte des Verhältnisses von Demokratie und Mittelstand entbehrt nicht der Ironie. Die klassische Bourgeoisie der selbständigen städtischen Handelsleute und Handwerker begann ihren Weg als »Mittelstand« : mitten zwischen einer feudalen Aristokratie mit ihrem auf Abstammungsprestige gegründeten politischen Herrschaftsanspruch und einer großen Schicht von Armen, von Landarbeitern, abhängigen Bauern und städtischen Proletariern. Im Zuge der Industrialisierung, die von diesem klassischen Mittelstand getragen wurde, entpann sich ein jahrzehntelanger Kampf um politische Hegemonie, aus dem die Bourgeoisie im 19. Jahrhundert schließlich als Sieger hervorging. Diese Bourgeoisie war

(14) H. LASSWELL, *The Psychology of Hitlerism*, *The Political Quarterly*, IV (1933), p. 374. Zitiert bei S. M. Lipset, *op. cit.*, p. 405.

(15) R. LEWIS and A. MAUDE, *The English Middle Classes* (Penguin Books, 1953), p. 67.

demokratisch im strengen Sinn des hier verwandten Begriffes. Sie brauchte die Demokratie als Waffe gegen die traditionale Herrschaft der feudalen Aristokratie; zugleich entsprach das Wettbewerbssystem der Demokratie, die Übertragung liberal-marktwirtschaftlicher Gedanken und Interessen in die politische Sphäre, ihrer Mentalität. Das 20. Jahrhundert jedoch betrat diese Bourgeoisie nicht mehr als »Mittelstand«. Sie stand nunmehr oben, war selbst die tonangebende Schicht der Gesellschaft. Unter ihr entwickelte sich ein »neuer Mittelstand« — teils von Selbständigen, die mehr um ihre Existenz als um wirtschaftliche Expansion besorgt waren, teils von Angestellten und Beamten, die ohnehin nur zaghaft einen Anspruch auf Herrschaft geltend machten. Dieser »neue Mittelstand« hat mit der klassischen Bourgeoisie allenfalls den Namen gemein. Durch seine Interessenlage ist er gerade nicht mehr liberal, sondern »staatlichen Schutzes« bedürftig. In der doppelten Frontstellung des »wirtschaftlich-realpolitischen Kampfes [...] gegen das Großkapital« und des »sozial-ideologischen [Kampfes] gegen die Arbeiterbewegung« (16) entwickelte dieser neue Mittelstand die dominanten Ideologien unserer Zeit: die der »Partnerschaft«, der »Volksgemeinschaft«, des »Verbrauchers«, der »nivellierten Mittelstandsgesellschaft« usw. So sehr diese Ideologien aber dem politischen Liberalismus sämtlich widersprechen (17), enthalten sie doch nicht notwendig einen antidemokratischen Effekt. Der »neue Mittelstand«, der zum Zerstörer der politischen Demokratie wird, ist erst das Resultat einer ganz besonderen Konstellation von Bedingungen — einer Konstellation, die zwar in Deutschland, eingeschränkt auch in Österreich und Italien, und vielleicht in vielen Entwicklungsländern gegeben war und ist, die aber in England und den Vereinigten Staaten fehlte.

Die klassische Bourgeoisie brauchte die Demokratie, um ihre in eigener Kraft errungene wirtschaftliche Stellung durch politische Vorherrschaft auszubauen und zu garantieren. Sie stand im Konflikt mit der feudalen Aristokratie und ihrem paternalistisch-autoritären Staat. Eine solche klassische Bourgeoisie aber kennt die deutsche Geschichte nicht. Hier ist die Tatsache

(16) Th. GEIGER, *Die Klassengesellschaft im Schmelztiegel* (Köln-Hagen, 1949), p. 14.

(17) Hierin liegt die Ironie der historischen Rolle des »Mittelstandes«, die von denen übersehen wird, die allzu leichtfertig »Liberalismus« und »Mittelstand« identifizieren und die »middle-class democracy«

preisen. Zwischen dem Mittelstand des 18. Jahrhunderts, der die Zukunft in sich trug, und dem Mittelstand des 20. Jahrhunderts, der von einer größeren Vergangenheit (die nicht seine ist) träumt, besteht kaum eine Verbindung.

ausschlaggebend, daß die Industrialisierung selbst — in England und den U.S.A. das ureigenste Werk einer politisch noch rechtlosen Bourgeoisie — in Deutschland eine »Revolution von oben« war. In den entscheidenden Jahrzehnten von 1871 bis 1914 trug der Staat die wirtschaftliche Entwicklung, d.h. die vorindustrielle Oberschicht wurde selbst zum Träger jenes Prozesses, der in anderen Gesellschaften zu ihrer politischen und sozialen Entrechtung führte. Bendix hat idealtypisch zwischen zwei Formen der Industrialisierung unterschieden : der Industrialisierung durch eine »autonome Unternehmerklasse« und der durch eine vom traditionellen Staat abhängige Unternehmerschicht. Für den letzteren Fall, der mit gewissen Einschränkungen auch auf Deutschland zutrifft, bemerkt er zu Recht : »Competition with the ruling groups may be keen, but it is not likely to challenge the principal buttress of this social order : that the government [besser wäre hier noch der deutsche Begriff : der Staat — R. D.] is the ultimate arbiter of conflicting claims by virtue of its control over the distribution of privileges« (18). Der Mittelstand der industrialisierenden deutschen Gesellschaft ist immer Mittelstand geblieben. Weil die deutsche Bourgeoisie von vornherein eine Bourgeoisie von Gnaden der staatstragenden, vorwiegend preußischen Aristokratie war, hat sie nie einen eigenen politischen Herrschaftsanspruch angemeldet. Sie unterwarf sich in ihrer sozialen und politischen Stellung und ihrer Mentalität jener älteren, feudalen Schicht, die nach dem englischen Vorbild ihr Gegner hätte sein sollen (19).

Viele merkwürdige Phänomene der deutschen Gesellschaft vor 1933 werden von hier her verständlich. Die oft zitierte patriarchalisch-autoritäre Struktur der deutschen Familie, die paternalistisch-militärische Organisation deutscher Betriebe, die bürokratische Formalisierung der sozialen Statushierarchie, die Staatsgläubigkeit insbesondere auch der deutschen Linksparteien,

(18) R. BENDIX, *Work and Authority in Industry* (New York - London, 1956), p. 21.

(19) Hier ist zum ersten Mal eine Einschränkung zu erwähnen, die zugleich für die gesamte folgende Analyse gilt. Diese wie viele spätere Aussagen gilt nur unter der Voraussetzung, daß Preußen die dominierende Kraft der deutschen Gesellschaft vor 1933 war. Diese Voraussetzung läßt sich durch mancherlei Daten begründen : Vor 1914 umfaßte das Königreich Preußen sowohl an Fläche als auch an Bevölkerung etwa zwei Drittel des Deutschen Reiches ;

wesentliche andere Teile Deutschlands standen unter direkter preußischer Hegemonie ; Preußens mittelbarer Einfluß, der ja zugleich der der Reichshauptstadt war, war überall spürbar. Dennoch unterlagen nicht alle Regionen in gleicher Weise der preußischen Hegemonie. Insbesondere für Bayern, für die Hansestädte und Württemberg (mit ihrer alten autonomen Bourgeoisie) sind hier z.T. wesentliche Einschränkungen nötig, die zu präzisieren allerdings Aufgabe einer eigenen Untersuchung wäre.

der fehlende Liberalismus sowohl im politischen und ökonomischen Denken als auch in der politischen Wirklichkeit sind sämtlich Symptome der Unterordnung der industriellen Führungsgruppen unter die an feudal-landwirtschaftlichen, militärischen und bürokratischen Sozialzusammenhängen orientierte Oberschicht preußischer Gutsherrn, Generale und Staatsbeamter (20).

Die Weimarer Republik beruhte auf der Annahme, daß mit dem Ende des Kaiserreiches zugleich seine Oberschicht ihren historischen Weg vollendet habe. Diese Annahme aber stellte sich im Laufe der 20er Jahre immer klarer als falsch heraus. Zwar war nunmehr der Adel zur endgültigen Versteinerung verdammt, zwar wurden viele Privilegien beseitigt, aber damit hörte diese Schicht keineswegs zu bestehen auf. Die Wirren von 1918 und 1919 bedeuteten eben keine Revolution. Nach wie vor unterwarfen sich die wirtschaftlichen Führungsgruppen den Werten und auch den Mitgliedern der alten feudalen Oberschicht. Der Wechsel der Reichspräsidenten von Ebert zu Hindenburg ist hier symptomatisch. Zumindest seit der Mitte der 20er Jahre entwickelte die Weimarer Republik eine Tendenz des »Extremismus von rechts« im Sinne von Lipset: »Die Rechtsextremisten sind konservativ und nicht revolutionär [...] Das Ideal des Rechtsextremisten ist nicht ein totalitärer Herrscher, sondern ein Monarch oder zumindest ein Traditionalist, der wie ein König handelt« (21). Erst vor diesem Hintergrund konnte das Ressentiment des »neuen Mittelstandes« zu dem Resultat führen, das es in Deutschland hatte.

Wenn Lasswell von der doppelten Bedrohung des Mittelstandes durch die Arbeiter und die »obere Bourgeoisie« spricht, dann trifft diese Darstellung für Deutschland nicht zu. Der »neue Mittelstand« in Deutschland fand sich zwischen der Arbeiterschaft unter sich und der rechtskonservativen altpreußischen Aristokratie über sich, die die Bourgeoisie in sich zum Verschwinden gebracht hatte. Möglicherweise ist das Ressentiment des von den beiden wirtschaftlich Großen bedrohten Mittelstandes ein universelles Phänomen moderner Gesellschaften. Dieses Ressentiment kann jedoch erst virulent werden, wenn einer dieser beiden Blöcke

(20) Hier liegt daher — von Parsons (*op. cit.*) richtig gesehen — der soziologische Ort der Resultate vieler Einzeluntersuchungen wie (zum Problem der Familie) M. HORKHEIMER, *Autorität und Familie* (Paris, 1935); (zum Problem des Betriebes) G. BRIEFS, »Betriebssoziologie«, in *Handwörterbuch der Soziologie*³ (Stutt-

gart, 1959), und O. NEULOH, *Die deutsche Betriebsverfassung und ihre Sozialformen bis zur Mitbestimmung* (Tübingen, 1956); (zum Problem des Liberalismus) L. KRIEGER, *The German Idea of Freedom* (New York, 1950); usw.

(21) S. M. LIPSET, *op. cit.*, p. 404.

selbst dem Wettbewerbssystem des repräsentativen Staates feindlich gegenübersteht. Das Besondere der deutschen Situation 1933 lag darin, daß sowohl die traditionelle Oberschicht als auch die bedrohte Mittelschicht auf Grund ihrer Mentalität und Sozialsituation antidemokratisch handelten — die einen autoritär im Sinne eines Extremismus der Rechten, die anderen totalitär im Sinne eines Extremismus der Mitte —, und daß beide in den Jahren unmittelbar nach der Wirtschaftskrise zusammenfanden. Konkret gesprochen: Entscheidend für das Versagen der deutschen Demokratie war der soziale Hintergrund der symbolkräftigen Tatsache, daß im ersten nationalsozialistischen Kabinett der Kanzler Hitler und der Vizekanzler von Papen hieß (22). Die Struktur der deutschen Gesellschaft vor 1933 war unter anderem darum der Entwicklung einer funktionierenden Demokratie wenig förderlich, weil nicht nur ihre Mittelschicht von kleinen selbständigen Unternehmern und unselbständigen Angestellten in romantischer Sehnsucht nach besseren Zeiten einen Retter vor der Übermacht der Großen suchte, sondern auch ihre Oberschicht der liberalen Tradition einer kapitalistischen Bourgeoisie ermangelte. Weil in Deutschland der unternehmerische Mittelstand der Zeit der Industrialisierung seinen sozialen Standort nicht gegenüber, sondern innerhalb der vorindustriellen Oberschicht fand, weil er nicht selbst zur herrschenden Klasse der Gesellschaft wurde, konnte die deutsche Demokratie jene traurige Entwicklung nehmen, die in der Machtergreifung Hitlers ihren Abschluß fand.

4. *Der verhinderte Kapitalismus.*

Es ist nur ein anderer Ausdruck für das Fehlen einer klassischen Bourgeoisie, daß auch der Kapitalismus sich in Deutschland nur in der besonderen Form eines staatlich gebändigten, daher seiner inneren Dynamik beraubten Kapitalismus entfaltete.

(22) Deutlicher noch wird das hier gemeinte Bündnis vielleicht an der Person Hugenburgs, der in seinem Denken und Handeln die in ihrem Herrschaftsanspruch zu kurz gekommene, dann freiwillig abhängige deutsche Bourgeoisie eindringlich verkörpert. Die fatale Rolle der Rechtsextremisten in der ersten Phase der nationalsozialistischen Herrschaft wird aus den

kürzlich veröffentlichten Protokollen der Sitzungen des Kabinetts Hitler, in denen über das Verbot der Kommunisten diskutiert wurde, deutlich. Hier waren die Rechtskonservativen, zunächst gegen die vorsichtig taktierenden Nazis, die Urheber der ersten Maßnahmen zur Unterdrückung der Opposition. Vgl. *Der Spiegel*, 13/48 (25-11-59), p. 54.

Im Gründungsaufwurf des Vereins für Sozialpolitik aus dem Jahre 1872 war die Rede von der Aufgabe, »das wohlherwogene Eingreifen des Staates zum Schutze der berechtigten Interessen aller [an der Wirtschaft — R.D.] Beteiligten zeitig wachzurufen«, um damit die Erfüllung »der höchsten Aufgaben unserer Zeit und unserer Nation« zu garantieren (23). Diese Haltung aber war im rasch industrialisierenden Deutschland des *fin de siècle* keineswegs radikal oder reaktionär, sie entsprach vielmehr der offiziellen Politik, dem tatsächlichen Geschehen. »Was Bismarck meinte«, interpretiert Jantke von einem im wesentlichen dieser Tendenz zustimmenden Standpunkt, »war demnach nicht eine vom Staatsgedanken unabhängige föderalistische Gesellschafts- und Wirtschaftsordnung, sondern jene Kraft zu korporativer Interessenvertretung, die trotz der starken Differenzierung der Berufe, Gruppen und Schichten innerhalb der modernen Wirtschaft zu öffentlicher Mitverantwortung, nationalstaatlichem Fühlen und zur Ein- und Unterordnung unter die vom Staat repräsentierten Gesamtinteressen fähig wäre.« Welcher Gegensatz zu dem selbstbewußten Liberalismus der englischen Bourgeoisie! Wie immer man den Kapitalismus definieren mag : darüber wird wenig Uneinigkeit bestehen, daß eine im Rahmen eines wohlwollend-paternalistischen Staates sich entwickelnde Industriegesellschaft auch dann nur ein halber, ein verhinderter Kapitalismus ist, wenn sie Privateigentum kennt.

Wie das von Mittelstand und Demokratie unterlag auch das Verhältnis von Kapitalismus und Demokratie dem historischen Wandel. In den Anfängen der kapitalistischen Wirtschaft, als die Ideologien der Konkurrenz, der Selbständigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen und Unternehmer, der regulierenden Kraft des Marktes, noch der Wirklichkeit entsprachen, konnte der Kapitalismus die Durchsetzung der demokratischen Herrschaftsform fördern. Die in der frühen liberalen Privatwirtschaft liegende Dezentralisierung der Macht einer von Jantke nicht zu Unrecht als »föderalistisch« beschriebenen »Wirtschafts- und Gesellschafts-

(23) Vgl. F. BOESE, *Geschichte des Vereins für Sozialpolitik 1872-1932* (Berlin, 1939), Anh. III, p. 248 sq.

(24) C. JANTKE, *Der Vierte Stand* (Hamburg, 1955), p. 210. Leider kann der besondere Zusammenhang von Staat und Wirtschaft im deutschen Kaiserreich hier nicht im einzelnen untersucht werden. Eine solche Untersuchung würde wahrschein-

lich sowohl Gemeinsamkeiten als auch Unterschiede zur staatlichen Industrialisierung etwa Rußlands im 20. Jahrhundert ergeben. Damit steht das deutsche Beispiel zwischen den von Bendix (*op. cit.*) untersuchten Extremfällen Englands und Rußlands und zeigt eine ganz eigene Problematik.

ordnung» und die Anerkennung der Legitimität unterschiedlicher Eigeninteressen verlangten geradezu nach einem politischen System, das die Vielfalt von Zentren und Kräften durch einen marktartigen Mechanismus verband. In dem Maße allerdings, in dem der Kapitalismus zur Konzentration wirtschaftlicher Kräfte führte, in dem er also zum Oligopol- und gar zum privaten oder staatlichen Monopolkapitalismus wurde, stellte er eher eine Gefährdung als eine Stütze des Wettbewerbssystems der Demokratie dar. Die deutsche Industriewirtschaft aber ist durch das besondere Merkmal gekennzeichnet, daß sie gewissermaßen mit diesem späten Stadium des Kapitalismus begann, ohne je durch eine liberale Periode gegangen zu sein. Sie war von vornherein Staatswirtschaft in den Händen einer vorkapitalistischen Oberschicht, die im Staat noch immer die Wirklichkeit der sittlichen Idee suchte (25).

Ein weiteres Moment kommt noch hinzu. In jeder Gesellschaft gibt es eine bestimmte Rangordnung der Institutionen, eine Wert- und Machtskala der verschiedenen institutionellen Bereiche. Kirche, Wirtschaft, Militär, Staat — um nur einige dieser Bereiche herauszugreifen — erscheinen in verschiedenen Geschichtsperioden jeweils unterschiedlich kombiniert. Es ist nun das Kennzeichen kapitalistischer Gesellschaften, daß in ihnen die wirtschaftlichen Institutionen den Ton angeben. »Bourgeois society has been cast in a purely economic mold: its foundations, beams and beacons are all made of economic material. The building faces towards the economic side of life« (26). Eine solche Dominanz der wirtschaftlichen Institutionen aber ist aus zwei Gründen der Entwicklung einer funktionierenden Demokratie förderlich: Einmal begünstigt sie den institutionellen Pluralismus, insoweit die Vorherrschaft der Wirtschaft immer nur gegen die autonomen Ansprüche der anderen Institutionen erkämpft und erhalten werden kann; zum anderen sind selbst unter den Bedingungen des Hochkapitalismus die charakteristischen Werte und Normen der Wirtschaft einer demokratischen Verfassung näher als die der Kirche, des Militärs und vor allem der autonomen Kraft eines mit dem totalen Anspruch der Vertretung des »Gesamtinteresses« auftretenden Staates.

Auch unter diesem Gesichtspunkt hat sich der verhinderte deutsche Kapitalismus zumindest bis 1933 als ein Hemmschuh

(25) Es ist in diesem Zusammenhang sicher nicht zufällig, daß die Wirtschaftswissenschaft sich in Deutschland noch heute weder als »economics« noch als »éco-

nomie politique«, sondern als »Nationalökonomie« oder »Volkswirtschaftslehre« begreift.

(26) J. SCHUMPETER, *op. cit.*, p. 73.

der demokratischen Entwicklung erwiesen. Der institutionelle Bereich, der in Deutschland den Ton angab, war der Staat. Schon diese Feststellung muß dem an der angelsächsischen Geschichte Orientierten, für den der Staat ein bloßer Mechanismus der Ausübung von Herrschaft ohne soziales (etwa : interessenmäßiges) Eigengewicht ist, merkwürdig erscheinen. Doch hat sie für die deutsche Geschichte Geltung. Nachdem die alte Oberschicht der preußischen Aristokratie durch die indirekten Wirkungen der französischen Revolution ihrer religiösen, durch die Industrialisierung ihrer wirtschaftlichen und durch den verlorenen Ersten Weltkrieg auch ihrer sozialen Basis beraubt war, gelang es ihr dennoch, durch die staatliche Bürokratie, den diplomatischen Dienst und vor allem das Militär den Staat für sich zu erhalten und mit den Mitteln der politischen Herrschaft allen anderen Institutionen ihren Platz im Ganzen zuzuordnen. In Abwandlung von Schumpeters oben zitierter Schilderung der bürgerlichen Gesellschaft könnte man daher sagen : Die deutsche Gesellschaft war in eine rein staatliche Form gegossen. Ihre Fundamente, Balken und Lichter waren sämtlich aus staatlichem Material. Das Gebäude war der staatlichen Seite des Lebens zugewandt.

Die Vorherrschaft der mit eigenen Interessen und Ordnungsvorstellungen ausgestatteten staatlichen Institutionen in Deutschland darf nicht als eine personelle Vorherrschaft etwa der preußischen Aristokratie vereinfachend mißverstanden werden. Gewiß gab es auch diese personelle Dominanz : Die Diplomaten und Generale, die Beamten und Minister, nicht wenige Industrielle (insbesondere der Kohle- und Stahlindustrie) und manche protestantische Kirchenführer noch der Weimarer Republik stammten aus den »staatstragenden« Schichten der preußischen Tradition. Ebenso wichtig ist jedoch hier die Tatsache, daß es diesen Schichten gelungen war, den kirchlichen, wirtschaftlichen und militärischen Institutionen ihre Werte zu oktroyieren : die Werte der Disziplin, der Zucht, der Pflicht und des Gehorsams, der traditionellen Berufung zu autoritärer Herrschaft, der nationalen Größe, der Unterordnung des Einzelnen unter das vom Staat repräsentierte »Ganze«.

Unter allen Umständen scheint eine institutionelle Rangordnung, in der der Staat als eigenständige Kraft den Ton angibt, der Demokratie wenig förderlich. Die Träger des »politischen Herrschaftsverbandes« mit ihrem »Monopol an physischer Gewalt in einem Territorium« (M. Weber) können die Konkurrenz anderer Institutionen durch die Anwendung von Machtmitteln beseitigen. Die demokratische Methode mit der ihr innewohnenden Möglichkeit

eines Wechsels in den Herrschaftspositionen muß immer dann, wenn der Staat zum Monopol einer Schicht wird, dieser Schicht als Bedrohung erscheinen. Eine solche staatstragende Schicht kann, aber muß nicht totalitär sein. Sie kann sich auch, wie die preußische Aristokratie, um die Wohlfahrt der Untertanen besorgt zeigen. Doch gibt ein solcher Staat typisch Almosen, nicht Rechte. Die Demokratie, wie der Liberalismus, erscheint den Trägern dieses Staates als ein Zustand der Anarchie und Disziplinlosigkeit, den es unter allen Umständen zu vermeiden gilt.

Den zugleich eindeutigen und vom Standpunkt der Entwicklung einer deutschen Demokratie traurigsten Beleg für die Vorherrschaft der staatlichen Institutionen in der deutschen Gesellschaft vor 1933 liefert die Geschichte der deutschen Sozialdemokratie. Der verhinderte deutsche Kapitalismus machte nicht nur eine klassische Bourgeoisie, sondern auch ein klassisches Proletariat in Deutschland unmöglich. Ganz entgegen der Marx'schen Prognose und marxistischen Forderung der Abschaffung des Staates steht am Anfang der deutschen Arbeiterbewegung das Diktum des Hegelianers Lassalle :

Der Staat ist diese Einheit der Individuen in einem sittlichen Ganzen [...]. Der Zweck des Staates ist also nicht der, dem einzelnen nur die persönliche Freiheit und das Eigentum zu schützen [...], der Zweck des Staates ist vielmehr gerade der, durch diese Vereinigung die einzelnen in den Stand zu setzen, solche Zwecke, eine solche Stufe des Daseins zu erreichen, die sie als einzelne nie erreichen könnten [...]. Der Zweck des Staates ist somit der, das menschliche Wesen zur positiven Entfaltung und fortschreitenden Entwicklung zu bringen [...]. Dies ist die eigentliche, sittliche Natur des Staates, meine Herren, seine wahre und höhere Aufgabe (27).

Die deutsche Arbeiterbewegung sah also ihre Aufgabe von Anfang an darin, gewissermaßen die Werte der herrschenden preußischen Aristokratie gegen diese selbst erst eigentlich zu verwirklichen. Die deutsche Sozialdemokratie war der Protestantismus des preußischen Feudalstaates. Im Protest gegen die Entfremdung der Werte seines Ursprungs stand sie doch innerhalb der Welt dieses Staates. So konnte es kommen, daß die größten Vertreter dieser Arbeiterbewegung — Lassalle, Bebel, Ebert — von deutschen Historikern aller Schattierungen immer wieder für das gepriesen werden, was zumindest ihren demokratischen Intentionen zu widersprechen scheint : für ihr Nationalbewußtsein, ihre Staatstreue, ihr Traditionsverständnis. »Wo Kaiser und Könige, Fürsten und Junker versagt hatten, mußte also der ehemalige Sattlergeselle Ordnung schaffen«, schreibt der sozialdemokratische

(27) F. LASSALLE, *Arbeiterprogramm*, neue Ausg. (Offenbach, 1946), p. 41.

Historiker Stampfer in offenbarem Stolz von Reichspräsident Ebert (28). Das heißt aber doch, daß der »Sattlergeselle« sich eben als ein besserer Kaiser erwies als etwa Wilhelm II. Es heißt, daß auch von der Linken der Primat des eigengewichtigen Staates als Wirklichkeit der sittlichen Idee nicht angezweifelt wurde. Es heißt damit, daß auch in den Aktionen der Linken der verhinderte Kapitalismus sich als strukturelles Hindernis der Entwicklung einer deutschen Demokratie bewährte (29).

5. *Utopie und Totalitarismus : Die Regelung sozialer Konflikte.*

Man muß das Lassallesche Staatsverständnis, das ja erheblichen Teilen der deutschen Staatslehre bis auf den heutigen Tag keineswegs fern steht, auf seinen soziologischen Sinn prüfen, um zu verstehen, warum eine solche Auffassung sich mit der demokratischen Herrschaftsform nicht verträgt. Es ist eine Grundtatsache der Sozialanalyse, daß jede historische Gesellschaft in sich gegensätzliche Interessen und politische Haltungen hervorgebracht hat. Es gibt keine Gesellschaft ohne soziale und politische Konflikte. Wie wird nun eine Gesellschaft ihrer politischen Konflikte Herr, in der die Auffassung sanktionierte Geltung hat, daß der Staat mit einer eigenen »sittlichen Natur« ausgestattet, gar das institutionelle Kleid der »sittlichen Idee« selbst ist? Was ist das Schicksal sozialer und politischer Auseinandersetzungen, wenn dem Staat nicht nur die Macht, sondern auch das Recht der letzten Entscheidung zuerkannt wird? Die Antwort auf diese Fragen läßt sich in der deutschen Staatslehre von Hegel bis Carl Schmitt und darüber hinaus nachlesen. Da der Staat an sich selbst eine sittliche Kraft ist, steht er als von den Parteien losgelöster »allgemeiner Wille« über allen Konflikten. Dem Staat kommt das

(28) F. STAMPFER, *Die ersten 14 Jahre der Deutschen Republik* (Offenbach, 1947), p. 439.

(29) In dem Widerspruch zwischen einem aufrichtigen demokratischen Willen und dem Verhaftetsein in den antidemokratischen Traditionen des Kaiserreiches liegt, so möchte ich meinen, die eigentliche Tragödie der deutschen Linken. Der Widerspruch löst sich vielleicht an Hand des Begriffes von Demokratie, der der Arbeiterbewegung vorschwebte. »Demokratie« hieß

hier von Anfang an vor allem »Gleichheit« : das gleiche Wahlrecht, die gleiche Verteilung der Güter, die gleichen Chancen für alle. Die Identität der Gleichheit mit der Freiheit und dem Wettbewerbssystem des repräsentativen Staates wurde vorausgesetzt, aber nicht geprüft. Mir scheint, daß die kritische Prüfung dieses Erbes für die deutsche Sozialdemokratie heute weit wesentlicher ist als die endlose theoretische Diskussion des Marxismus.

Recht zu, kraft seiner selbständig moralischen Position verbindlich zu entscheiden, wer Recht und wer Unrecht hat, wessen Interessen Anerkennung finden und wer seine Interessen dem vom Staat repräsentierten »Allgemeinwohl« unterzuordnen, d.h. zu vergessen hat. Es gibt also über allen Einzelinteressen eine mit endgültiger Autorität begabte Entscheidungsinstanz, deren Machtanspruch immer zugleich Rechtsanspruch ist und die daher alle Konflikte ein für allemal zu »lösen« vermag. Hegelisch gesprochen: »Der Staat ist die Wirklichkeit der sittlichen Idee«, er ist »das an und für sich Vernünftige«, »absoluter unbewegter Selbstzweck«, der »das höchste Recht gegen die Einzelnen hat, deren höchste Pflicht es ist, Mitglieder des Staats zu sein« (30). Dies ist es, was ich die utopische Haltung zu sozialen und politischen Konflikten nennen möchte. Die Nähe dieser utopischen Haltung zu totalitärer Praxis liegt auf der Hand: In Wirklichkeit ist ja »der Staat« nicht die hypostasierte Abstraktion des Rechtes, sondern eine von realen gesellschaftlichen Gruppen getragene Institution. Endgültige Entscheidungsbefugnis des Staates heißt also, daß bestimmte Gruppen das Recht usurpieren, allen anderen ihren Platz in der Gesellschaft zuzuweisen. Hegel hatte so Unrecht nicht, wenn er die Wirklichkeit der sittlichen Idee im Staate erst durch die Polizei garantiert sah: »zum Schutz und Sicherheit der Massen von besonderen Zwecken und Interessen« (31), also zur »Lösung« der sozialen und politischen Interessenkonflikte. Die verwirklichte Utopie der konfliktlosen Gesellschaft ist immer der Totalitarismus der Unterdrückung aller Opposition.

Auch die demokratische Methode enthält eine Haltung zu sozialen Konflikten, die ich im Gegensatz zur utopischen die rationale Haltung nennen möchte. Die Demokratie beruht auf der Anerkennung von Wirklichkeit und Notwendigkeit gegensätzlicher Interessen. Entscheidungen beruhen hier nicht auf dem präsumptiven Recht einer über den Parteien stehenden Instanz, sondern auf dem jeweiligen Ergebnis der Interessenkonkurrenz. Das geltende Recht selbst ist hier das Resultat eines Konkurrenzkampfes von Individuen und Parteien um die Stimmen der Wähler. Das bedeutet nicht, daß das geltende Recht jeweils in moralischem Sinne auch gerecht sein muß; es bedeutet aber, daß keiner sozialen Gruppe oder Schicht das Privileg endgültigen Wissens um Recht und Gerechtigkeit zugeschrieben wird.

(30) G. W. F. HEGEL, *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, 4. Aufl. (Hamburg, 1955), § 257, § 258, p. 207 sq.

(31) *Ibid.*, § 249, p. 203.

Es ist aus der besonderen Entwicklung ihrer sozialen Schichtung und institutionellen Struktur verständlich, daß die deutsche Gesellschaft in allen ihren Bereichen Züge einer utopisch-totalitären Haltung zu Konflikten aufweist. Im politischen Bereich selbst legt der deutsche Staatsbegriff und seine Anerkennung bei fast allen Parteien vor 1933 Zeugnis von dieser Haltung ab. Die vielzitierte Autorität des Vaters in der deutschen Familie verlieh dieser gerade unter dem Gesichtspunkt der Regelung von Meinungsverschiedenheiten und Gegensätzen den Charakter eines preußischen Staates en miniature. In den Sphären der kirchlichen und militärischen Organisation ist die utopisch-totalitäre Haltung einer »Lösung« von Konflikten durch Unterdrückung vielleicht am wenigsten überraschend; doch zeigt selbst hier der Vergleich mit den Kirchen (insbesondere den »nonkonformistischen« Kirchen und Sekten) und Armeen in anderen Ländern, daß es auch in diesen Institutionen Nuancen des Autoritarismus der Organisation gibt. Die Autoritätsstellung des deutschen Lehrers und Hochschullehrers, der nicht nur keinen Widerspruch duldet, sondern sich durch die Struktur der Erziehungsinstitutionen (etwa das System der »Vorlesungen«) auch keinem Widerspruch ausgesetzt findet, sondern stets als »Autorität« erscheint, ist von vielen Beobachtern festgestellt worden. Politisch am folgenschwersten scheint mir jedoch der utopische Zug in den beiden in dieser Aufzählung noch fehlenden Bereichen der deutschen Gesellschaft: im Rechtssystem und in der Wirtschaft.

Zumindest im Strafrecht läßt der Unterschied der Traditionen des *common law* und des römischen bzw. kodifizierten Rechtes sich soziologisch als ein Unterschied der Haltung zu Konflikten interpretieren. Der Präzedenz-Rechtsprechung liegt die Auffassung zugrunde, daß das Recht ein Resultat des Parteienstreites sei, das Urteil also gewissermaßen nur ein Ergebnis der Austragung eines Konfliktes darstelle. Das Rational der deutschen (und aller strukturell ähnlichen) Rechtsprechung dagegen liegt, wiederum in vereinfachender Überzeichnung gesprochen, darin, daß der Angeklagte am abstrakten Maßstab des unabhängig von jeder Auseinandersetzung gültigen Rechtes gemessen und für schuldig oder unschuldig befunden wird. Dieser Unterschied der Grundauffassungen findet sich in der Sozialstruktur des Strafprozesses wieder. Im ersten Fall streiten Staat und Angeklagter durch Staatsanwalt und Verteidiger auf (auch räumlich) gleicher Ebene miteinander; der Richter wacht als Schiedsrichter über der Einhaltung der formalen Spielregeln; ein Schiedsgericht entscheidet

über die relativen Verdienste der Kombattanten. Im deutschen Strafprozeß dagegen sitzt der Staatsanwalt über dem Verteidiger; er ist nicht Kombattant, sondern Autorität; der Richter wacht nicht nur über der Einhaltung formaler Regeln, sondern repräsentiert »das Recht«; er zieht sich mit der Jury zurück und bestimmt als Sachwalter des abstrakten Rechtes, als Stellvertreter der Gerechtigkeit im Gerichtssaal, die Entscheidung. Eine vergleichende Analyse von Rechtssystemen entlang der angedeuteten Richtung könnte vielleicht nicht nur die Unterschiede zwischen utopischen und rationalen Haltungen konkretisieren, sondern auch einen Schlüssel zu verschiedenen Sozialstrukturen und ihren politischen Institutionen liefern (32).

Die Behandlung industrieller Konflikte in Deutschland weist manche Analogie zur Behandlung rechtlicher Auseinandersetzungen auf. Zugleich wird auch hier wieder deutlich, in welchem Maße die deutsche Arbeiterbewegung vor 1933 soziale Einrichtungen gefördert hat, die der Entwicklung ihres erklärten Ziels, einer deutschen Demokratie, radikal zuwiderlaufen. Ein alter, im Ausland oft mit Befremden zur Kenntnis genommener Zug der deutschen Gewerkschaftspolitik liegt in dem »Drang nach Verantwortung«, dem Versuch also, Gewerkschaften und Arbeiterschaft selbst mit unternehmerischen Aufgaben zu belasten. Das bisher letzte Ergebnis einer solchen Haltung ist die Mitbestimmung in der deutschen Montanindustrie. Aber schon im Betriebsrätegesetz von 1920 liegt dieselbe Tendenz, wenn den Betriebsräten die unvereinbare Doppelaufgabe der »Wahrnehmung der gemeinsamen wirtschaftlichen Interessen der Arbeitnehmer (Arbeiter und Angestellten) dem Arbeitgeber gegenüber« und der »Unterstützung des Arbeitgebers in der Erfüllung der Betriebszwecke« zugemutet wird (33). Nicht nur der Inhalt dieses und anderer Gesetze ist hier kennzeichnend, sondern auch die Tatsache, daß industrielle Konflikte überhaupt durch Gesetz, also wiederum die Autorität des Staates, geregelt werden. Ein amerikanischer Beobachter bemerkte vor einigen Jahren:

Zum Beispiel ist das durch Kollektivvertrag zu regelnde Gebiet in Amerika bedeutend breiter als in Deutschland. Im letztgenannten Land werden viele

(32) Gerade unter dem hier in Frage stehenden Aspekt würde ich den Wunsch des Historikers Maitland auch für die Soziologie übernehmen: »But if some fairy gave me the power of seeing a scene of one and the same kind in every age of history of every race, the kind of scene that I would choose would be a trial for murder,

because I think that it would give me so many hints as to a multitude of matters of the first importance«. Zitiert bei F. STERN *The Varieties of History* (New York, 1957), p. 29.

(33) Betriebsrätegesetz vom 4. Februar 1920, § 1.

der Beziehungen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer auf der Basis gegenseitiger Verständigung geregelt, ohne daß dies irgendwo schriftlich niedergelegt wird, viele andere Verhältnisse werden vorzugsweise durch Gesetz und weniger durch kollektive Verträge festgelegt (34).

Gegenseitige Verständigung ohne schriftliche Fixierung, das ist geradezu eine Definition traditional-paternalistischer Verhältnisse; das Gesetz, das durchaus in diese Welt paßt, ist Ausdruck staatlicher Autorität. So ist W.H. McPhersons Erstaunen verständlich: »Das als traditionell anzusehende Vertrauen der deutschen Gewerkschaften auf die gesetzliche Regelung als Hauptmittel zur Erreichung ihrer Ziele ruft bei einem amerikanischen Beobachter einiges Erstaunen hervor« (35). Es bedeutet nämlich, daß die Konfliktparteien der Industrie sich nicht als autonome Gruppen in einem autonomen Sozialzusammenhang verstehen, sondern sich von vornherein der staatlichen Entscheidung unterwerfen. Hierin wiederum verrät sich der permanente Versuch, den industriellen Konflikt endgültig zu »lösen«. Der utopische Glaube an die eine für immer richtige Antwort auf die Probleme der Gesellschaft ist stärker als das Vertrauen auf das historisch je adäquate, aber auch wandelbare Ergebnis in ihrer Notwendigkeit und Berechtigung anerkannter sozialer Konflikte.

Eine Gesellschaft, deren zentrale Institutionen durch utopische Formen der Bewältigung sozialer Konflikte gekennzeichnet sind, kann keine geeignete Grundlage für eine funktionierende politische Demokratie abgeben. Eine solche Gesellschaft begünstigt vielmehr den Sieg totalitärer Parteien und Gruppen. Die Ideologie moderner totalitärer Parteien ist immer utopisch — sei es eine Ideologie der nationalen Größe und Ordnung, der »Volksgemeinschaft«, sei es eine der sozialistischen Zukunft, der »klassenlosen Gesellschaft«. Immer steckt in solcher Ideologie der Gedanke der endgültigen Aufhebung aller Uneinigkeit und aller Konflikte in einer idealen Zukunft der Ordnung und des Friedens. Daß die Verwirklichung solcher Ideologien an der Resistenz der sozialen Wirklichkeit scheitern, die »Lösung« der Konflikte in ihrer Unterdrückung enden muß, mag den »idealistischen« Anhängern der Extremismen der Linken, der Rechten und der Mitte unbekannt und sogar zuwider sein: doch war dies historisch die regelmäßige Konsequenz. So könnte man sagen, daß die deutsche Sozialstruktur vor 1933 zwar nicht positiv totalitäre, aber doch indirekt

(34) W. H. McPHERSON »Betrachtungen zur deutschen Arbeitsverfassung«, in *Wege zum sozialen Frieden*, hrsg.v. H. D. ORTLIEB

u. H. SCHESKY (Stuttgart - Düsseldorf, 1954), p. 69.

(35) W. H. McPHERSON, *loc. cit.*, p. 69 sq.

totalitäre, nämlich utopisch Züge trug, die jedenfalls dem Funktionieren der Demokratie abträglich waren.

6. Die öffentlichen und die privaten Tugenden.

Den Autoren, die das Versagen der deutschen Demokratie aus dem »Nationalcharakter« der Deutschen zu begründen versuchten, ist es im allgemeinen nicht gelungen, diesen Nationalcharakter aus der dünnen Luft der Geistesgeschichte herauszuholen und auf die reale Struktur der deutschen Gesellschaft zu beziehen. Die vorstehende Skizze der Behandlung sozialer Konflikte in den verschiedenen institutionellen Bereichen der deutschen Gesellschaft mag ein Ansatz zur Behebung dieses Mangels sein. Die oft zitierten romantischen, absoluten, metaphysischen Züge des deutschen Denkens vertragen sich wohl mit dem, was ich hier die utopische Form der Behandlung sozialer Konflikte genannt habe. Das gilt auch noch für den »unpolitischen Deutschen«, in dem F. Stern mit einem gewissen Recht »both cause and effect of Germany's divergence from the west and of her continual political failure« sieht (36). Der Versuch, nach der Richtschnur utopischen Denkens zu handeln, ist wesentlich unpolitisch : er geht an den realen Bedingungen des gesellschaftlichen Lebens vorbei und gerät gerade dadurch immer tiefer in deren Verstrickung. Doch war der »unpolitische Deutsche« auch in anderer Weise noch ein Produkt der Struktur seiner Gesellschaft, die sich insofern von der anderer westlicher, industrieller Gesellschaften unterschied.

Wenn wir die Werte betrachten, die das Sozialverhalten von Menschen in verschiedenen Gesellschaften als Leitbilder bestimmen, dann lassen sich unter diesen zwei große Gruppen unterscheiden. Es gibt Tugenden, die auf den reibungslosen Ablauf der Beziehungen zwischen Menschen in der Gesellschaft hinzielen, die also den Einzelnen auf seine soziale Umsphäre beziehen und an diese binden. Solche öffentlichen Tugenden implizieren zumal in modernen Gesellschaften typisch den vertraglichen Charakter vieler Sozialverhältnisse, also eine gewisse emotionale Ferne vom Nächsten. Das *keep smiling*, die Verachtung von *self-pity*, die *fairness*, *to be a good sport*, die Betonung des *getting along with each other* sind

(36) F. STERN, »Germany and the West — The Political Consequences of the Unpolitical German«, vervielf. Abdruck

eines Vortrages vor der American Historical Association, 1957.

sämtlich öffentliche Tugenden dieser Art, Werte einer Gesellschaft, der es vor allem darauf ankommt, die Sozialbeziehungen nicht durch den privaten Charakter der Menschen zu belasten. Demgegenüber kennen andere Gesellschaften vorwiegend jene privaten Tugenden, die über vertragliche Sozialbeziehungen weit hinausgreifen, ja diese implizit oder explizit abwerten. Hier gelten Werte wie »Innerlichkeit«, »Wahrhaftigkeit« (mit der Implikation der »Heuchelei« der öffentlichen Tugenden), »Natürlichkeit«, »Treue«. Wo die privaten Tugenden im Vordergrund stehen, gilt die »Einsamkeit« geradezu als wünschbarer Zustand des Lebens : als produktiv, »groß«, »stark« und »gesund«. Solche Begriffe assoziieren — wie Hofstätter eindrucksvoll gezeigt hat — viele Deutsche mit der »Einsamkeit«, während in England und Amerika *loneliness* in einer Gegensatzrelation zu *love* und *success* steht und der deutschen »Angst« eher gleicht (37). In der Tat läßt sich, so scheint mir, die Annahme belegen, daß in Deutschland typisch die privaten Tugenden gesellschaftlich hoch bewertet werden, in den angelsächsischen Ländern dagegen die öffentlichen. Es mag sein, daß Friedrich so Unrecht nicht hat, wenn er den »belief in the common man« als Voraussetzung der funktionierenden Demokratie bezeichnet (38) : »Belief in the common man« ist ja immer Vertrauen auf das an allen Menschen Gemeinsame, d.h. auf Menschen als Spieler sozialer Rollen, auf die gemeinsamen öffentlichen Tugenden der Menschen, die dort ihre Kraft verlieren, wo jede Rolle, jede öffentliche Tugend als Unaufrichtigkeit und Heuchelei von vornherein abgetan wird.

Gesellschaftlich geltende Werte fallen nicht vom Himmel. Sie sind an soziale Institutionen gekettet, durch die das neue Mitglied einer Gesellschaft zu ihren Werten erst hingeführt, »sozialisiert« wird. In modernen Gesellschaften leisten die beiden institutionellen Bereiche der Familie und des Erziehungswesens diese Aufgabe. Zwischen Familie und Schule aber kannte und kennt die deutsche Gesellschaft eine Rangordnung, die von der vergleichbarer Gesellschaften erheblich abweicht. Während etwa in England und den U.S.A. die Hauptlast der Sozialisierung des Einzelnen auf den Schulen mit ihrer doppelten Prägestkraft der

(37) F. HOFSTÄTTER, *Gruppendynamik* (Hamburg, 1957), pp. 63-70. Es ist Hofstätter nicht recht gelungen, die doch überraschende Ähnlichkeit der englischen und amerikanischen Assoziationsprofile befriedigend zu erklären. Vielleicht vermag

das hier versuchte Argument zu einer solchen Erklärung einen Ansatz zu liefern.

(38) Vgl. C. J. FRIEDRICH, *Demokratie als Herrschafts- und Lebensform* (Heidelberg, 1959).

»offiziellen« Lehre durch Lehrer und der »inoffiziellen« Lehre durch Kameradengruppen (*peer-groups*) liegt, gehen alle zentralen Einflüsse auf die Erziehung des Kindes in Deutschland noch heute prinzipiell von der Familie aus. Die Annahme scheint sinnvoll, daß die Vermittlung der öffentlichen Tugenden vor allem ein Werk der Erziehungsinstitutionen, die der privaten Tugenden dagegen ein Werk der Familie ist. In diesem Sinne würde ich behaupten, daß die Überordnung der Familie über die Schule in Deutschland das Vorwiegen privater Tugenden in den Werten der deutschen Gesellschaft und damit das Nichtfunktionieren der deutschen Demokratie weiter zu erklären vermag. Schillers Wort ist unwidersprochen geblieben :

Zur Nation Euch zu bilden, Ihr hofft es, Deutsche, vergebens.
Bildet, Ihr könnt es, desto freier zu Menschen Euch aus!

Die gegenläufige Rangordnung von Familie und Schule in der deutschen und etwa der englischen Gesellschaft läßt sich durch viele Beobachtungen belegen. Besonders wichtig scheint mir die rein zeitliche Bedeutung beider im Leben des Kindes. In Deutschland beginnt die Schule mit dem siebten Lebensjahr. Bis zu diesem Zeitpunkt bleibt das Kind im Normalfall ständig in der Familie; im Hinblick auf den Schuleintritt gilt überdies die Meinung, daß Kinder lieber später als früher zur Schule gehen sollten. Während ihrer gesamten Schulzeit sind die Kinder nur wenige Stunden am Tage, nämlich höchstens von 8 bis 14 Uhr, in der Schule; die übrige Zeit »gehört der Familie«. Daraus erwächst mit einer gewissen Notwendigkeit ein Schultyp, in dem die öffentlichen Tugenden des Miteinander-Auskommens und Zusammenlebens gegenüber den privaten Tugenden des Lernens, des individuellen Fleißes zurücktreten. Der Einzelne wird also zur Gesellschaft hingeführt, indem er von ihr ferngehalten wird. Bis vor kurzem gehörte es zu den Grundannahmen der deutschen Pädagogik, daß die Schule im Kinde eine »geistige Welt« neben der »realen Welt« und gegen diese aufbauen sollte. Dem steht etwa in England der frühe Beginn der Schule (mit dem »Kindergarten«), die Ganztags- oder Internatsschule, die Betonung von Sport und Spiel, also gesellschaftlichen Tätigkeiten, die weitgehende Ablösung des Kindes von der Familie mit dem Schuleintritt gegenüber. Kann es noch überraschen, daß es in der deutschen Bundesregierung zwar ein »Familienministerium« aber kein »Erziehungsministerium« gibt? Vor allem aber hat diese unterschiedliche Rangordnung von Familie und Schule in Deutschland die Folge, daß die Schule

selbst sich als eine Art erweiterter Familie mit dem Lehrer als Vater versteht, als eine Einrichtung, die zur »menschlichen vervollkommnung« des Einzelnen beitragen soll — wobei der »Mensch« im Sinne des Schillerzitats aus dem Gegensatz zur »Nation«, zur Gesellschaft bestimmt wird. In Ländern, in denen dagegen die Schule der Familie übergeordnet erscheint, weist selbst die Familie eine Tendenz auf, zur »Gesellschaft« im Tönniesschen Sinne zu werden, zur *peer-group*, zum auf Vertragsbeziehungen beruhenden Sozialgebilde auf der Grundlage der prinzipiellen Gleichheit aller Mitglieder.

Die Geschichte kennt kaum Beispiele für die gleichzeitige und gleichrangige Entwicklung der privaten und der öffentlichen Tugenden. Möglicherweise haben diese beiden Gruppen von Werten kompensatorischen Charakter: In dem Maße, in dem die privaten Tugenden entwickelt werden, treten die öffentlichen Tugenden zurück, und umgekehrt. Wenn dies richtig ist, so würde daraus unter anderem folgen, daß in Ländern mit einem funktionierenden demokratischen Staatswesen manche Dimension der privaten Existenz des Menschen — sei es der französische »Individualismus« oder die deutsche »Tiefe« — zu kurz kommt (39). Sicher aber eignet sich eine Gesellschaft, die vor allem die privaten Tugenden ihrer Mitglieder fördert und hoch bewertet, und die diese aus dem Gegensatz zur politischen und sozialen Teilnahme versteht, schlecht zur Ausbildung eines repräsentativen Staates.

Der »unpolitische Deutsche« ist eine Konsequenz der Rangordnung von Familie und Schule in der deutschen Gesellschaft. Diese Rangordnung selbst aber steht in einem angebbaren Zusammenhang zu den vorher erwähnten Faktoren des permanenten Mittelstandes, des verhinderten Kapitalismus und der utopischen Haltung zu Konflikten. Nicht zufällig gehört das Verständnis der Familie als »Träger« und »Keimzelle« der Gesellschaft zu den Kernstücken der altpreußischen Ideologie. Hier, auch hier, hat Hegels Auffassung lange Geltung behalten: »Die Erweiterung der Familie als Übergehen derselben in ein anderes Prinzip ist[...] die ruhige Erweiterung derselben zu einem Volke, — einer Nation, die somit einen gemeinschaftlichen natürlichen Ursprung hat[...]« (40). Solange aber zwischen »Familie« und »Volk«, zwischen

(39) Die Ziffern zerstörter Ehen sollten hierfür einen Anhaltspunkt geben. Nur müßten bei einer empirischen Prüfung der hier formulierten Annahme nicht die Scheidungsziffern allein, sondern (zumal in Eng-

land) die Zahlen getrennter Ehen berücksichtigt werden.

(40) G. W. F. HEGEL, *op. cit.*, § 181, p. 164.

den privaten Tugenden und der öffentlichen Wirklichkeit der große Hiatus einer als lästig, als »bloß abstrakt allgemein«, als »Not- und Verstandesstaat« empfundenen »bürgerlichen Gesellschaft« klafft (41), droht der vorindustriellen herrschenden Klasse kraft Herkunft keine Gefahr durch die aktive Teilnahme aller Bürger. Die Entwicklung der öffentlichen Tugenden und ihre Voraussetzung, die relative Abwertung der Familie, wäre als Bedingung einer demokratischen Herrschaftsform zugleich eine Gefährdung der militärisch-bürokratisch-feudalen Oberschicht der deutschen Gesellschaft gewesen.

7. *Die Intellektuellen und der Staat.*

Es ist gelegentlich gesagt worden, daß der Begriff des »unpolitischen Deutschen« vor allem die deutschen Intellektuellen beschreibe (42). Wenn vom Versagen der deutschen Intelligenz unter den Nationalsozialisten die Rede ist, dann wird dessen Erklärung oft nicht in einer aktiv antidemokratischen Haltung der Intellektuellen, sondern in ihrer Abkehr von der Politik gesucht. Auch F. Stern ist diesem Mißverständnis nicht ganz entgangen, obwohl er im Hinblick auf Bismarcks Deutschland zu Recht differenziert :

After 1871, a small part of the academic class remained critical of imperial Germany even in the face of success and hoped that Germany would adopt the political institutions of the west. A larger group retired to what came to be called the unpolitical realm, reconciled to their political impotence. A still larger group idealized the existing Germany and its imperialist traditions and avowed that Germany's culture, superior to that of the west, justified German power as well (43).

In der Tat waren in der deutschen Intelligenz auch vor 1871 schon drei typische Haltungen zu Staat und Gesellschaft nebeneinander verbreitet, von denen nur eine sich allenfalls als »unpolitisch« beschreiben läßt. Symbolisch lassen diese drei intellektuellen Positionen sich an drei der größten Gestalten der deutschen Literatur exemplifizieren : an Goethe, an Hölderlin, und an Heine.

(41) So HEGEL, *op. cit.*, § 182, § 183, p. 165. Durch Marx ist Hegels Analyse der bürgerlichen Gesellschaft zu beträchtlichem Ruhm gelangt ; doch darf man nicht übersehen, daß sie innerhalb seiner Dialektik der »Sittlichkeit« die Stufe der Negation bezeichnet, der — wie stets —

der Unwille seiner Synthese in sehr viel stärkerem Maße gilt als der Position oder These.

(42) Vgl. zum folgenden Abschnitt auch meinen Essay »The Intelligentsia Which Is Not«, *Chicago Review*, March 1960.

(43) F. STERN, *op. cit.*

Goethe, der Staatsminister von Weimar, hatte seinen Frieden mit den herrschenden Gewalten gemacht. Er »gehörte dazu«, und diese Zugehörigkeit zu den Kräften des status quo, die Teilnahme am Geschäft der Ausübung politischer Macht, bezeichnet zugleich eines der Muster des Verhältnisses von Intellektuellen und Staat in Deutschland. Seit den Tagen des Vereins für Sozialpolitik ist solche aktive Unterstützung der herrschenden Kräfte vor allem kennzeichnend für das Verhalten beamteter deutscher Universitätsprofessoren (44). So schrieb in einer Zeit, in der Deutschland immer preußischer wurde, der Historiker von Treitschke :

Preußen umschließt bereits in einem gesunden Staatswesen die Hälfte Deutschlands, und zwar, politisch betrachtet, die bessere Hälfte [...] Will die nationale Partei sich nicht in Utopien verirren, so muß sie [...] die bereits geeinigte Hälfte Deutschlands als den Kern des zu schaffenden Staates ansehen : sie muß weit preußischer werden denn bisher (45).

Nicht die Vorliebe für Preußen ist an einer solchen Stellungnahme auffällig, sondern die Tatsache, daß hier ein Intellektueller von seiner Zeit nichts anderes fordert, als daß sie noch mehr wird, was sie ohnehin schon ist. Von Professor Treitschkes Glorifizierung Preußens zu Professor Heideggers pseudo-philosophischer Rechtfertigung der Vorherrschaft des »Wehrstandes« — heiße er auch S.A. — in der berühmten »Selbstbehauptungsrede« von 1933 führt leider ein gerader Weg. Treitschke und Heidegger würden das Epitheton »Intellektueller« wahrscheinlich als Schmähung von sich weisen ; und in der Tat muß die Frage gestellt werden, ob eine Intelligenz, die sich jeder kritischen Distanz von den herrschenden Gruppen und Verhältnissen begibt, noch als »intellektuell« angesprochen werden kann. Doch hat jede Periode der jüngeren deutschen Geschichte eine solche unkritische Intelligenz gekannt.

Kennzeichnender noch ist für die deutschen Intellektuellen eine zweite Einstellung zu ihrer Gesellschaft, für die es in anderen Ländern kaum Parallelen gibt. »Was kümmert mich der Schiffbruch der Welt«, sagt Hölderlin — der spätere Hölderlin, nicht mehr der des Tübinger Stifts unter dem Eindruck der französischen Revolution —, »ich weiß von nichts als meiner seligen Insel«. Anderthalb Jahrhunderte später prägte der deutsche Schriftsteller

(44) Der Beamtenstatus deutscher Professoren (wie der Professoren einiger anderer Länder) impliziert selbst schon eine sehr problematische Definition der sozialen Rolle des Intellektuellen. Man könnte immerhin meinen, daß die Aufgaben des Beamten und des Intellektuellen sich in allen we-

sentlichen Punkten geradezu widersprechen, und daß dieser Tatsache auch in der sozialen Stellung der beiden Gruppen Rechnung getragen werden sollte.

(45) H. VON TREITSCHKE, *Historische und politische Aufsätze*⁴ (Leipzig, 1871), p. 235.

Frank Thiess (bezeichnenderweise in einer öffentlichen Debatte mit Thomas Mann) für diese Haltung nicht ohne Stolz das schlimme Wort von der »inneren Emigration«. Der »innere Emigrant« ist der Intellektuelle, der sich abkehrt von seiner Zeit und Gesellschaft zu jener »besseren« und »sichereren« Welt des Geistes, die in Deutschland als wesentlich unpolitisch empfunden wird. Solche Abkehr und Abkapselung der Intellektuellen kann gewiß verschiedene Motive haben. Sie kann auf der Kritik des Bestehenden ebensowohl wie auf seiner Anerkennung beruhen. Was immer aber die persönlichen Motive der »inneren Emigranten« sein mögen, ihr tatsächliches Verhalten ist eine Form der Stimmenthaltung, die notwendig zugunsten der stärkeren Parteien ausschlägt. »Innere Emigration« bedeutet immer den Verzicht auf Kritik und Protest, damit die stillschweigende Duldung dessen, was ist.

Neben der kritiklosen Teilnahme und der »inneren Emigration« kennt die Geschichte der deutschen Intelligenz aber noch ein drittes Muster der Stellung zu Gesellschaft und Staat, das, so bekannt es ist, bei der Analyse der deutschen Sozialstruktur oft übersehen wird : die »äußere«, die eigentliche Emigration. Vermutlich war Heinrich Heine nicht der erste und Thomas Mann nicht der letzte Vertreter dieser Gruppe. Hier nimmt die Kritik an der Gesellschaft eine so virulente Form an, daß die — selbst illiberale — Gesellschaft den Kritiker zum unerträglichen Außenseiter erklärt, seine Schriften verbietet, ihn selbst ausweist. Zum Verständnis der strukturellen Hintergründe der Haltung der »äußeren« Emigranten unter den deutschen Intellektuellen ist es wichtig zu sehen, daß illiberale Innenminister nicht der einzige Grund ihrer Emigration waren und sind. Heines und vieler seiner geringeren Nachfolger Verzweiflung an ihrem Lande hatte vielmehr einen Punkt erreicht, an dem sie nicht mehr mit der Hoffnung gepaart war, durch die Kritik einen Beitrag zur Veränderung des Bestehenden zu leisten. Es gibt bei deutschen Intellektuellen eine Form der Distanzierung von ihrer Gesellschaft, die sich selbst schon als Polemik von außen versteht. Heine war schon emigriert, bevor er zur Emigration gezwungen wurde.

Die drei Muster, in die nahezu alle deutschen Intellektuellen der letzten zwei Jahrhunderte fallen, hatten bei aller Unterschiedlichkeit der Motive und des Verhaltens in ihrem politischen Effekt eines miteinander gemeinsam : sie trugen zur Stärkung der antimokratischen Kräfte der deutschen Gesellschaft bei. Insoweit die herrschenden Gruppen Deutschlands selbst dem repräsentativen Staat feindlich gegenüberstanden, lag deren Stärkung in der Absicht

der »staatsstreuen« Intelligenz Treitschkeschen Musters ; der Rückzug in eine apolitische »Welt des Geistes« hatte zumindest die unbeabsichtigte Konsequenz der Stützung des status quo ; die »äußere« Emigration aber stellte, gerade weil sie die Bezugspunkte ihrer Kritik eher außerhalb als innerhalb der deutschen Gesellschaft fand, eine Form jenes »Druckes von aussen« dar, der nach sozialpsychologischen Gesetzen die innere Solidarität einer Gruppe eher stärkt als schwächt.

Es mag fraglich scheinen, ob es ein spezifisch demokratisches Verhältnis von Intelligenz und Gesellschaft gibt. Immerhin fällt auf, daß eine vierte mögliche Haltung der Intellektuellen in der deutschen Geschichte weithin fehlt. Der Intellektuelle, der sich als Mitglied seiner Gesellschaft begreift und ihrer je wirklichen Verfassung doch in kritischer Distanz gegenübersteht, ist in Deutschland ein seltenes Phänomen. Hier zeigt sich, daß die Intelligenz der »dynamischen Synthese« von Mannheim, die zugleich »alle jene Impulse [in sich vereinigt], die den sozialen Raum durchdringen« und »alles [...] immer wieder auf die neue Weltlage hin in Frage« stellt (46), nur eine von mehreren historisch wirklichen Formen der Intelligenz ist. Die charakteristische »Entfremdung« der Intellektuellen impliziert immer noch ein inneres Verhältnis zur eigenen sozialen Wirklichkeit ; sie bedeutet, daß die eigene Gesellschaft zugleich eine fremde, insofern kritikwürdige und wandlungsbedürftige ist. Aus dieser Position kann die Intelligenz zum Ferment der sozialen Dynamik werden, zur drängenden Unruhe in der natürlichen Trägheit des status quo. Gerade dies aber hat die deutsche Intelligenz selbst im Berlin der 20er Jahre nur durch wenige ihrer Vertreter geleistet. Indem sie ihrer Gesellschaft entweder gar nicht oder bis zur völligen Fremdheit entfremdet war, verlor sie jede soziale Funktion. Freiwillig oder unfreiwillig, gewollt oder ungewollt trug die deutsche Intelligenz somit zur Erhaltung jener Sozialstruktur bei, an der das Funktionieren der Demokratie in Deutschland scheiterte.

8. *Demokratie und Sozialstruktur in Nach-Nazideutschland.*

Wenn der vorstehende Versuch einer Analyse richtig ist, so muß der Sieg des Nationalsozialismus in Deutschland aus dem

(46) K. MANNHEIM, *Ideologie und Utopie*⁸ (Frankfurt 1952), p. 137.

Bündnis der antidemokratischen Rechten mit der antidemokratischen Mitte erklärt werden. Die andauernde Vorherrschaft der vorindustriellen preußischen Oberschicht mit ihrer spezifischen Staats- und Gesellschaftskonzeption stellt den Hintergrund des Versagens der deutschen Demokratie dar. Doch wäre es falsch, in dieser Oberschicht — mag man sie als »Junker«, »preußische Militärs« oder »Großkapital« beschreiben — die Träger des nationalsozialistischen Totalitarismus zu suchen. Bismarck und Hitler repräsentieren zwei grundverschiedene Schichten und Traditionen der deutschen Gesellschaft. Indes erwies sich im Jahre 1933 auf Grund ihrer gemeinsamen Abneigung gegen den repräsentativen Staat eine vorübergehende Verbindung der beiden Traditionen als möglich. Der autoritär-paternalistische »Extremismus der Rechten« und der totalitär-terroristische »Extremismus der Mitte« verbanden sich zur Beseitigung der Weimarer Republik; die Annahme des Ermächtigungsgesetzes ist ebenso wie das erste Kabinett Hitler ein Werk beider Gruppen. So kurzlebig dieses Bündnis war, so folgens schwer hat es sich doch ausgewirkt — und unter diesem Gesichtspunkt mag man in der Tat den verhinderten deutschen Kapitalismus, die fehlende liberale Bourgeoisie als das entscheidende Merkmal der deutschen Gesellschaft vor 1933 ansehen. Gerade im Hinblick auf dieses Merkmal hat jedoch das Hitler-Regime eine Reihe von unbeabsichtigten Konsequenzen für die deutsche Gesellschaft gehabt, deren Bedeutung oft unterschätzt wird, obwohl sie, wie mir scheint, den Ausgangspunkt jeder politisch-soziologischen Analyse der gegenwärtigen deutschen Gesellschaft abgeben müssen. Drei dieser Konsequenzen sind vor allem hervorzuheben.

Erstens hat das Hitler-Regime durch den Krieg zur nahezu völligen physischen Beseitigung der alten preußischen Oberschicht geführt. Vielleicht lag dies in der Absicht der Nationalsozialisten. So schrieb Ulrich von Hassell am 19. Oktober 1939 — sieben Wochen nach dem Beginn des Krieges — in sein Tagebuch :

In Bamberg zeigte der Hotelportier Ilse einige Seiten des Adelsblattes; aber er und ein Kellner waren zutiefst schockiert über die endlose Liste von Todesanzeigen. Es ist ganz eindeutig, daß der Haß der Partei für den Adel und die sogenannte Intelligenz immer stärker wird. Während die Jugend des Adels in Scharen dem Kriege zum Opfer fällt, wird ihre Klasse unwidersprochen in Illustrierten wie der "Koralle" geschmäht. Kein Wunder, daß immer mehr Leute fest überzeugt sind, daß Hitler den Adel und die gebildeten Klassen beseitigen will (47).

(47) Vgl. *The Von Hassell Diaries* (London, 1948), p. 76. Von Hassell selbst war bekanntlich nach dem 20. Juli eines der

Opfer der von ihm beschriebenen Entwicklung.

Nahezu fünf Jahre später führten die katastrophalen Folgen des vergeblichen Aufstandes vom 20. Juli 1944 — der unter diesem Gesichtspunkt geradezu als die letzte historische Tat jener alten preußischen Oberschicht bezeichnet werden kann — diese Entwicklung zuende. Die unmittelbare Konsequenz der Ausrottung des »Adels und der gebildeten Klassen« für die deutsche Gesellschaft nach Hitler bestand in der Notwendigkeit, eine völlig neue Oberschicht ohne das Abstammungsprestige und die Tradition ihrer Vorgängerin herauszubilden.

Die zweite folgenschwere Konsequenz des Hitler - Regimes bestand zunächst in einem reinen Verwaltungsakt der Besatzungsmächte : der Auflösung von Preußen als Land. Doch lag hierin wohl nicht nur dem Ergebnis, sondern auch der Absicht nach mehr als ein Verwaltungsakt. Tatsächlich hat die Zerstörung Preußens die deutsche Gesellschaft vor die Notwendigkeit gestellt, ein neues Zentrum zu finden. Trotz aller regionalen Unterschiede war Preußen bis 1933, und vielleicht bis 1945, in mehrfacher Hinsicht das Zentrum der deutschen Gesellschaft gewesen : Staatsordnung und Militärform, Rechtssystem und Erziehungswesen, alle geltenden politischen und sozialen Werte strahlten von Preußen aus über das ganze Land. Nur wenige Regionen — vor allem Teile Bayerns und Württembergs und die Hansestädte — vermochten dem preußischen Anspruch die Resistenz lebendiger eigener Traditionen entgegenzusetzen. Mit der Auflösung Preußens aber ergab sich die Notwendigkeit einer völlig neuen Orientierung für die Schichtung der deutschen Gesellschaft, ihre institutionelle Struktur und die in ihr geltenden Leitwerte des Verhaltens.

Zu diesen beiden Folgen trat drittens die nur scheinbar banale Tatsache der weitgehenden Zerstörung der deutschen Industrie durch den Krieg und die Besatzungsmaßnahmen der unmittelbaren Nachkriegszeit. Der Begriff eines »Wiederaufbaus« täuscht über die Radikalität der Aufgabe hinweg, die der deutschen Wirtschaft nach 1945 gestellt war. Man kann wohl ohne Übertreibung sagen, daß die deutsche Gesellschaft von der Grundlage des Wirtschaftspotentials eines vorindustriellen Landes her die industrielle Revolution noch ein zweites Mal zu bewerkstelligen hatte, um auch nur den Stand der Vorkriegszeit wieder zu erreichen. Die Anwesenheit von mehr als zehn Millionen Flüchtlingen aus den vorwiegend landwirtschaftlichen Gebieten östlich der Oder-Neiße-Linie trug dabei nur zur Verstärkung der Analogie der deutschen Nachkriegssituation mit der industrialisierender Länder bei.

Bis zu diesem Punkt läßt sich die soziologische Analyse von

Demokratie und Sozialstruktur in Deutschland als Analyse *einer* Gesellschaft treiben. Von hier an aber tritt jene auffälligste Konsequenz des Hitler-Regimes und des Krieges in den Vordergrund, die bisher noch unerwähnt geblieben ist : die Teilung Deutschlands. Unsere historische Untersuchung betrifft offenkundig beide Teile Deutschlands. Auch die drei von Hitler der deutschen Gesellschaft hinterlassenen Aufgaben der Entwicklung einer neuen Oberschicht, der Orientierung an einem neuen Zentrum und der neuerlichen Industrialisierung galten für beide Teile Deutschlands nach 1945. An der Art der Bewältigung dieser Aufgaben setzte jedoch in den beiden Teilen Deutschlands jene unterschiedliche Entwicklung an, die heute bereits dazu geführt hat, daß Ost- und Westdeutschland nicht nur verschiedene Regierungen und Staatsformen, sondern auch grundverschiedene Sozialstrukturen aufweisen, daß die deutsche Gesellschaft zu zwei deutschen Gesellschaften geworden ist. Der abschließende Versuch, in wenigen Strichen die Wandlungen der deutschen Sozialstruktur seit 1945, insoweit sie für das Funktionieren der Demokratie in Deutschland von Belang sind, anzudeuten, verlangt daher zwei getrennte Ansätze.

Die ostdeutsche Gesellschaft ist in ihrer Antwort auf die von Hitler hinterlassenen Aufgaben in einer entscheidenden Hinsicht den Mustern der deutschen Tradition treu geblieben : Auch die zweite industrielle Revolution, der wirtschaftliche »Wiederaufbau«, fand und findet hier unter der Aufsicht und Kontrolle der politischen Instanzen statt. Die Vorherrschaft der staatlichen über die wirtschaftlichen Institutionen ist in Ostdeutschland sogar weitaus ausgeprägter als im industrialisierenden Deutschland des späten 19. Jahrhunderts. Bendix hat diesen Sachverhalt eindringlich analysiert : »In the planned economy of the East Zone enterprises are not autonomous in this [capitalist — R.D.] sense, but subject to the specific regulations and the detailed supervision of the government and of the party« (48). Bendix glaubt nicht, daß man die herrschende Partei Ostdeutschlands als eine »herrschende Klasse« bezeichnen kann (49). Ob Partei oder Klasse — jedenfalls gilt, daß die neue Oberschicht der ostdeutschen Gesellschaft ihre vornehmliche Basis in den politischen Institutionen von Staat und Partei findet, daß also die alte Rangordnung von Staat und Wirtschaft hier in verschärfter Form und mit neuem Personal reproduziert wird. Trotz der verblüffenden

(48) R. BENDIX, *op. cit.*, p. 352.

(49) Vgl. R. BENDIX, *op. cit.*, p. 350 :
»A ruling party is distinguished from a

dominant class by the fact that its interests and ideology are authoritatively defined by a central governing body«.

Tatsache, daß die kommunistische Regierungspartei Ostdeutschlands — vor allem im militärischen Bereich — eine gewisse Vorliebe für die Symbole des preußischen Deutschland zeigt, dürfen die Parallelen zwischen der ostdeutschen und der altdeutschen Sozialstruktur gewiß nicht übertrieben werden. Der »Extremismus der Rechten« beruht auf Herkunft, Grundbesitz und Tradition, der »Extremismus der Linken« dagegen auf präsumptivem Konsensus, Polizeigewalt und dem Versprechen einer besseren Zukunft. Der antidemokratische Effekt der deutschen Gesellschaft vor 1933 beruhte unter anderem auf dem Hiatus zwischen Familie und Staat, dem Fehlen einer politischen Öffentlichkeit; der antidemokratische Effekt der ostdeutschen Gesellschaft beruht unter anderem auf der Mißachtung jeder Privatsphäre, der öffentlichen Kontrolle jeder Lebensäußerung des Einzelnen. Utopische Versuche der Regelung sozialer Konflikte führten in Vor-Nazi-deutschland häufig zu Maßnahmen teilweiser Unterdrückung (vom Sozialistengesetz bis zur Zwangsschlichtung von Arbeitsstreitigkeiten in der Weimarer Republik); in Ostdeutschland ist die planmäßige Unterdrückung jeder Form von Opposition durch die utopische Ideologie der klassenlosen Gesellschaft nur schwach verhüllt. Solche Unterschiede, die überdies häufig nur gradueller Natur sind, ändern jedoch nichts an der Tatsache, daß die ostdeutsche Gesellschaft in ganz ähnlicher Weise wie die deutsche Gesellschaft vor 1933 viele Strukturzüge trägt, die dem Wettbewerbssystem der politischen Demokratie entgegenstehen. Sie kennt wiederum eine »staatstragende« Schicht oder Partei, von der alle Autorität ausgeht und die keinen Widerspruch duldet. Ihr fehlt das lebendige Widerspiel gegensätzlicher Interessen; ihr fehlt eine liberale Bourgeoisie; ihr fehlt die dynamische Kraft einer kritischen Intelligenz. Die Oberschicht der Partei- und Staatsfunktionäre, das Zentrum einer seltsamen Mischung von Potsdam und Moskau und die Staatswirtschaft des Kommunismus bezeichnen zwar tiefgreifende Wandlungen der deutschen Sozialstruktur auch im östlichen Deutschland; aber diese Wandlungen haben die ostdeutsche Gesellschaft der Demokratie eher ferner als näher gebracht.

Das westliche Deutschland begegnete den sozialen Herausforderungen der Nachkriegssituation auf ganz andere Weise. Zwar ist hier (wie natürlich auch im Hinblick auf Ostdeutschland) der historische Abstand noch viel zu gering, um sichere Aussagen über die Persistenz von Tendenzen zu wagen; doch hat es den Anschein, als nähme die westdeutsche Gesellschaft einen angesichts der

deutschen Geschichte ungewöhnlichen Weg. Wenn nicht alle Anzeichen täuschen, ist das deutsche »Wirtschaftswunder« vor allem auch darum ein deutsches »Wunder«, weil es Deutschland zum ersten Mal in seiner Geschichte eine kapitalistische Wirtschaftsordnung beschert hat. Im Gegensatz zur ersten deutschen Industrialisierung war der wirtschaftliche Aufschwung Westdeutschlands nach dem Kriege vor allem das autonome Werk der wirtschaftlichen Institutionen. Mit allen in der Mitte des 20. Jahrhunderts unvermeidlich gebotenen Einschränkungen sah der Staat seine Aufgabe nicht in der Lenkung und Aufsicht der wirtschaftlichen Unternehmen, sondern überließ diese ihren eigenen Gesetzen. So konnte es geschehen, daß die gegenwärtige Oberschicht Westdeutschlands aus der Wirtschaft hervorstieg. Diese Schicht zeigt zwar noch alle Merkmale einer rasch emporgekommenen, »neureichen« herrschenden Klasse *à la Veblen* : eine Mischung von Machtbewußtsein und gesellschaftlicher Unsicherheit, von groben politischen Geschäftspraktiken und *conspicuous consumption*. Auch sucht diese neue Schicht gelegentlich noch über sich in der sozialen Hierarchie nach Maßstäben ihres Handelns. Doch ist der Platz über ihr leer ; und in dem Maße, in dem diese Erkenntnis sich durchsetzt, stabilisiert sich die neue deutsche Bourgeoisie als Oberschicht. Es gibt vielfältige Symptome einer solchen Entwicklung. In Wirtschaft und Politik findet man in Westdeutschland viele »neue« Gesichter. Heute gibt es in Westdeutschland nicht nur eine »klassische Nationalökonomie«, sondern einer ihrer Vertreter ist seit mehr als zehn Jahren Wirtschaftsminister. Der von Parsons in Vor-Nazideutschland vermißte »ökonomische Individualismus«, das persönliche Glücks- und Erfolgsstreben, ist das auffälligste Merkmal des Sozialverhaltens der Westdeutschen. An die Stelle Preußens ist geographisch der Pluralismus einer Bundesrepublik, ideologisch die oft als »Materialismus« denunzierte Wertwelt der ökonomischen Theorie und Praxis getreten. Die Rolle der Armee (»Bürger in Uniform«) hat sich ebenso verändert wie die Struktur der Familie (»Gleichberechtigung«). Der permanente Mittelstand hat sich zur autonomen Bourgeoisie entfaltet ; der verhinderte Kapitalismus ist doch noch zum Durchbruch gekommen.

Man könnte im Lichte unserer früheren Analyse meinen, daß eine solche Entwicklung, so kritisch man sie unter sozialpolitischen Aspekten bewerten mag, der Stabilität einer deutschen Demokratie förderlich sein müßte. Dieser Schluß findet denn auch in der kurzen politischen Geschichte der Bundesrepublik

Deutschland seine vorläufige Bestätigung. Doch darf ein solcher Schluß nicht zu vorschneller Überzeichnung der politisch möglicherweise erfreulichen Tendenzen der westdeutschen Sozialentwicklung seit 1945 führen. Neben den erwähnten Wandlungen verdienen andere, teils allgemeine, teils für Deutschland spezifische Tendenzen Erwähnung, die nicht als soziale Basis einer funktionierenden Demokratie gelten können. Im Bereich der Wirtschaft treibt der Kapitalismus durch Konzentrationsbestrebungen, Absprachen, Monopole zu seiner eigenen Aufhebung, d.h. zur Aufhebung eben jenes Prinzips in ihm, das die Interessen seiner Träger mit einem demokratischen Staat verknüpft. Hinzukommt, daß in Westdeutschland die Montanindustrie, zumal der Bergbau, durch seinen Ruf nach der Autorität des Staates noch immer eine Enklave des preußischen Staatskapitalismus darstellt. Die Mittelschicht des Ressentiments gegen die wirtschaftlich Großen, die in so starkem Maße zum Sieg des Nationalsozialismus beigetragen hat, ist in Westdeutschland, obwohl in anderer Konstellation, nach wie vor vorhanden. Utopische Formen der Bewältigung sozialer Konflikte spielen — zumal in der deutschen Arbeiterbewegung, deren »ungebrochene Tradition« sich hier möglicherweise als durchaus problematisch erweist — noch immer eine erhebliche Rolle. Nur zaghaft verändern sich die Rangordnungen von Familie und Schule, damit die relativen Bewertungen der privaten und öffentlichen Tugenden und die Haltung der Intellektuellen (50). Vielleicht würde eine abgewogene soziologische Analyse den Schluß nahelegen, daß die Struktur der westdeutschen Gesellschaft dem Funktionieren eines demokratischen Staatswesens zwar eine größere Chance gibt als je zuvor in der deutschen Geschichte, daß die deutsche Gesellschaft aber auch jetzt noch manche Elemente enthält, die dem Konkurrenzsystem der repräsentativen Regierung entgegenstehen (51).

(50) Die in diesen Sätzen angedeuteten Tendenzen mögen dem oberflächlichen Beobachter sehr viel auffälliger scheinen als die zuvor erwähnten. Hier sind die internen und öffentlichen Diskussionen um das Kartellgesetz, das Verhältnis von Kohle und Öl, die Errichtung eines »Mittelstandsministeriums«, die Einführung der Mitbestimmung in der Montanindustrie sowie die Existenz eines »Familienministeriums« und die Misere der deutschen Schulpolitik noch in wacher Erinnerung — sämtlich Probleme, die an die Grundlagen

der deutschen Sozialstruktur rühren. Doch würde ich gegenüber solchen möglicherweise bedenklichen Entwicklungen an der These festhalten, daß die fundamentalen Wandlungen der (west-) deutschen Sozialstruktur nach dem Kriege, die Antworten auf die Herausforderungen des Hitler-Regimes, ein Strukturbild begünstigen, in dem die politische Demokratie gedeihen kann.

(51) Man mag fragen, ob der Soziologe sich nicht durch den Leichtsinns einer so allgemeinen, schematischen und zugleich skizzenhaften Analyse seiner eigenen Ge-

sellschaft den Gefahren des Wertens und des Mißverständnisses aussetzt. Was die erste dieser Gefahren betrifft, so habe ich sie bewußt auf mich genommen. Natürlich gerät bei einer so kurzen Darstellung wie der hier versuchten manches allzu schwarz und anderes allzu weiß; gerade der Vergleich der ostdeutschen und der westdeutschen Gesellschaft müßte durch viele Nuancen eingeschränkt werden; doch war es nicht meine Absicht, die Farben

des persönlichen Werturteils aus der Untersuchung eines Problems herauszuhalten, das mich als deutschen Soziologen notwendig an den Wurzeln meiner intellektuellen Existenz berührt. Was aber die Gefahr des Mißverständnisses angeht, so ist diese unvermeidlich, wenn ein schwerwiegendes und umfassendes Problem in seiner ganzen Breite angepackt wird. Es schien mir wichtiger, das Letztere zu tun als das Erstere zu vermeiden.

F. G. BAILEY

Traditional Society and Representation *A case study in Orissa*

IN THIS essay I describe the relationship between politicians in Orissa (1) and the people whom they represent and govern. Demographic, cultural and social factors affect the politician's approach to his electorate. To be accepted, he requires a particular kind of reputation; to win an election he must take account of the structure of the society in which he lives; and, thirdly, he must create networks of relationship, which are not found in the traditional society but are a product of a society in transition.

I. *Communications.*

Orissa has a Legislative Assembly of 140 members (MLA), elected from 101 constituencies. 54 members belong to Scheduled Tribes or Scheduled Castes and occupy reserved seats (2). 39 constituencies are represented by two members, one in a general seat and one in a reserved seat. Election is by a simple majority of votes.

(1) I have analysed the development of Orissa politics during the last forty years in nine articles in the *Economic Weekly of Bombay*, published between August and November 1959, where I discuss state-wide social cleavages and their effect on politics. In the present essay I describe politics at the level of the district and the constituency. I have endeavoured to make this article complete in itself, but the reader is referred to the *Economic Weekly* for a more complete historical and social background than can be here presented. Orissa has an area of 60,000 square miles and a population now of almost 15 million, of

whom only 600,000 are town-dwellers (towns, in the convention of the Indian Census, contain a population of more than 5,000). The economy is based on paddy-cultivation, and, except in years of drought or flood, a surplus of grain is exported. The State has rich forests and large mineral reserves. In the last ten years heavy industries are being developed in the northern hill area.

(2) Every elector, irrespective of community, votes for reserved-seat candidates: but only members of privileged communities may stand for these seats.

The standard population of a constituency is 50,000 voters (single) and 100,000 (double), but many constituencies are larger : one single-member seat has 72,000 voters, and there is a double-member seat with 138,000 voters. These figures do not suggest that the candidate has to address an unmanageably large audience, but there are other difficulties.

An electorate of 50,000 in a town can be approached through mass meetings, processions, loudspeakers, and pamphlets (the literacy rate being relatively high in towns). But in rural areas such a campaign is more difficult. Rural constituencies are large in area. Voters may be scattered over 1000 or more square miles. Many live in villages which even the ubiquitous jeep cannot reach. Most voters cannot read. Literacy (in the vernacular) is 15 per cent for the whole State, the highest rate being in Cuttack district (23 per cent) and the lowest in Koraput (5 per cent). Newspapers penetrate to small towns and sometimes find their way to villages, but the peasant is not yet subjected to the daily wash of headline politics. They have no radios : there is no television. Finally, for these and other reasons, voters are profoundly ignorant of their obligations and of the significance of the vote. This is not surprising : adult franchise has existed for only seven years.

Nevertheless attempts are made to approach the people as individuals. In the few towns public meetings are held, pamphlets praising one candidate and denigrating the rest are distributed, and printed policy-statements are circulated. In rural areas some attempt is made to follow the same approach. At election time the weekly or bi-weekly markets are enlivened by political meetings. Candidates set up a stand at a corner of the market, play film-music through loudspeakers, and then make a speech. The roads to the market are patrolled by agents bearing placards and distributing leaflets or copies of the party newspaper. Any public gathering, at a market or a temple, is likely to attract a candidate or his agent and become the occasion for a campaign speech.

Traditional media are sometimes employed in place of the printed word. Candidates hire bards who travel from village to village, singing songs which they have composed in praise of their employer and ridiculing his opponents. The Congress has, and the Praja Socialists had, drama groups which enact short plays, trying to put over their political programme in dramatic form. A few candidates have stumped their constituencies, walking and cycling from village to village, and taking perhaps as long as six months.

In short, the large area of constituencies, poor communications, the absence of radio or television, the poor circulation of newspapers, and the ignorance of the voters drive the candidates to other means of making contact, and also make it important that a candidate should have, or should acquire, certain qualifications.

2. Voters' expectations.

The electors see their MLA not as a legislator, but as *their* representative, who will intercede for them with the Administration. This is meant quite literally. The MLA is an effective broker, who can get a man out of trouble, or win a favour for him, or so manipulate matters that the benefits of the Welfare State are diverted away from others towards his own people.

This attitude is a legacy of the past. Government until 1947 was alien. It functioned through procedures and often in a language which its subjects did not know. Whether well-intentioned or ill-intentioned, it was always remote. Government has many more functions now than thirty years ago. There are more benefits to be got by those who know how to make the right approach. The Administrators are all Indians, and in Orissa, though not all are Oriyas, all are Oriya-speaking. Yet they are still removed from the world of the common man, by class distinctions, by (in the hill districts of western Orissa) the fact that they come from the coastal plains, and by the conventions of Civil Service behaviour.

Nor does this remoteness exist only at top levels. The humblest clerk keeps those who are not personally known to him at more than arm's length. If a peasant calls to make a complaint or to seek advice, and does not come through some known intermediary, then he is likely to be told 'Babu is sleeping' or 'Babu is eating' or 'Babu is busy, come back in three hours'—or 'three days' or 'three weeks'. An approach through the 'proper channels', without first flushing them out with the help of a go-between, is likely to be the slowest approach. Partly this is because no virtue is seen in promptness : partly it is because it has become common—and was in British days—to oil the machine by bribing subordinates, who now habitually procrastinate in the hope of a bribe. Perhaps the root of it all is that routine procedures are complicated by a high degree of bureaucracy, designed to prevent dishonesty and embezzlement. (Transactions with the Government which involve receiving or

paying money are unbelievably complicated.) Finally, if an intermediary is necessary in routine matters, he is essential in competing with others for the still relatively scarce benefits which the Government hands out—agricultural loans, for example, or money to dig a well, or to put a new roof on the village school.

Even of those who realize that their MLA is a legislator and an integral part of the Government, very few would think it right for him to put the State before the interests of his own constituency. The MLAs themselves, although many realize that this is the right course, cannot afford to act in this way, for at the next election their opponents would make capital out of it. One issue which cost the Congress party their support in Sambalpur district was the Hirakud dam. Their opponents argued that part of Sambalpur had been submerged only in order that the coastal districts should be spared periodic flooding. The benefits of irrigation, much of which came to Sambalpur itself, the boon of cheap electricity which Sambalpur is beginning to share with other districts, and above all Orissa's industrialization, which partly depends on Hirakud electricity, were all forgotten.

With these expectations the voters look for two qualities in their candidates. The first is that they can always be trusted to say, 'My constituency, right or wrong'. Secondly they must be able to intervene effectively with the Administration, and this is judged on the basis of past performance and past services, and to some extent on other criteria—education, wealth, party membership, and so forth.

These expectations mean that almost invariably the candidate is a man born in the constituency, or at least in a neighbouring part of the district, and coming (where possible) from a respected and influential family. A local man is known and does not have to overcome the obstacle of xenophobia, which will bar even an Oriya from another district. A local man, in his kinsmen and caste-fellows, and in their dependents and friends, has the nucleus of a campaign organization. Conversely the people of the constituency have many channels through which they can approach him and put pressure on him. The only example, which comes to mind, of a man who has been successful in constituencies outside his own district, is a wealthy industrialist, who has a flair for publicity. In this case (holding other things equal), the voters must have considered that his conspicuous ability to get things done outweighed the fact that relatively he was a stranger.

Not every candidate, not even every successful candidate, is

forceful, energetic and well-connected. To find local talent, especially for reserved seats, is difficult. There are some able persons among those who occupy these seats, but there are many more whose only virtue is that they do no harm.

The party cannot look around for those who might make able parliamentarians and legislators and place them in safe seats : for strangers, with one or two exceptions, there are no safe seats.

3. Acquiring a reputation.

Many of the members who sat in the 1952 House and the 1957 House already enjoyed these qualifications. The most conspicuous examples were those ex-Rajas who stood either as Independents, or for the Congress, or for the Ganatantra Parishad, and who were returned with large majorities. Of 21 Rajas or members of Raj families who contested against commoner candidates in the 1957 election, only one was defeated. Their status is, of course, not the only element in their victory : there were other factors which I have described elsewhere (3). A similar kind of electoral prestige is enjoyed by leaders of the Independence Movement, by Ministers in the outgoing Government, by big landholders, and by wealthy businessmen, especially those whose business is in the constituency and who have agents and employees there.

The confidence of the electors can be won in other ways. Service on public bodies, the old District Boards, or the Municipalities, or the present Panchayats, can also be a qualification. Various kinds of constructive public work help to bring a man into the public eye. Rich men make charitable donations, helping to found, for example, a Dispensary or a High School.

Agitation is a royal road to popularity. Under any Government there is friction, delay, misunderstanding, and inefficiency : sometimes there is corruption and deliberate oppression. The peasant, as I have said, finds it difficult to get a hearing. Every year, in every district, there are grievances, any of which can be turned into agitations. A Government-licensed purchaser of paddy may be paying the growers less than the proper rate : share-croppers, until recently, had a constant complaint ; land may have been requisitioned by the military ; the forest laws in the hill districts

(3) *Economic Weekly*, loc. cit.

are a continual grievance to those who want firewood and house-building timbers ; there may be a proposal to lease out a river to contractors and prevent the local fishermen from making their catch ; some spectacular corruption may come to light in the local Administration ; there may be floods, and the official relief measures may have been dilatory or insufficient, or such an emergency may simply be too big for the Administration to meet.

The techniques of agitation are well-developed. At the weekly market or at some other suitable place a meeting is called and the leader makes a speech. He might organize a petition of protest and take it in procession to the local authorities. Reports and articles find their way into the papers, reaching a wider audience. The leader may court arrest by, for instance, picketing the shop of the offending dealer : or he may lead a band of volunteers to occupy a landlord's fields or make a token cutting of the landlord's crops, having first warned the police and the magistrate of what he intends to do. He is then arrested and tried and sentenced. He elects to go to gaol and, if things have been well organized and the agitation has achieved one of its purposes, he will be escorted to the prison by a large crowd, throwing flowers before him, singing songs or shouting slogans in his praise. He has then become a martyr.

I have described this hypothetical incident in the cynical terms which are used here in Orissa to talk about agitations. Some agitations are entirely hypocritical, and agitation is a recognized technique for forcing contributions out of unscrupulous businessmen, in return for which the agitation is called off or diverted elsewhere. It is also true that some agitations, while not for personal gain, are conducted only for party gain and not for the benefit of the aggrieved. There may even be no grievance, but, given funds, there is a sufficient hooligan element in most areas, and crowds are sufficiently excitable, to make a successful demonstration.

Nevertheless all agitations are not irresponsible. Even when a politician makes personal or party capital out of an incident, he may, nevertheless, be sincerely concerned in ventilating a real grievance. The Administration is stiff and inflexible ; the traditions of autocratic and paternalistic government are firmly established ; and the lines of communication between the mass and the elite are slender. No other way exists, on many occasions, for bringing the attention of authorities to a grievance, and forcing them to act upon it. A letter to the papers will not be printed in the Congress-backed papers if it is to the discredit of the Congress,

and will be ignored as mere propaganda if it appears in the Opposition papers. A stone through the Magistrate's window will have better results.

Is this not the lesson of the Independence Movement itself? It is in exactly this type of activity that the Congress achieved a mass contact.

4. *Caste loyalties.*

Caste is sometimes an issue in elections. The Constitution of India enjoins the abolition of untouchability and the uplift of Harijans (untouchables) to a position of social and economic equality with other castes. No party openly opposes these measures. But candidates and agents are seldom above exploiting the discontent which this policy arouses among higher castes. From the other side, the Congressmen campaign among untouchables on the issue of what the party has done for them, implying that other parties would not have done as much.

By electoral law no systematic campaign appealing to caste or community may be conducted. But candidates make use of caste loyalties in various ways.

Here and there, particularly among Harijans, are small tightly-knit caste associations, seldom extending to the width of even one constituency. These organizations have a council and leaders who lay down rules of ritual behaviour, settle marital disputes, hear cases of conduct considered prejudicial to the good name of the caste, and organize meetings and celebrations.

These organizations sometimes have a strong sense of solidarity, and this, combined with the people's ignorance of what is at stake in an election, make it possible for an astute candidate to gain the votes of the whole group merely by winning over its leaders. This is, in other words, a vote-bank. Such a group is never a majority in a constituency, except in the case of Adibasis (tribal people) in a few areas. But when the group is large, then the parties try to select a candidate from that community. If they cannot find a suitable candidate, or when they are committed to a candidate from another caste, they sometimes put up a dummy Independent from their rival's caste, in order to split his votes.

Over the last thirty years in Orissa some castes are beginning to organize themselves to fit the modern world. There are, for example, many different Oriya Oilman castes, when we define caste

as a circle of intermarriage. These small groups had traditional organizations of their own, headed by officials with traditional titles like 'Behera' or 'Pradhan'. In the last thirty years, under the leadership of men who had made good in the professions, there has developed an Orissa-wide association of Oilmen. This association is still concerned with regulating the conduct of its members and ensuring that their behaviour will win the respect of members of other castes. But it also functions as a welfare organisation. It helps promising students with the cost of their education. It pays hospital fees. It runs a co-operative society. It may establish a rest-house at Puri for pilgrims from its own community.

This organization is formed completely in the modern mould. There are no Beheras or Pradhans : there is a President and a Secretary and a Committee, and they are known by those English words. They keep records of their proceedings. In short, they have equipped themselves to talk in terms which the Administration and the parliamentary democracy will understand.

Neither the older narrower type of caste organization, nor the modern organization extending to the width of the Oriya-speaking area, are ubiquitous. Not all untouchables are organized into those small groups ; in some areas there are strong organizations, in others not. Nor do all castes have formal Orissa-wide organizations. Yet both types of organization either are, or are likely in the future to be, of significance in politics, so long as the means of contacting people as individuals remain so meagre. When the general poll averages below 40 per cent, to capture a well-organized group of 10 per cent of the electors, who can be relied upon to vote, may win an election. Similarly, at State level, it may become possible for the parties to gain useful allies by winning over one of the wider organizations.

There are a few recorded cases where a small caste-vote has been of importance in winning an election. At the wider level, the Jharkhand party, based on Adibasi support, has an entirely communal backing in some tribal constituencies of northern Orissa. Yet in Orissa 'casteism', as this form of politics is opprobriously known, is not up to the present important. Politicians have seldom succeeded in capturing either the smaller groups or the larger, because, quite apart from political sympathies and affiliations, there are strong factional cleavages within both the large and the small organizations. If a candidate or a political party wins one faction, then they will find the leader of the opposite faction against them. In the Oilman organization, for instance, recently there

was a conflict between the businessmen and professional men (most of them Congress supporters), who proposed to use the organization's funds to build a rest-house at Puri, and the Communists who wished to construct a hostel for their students at the University. Secondly, every caste is in a minority (except in the Adibasi areas) and a whole-hearted support by one caste is likely to cost a candidate his following in other castes.

There is one other way in which caste enters into politics. The great majority of politicians, professional men, administrators and (to a lesser extent) businessmen come from two castes only, the Brahmin and the Karan (Writer caste). Even taken together these castes form a very small section of the total population (at a rough guess 6 per cent). These two castes were the first to take advantage of western educational opportunities; they are wealthy; they are powerful, particularly in the coastal districts. They wield great influence among people of inferior status. Each caste on its own forms a network of patronage and influence, based on actual relationship (Indian kinship ramifies widely), and on the quasi-kinship of common caste. A candidate who alienated influential men in either of these castes would have little chance of success.

But political affiliations cut across caste. Leadership in all parties (except for the Rajas in the Ganatantra Parishad and for the leaders of the Adibasi Jharkhand party) is drawn from this stratum of society. Cleavages and rivalries are within this class. As yet the lower castes are not ranged against it. It is, in short, a *category* and not a *group*. The system makes it more difficult for persons of inferior caste to rise to positions of power and prominence (although some individuals have done so). But in this case caste loyalties do not co-incide with party loyalties.

In short, there is no systematic formula through which a candidate in his constituency, or a party in the State, can employ caste loyalties to win elections, nor are caste affiliations an overwhelming influence in shaping the course of politics. Local conditions may make it possible to campaign on the policy of the Government towards the caste system, although this has to be done circumspectly. Here and there caste groups are strongly enough organized and large enough to make worth while the attempt to win them over as vote-banks. But both at this level, and at the higher level where a few castes have widespread modern organizations, the politicians find it difficult to capture whole groups, because local and personal rivalries within the caste groups are likely to be re-interpreted as party rivalries. The caste organization does not

provide a group of voters at the disposal of the politician who can win them, but rather yet another arena in which he carries on the contest with his rivals. Finally the politicians are recruited very largely from only two castes. This does not mean that politics are directed to serve the interests of these two castes alone. But it does mean that day-to-day politics and administration can be conducted on an 'old boy' network, and lend themselves more to intrigue and the formation of cliques, than would be so if politicians were more widely recruited.

5. *Local loyalties.*

When a candidate does capture the loyalties of a caste in his constituency, it is not because anything in his programme is of direct benefit to them. He cannot frame such a programme, for this would cost him the support of other castes. In fact, through persuasion or sometimes through bribery, he wins the leaders of the group, and they are expected to bring with them a blind following of voters. By capturing the political loyalties of the leaders, the candidate can capitalize upon the non-political ties which bind the group to the leader. Within the law and within the bounds of practical and sensible politics, the candidate cannot make a direct appeal to caste interests, except to some extent with Harijans and Adibasis.

In a village a candidate can and does make promises about what he will do for them, if the villagers vote for him. He can campaign on issues which concern the locality. The Hirakud campaign, which led to the downfall of the Congress in Sambalpur district, is one such case. More remote and less immediate issues can have the same effect. A disputed succession to a throne in Koraput district, the cause of a minor rebellion in 1931, had, according to my informants, a considerable effect on the elections in that area both in 1952 and 1957. A quarrel between a feudatory and his Raja, which had gone on for twenty years, made the feudatory's constituency a Congress seat, in contrast to neighbouring constituencies which were solidly behind the Raja, a leader in the Ganatantra Parishad. These, of course, are political loyalties, but they existed in a system different from that of modern party politics. From this point of view they are like caste loyalties : they are part of the traditional structure of Orissa society.

The village is a tactical unit in every election campaign. This is the one sure place (apart from the markets) where the candidate can find an audience. The candidates believe—or at least behave as if they believed—that the village is a corporate voter. Villages are said to be, for example, 'Congress' or 'Communist'. Even those which are not known to be committed to any party or any person are said to meet together and decide collectively, under the influence of their own leading persons, how their vote shall be given.

I had not the means to find out how extensively this is true. I made a survey in two villages. The voters of one were divided between the two main parties of that area, and two Independent candidates from the village itself. The villagers did not sit down and formally argue out for whom they should vote, but the decision, in so far as there was a decision, was reached by what literally means 'inside talks'. Those whose position depended on the Government—the schoolmasters, the postmaster, the headman—voted for the Congress. Harijans also voted for the Congress and for an Independent candidate from among themselves. Some others voted for another Independent candidate from their own village. The majority voted for the Ganatantra Parishad. In the other village, in the same constituency as the first, there was an almost unanimous vote for the Ganatantra Parishad. In the constituency both Ganatantra candidates for the Assembly were returned, and the Ganatantra candidate for the Parliament at Delhi was also returned. As far as one can give reasons for the voters' choice, two things brought about the Congress defeat. Firstly, effective use was made of the increase in the cost of living, rumours of increased taxes, maladministration, corruption, and the Congress tenderness towards Harijans, who in this area are disliked and feared by the tribal people (4). Secondly, the Ganatantra candidates were considered better men, more honest and more straightforward, and they were certainly more effective and energetic campaigners, relying on strenuous touring and personal contacts and on traditional loyalties (the Parliamentary candidate was a Raja). The Congress, on the other hand, relied more on contacting and winning over those whom they judged (wrongly, as the event showed) to be key men, and on their political 'machine', which I will describe below.

All candidates used the same method of approach to these two

(4) See F. G. BAILEY, *Tribe, Caste and Nation* (Manchester University Press, 1960), Chapters VI and VIII.

villages. They, or their agent, first made a speech saying what their policy was on various local issues, pointing out the bad results that would follow if anyone else were elected, and impugning the sincerity and honesty of their opponents. Then the speaker would ask for whom his audience intended to vote. The audience always replied that he (the speaker) would get their votes. The speaker then expressed his pleasure and invited them to confer together and let his local agent know what he should give them. The village invariably did confer hopefully and decide what they wanted. But neither in the 1952 election nor in the 1957 election did they in fact receive anything from any candidate. It is said that certain individuals received money for distribution, but none of it was distributed. The people therefore voted freely, despairing of any reward through bribery.

This cynicism is shown in the behaviour of a hamlet of about twenty voters, which forms part of one of the villages surveyed. A Congress agent from the local town came out on polling day and after much persuasion gathered all the voters together and was leading them on the two-mile walk to the booth. He had promised them R1 per vote. Half a mile from the booth they were intercepted by a Ganatantra agent, who, after some sparring, promised them R1/4 a vote. Before the bidding could go much further, the villagers sat down and said that whoever paid the money first—let it be only 8 annas—would get their vote. Neither agent had ready money, and probably neither intended to pay. When the villagers realised that there was no cash, but only promises, they said, 'No cash, no vote!', turned back, and went home without voting.

Clearly, given the size of the electorate and the difficulties of contact, bribery of the voters on a large scale is impossible. Bribery in marginal areas or bribing leaders is a different question, but attempts at mass bribery will soon be seen to have been self-defeating, because no-one has the money to do it effectively. The 'Eatanswill' approach does not represent a serious problem, for it is not a sure means of winning an election. I am sure that, with their low standard of living, the electors would gladly take what bribes they could get : but they would not respect the giver for it. Nor would all of them feel bound by the contract. The Zemindar of one estate, so I was told, brought in all his tenants and share-croppers and herded them in the courtyard of his palace and feasted them and then led them off in a procession to the local voting booth : and the results in that booth showed that most

of them must have voted for his opponent. Happily, ordinary standards of obligation do not seem to apply in these circumstances. Bribery in the end is likely to be self-defeating.

There are other ways of approaching the village. One is to find and win over a man of influence—a headman, a moneylender, a landlord, or a headmaster. All candidates try to do this and it is clear that such men often do command influence and do control vote-banks. But again, as in the case of caste, in many villages such a man will have rivals, and there will be a factional division, and this division is likely to appear in the voting. Most of the members of the Legislative Assembly to whom I have talked deplore these factional divisions and say that they are the result of party politics. But there is evidence to show that such divisions have always existed, and that party politics merely provide a new arena in which the struggle can be continued. Secondly, as will be apparent later, it is not easy for a candidate, and still less for the elected member, to keep himself clear, for more often than not he has been elected with the support of one faction, and even if he is high-minded about factions, his agents might not be, and his machine (if he has a strong one) might not allow him to act impartially.

Nor is it easy to detect the men of influence, and the choice and backing of the wrong person does not heighten the regard of the villagers for politics and politicians. In order to understand this we have to consider the building up of a machine in the constituencies and districts. But first I summarize the argument to this point.

The difficulties of communication which are the result of the lack of roads, the large size of constituencies, and the dispersal of the people through many small villages, their illiteracy and their ignorance of general problems make it difficult to campaign effectively on issues even of state-wide domestic policy, still less of national or foreign policy, and scarcely at all on political ideology. An audience of individuals cannot be reached : even if it could, it would neither be interested in nor understand general issues. The candidate is not seen so much as the representative of a party with a particular policy for or against which one votes, but he is examined *as a person* for his integrity (parochially defined) and for his ability (but not for his political convictions). A suitable reputation can spring either from his position in society outside politics, or from his status in a different political system (as in the case of Rajas), or it can be acquired in various ways, principally through public

work or through agitations. But, going beyond these qualifications, the candidates also find it necessary to make use of the society as they find it, and some attempts are made to catch the voters in groups, either quasi-kinship groups like caste, or locality-groups like the village : and there are various other congregations and groups (trade unions, cultural organizations in the middle class, and so forth) which I have not had space to consider. Finally, in order to build up his reputation (particularly if he does so through an agitation), and in order to make contact with some of the existing social groups, the candidate needs a body of agents : in other words, he needs a machine run by professional and semi-professional political workers.

6. *The political machine.*

The framework of local organization is much the same for all the parties. It consists of a hierarchy of committees : at the top a State Committee, from which is drawn an Executive committee : then District committees, corresponding to the administrative districts, and also having Executive committees : below that are committees for each constituency, and, as yet more in theory than in practice, committees at lower levels down to the polling booth or sometimes to its constituent villages. This is, roughly speaking, an outline which can be fitted to all the parties, although they have different names for the different levels. Parallel to the committees, and sometimes officers of them, are full-time party workers. Roughly speaking, the more one rises in the hierarchy the more one finds professionals—that is, people who devote all their time to party work, whether or not they are paid.

Side by side with the local organization, and consisting largely of the same people, is a bureaucratic organization in the strict sense of that word. All the parties speak of their work on different 'fronts'—labour, student, women, *kisan* (peasant)—and all active members of the parties are expected to specialize in one or other of these fronts. At the top level, co-ordinating the work of the local organizations and the specialist organizations and of the Assembly party, is a Head Office.

This type of organization is familiar from the European model, from which it is, of course, derived. Yet this outline is a poor description, because it is formalized and because it says both too

much and too little. It says too much because in all parties the ground organization is incomplete. In some districts the parties are strong and well-organized and the hierarchy of committees does in fact go down to constituency level, where there are permanent committees and not merely *ad hoc* bodies raised to fight an election. In other districts they are poorly organized, and in some districts may not be represented at all. Secondly, such a formal outline says too little, because the 'public' structure of committees contains within itself and conceals a 'boss' network.

At all levels there are leaders. On the basis of a survey (not yet completed) and of conversations with people about their own villages, I estimate that no more than one or two *per cent* of the population are interested enough in politics to devote their time regularly to committee work. But not all of these wield power. In each committee there are one or two active and forceful persons, who have their own way and who make the decisions which nominally are made by the whole committee. When the organization is functioning efficiently, two conditions obtain : firstly in each committee there is one boss or clique, not seriously challenged by opposition from within : secondly, the bosses at the lower levels are the clients and followers of those at higher levels. Sometimes this is not the case, and, for example, x, the boss of a lower level committee (or x clique), is the devoted follower of Y who has lost control of a higher level committee to Y, who devotes his energies to ousting x and putting a y in his place. Then the machine is turned against itself, and the y clique might join another party, or put up an Independent to fight against their own party's candidate. This happens not infrequently.

Broadly speaking, there has been up to the present time a difference between the type of relationship in this leader-network in the different parties. To make a considerable simplification, the Ganatantra Parishad network is based on traditional loyalties, culminating in loyalty to a Raja. The Praja Socialists and the Communist networks consist of persons who either are ideologically convinced by the party's creed, or who feel that there is more sincerity of purpose in these two parties than in either of the two bigger parties, or who as their Congress opponents would say, have failed to get the power and privileges they expected to get through the Congress—the "y's", in other words. But the Congress has a political 'machine' proper, based on patronage, not merely in the sense of allocation of positions of power, which would apply in all parties, but in a more materialistic sense.

There are the forms, at least, of a controlled economy in Orissa. Many types of lucrative enterprise can only be undertaken, if one has the favour of the Government and the Administration. Commodities of various kinds have been scarce since wartime, and are sold at controlled prices through licensed agents. These agents sometimes enjoy a local monopoly and can make considerable profits. Licences to sell cloth, to sell liquor, to exploit forest products, to purchase paddy under the State Trading scheme are examples. The development activities provide another rich field for dispensing favours : there are grants or loans for building and maintaining schools, for constructing roads, for digging wells, for irrigation projects, for house-building, for the purchase of agricultural equipment, and so forth. In most cases this constitutes a favour to be dispensed to at least two persons—those who will benefit by the work, and the contractors who will carry out the work. At a lower level there are many people seeking the favour of a job, usually in the service of Government. It is not unusual to be told by a young graduate, who has a job as a clerk or a minor functionary, ‘I joined politics for two years, and in this way I got appointed.’ They see nothing strange in this. Within the services there are people wanting promotions and transfers. All these men come to the local politician, usually, since it is the Congress which up to now has been in power, to the Congressman. I have already described the frictions and difficulties which a non-personal approach to the Administration can bring. All the favours which I have mentioned above belong to the same category—and the MLA (especially the Congress MLA) is an effective ‘friend at court’. Even within the services, in matters such as a promotion or a transfer, which at first sight would seem purely an administrative matter, politicians can play an important part : or so, at least, people believe.

This patronage is the fuel which drives the Congress machines. The other parties have not been able to dispense favours in this manner, although, if they are represented by forceful and able persons, they can often intercede, typically through an agitation.

Who are the people who run the machines in the districts? At the top there are commercial entrepreneurs, and below them a class of people who in Orissa are called ‘touters’ : “As a matter of fact I am trying to do business without having any capital”. Below them is a more numerous class of people who have received or desire a favour of some kind, a job, for instance, or a grant, or a loan.

The typical boss is a wealthy man. He bids for contracts of all

kinds—taking a lease of the local market and collecting the dues, building roads and bridges and schools and irrigation dams, feeding the prisoners in the gaol if he is in a headquarters town : he might have a licence for the purchase of paddy under the State Trading scheme : he might run a shop at which cloth is sold at controlled rates. He is the friend of officials and of politicians and he has a good knowledge of how both the administration and the political machine function, both formally and as regards the actual distribution of power. He has a network of dependents : his tenants, people who owe him money, his employees, people on whose behalf he has interceded with the Administration, and so forth. He is—and this is where his source of power lies as much as in employees and direct dependents—he is a broker for the people in his locality and for his relatives and fellow-castemen. He has the right contacts and he can arrange things for them.

What he gets from the politician is clear enough. From the other side he functions for the politician as an intelligence service, for he knows who are the minor bosses ; sometimes he is a financier for the party in his own locality ; above all he is a man who can get things done, quickly and without the tedious delays of working through a committee. At election times he recruits agents, he suborns the agents of rival parties, and he undertakes all the delicate and sometimes shady negotiations which are not suited to the minute-book or the agenda of a committee.

The touter also is a broker, but at a lower level than the boss. He can raise a local agitation : he makes use of quarrels and disputes and turns them to the advantage of his politician employer or to his own advantage. He is universally condemned by the politicians : and used by all of them.

This, not to put too fine a point on it, is an army of mercenaries. But it is difficult to raise any other kind of electoral army. There is not an adequate number of people who are keen enough to work at the ground level for a party, and whose ideological convictions are strong enough to make them do the work for nothing. For this to be possible, there probably needs to be a widespread political consciousness and at least some degree of freedom from material cares and economic insecurity. While bosses and touters are few in number, a very large proportion of the population are potential mercenaries, and would not consider lending time and energy to politics, unless there were something to be got out of it. In conditions of poverty and unemployment such as exist in India, who could expect it to be otherwise?

While an efficient machine is not the only way to success at the polls, a candidate who has no organization at all of this kind—at least this is true of some districts—has not much chance of success. Nevertheless, the machine is in many ways a bad instrument for the purpose it is meant to serve. First of all, like any mercenary army, it cannot be relied upon. Its workers lack sincerity. ('Sincere' is the highest word of praise in an Orissa politician's vocabulary.) The motive is profit, and the bigger bosses will see nothing wrong in making contributions to parties other than the one to which they belong, in order, for example, to buy off an agitation. Also, since profit is the motive, they will adhere to the party which has power, and which can dispense patronage. In Orissa Congress has made all the running so far : but, no doubt, now that there is a coalition of the Congress and the Ganatantra Parishad, the politicians of the latter party will find themselves approached by the same boss class more frequently than in the past. In other words, this army is always prepared to put up a reasonably strenuous fight for the winning side.

But, besides this unreliability, which in the end is no more than poetic justice for those who are prepared to employ such means, there is a more serious objection. Such a machine does not make the right contact with the voters : it contaminates them and inhibits the growth of political consciousness and responsible exercise of the vote. The machine fails to make contact with the actual leaders of village society. The villagers consider that people who enroll themselves in a party machine, and who take the initiative in getting involved with the Government, are 'self-seekers' and 'opportunists'.

There are still many villages where the traditional leaders are powerful, and where there is a strongly-developed public spirit. The boss is usually outside this circle. He belongs to a higher and wider world, and while the villagers pay him respect and need his services in their contacts with the world outside, they do not accept him as one of themselves. They look for insincerity in the advice he gives them and ask themselves what he is going to get out of it. Even when there is no traditional leadership and little *esprit de corps*, as is the case in many villages in the coastal districts, this attitude of cynical suspicion remains, and sometimes the people take advantage of the secret ballot to vote against the advice or behest of this type of leader.

The bosses and touters who operate the machine, and who interpret the political process to the villagers, have no interest

whatsoever in making the villagers aware of what they are doing, and of what is the proper function of a legislator. They are partly responsible for perpetuating the attitude that the sole function of an MLA is to get things done for the village : indeed, they are not necessarily hypocrites in this, for few of them can have any different idea of what an MLA should do. For them he is merely a superior kind of broker.

Secondly, bad money drives out good. A man who campaigns solely on ideological issues or on his party's general programme, or who sticks solely to the printed manifestos which the parties issue, has very little chance of succeeding against a political machine. A call for sacrifice or an appeal to public spirit is no match for a promise of concrete benefits, even when the villagers only half-believe these promises. A degree of honest purpose can only exist when everyone observes the spirit, as well as the letter, of the laws against corruption and intimidation.

In short, the machine itself does nothing to educate the voters and bring about political consciousness : and it effectively prevents other people from doing so.

7. The social base.

In some countries democratic freedoms are valued as being good in themselves. But most people in India judge democracy by its capacity to raise the level of production, to 'implement the plans', and to govern efficiently and justly. Democratic government is always a muddle. Muddle is a luxury which can be afforded in conditions of stability and prosperity. But in India the economy is in an almost permanent state of crisis. This is the background against which the politician-people relationship must be examined.

But, it might be argued, no matter how weak the social base of democracy and no matter how confused the elections, a government may yet be strong and efficient. Corrupt or muddled elections have put great men in power. How the Government gets into power does not matter : what matters is how they govern. Yet the two things are not independent. In a system based on patronage, inevitably power is misused and money is mis-spent in order to keep political machines in existence.

But our problem in this essay is a narrower one. We have not examined a sufficiently wide range of data to be able to say whether

representative democracy and parliamentary institutions are the right form of government for a country whose first need is to develop its economy. Rather, in examining the link between the politicians and the people, we ask whether democracy in practise negates democratic intentions.

One intention is to allow the people to pass a verdict on the performance of one party, and on the programmes which contesting parties put before it. To some extent this happens, as in the verdict of the people of Sambalpur, described above. Yet the scale is never true, for there is always a counterweight of patronage on one side.

A second intention is that the people should believe they are participating in government. In some vague way they are meant to feel that they *are* the Government. I watched an official say this to a village audience : the faces of those who were listening displayed amusement, incomprehension, or contempt : no-one looked gratified, no-one believed him. There is little reason why they should. The Government is remote. The present relationship between the politicians and the people does little to bring it nearer. The bosses participate too much in government : the common man too little.

There are several reasons for this. There is first a complex of interconnected factors : mass illiteracy and ignorance ; the close and compelling nature of local ties ; the absence of spatial mobility ; the smallness of the educated middle class relative to the total population ; the remoteness of the Administration, which, in the minds of most people, *is* the Government : and behind lie years of subservience and alien paternalistic rule.

There had been experiments in representative government before 1947 (5). But very little real power was handed over, and even when the politicians did have power, they were too much pre-occupied with the Independence Movement to be bothered about making a success of representative government. There was never more than a ten *per cent* democracy. Then full adult franchise was introduced at a time when the economy was crippled by the war, and the people were rent by social and communal hatreds. Even leaving aside these major catastrophes, democracy was not introduced into a stable society. For more than a century there has been a ferment of economic change. In these conditions, with

(5) See W. H. MORRIS-JONES, *Parliament in India* (London, Longmans, 1957), pp. 43-73.

the breakdown of the traditional groupings and loyalties, the broker and the touter emerged. Such men are not merely products of the democracy, although they pullulate under democratic institutions.

They exist everywhere, but they flourish where traditional loyalties and values are breaking down. In western Orissa, the hill areas where the Ganatantra Parishad has its following, the traditional form of society is still strong. There the leaders of local groups, no less powerful than the bosses in other areas, are nevertheless bridled by traditional sanctions and obligations : they recognize duties and obligations to something more than themselves and their kinsmen. When these leaders lose their political and economic power they are replaced by people who pay lip service to public welfare but in fact recognize none of the wider obligations.

Perhaps political entrepreneurs like the boss and the touter are inevitable, even necessary, in a society in transition : only time and the hardening out of a new structure can endow low-level leadership with a sense of public responsibility.

Providing the larger crises have not altogether destroyed the experiment in representative government, then better education, and the spatial mobility, which will follow upon industrialization, might give the people and the politicians alike the wider loyalties and wider outlook which make it possible for a parliament to govern responsibly. Certainly it is not pleasant to think that the present relationship between the people and their politicians, and the persons who mediate between them, are anything but transitional.

RAYMOND ARON

Les sociologues et les institutions représentatives

LA sociologie, telle que l'ont conçue ses fondateurs au siècle dernier, était à la fois interprétation et justification, défense et illustration de la *société* moderne. Elle ne voyait dans les institutions représentatives qu'un aspect secondaire de la société moderne, voire un héritage du passé, une survivance de la phase transitoire. Cette appréciation de la modernité et cette dépréciation du parlementarisme — en dépit du caractère démocratique que les fondateurs de la sociologie attribuent à la société en train de naître — caractérisent Auguste Comte aussi bien que Karl Marx, mais non Herbert Spencer, comme le montre T.B. Bottomore.

Les sociologues européens, du moins ceux du continent qui se rattachent à la tradition des deux penseurs que nous venons de citer, ont mis longtemps à surmonter cette quasi-indifférence scientifique et cette quasi-hostilité politique aux institutions représentatives. L'intérêt que les sociologues commencent de prendre aux problèmes qu'ils abandonnaient naguère aux spécialistes de science politique, le souci qui les anime de préciser les conditions dans lesquelles la « démocratie occidentale » a les meilleures chances de fonctionner, marquent une conversion de la conscience sociologique.

* * *

Dans l'histoire des idées, la sociologie pourrait presque se définir par la primauté du concept de *société* sur le concept de *politique* (ou d'État). En dépit de leurs divergences, Auguste Comte et Karl Marx, par des voies diverses, se rencontrent sur ce point essentiel.

Les deux écoles qui dans la France du dix-neuvième siècle s'affrontent, réactionnaire et révolutionnaire, ne se trompent pas seulement, aux yeux d'Auguste Comte, parce que l'une entend revenir en arrière et l'autre faire sortir un ordre d'une doctrine

essentiellement négative et critique. L'une et l'autre mettent au centre la politique, l'État, le régime. Or la crise dans laquelle sont engagées les sociétés européennes est sociale, elle est aussi totale. On tenterait vainement de la résoudre par des réformes politiques. Celles-ci n'auront de sens et de portée que préparées, soutenues, portées par une réforme en profondeur, c'est-à-dire intellectuelle d'abord, morale et sociale ensuite. La société, à chaque époque, constitue une totalité. La sociologie est la science de cette totalité. Elle constate que l'Europe post-révolutionnaire est déchirée par la lutte entre des façons de penser contradictoires, elle tend à reconstituer l'unité de chaque société nationale, l'unité de la société européenne, l'unité de l'esprit humain par la généralisation du positivisme.

C'est le contraste entre l'égalité et la liberté des citoyens dans l'empyrée constitutionnel et leur asservissement dans la société civile, c'est-à-dire dans leur activité professionnelle, qui inspire à Marx, dès les écrits de jeunesse, le mépris de la démocratie formelle et la recherche d'une démocratie réelle. Qu'est-ce que le droit de voter tous les quatre ans, qu'est-ce que la liberté d'expression apportent à l'ouvrier sans autre ressource que sa force de travail et contraint de la louer pour un salaire qui lui permet tout juste de subsister? La condition des hommes n'est pas déterminée par le régime politique, moins encore par les lois constitutionnelles, mais par les rapports de production, par les rapports de l'individu aux choses, au travail, aux propriétaires, à l'organisation de l'œuvre collective.

D'accord pour substituer la société globale à la politique comme objet privilégié d'étude, d'accord pour expliquer le régime politique par l'état économique et social plutôt que celui-ci par celui-là, Auguste Comte et Karl Marx ne conçoivent de même ni la crise dont ils sont les témoins, ni la solution de l'avenir.

Le parlementarisme, aux yeux d'Auguste Comte, appartient à la transition métaphysique et critique et il ne saurait à aucun degré offrir la base d'une reconstruction sociale. Dès le *Cours de philosophie positive*, ses jugements sont d'une clarté qui laisse apparaître la sévérité en pleine lumière. Au tome VI du *Cours*, voici le jugement porté sur la tentative de la Constituante :

Quoique cette époque préliminaire n'ait pu avoir, en effet, d'autre destination politique que d'amener graduellement l'élimination prochaine de la royauté que les plus hardis novateurs n'auraient d'abord su concevoir, il est remarquable que la métaphysique constitutionnelle rêvait alors, au contraire, l'indissoluble union du principe monarchique avec l'ascendant populaire, comme celle de la constitution catholique avec l'émancipation mentale. D'aussi incohérentes spéculations

ne mériteraient aujourd'hui aucune attention philosophique, si on n'y devait voir le premier témoignage direct d'une aberration générale qui exerce encore la plus déplorable influence pour dissimuler radicalement la vraie nature de la réorganisation moderne, en réduisant cette régénération fondamentale à une vaine imitation universelle de la constitution transitoire particulière à l'Angleterre. Telle fut, en effet, l'utopie politique des principaux chefs de l'Assemblée Constituante (1).

Le grand Montesquieu lui-même, écrit-il ailleurs (2), ne put échapper à « cette fatale illusion ».

Le parlementarisme, aux yeux d'Auguste Comte, est lié aux particularités de l'Angleterre au cours de la phase transitoire. Alors qu'en France la monarchie l'a emporté sur la noblesse en s'alliant avec le peuple, en Angleterre c'est la noblesse qui l'a emporté sur la monarchie en s'alliant aux communes et à la bourgeoisie. Il est historiquement aberrant d'introduire en France des institutions liées à la prédominance de l'aristocratie et qui sont l'expression de cette minorité dirigeante, comme il aurait été aberrant d'imiter, en Angleterre, les démarches du parti révolutionnaire français, dressé contre une monarchie qui, de l'autre côté de la Manche, avait été abaissée et ne constituait plus une menace ou un obstacle.

Auguste Comte voit dans le régime parlementaire de l'Angleterre non la préfiguration de l'État moderne mais la reproduction du régime aristocratique, dont Venise a offert le plus parfait modèle :

Le régime vénitien, pleinement caractérisé à la fin du quatorzième siècle, constitue certainement, à tous égards, le régime politique le plus analogue à l'ensemble du gouvernement anglais, considéré sous la forme définitive qu'il dut prendre trois siècles après ; cette similitude nécessaire résulte évidemment d'une pareille tendance fondamentale de la progression sociale vers la dictature temporelle de l'élément aristocratique [...]. La seule différence capitale que devaient offrir les destinées comparatives de ces deux régimes pareillement transitoires (et dont le second, placé à une époque plus avancée de la décomposition politique, ne saurait certes prétendre à la même durée totale que le premier) consiste en ce que l'indépendance de Venise devait naturellement disparaître sous la décadence nécessaire de son gouvernement spécial, tandis que la nationalité anglaise doit heureusement rester tout à fait intacte au milieu de l'inévitable dislocation de sa constitution provisoire (3).

Les considérations sur « la pondération des différents pouvoirs » ne sont que « vaines théories métaphysiques » qui dissimulent « la prépondérance de l'élément aristocratique (prépondérance d'ailleurs nécessaire au « mouvement réel » du régime).

(1) Auguste COMTE, *Cours de philosophie positive*, VI, pp. 190-191.

(2) *Op. cit.*, V, p. 398.

(3) *Op. cit.*, VI, p. 193. Le professeur

Carl SCHMITT, lui aussi, compare volontiers Venise et l'Angleterre, cf. *Land und Meer* (Leipzig, Reclam Bibliothek, 1944), pp. 12-13.

Le régime transitoire doit sa relative consistance, en Angleterre, d'abord à l'institution du protestantisme anglais « qui assurait beaucoup mieux la subalternisation permanente du pouvoir spirituel que n'avait pu le faire le genre de catholicisme propre à Venise », ensuite « à l'esprit d'isolement politique éminemment particulier à l'Angleterre » (« actif développement d'un vaste système d'égoïsme national [...] » qui a tendu naturellement « à lier profondément les intérêts principaux des diverses classes au maintien continu de la politique dirigée par une aristocratie ainsi érigée désormais en une sorte de gage permanent de la prospérité commune »).

Réduit à une singularité anglaise, le parlementarisme n'a en France, d'après Auguste Comte, ni racines historiques ni justification actuelle. Il favorise « intrigues et corruption », il amène au pouvoir les « discoureurs », métaphysiciens ou légistes. Ayant proclamé, une fois pour toutes, que la vraie distinction est celle du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, ayant mis sa confiance dans l'opinion publique, les savants, les femmes, les prolétaires pour limiter et consacrer le pouvoir temporel, Auguste Comte n'hésite pas à rejeter toutes les précautions, conçues par les juristes, pour prévenir l'arbitraire. Entre le pouvoir local et le pouvoir central, il choisit le dernier (4) puisque « tout le passé français ayant été favorable à la prépondérance du pouvoir central [...] nos prédilections actuelles envers le pouvoir local constituent donc une véritable anomalie historique ». La distinction entre les lois et les décrets n'est que subtilité métaphysique (5) introduite par les légistes dantonien. La Convention lui paraît exemplaire et la dictature, pourvu qu'elle soit progressive, n'est pas répréhensible. La liquidation du parlementarisme est conforme à la logique de l'histoire. La dictature s'attribue la plénitude du pouvoir. « Il ne faut maintenant conserver d'autre assemblée politique que celle qui, dispensée de tout office législatif, consacrer le premier mois de sa session triennale à voter l'ensemble du budget, et les deux autres à contrôler les comptes antérieurs » (6).

La « dictature progressive » d'Auguste Comte n'est certes pas la « dictature du prolétariat » de Marx. Les deux conceptions n'en ont pas moins certains traits communs. Comme Auguste Comte avait vu, dans le parlementarisme anglais, l'expression de la « prédominance de l'élément aristocratique », Marx y a vu l'expression

(4) Auguste COMTE, *Système de politique positive*, I, p. 124.

(5) *Op. cit.*, IV, p. 394.

(6) *Ibid.*

et le camouflage tout à la fois du pouvoir absolu, détenu et exercé par la classe capitaliste. Car l'aristocratie, à ses yeux, ne doit désormais ses richesses et son autorité qu'à la propriété des moyens de production, à l'exploitation du travail salarié.

Généralisant l'expérience anglaise telle qu'il croit l'observer, Marx aboutit à la théorie selon laquelle l'État est, par essence, l'instrument à l'aide duquel une classe domine et exploite les autres classes. Tout État est, dans cette perspective, défini par la classe qui possède *réellement* le pouvoir parce qu'elle possède la puissance sociale. Le mode d'exercice du gouvernement, constitutionnel ou arbitraire, parlementaire ou despotique, importe peu dans le cadre d'une telle théorie, forme extrême de la dévalorisation du *politique* au profit du *social* (7).

La solution d'avenir est évidemment autre dans le marxisme et dans le positivisme. Celui-ci admet, une fois pour toutes et définitivement, la vérité de la doctrine de Hobbes, dans l'ordre temporel. Qui peut détenir le pouvoir, c'est-à-dire commander, sinon ceux qui sont forts? Dans la société industrielle, la force appartient aux organisateurs du travail collectif. Les patriciens de la société industrielle seront aussi des propriétaires puisque Comte accepte la concentration de la propriété. Mais les propriétaires, recrutés par cooptation, seront essentiellement des hommes compétents, industriels ou banquiers, qui assureront dans l'intérêt de tous, une tâche de gestion. Le mode de sélection doit garantir l'efficacité des chefs temporels, le pouvoir spirituel — les savants, les prolétaires, les femmes — préviendra les abus auxquels ces chefs pourraient se laisser entraîner. C'est le pouvoir spirituel qui équilibrera le pouvoir temporel et celui-ci exigera d'autant moins de divisions qu'il sera plus rigoureusement restreint à l'ordre matériel.

Auguste Comte ne craint pas la dictature temporelle pourvu qu'elle soit progressive et que le pouvoir spirituel la tempère. Karl Marx ne craint pas la dictature du prolétariat (8) parce qu'elle marque une transition nécessaire entre la société de classes et la société sans classes. Celle-ci comportera-t-elle ou non des institutions représentatives? Avouons l'impossibilité d'une réponse caté-

(7) C'est le même mode de penser qui se révèle dans le refus de Lénine de prendre au sérieux la distinction entre zone d'influence et conquête coloniale. Le mode politique d'expression de la domination impérialiste est sans conséquence.

(8) Il y a, dans les textes de Marx, deux conceptions de cette dictature : l'une,

à la suite de l'expérience de la Commune, irait dans le sens fédéral, décentralisateur, l'autre, plus conforme, me semble-t-il, à l'inspiration de Marx prendrait pour modèle la Convention et les jacobins. Auguste Comte, lui aussi, admirait profondément la Convention.

gorique. Si l'État n'existe qu'en fonction de classes antagonistes, la disparition de celles-ci n'entraînera-t-elle pas, par définition, la disparition de celui-là? Mais le dépérissement de l'État doit-il s'entendre symboliquement (la fonction publique et répressive de l'État est éliminée) ou réellement (les fonctions administratives de l'État diminuent ou se dispersent)?

L'incertitude même sur le dépérissement de l'État entretient l'incertitude sur le sort que l'histoire, le socialisme ou les marxistes réservent aux institutions représentatives.

*
* *

L'attitude faite d'indifférence ou d'hostilité à l'égard des institutions représentatives n'est pas seulement celle de Comte et de Marx. Elle se retrouve souvent parmi leurs descendants.

Durkheim qui se rattache à l'école de Saint-Simon autant qu'à celle d'Auguste Comte, était, comme ses maîtres, plus soucieux d'organiser la production que de sauvegarder ou de réformer les institutions représentatives. Marcel Mauss l'a écrit dans l'introduction au cours sur le socialisme professé par Durkheim, celui-ci avait peu de sympathie pour le parlement et les parlementaires. En tout cas, ce qui lui paraissait essentiel, c'était de mettre fin à l'anarchie de la vie économique, de concentrer et de rendre conscientes des fonctions aujourd'hui diffuses ou non remplies, d'instaurer ou de restaurer des organisations professionnelles : auprès de ces réformes sociales et morales, le jeu parlementaire lui semblait sinon méprisable, du moins dérisoire.

La dévalorisation de la politique ne fut pas poussée aussi loin en Allemagne. Le thème hégéliano-marxiste était, en une des traductions possibles, le rapport de la société (ou de la société civile) et de l'État. Le socialisme marxiste, à la fin du siècle dernier, avait en face de lui un socialisme de la chaire, un socialisme d'État et non pas seulement des libéraux ou des réactionnaires. Il n'était pas possible de méconnaître que toute réforme de l'économie dans le sens socialiste comportait une intervention accrue de l'État dans la régulation de l'activité économique et, par suite, exigeait réflexion sur le régime politique et le mode d'exercice du pouvoir.

Néanmoins l'inspiration originelle de la sociologie s'est prolongée sur deux points. Scientifiquement, l'étude du tout social a conservé une sorte de primauté sur l'étude du régime politique, celui-ci passant pour reflet ou expression de la structure économique-sociale

plutôt que pour un déterminant autonome. Politiquement, sociologues et socialistes acceptaient avec plus ou moins de répugnance ou d'indifférence les institutions représentatives, ils savaient mal en justifier les mérites ou la nécessité, quelle que soit l'infrastructure (9). Kautsky et les pontifes de la II^e Internationale se déclarèrent contre la révolution bolchevique, pour la démocratie dans sa forme parlementaire. Leurs convictions démocratiques les amenèrent à demeurer fidèles aux institutions représentatives, mais la doctrine ne leur fournissait pas d'arguments décisifs pour répondre aux bolcheviks et fonder en raison leur fidélité.

Les relations actuelles entre sociologues et institutions représentatives sont tout autres. La société industrielle dont Auguste Comte voulait accélérer l'accomplissement, est désormais le présent plutôt que l'avenir. D'autre part, en Union soviétique, dans les pays d'Europe orientale où l'influence soviétique est dominante depuis 1945, en Chine, s'est développée une société que l'on peut appeler industrielle puisqu'elle présente, en ce qui concerne l'organisation de la production, de multiples et évidentes similitudes avec les sociétés occidentales. Or la similitude des forces productives n'exclut ni la diversité des rapports de production et de la stratification sociale ni l'opposition radicale des idéologies et des formes politiques.

La conjoncture historique elle-même imposait de dépasser une conception simpliste de la totalité sociale ou des rapports entre infrastructure économico-sociale et régime politique. Bien plus, au fur et à mesure que l'édification industrielle, en Union soviétique, démontrait la possibilité de combiner rationalité de la production et planification centrale, les Occidentaux étaient amenés à déplacer le débat idéologique vers la politique. A supposer que le taux de croissance fût plus élevé à l'Est qu'à l'Ouest, l'Occident ne gardait-il pas l'avantage suprême de la liberté? Mais la liberté était incarnée dans un État de partis et des institutions représentatives. Si ces dernières n'avaient pas de valeur intrinsèque et n'étaient que la forme extérieure de la domination capitaliste, l'Occident perdait un argument de poids dans la controverse historique. Cette conjoncture, à n'en pas douter, est une des causes de l'intérêt croissant que les sociologues prennent à la sociologie

(9) Ces remarques, j'en suis conscient, ne sont vraies qu'en gros. Il y a chez Pareto une théorie sociologique, passablement pessimiste, des institutions représentatives. Max Weber, dans sa sociologie générale, a fait une large place à la sociologie politique

et, dans celle-ci, à la sociologie du parlementarisme moderne. La conversion que j'analyse dans les pages suivantes avait été anticipée par tels ou tels sociologues. Elle est en train d'affecter l'ensemble de la profession.

politique en général et aux institutions représentatives en particulier.

Trois directions de recherches étaient indiquées aux sociologues par la situation présente du monde : succès et échecs des institutions représentatives dans les pays occidentaux, destin, actuel et futur, de ces mêmes institutions dans les pays soviétiques, perspectives des institutions représentatives dans les pays dits sous-développés ou du tiers monde. La plus grande partie du travail des sociologues (et de ce symposium) s'est engagée dans la première direction. Nous voudrions suggérer ici l'intérêt que présenterait la deuxième.

Le fait est que les dirigeants soviétiques conservent la forme extérieure des élections au suffrage universel. Cérémonies d'acclamation, avons-nous tendance à dire. Soit, mais pourquoi les techniciens du pouvoir ou de la manipulation des masses tiennent-ils à ces cérémonies? Quel est le sens qu'ils leur donnent? Comment fonctionnent, au niveau inférieur, les élections? Ont-elles parfois, quand ni le régime ni les détenteurs de l'autorité supérieure ne sont en cause, le caractère d'un choix authentique des élus par les électeurs? D'autre part, des institutions représentatives peuvent, en théorie, apparaître dans le cadre d'un parti unique, à l'intérieur de celui-ci. Les communistes ont gardé le principe des décisions à la majorité. Le groupe antiparti en 1957 comptait sur sa majorité au Præsidium. Il fut battu par le recours de M. Khrouchtchev à la majorité du Comité central. Dans un cas comme dans l'autre, se manifestent tout à la fois la rivalité des groupes candidats à l'exercice du pouvoir et la règle majoritaire, deux des traits caractéristiques des institutions représentatives telles qu'elles fonctionnent en Occident.

Les sociologues ont commencé l'étude des modalités diverses d'institutions représentatives que l'on observe dans les États nouveaux, les pays du tiers monde d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud. Ces expériences historiques sont en même temps des sortes d'expériences de laboratoire pour les sociologues. Ces institutions, en effet, sont nées et se sont développées dans la zone de civilisation occidentale, en Angleterre d'abord, puis dans les pays de peuplement anglo-saxon et en Europe continentale. Sont-elles séparables de leurs racines historiques et de leur contexte idéologico-social d'origine? Que deviennent-elles en Afrique centrale où la masse de la population est illettrée? Que deviennent-elles dans l'Inde avec une population de 400 millions d'hommes, dont la majorité ignore la langue de l'État et adhère à des croyances et

des coutumes foncièrement étrangères à la façon de penser dont ces institutions ont été ou sont l'expression?

En d'autres termes, la subordination du régime politique à la totalité sociale, que les fondateurs de la sociologie décrétaient évidente, est soumise à l'épreuve des faits. Ces institutions peuvent-elles survivre dans un milieu qui leur est, en théorie, hostile? Si elles survivent, changent-elles fondamentalement de caractère et de sens? Sont-elles, comme l'affirmait K. Marx, inefficaces au point que la domination de la classe privilégiée demeure la même que l'exercice du pouvoir soit constitutionnel ou arbitraire, que les détenteurs du pouvoir se soumettent ou non au verdict des gouvernés?

Le problème des relations entre régime politique et consensus, entre institutions représentatives et infrastructure économico-sociale est, me semble-t-il, au centre des multiples travaux que depuis une quinzaine d'années surtout les sociologues ont consacrés aux institutions représentatives et dont S. M. Lipset synthétise les résultats principaux dans son dernier livre (10). La démocratie, telle qu'elle fonctionne, n'est pas une idée supra-sensible ni un régime idéal, c'est un ensemble d'institutions plutôt prosaïques, qui oblige les gouvernants à une compétition, permanente et organisée selon des règles, avec des rivaux, les suffrages des députés décidant du sort des ministres dans un gouvernement parlementaire, le suffrage des électeurs, en dernière analyse dans un gouvernement parlementaire, directement dans un gouvernement présidentiel, décidant du sort des gouvernants. Une telle définition de la démocratie — compétition organisée des candidats à l'exercice du pouvoir, les vainqueurs provisoires acceptant de donner de nouveau leur chance à leurs adversaires quelques années plus tard, la compétition elle-même et l'exercice du pouvoir étant soumis à des règles précises — dérive des idées de J. Schumpeter et, avec des variations secondaires, elle est acceptée par la plupart des sociologues occidentaux. Elle permet l'analyse des conditions favorables ou défavorables au fonctionnement d'un tel régime, conditions internes ou externes au sous-système politique (pour employer le concept de Talcott Parsons).

Un simple regard sur le monde actuel suffit à confirmer une opinion courante. La démocratie représentative aujourd'hui apparaît stabilisée en première ligne dans les pays occidentaux où la société industrielle est pleinement développée : niveau de vie

(10) Seymour Martin LIPSET, *Political Man* (New York, Doubleday, 1960).

élevé, urbanisation, pourcentage faible d'illettrés, pourcentage élevé d'éducation publique, toutes ces variables, qui dans la plupart des cas vont ensemble, sont effectivement présentes dans la plupart des pays de démocratie stabilisée, c'est-à-dire là où le régime, pour reprendre les termes de S. M. Lipset est à la fois légitime (c'est-à-dire accepté par la grande masse des citoyens) et normalement efficace (c'est-à-dire permettant à des gouvernements de se former, de durer et de remplir les tâches de l'État). Mais, ce qui est intéressant, ce sont moins les circonstances favorables, prises globalement, que la détermination de l'efficacité propre à chacune des variables, dans un cas particulier ou en général. Par exemple, les institutions représentatives peuvent-elles s'enraciner même dans un pays où la masse de la population, illettrée, a un niveau de vie médiocre? A l'intérieur de la zone de culture occidentale, quelles causes ont prévenu la stabilisation de la démocratie dans des pays d'Europe occidentale où nombre des circonstances économique-sociales étaient favorables ou relativement favorables?

Les sociologues ont été ainsi amenés à l'étude analytique des rapports entre milieu social et institutions représentatives, ils ont substitué au dogmatisme des fondateurs de la sociologie la recherche d'une vérité plus complexe et plus subtile. Sociologie électorale et sociologie des partis ont apporté des contributions importantes puisque l'une et l'autre abordent, sous un certain angle, le même problème : dans quelle mesure les conduites politiques, celles des individus ou des partis, sont-elles adéquatement déterminées par les situations sociales des uns et des autres? Il s'en faut que les sociologues donnent tous la même réponse à une telle interrogation. Personnellement, j'aperçois une moindre correspondance que ne le suggère S. M. Lipset entre stratification sociale et blocs politiques. Quel que soit le nombre des électeurs nationaux-socialistes, venus des « classes moyennes », je n'emploierais pas volontiers l'expression « d'extrémisme du centre » qui me paraît une confusion entre conceptualisation sociale et conceptualisation politique. Mais tous les sociologues seraient d'accord pour la discrimination des principales variables : conduite des électeurs, conduite des militants des partis, conduite des chefs des partis, situation sociale de ces trois catégories, recrutement social des militants et des chefs des partis ; d'accord également pour ne pas nier par principe et *a priori* l'influence, considérable éventuellement, des chefs sur l'action des partis, d'accord aussi pour reconnaître que les conduites politiques des uns et des autres peuvent

être déterminées par des souvenirs historiques ou des idéologies aussi bien que par les conditions sociales ou l'intérêt (quel que soit le sens de ce terme) d'une classe. En d'autres termes, les luttes et les événements dans le sous-système politique ne sont ni le reflet ni la simple conséquence des luttes et des événements dans l'ensemble social ou le système économique-social. Le régime politique a une autonomie, une efficacité propres.

Précisons bien notre pensée. Il est loisible, comme le fait R. Dahrendorf dans son article sur l'échec de la démocratie en Allemagne (11), d'expliquer la conduite politique des différents groupes par la tradition historique et les idéologies de chacun d'eux. La conduite politique des fonctionnaires, des junkers, des social-démocrates, des bourgeois sous la république de Weimar n'est pas un fait ultime que le sociologue devrait constater tel quel et tout au plus expliquer par un mystérieux « esprit national » ou « caractère national ». Tout au contraire, le sociologue s'efforce de rendre compte de ces conduites politiques par des causes historiques comme par des circonstances actuelles, mais il ne peut ni dissoudre la spécificité des conduites politiques, ni en faire le simple reflet d'une situation sociale. Influencé par tous les autres sous-systèmes, le sous-système politique a ses lois propres de fonctionnement et de développement et, à son tour, il influence tous les autres puisque c'est en et par lui que sont prises les décisions visant consciemment à atteindre les objectifs de la collectivité tout entière.

Une fois reconnue la spécificité de l'ordre politique, les sociologues ne pouvaient pas ignorer l'importance, au moins possible, des règles, caractéristiques du régime. En particulier dans le cas des institutions représentatives, comment nier *a priori* que la compétition, intrinsèque au régime, peut se dérouler plus ou moins bien selon la réglementation appliquée à la compétition, c'est-à-dire selon les lois constitutionnelles? Et voici les sociologues condamnés à reprendre les spéculations des constitutionnalistes sur lesquelles Auguste Comte projetait son mépris de polytechnicien. Mode de scrutin, scrutin majoritaire ou scrutin proportionnel peuvent, en certaines circonstances, faire la différence entre gouvernements stables ou instables. Tel mode de scrutin réduit ou élimine, tel maintient ou gonfle les représentants des partis inconstitutionnels. L'article précédent de S. M. Lipset (12) montre, sur un grand nombre d'exemples, l'action des mécanismes

(11) *Supra*, pp. 86-120.(12) *Supra*, pp. 50-85.

électoraux et constitutionnels. L'obsession constitutionnelle des Français est peut-être pathologique et les armées vaincues à Sedan en 1870 et en 1940 n'étaient pas une fois celles de l'Empire, l'autre fois celles de la République mais les deux fois celles de la France, si surprenante que soit la constatation aux yeux des partisans de l'un et de l'autre bord. Mais l'indifférence positiviste aux lois constitutionnelles n'était rien moins que sociologique. Elle était issue d'un double préjugé, scientifique et idéologique ; la conception rigide du consensus aboutissait à la méconnaissance de l'autonomie partielle des sous-systèmes ; l'indifférence au régime politique était nourrie par le souci exclusif de l'organisation sociale et le mépris des institutions représentatives.

Les sociologues retrouvent les préoccupations des constitutionnalistes parce que les circonstances les mettent dans la situation qui était normalement celle de ces derniers. Les philosophes classiques aimaient à dessiner la figure du Législateur, de celui qui, sage, jouissant de la confiance de ses concitoyens, donne des lois durables à la cité. Montesquieu et Rousseau rêvaient d'accomplir quelque jour cette tâche sublime. Ils s'y préparaient en prodiguant des conseils aux législateurs. Or, en notre siècle où tant de pays ont à rédiger leur constitution, les sociologues, en étudiant les institutions représentatives, se voient eux-mêmes dans le rôle de conseillers des princes, sinon de législateurs. Et c'est pourquoi les variables qu'utilise la sociologie politique, les problèmes qu'elle pose sont proches des variables qu'utilisaient confusément et des problèmes que posaient clairement les philosophes de la politique : en une société que le législateur ne peut changer du jour au lendemain, quelles sont les lois qu'il convient de promulguer, afin de favoriser un bon gouvernement ou la liberté des citoyens ? A cette interrogation, typique de la philosophie politique du dix-huitième siècle, fait écho l'interrogation que le sociologue d'aujourd'hui formule à mi-voix : quelles institutions politiques faut-il conseiller aux élites d'Afrique noire, dans des républiques où la masse de la population est pauvre et illettrée ? Le sociologue est prêt à expliquer demain, de manière convaincante, l'échec des institutions représentatives dans les Républiques africaines, mais non à recommander à l'avance des institutions despotiques. Le sociologue, fort heureusement, est resté un homme, c'est-à-dire qu'il n'a pas surmonté et qu'il ne veut pas surmonter la dialectique du possible et du souhaitable.

Peut-être même le sociologue gagnerait-il à prendre encore plus résolument conscience de sa parenté avec le philosophe politique

d'hier. Montesquieu estimait que chaque régime était fondé sur un principe et ne survivait qu'aussi longtemps que le corps politique était animé par ce principe, les républiques par la vertu, les monarchies par l'honneur. En style prosaïque et moderne, chaque régime politique exige de la part des citoyens certaines attitudes qui le caractérisent et lui donnent vie. Il faudrait, je crois, distinguer, à la suite de Pareto, le principe qui convient aux minorités dirigeantes et celui qui convient aux masses gouvernées. Certes, la manière dont se conduit une classe politique est un déterminé autant qu'un déterminant, elle appelle explication autant qu'elle explique. Il n'en reste pas moins qu'en dehors de l'infrastructure économique-sociale et des règles du jeu, une classe politique a le sens de la compétition démocratique, c'est-à-dire de la lutte modérée, et qu'une autre se perd en intrigues. La démocratie moderne comme la démocratie antique, analysée par Montesquieu, a un principe. Non plus la vertu, puisque les sociétés modernes sont matérialistes et commerçantes, mais le sens de la compétition ordonnée, de l'obéissance aux lois et aux exigences suprêmes de la collectivité. Peut-être Tocqueville n'avait-il pas tort d'apercevoir une certaine continuité entre la vertu, que Montesquieu mettait au principe des républiques antiques et le principe des démocraties modernes :

Il ne faut pas prendre l'idée de Montesquieu dans un sens étroit. Ce qu'a voulu dire ce grand homme, c'est que les républiques ne pouvaient subsister que par l'action de la société sur elle-même. Ce qu'il entend par vertu, c'est le pouvoir moral qu'exerce chaque individu sur lui-même et qui l'empêche de violer le droit des autres. Quand ce triomphe de l'homme sur ces tentations est le résultat de la faiblesse de la tentation ou d'un calcul d'intérêt personnel, il ne constitue pas la vertu aux yeux du moraliste ; mais il rentre dans l'idée de Montesquieu qui parlait de l'effet bien plus que de sa cause. En Amérique, ce n'est pas la vertu qui est grande, c'est la tentation qui est petite, ce qui revient au même. Ce n'est pas le désintéressement qui est grand, c'est l'intérêt qui est bien entendu, ce qui revient encore presque au même. Montesquieu avait donc raison, quoiqu'il parlât de la vertu antique, et ce qu'il dit des Grecs et des Romains s'applique encore aux Américains (13).

*
* *

Les fondateurs de la sociologie, nous l'avons dit au point de départ, étaient enthousiastes de la société moderne mais non des institutions représentatives. Ils étaient démocrates en un certain sens, puisqu'ils se donnaient pour idéal liberté et égalité, mais ils

(13) Note de Tocqueville pour la préparation du deuxième volume de la *Démocratie en Amérique*, publiée par J. P. MAYER

dans la *Revue internationale de philosophie*, XIII (1959), p. 308.

ne jugeaient pas que ces institutions représentatives fussent, en tant que telles, des moyens nécessaires en vue de ces fins. La raison profonde de cette attitude n'était pas la même chez Auguste Comte et chez Marx.

Auguste Comte était, en dernière analyse, aristotélicien. La différenciation des fonctions était, à ses yeux, la loi suprême de toute société. L'égalité ne pouvait consister qu'en une harmonie croissante entre la tâche et les capacités de chacun. La suppression de l'hérédité des professions, le recrutement par cooptation ou par adoption, en bref la circulation sociale à travers les générations étaient nécessaires à une organisation équitable de la société. Mais, une fois les individus mis tous à leur place, l'autorité devait être absolue parce qu'elle serait rationnelle et la religion rappellerait à tous que le mérite est mesuré par le dévouement et l'amour, non par la compétence intellectuelle ou technique. La hiérarchie vraie est celle de la moralité et de la religion : dès lors qu'importe la hiérarchie temporelle du travail ? L'utopie comtiste combine la foi polytechnicienne en l'organisation avec la passion que Clotilde de Vaux alluma dans un cœur resté jeune. Ni l'ordre temporel, commandé par la science, ni l'ordre spirituel où règne l'amour ne laisse place à la critique, au libre examen, à la décision individuelle qu'Auguste Comte liait aux institutions représentatives.

Quant à Marx, il ne croyait pas aux vertus de ces institutions aussi longtemps que la propriété privée dressait l'une contre l'autre deux classes essentiellement ennemies. Et, au-delà de la révolution libératrice et de la fin de la préhistoire, il se refusait à prévoir. Certes, la société post-capitaliste serait démocratique et se gouvernerait elle-même. Mais aurait-elle des partis, un parlement, un État centralisé ? Marx a donné des arguments aux avocats de la dictature de transition plus qu'aux défenseurs des institutions représentatives en tant que valeurs et nécessités permanentes.

Qu'avons-nous appris depuis lors ? Contre l'un et l'autre, nous avons appris que la politique est une catégorie éternelle de l'existence humaine, un secteur permanent de toute société. Il est illégitime de se donner, par hypothèse, l'élimination de la politique en tant que telle ou de caractériser une société par sa seule infrastructure économique-sociale sans préciser les traits spécifiques du régime politique.

Contre Auguste Comte, nous avons appris que l'organisation rationnelle du travail en commun ne résout pas pour autant le problème du choix des gouvernants ou du mode d'exercice de

l'autorité. L'élection n'est pas une manière d'interroger les hommes sur ce qu'ils ignorent, comme le disait à peu près Valéry, mais un symbole de la participation de tous à la gestion de l'État, un moyen de maintenir communication et échange entre le Pouvoir et les citoyens, une méthode de recrutement des chefs. Par les institutions représentatives, le dialogue entre les classes, les partis, les individus devient constitutif du corps politique lui-même.

Du même coup, la cause dernière de notre opposition à Marx apparaît en pleine lumière. L'antithèse de la société de classes et de la société sans classes, des classes antagonistes et des classes non antagonistes suggère l'idée, à nos yeux fausse, qu'à condition de supprimer la propriété privée des instruments de production et de donner le pouvoir au parti qui représente le prolétariat, on pourrait créer une société à ce point unifiée qu'il ne resterait plus place pour la bataille retenue des partis politiques. Là est la grande illusion.

Il est possible que toutes les classes, tous les groupes adhèrent à l'ordre social, au régime politique, aux valeurs de la collectivité au point que s'efface la lutte de classes au sens de la lutte pour le pouvoir absolu, en vue d'un bouleversement total. Mais dans l'avenir prévisible, il subsistera des groupes dont les intérêts sont opposés au moins à court terme, des conceptions divergentes. Aussi l'utopie d'une société unifiée et homogène, en justifiant l'élimination des institutions représentatives, favorise le despotisme que n'exclut pas la rationalisation du travail et de l'économie. Le mépris ou l'indifférence des fondateurs de la sociologie à l'égard des institutions représentatives a pour origine dernière le rêve d'une société sans divisions et sans conflits.

Ce rêve se dissout au fur et à mesure que progresse la rationalité de la société industrielle. Les lenteurs que cause la délibération parlementaire deviennent plus acceptables quand le niveau de vie déjà atteint est élevé. L'impatience des pays sous-développés aujourd'hui nous aide à comprendre l'impatience de nos maîtres il y a plus d'un siècle.

Nous ne prétendons pas que les institutions représentatives sous la forme qu'elles ont prise en Europe et en Amérique du Nord aient une valeur exemplaire et universelle. Il se peut que certaines fonctions de ces institutions soient remplies quelque jour à l'intérieur du parti unique, ou par d'autres méthodes en Afrique et en Asie. Mais il faudrait être aveugle à l'expérience pour méconnaître la leçon du siècle. Le régime politique commande, pour une large part, le style de la collectivité. A l'âge de la société industrielle,

c'est lui qui est constitutif de la différence spécifique entre collectivités appartenant à un même type.

Les sociologues de l'Occident sont moins disciples de Comte et de Marx qu'ils ne reprennent l'interrogation d'Alexis de Tocqueville : les sociétés modernes sont fatalement industrielles, commerciales, démocratiques. Mais elles peuvent être libérales ou despotiques. Et c'est du régime politique que dépend le choix.

NOTES CRITIQUES

MACHIAVEL JUGÉ PAR LA TRADITION CLASSIQUE

QUE Machiavel a-t-il voulu dire, et qu'a-t-il dit d'entièrement nouveau? Quelles sont les terres et les mers inconnues dont les *Discorsi* se flattent d'avoir entrepris l'exploration, les fameux *modi ed ordini nuovi*, dont la découverte est rendue périlleuse par le naturel envieux des hommes? On ne saurait répondre, estime Leo Strauss*, sans faire l'effort de dissiper les représentations élaborées par la postérité machiavélienne et, davantage, sans s'affranchir de ses habitudes de pensée, habitudes héritées où se perd le sens du commencement. Ce qui paraît, en effet, aller de soi pour les hommes du temps présent, Machiavel l'a établi par une critique de l'opinion commune, en récusant ce qui allait de soi pour les hommes de son temps. Il a inauguré la philosophie moderne par une rupture avec la tradition, dans laquelle composaient la croyance classique en l'excellence de la nature humaine et la croyance chrétienne en l'ordonnance divine du monde : il est l'homme qui a consciemment tenté de détruire cette tradition. Le sens de cette tentative n'est intelligible au critique qu'à la condition de se libérer des horizons de la pensée moderne pour se situer en face de l'univers spirituel que l'écrivain florentin affrontait.

Mais comment interpréter cette démarche? Ne faut-il pas convenir que l'adversaire résolu de l'historicisme fait ici droit à une idée de l'histoire qui, pour intéresser l'esprit, n'en suggère pas moins une expérience des hommes aux prises avec les problèmes posés par le devenir des sociétés? C'est une chose, en effet, de dénoncer, comme le fait l'auteur de *Droit naturel et histoire*, la confusion d'une méthode qui, en déniaut à toute pensée la légitimité de son intention, pour la réduire aux dimensions d'une époque, ruine sa propre prétention à une vérité universelle ; c'en est une différente de raisonner sur les œuvres des grands écrivains comme si des uns aux autres ne se transmettait pas un héritage, et comme si la mise en valeur de celui-ci ne dépendait pas de conditions sociales. Serait-il exact que nous ne saurions nous-mêmes prendre la parole sans vouloir la rendre à autrui, viser l'œuvre du passé sans lui restituer un présent qui se mêle au nôtre, il n'en resterait pas moins vrai que la pensée

* LEO STRAUSS, *Thoughts on Machiavelli* (Glencoe, The Free Press, 1958), 348 p. in-8°.

possède une dimension temporelle. S'il convient, pour comprendre Machiavel, d'abandonner notre position et de repérer la sienne, n'est-ce pas le signe qu'il y a un sens de la philosophie politique dans son histoire (sans qu'il soit nécessaire de conclure que l'œuvre nouvelle efface ou détériore nécessairement l'apport du passé) ; qu'on ne peut conduire sa réflexion qu'en suivant un certain ordre ? Mais si un tel sens nous est promis, du seul fait que nous ne saurions atteindre l'écrivain en personne sans faire apparaître le travail de ses devanciers, n'est-il pas paradoxal de se détourner des temps présents et de se refuser à y chercher quelque accès au passé ? La philosophie politique moderne ne peut-elle éclairer à son tour la pensée machiavélienne en nous montrant ce qu'elle devient dans l'esprit des hommes ? La tâche n'est-elle pas d'aller et venir dans le temps, de multiplier les stations et les perspectives et de déterminer le sens de l'œuvre visée à partir de son avenir et de son passé ? Non seulement, Strauss ne s'engage pas dans cette voie, mais son appel à rejoindre le présent de Machiavel est équivoque. Quelle peut en être en effet la portée réelle si, comme il le soutient, les penseurs de l'Antiquité, notamment Platon et Xénophon, avaient déjà aperçu le chemin tracé par l'écrivain florentin et s'en étaient délibérément détournés ; s'ils avaient mis dans la bouche de certains de leurs personnages un enseignement tout proche du sien ; si Machiavel n'a pas fait surgir de nouveaux horizons, mais bien plutôt rétréci et appauvri un univers spirituel déjà existant ?

La proposition straussienne que la pensée moderne n'a que l'apparence de la nouveauté cache cette autre que la vérité s'est entièrement dévoilée au philosophe grec. Machiavel, quoi qu'il écrive, ne saurait donc que confirmer l'enseignement classique et lui apporter une preuve ou une contre-preuve. Son siège est fait, dès le livre ouvert. La liberté donnée au critique d'entendre l'écrivain, sans préjugé, s'avère privée de contenu. L'historicisme balayé pour faire droit à la présence de l'œuvre, cette présence est effacée pour faire droit aux certitudes de la pensée classique. Pourtant Leo Strauss n'indique-t-il pas lui-même la limite de cette interprétation ? Il va, certes, jusqu'à soutenir que la pensée machiavélienne figure le terme d'une des alternatives fondamentales à laquelle est exposée toute réflexion sur la politique (suggérant ainsi qu'en chaque société, la diversité des options se laisse réduire à un petit nombre de choix, et celui-ci laisse apercevoir le parti rationnel de l'esprit classique), mais il offre toutefois une représentation de notre écrivain dont on ne peut négliger la dimension historique. Si celui-ci diffère du philosophe de l'Antiquité, c'est non pas qu'il ne fut pas un esprit classique (il l'était au contraire au plus haut degré comme l'atteste son sens de la *prudence*), mais bien plutôt qu'il fut mis dans la nécessité de combattre l'enseignement chrétien. Le discours classique ne pouvait en effet conserver sa forme après avoir été redécouvert dans la critique du discours biblique. Il n'était plus possible d'user comme Socrate de moyens pacifiques, de faire la critique des contradictions engendrées par l'opinion commune

pour amener les hommes à reconnaître au-delà des apparences une raison immanente à la nature, à partir du moment où les hommes s'étaient persuadés que la nature était elle-même apparence et la vérité la propriété d'un dieu caché. Quand Machiavel écrit, l'erreur a changé de lieu. Il faut maintenant revaloriser le sensible et dénoncer l'illusion de la transcendance ; contraindre les hommes à regarder les reflets qui jouent sur les murs de la caverne et les détourner de la contemplation d'un soleil si aveuglant qu'il leur fait perdre la notion de leur propre position ; bref, enseigner que la vérité n'est pas la vérité, ni le bien le bien. Enseignement dont le principe n'est pas étranger à la pensée classique, mais dont l'application ne peut que devenir scandaleuse et en détruire la substance. De fait, mis dans la nécessité de refuser l'ascèse mystificatrice du christianisme, Machiavel réduit la nature humaine aux dimensions de la caverne. Alors que Platon habitait ses interlocuteurs, avec mille précautions, à reconnaître la nécessité des passions humaines, après les avoir mises à leur place dans une hiérarchie des êtres dont la loi était le secret de la conscience philosophique, Machiavel ne peut qu'attirer brutalement l'attention sur la réalité empirique, l'ordre que traduit la lutte de tous contre tous, donc séduire le vulgaire et abolir la distinction du philosophe et du non-philosophe.

Qu'il en soit ainsi signifie bien que la problématique de la pensée politique n'est pas dissociable d'un développement historique. Si la pensée classique se transforme en pensée machiavélienne sous l'effet d'exigences nouvelles créées par le christianisme (et Strauss ne convient-il pas que l'écrivain florentin est plus proche en définitive de Socrate que de Thrasymaque ou Calliclès auxquels il l'avait d'abord comparé), comment en effet refuser à la théorie une historicité ?

Pourtant les trop brèves indications que donne Strauss dans les toutes dernières pages de son ouvrage laissent entendre que le cours suivi par l'histoire n'infirme en rien la validité de la philosophie antique. L'humanité moderne ne fait qu'errer en dehors de la vérité. Le développement sans frein de la technique, l'accroissement de la population et le mélange des peuples qui ont définitivement ruiné les cadres de la cité ont donné au *demos* une puissance telle que toute restauration d'une hiérarchie selon la nature s'en trouve interdite. Dans de telles conditions s'est perdu l'espoir que la philosophie, servie par un hasard heureux, puisse inspirer un régime qui maintiendrait chacun à sa juste place sous l'égide d'un gouvernement sage. Mais cette conclusion, qui ne jugerait, à la prendre à la lettre, qu'elle introduit une distance entre la conscience philosophique et la réalité empirique à laquelle les classiques n'auraient jamais consenti ? Car si le philosophe s'élevait au-dessus de la cité, s'il niait qu'elle pût instituer d'elle-même une harmonie, s'il estimait nécessaire la contrainte pour convertir les individus en citoyens, du moins imaginait-il que son intervention pouvait conduire un tyran raisonnable à donner la formule du bon gouvernement ou que ses modèles pouvaient exercer une influence régulatrice sur la conduite des maîtres. La pensée du bien avait un champ

d'application, dont se trouve en revanche radicalement privée la théorie politique classique dans les temps présents.

Sans doute observera-t-on que la philosophie de Strauss demeure en arrière-plan dans son ouvrage sur Machiavel. L'auteur nous invite à l'accompagner dans sa lecture de l'œuvre et c'est, apparemment, sur son interprétation des textes qu'il faut mesurer sa sagacité : interprétation conduite avec une rigueur et une virtuosité dont le lecteur, persuadé ou non par la démonstration, ne manquera pas de s'émerveiller et qui tranche avec éclat sur la plupart des tentatives antérieures, pressées d'établir une thèse et de réduire, par le rapprochement plus ou moins fondé de propositions plus ou moins nombreuses, la pensée de l'écrivain à quelques idées ou à leur contradiction. Mais ce ne serait pas rendre justice à un critique aussi averti d'imaginer que son interprétation n'est pas commandée par une méthode et celle-ci inspirée par une conception de la vérité et du rapport de l'homme à l'homme tel qu'il s'institue dans la communication de la vérité. Ainsi la lecture de Machiavel par Strauss n'est-elle pas seulement une perception attentive des textes ; elle exige, selon lui, un apprentissage, à défaut duquel le lecteur risquerait de se laisser berner par l'écrivain ou de projeter arbitrairement sur l'œuvre l'ordre de ses pensées au lieu de se laisser guider par son intention. Qu'est-ce donc qu'apprendre à lire ? C'est s'initier à un déchiffrement. C'est reconstituer par une critique du discours la pensée qui s'est servie de ce discours pour communiquer la vérité. Lire est un art difficile, comme écrire, parce que l'approche du langage est celle d'un instrument dont la fonction est tout à la fois de dissimuler et de révéler. Le grand écrivain est celui qui, conscient de cette fonction, est passé maître dans l'art de dissimuler pour révéler. Le grand lecteur est celui qui déjoue les pièges du discours en y reconnaissant autant de repères destinés à circonscrire le champ de la vérité. Leo Strauss quand il nous appelle à bien lire l'œuvre nous convie donc à rechercher la trace de l'intention de l'écrivain par une interprétation des erreurs apparentes, des contradictions, des digressions, des silences et de tout ce qui dans le texte est perçu comme insolite. Et certes une telle méthode est-elle, selon lui, suggérée par la seule lecture des ouvrages de Machiavel qui ne cessent de déconcerter le critique au point qu'il lui faut ou renoncer à les viser comme un tout intelligible ou supposer qu'ils ont pour but explicite de déconcerter. Mais cette méthode n'est pas, pour autant, induite de la lecture ; elle y trouve bien plutôt sa vérification. Il n'est pas douteux que Leo Strauss écrit lui-même conformément à la stratégie qu'il prête à Machiavel.

Qu'on juge plutôt, sur l'Introduction, de la prudence avec laquelle Strauss invite à reconnaître dans Machiavel le plus grand écrivain politique moderne. Il commence par affirmer que celui-ci fut un « *teacher of evil* » et se déclare enclin à adopter, à son égard, « *the old fashioned and simple opinion* » (p. 9). Il procède ainsi comme procède, à le croire, l'au-

teur des *Discorsi* qui loue par ruse la tradition avant de l'attaquer. Et de même que son modèle, il commet un *blunder* pour avertir les plus judicieux de ses lecteurs de son intention. En mettant sur un même plan, quand il énumère les maximes qui témoignent de l'immoralité de Machiavel, un jugement de réalité et des jugements de valeur (à côté de propositions comme celle que les princes doivent exterminer les familles régnantes pour jouir en sécurité de leur conquête, cette proposition d'un autre caractère que les hommes oublient plus vite le meurtre de leur père que la perte de leur patrimoine), il laisse entendre que les impératifs politiques les plus scandaleux sont liés à une certaine manière d'observer les faits. Il tempère ensuite sa critique de l'enseignement de Machiavel, qu'il vient de dénoncer comme diabolique, en faisant remarquer que le démon est un ange déchu (p. 13). Il s'amuse avec le lecteur jusqu'à dire que la vérité de l'opinion commune sur notre écrivain tient à ce que la violence de sa condamnation permet d'apercevoir ce qu'il y a en lui de vraiment admirable. Après avoir cité Thomas Paine et béni la liberté américaine, il émet l'hypothèse que l'extermination des Indiens, plus que la Déclaration d'Indépendance, serait à l'origine de la fondation des États-Unis. Enfin, après avoir déclaré emphatiquement que l'américanisme est l'opposé du machiavélisme [*machiavellianism*], il accorde qu'on peut considérer Machiavel comme l'interprète classique de l'un des deux termes de la pensée politique, suggérant, d'une part, que derrière l'américanisme se dissimule une politique traditionnelle — qu'il ne définit pas — et, de l'autre, que l'écrivain florentin avait compris quel était son sens. Comme le Machiavel qu'il reconstitue, il s'abstient volontairement d'aller jusqu'au terme de sa démonstration et laisse le lecteur faire la moitié du chemin. Après avoir écrit prudemment : « We may seem to have assumed that Machiavelli is the classic exponent of one of the two fundamental alternatives of political thought », il ajoute laconiquement : « We did assume that there are fundamental alternatives, alternatives which are permanent or coeval with man », comme s'il était dangereux de dévoiler sa pensée entièrement.

Le caractère étrange de l'Introduction s'éclaire par la suite, non pas tant par des explications qui demeurent toujours incomplètes que par une certaine manière d'utiliser l'œuvre machiavélienne. En bref, il semble que Strauss traite Machiavel comme il juge que Machiavel traite César. Il le condamne d'abord mais fait entendre ensuite que la corruption du temps, c'est-à-dire le triomphe du christianisme, donne la clé de sa conduite. Encore cette analogie demeure-t-elle d'une portée limitée ; on appréciera mieux les critiques de Strauss quand on aura remarqué qu'il traite Machiavel comme celui-ci, selon son interprétation, traite Tite-Live. Machiavel est vraisemblablement, à bien des égards, un porte-parole de Strauss. A travers lui, et sans épouser pour autant ses principes, il attaque l'idéologie politique américaine présente, le puritanisme qui peut conduire à une oppression spirituelle redoutable et

le mythe de la démocratie et du progrès. !Attaque habile et à double sens puisque tantôt la critique machiavélienne de la religion est tacitement adoptée et tantôt l'enseignement de l'écrivain est condamné pour avoir frayé la voie à la modernité. Le procédé de Strauss est particulièrement sensible dans un des rares passages où il dénonce explicitement le jugement de Machiavel sur la religion. Au *texte*, il lui reproche de ne pas avoir su distinguer dans la Bible le centre et la périphérie (p. 197) ; en *note* il établit que cette distinction n'est pas évidente, puisqu'elle n'est praticable que par une critique à la fois philologique et psychologique, et fait appel à l'autorité de Nietzsche pour réhabiliter le vrai christianisme. Au lecteur de reconstituer la thèse derrière les dénégations apparentes. D'une manière générale, les notes rassemblées à la fin de l'ouvrage composent discrètement un commentaire du texte souvent plus éloquent que celui-ci. Les notes sont destinées aux hommes sages, qui prennent le temps de lire, ne craignent pas de se reporter simultanément à Machiavel, à Tite-Live et à Xénophon, et ne se pressent pas de formuler une opinion à partir de quelques propositions particulières. Sans doute objectera-t-on qu'à écouter Strauss lui-même, les conditions de l'écriture ont changé depuis l'époque où un penseur tel que Machiavel s'attaquait à l'Eglise : la Révolution française, nous dit-il, a créé une situation nouvelle pour la pensée politique, si nouvelle que nos contemporains ne savent plus comprendre leurs devanciers (p. 231), mais cette transformation ne constitue pas un élargissement de la connaissance, elle engendre plutôt une naïveté dont n'est pas dupe un écrivain avisé. Celui-ci sait que la recherche de la vérité expose encore à de grands périls et qu'on ne pardonne pas, aujourd'hui plus qu'hier, à qui détruit les mythes de la société. Au moins en un passage Strauss rappelle que les problèmes auxquels l'écrivain doit faire face n'ont pas changé et attire l'attention sur sa situation. Après avoir indiqué que sous le règne des empereurs romains un républicain ne pouvait faire mieux que de louer le meurtrier de César, il écrit :

Ce qui est vrai de la situation sous les empereurs romains est également vrai de toute autre situation : à toutes les époques, il existe un pouvoir dominant, un pouvoir victorieux qui aveugle la plupart des écrivains et qui limite la liberté de ce petit nombre d'écrivains qui ne désirent pas devenir des martyrs. La limitation de la liberté de discussion pousse les écrivains dont l'esprit ne succombe pas sous le charme ou sous la menace de l'autorité à présenter leur pensée obliquement [*in an oblique way*]. Il est trop dangereux d'attaquer ouvertement ou de front les opinions établies (p. 33).

Déjouer la censure du pouvoir ou de l'opinion publique impose un certain mode de communication qui implique, aux yeux de Strauss, une conception déterminée de la vérité.

Déconcerter le lecteur, c'est en effet le contraindre à s'élever au-dessus des apparences, à renoncer aux images contenues dans telle ou telle proposition particulière, c'est, en l'initiant à la prudence, lui faire échanger ses certitudes contre une maîtrise progressive du langage, le détacher

simultanément de la masse de ceux qui lisent, et lui révéler au terme de cette ascèse que le rapport caché entre les idées est le seul objet digne de retenir son attention. Cet exercice n'est donc rien de moins qu'une illustration de la démarche philosophique. Les ruses de l'écrivain sont commandées par une idée de l'être, des conditions dialectiques de son dévoilement, et de la conscience noble capable d'en trouver l'accès. Si Machiavel, comme le dit Strauss, est un écrivain classique, si son œuvre, mieux que toute autre, peut-être, est conforme à l'essence du langage qui est de dissimuler pour révéler, sa forme doit donc déterminer son contenu.

Du moins, le devrait-elle. Strauss démontre toutefois que dans le discours machiavélien la forme est classique et le contenu révolutionnaire. Or cette discordance, nous semble-t-il, traduit une difficulté, au reste sensible tout au long de ses analyses. Celle-ci ne tient pas au fait que d'une part Machiavel soit désigné, face à l'idéologie chrétienne, comme le représentant de l'esprit classique et de l'autre comme l'artisan d'une rupture radicale avec la tradition socratique, car, objecterait-on, un tel paradoxe peut bien constituer la pensée machiavélienne elle-même. La difficulté surgit et s'avère insurmontable quand nous apercevons que l'image que Strauss compose de l'esprit classique et l'idée qu'il se fait du discours classique rendent inintelligible l'avènement en leur sein d'une pensée révolutionnaire.

Mais sans doute cette difficulté peut-elle être repérée d'un autre point de vue. Selon Strauss, l'écrivain Machiavel est maître absolu de sa pensée : il gouverne le lecteur librement, il vise ses fins en toute lucidité, il invente des artifices destinés à décourager le naïf, à mystifier l'adversaire dangereux et à conduire l'homme de réflexion à la vérité ; son écriture est sans bavure, et sa théorie sans défaut, bref, il est en tant qu'écrivain le *souverain* (Strauss ne dit-il pas que le prince n'est autre que Machiavel lui-même). S'il en est ainsi, comment entendre que ce souverain se trompe. Comment peut-il se laisser abuser par la découverte d'horizons qui, en réalité, réduisent le champ du regard au lieu d'en étendre la portée ? Si la communication de Strauss et de Machiavel est celle de deux consciences qui peuvent coïncider, comme coïncident d'autre part Strauss et Platon ou Xénophon, comment admettre que leur participation de droit à la raison se dégrade pour laisser soudain Machiavel choir au rang des hommes aveuglés par la passion ?

Cette critique, en reconnaîtrait-on la validité, ne dispenserait certes pas de rechercher si, dans la pratique, l'analyse de la forme du discours machiavélien, proposée par Strauss est fondée ou non dans son détail ; elle ferait seulement peser un doute sur le parti d'en tirer systématiquement une interprétation de l'œuvre. Le lecteur, alerté par les difficultés de la méthode, doit se demander à chaque fois si les erreurs de Machiavel sont bien des erreurs intentionnelles (des *blunders*), si telle ou telle digression conduit au plus secret de l'œuvre, si les changements de valeur

de certains termes jalonnent une révélation de la vérité, si les silences sont plus significatifs que la parole. Peut-être jugera-t-il alors qu'il faut faire un tri entre les éléments symboliques énumérés par Strauss et reconnaître à certains une fonction différente de celle qu'il définit.

Bornons-nous, pour notre part, à deux remarques, faute de pouvoir rapporter dans le détail une interprétation dont l'ingéniosité et la minutie appelleraient un commentaire trop étendu.

En premier lieu, la thèse selon laquelle Machiavel se serait servi du texte de Tite-Live pour inviter le lecteur à y reconnaître certaines pensées dissimulées dans son propre discours s'avère décevante dans ses résultats. Ce que Machiavel omet dans les passages évoqués ou reproduits par lui — et sur quoi Strauss attire notre attention — peut bien contenir une critique de la religion, il demeure que l'écrivain la formule explicitement ailleurs avec toute la clarté souhaitable. Tout se passe donc comme si Leo Strauss se plaisait à enfouir les idées de Machiavel dans certains textes où elles ne sont pas à leur place pour les en faire surgir par d'habiles artifices, alors qu'elles sont en d'autres endroits aisément reconnaissables. Que l'on considère par exemple, à sa suite, quelques chapitres du livre III des *Discorsi*. Le chapitre XLII décrit un subterfuge dont usa un consul romain, passé sous les fourches caudines, pour libérer Rome de ses engagements. Machiavel omet plusieurs points du récit de Tite-Live : que les serments doivent être observés, que le consul employa un artifice religieux, que le chef samnite dénonça la mystification de la religion romaine, que l'historien parle lui-même d'un manque de foi. Strauss suppose que Machiavel révèle indirectement la fraude de la religion. Le chapitre XII rapporte un discours prononcé par un chef de l'armée volsque et en censure cette phrase essentielle : « Croyez-vous que quelque dieu vous protège ? » tout en laissant croire que Tite-Live en approuve les termes. Il semble que Machiavel fasse de ce Messius un porte-parole de Tite-Live et de ce dernier son propre porte-parole, en engageant le lecteur à découvrir dans la phrase supprimée l'expression de sa pensée. Le chapitre XXXIII met en scène successivement un patricien, s'indignant devant le peuple du peu de cas que les tribuns font de la religion, et deux patriciens, dont l'un assure l'autre qu'il ne doit s'en remettre qu'à son courage et à ses armes. Ainsi se trouve suggéré que la religion, si elle a une fonction pour la plèbe, n'engendre pas d'illusion dans la classe dominante. Or si subtiles que soient ces analyses, elles ne nous apprennent rien que nous ne puissions découvrir par la simple lecture du texte machiavélien. Le chapitre XII du livre I, notamment, établit sans équivoque que la religion est *instrumentum regni*, que sa vertu réside dans les cérémonies qui inspirent aux hommes la crainte de rompre leur serment, que les maîtres du pouvoir doivent l'utiliser alors même qu'ils en reconnaissent la fausseté et apprendre à la fois à la respecter et à la tourner.

En second lieu la tentative de Strauss pour présenter comme des erreurs intentionnelles certaines propositions auxquelles la suite du

texte apporte un démenti est rarement convaincante. Par exemple, observe-t-on une contradiction entre les chapitres xxviii et xxxv du premier livre, puisque l'un affirme qu'aucun citoyen ne chercha à menacer la liberté de Rome depuis l'expulsion des rois jusqu'à l'avènement de Sylla et de Marius, tandis que l'autre fait le récit de la tyrannie des décemvirs, Strauss en conclut que la louange de Rome est d'abord délibérément exagérée afin de préparer le lecteur à accueillir sans indignation la critique ultérieure. Mais, ce faisant, il néglige les premiers chapitres des *Discorsi*, dans lesquels l'analyse des causes de la grandeur romaine ne dissimulait nullement le fait permanent de la lutte des classes, le péril constitué par l'ambition des nobles et l'envie du peuple. Dès cette introduction, le lecteur est mis en mesure de comprendre l'intention de l'écrivain et l'on ne saurait donc dire qu'elle lui est peu à peu dévoilée. Ce qui en effet motive la réflexion sur Rome, nous fait entendre Machiavel, c'est qu'on peut lire dans son histoire les traits de l'histoire universelle, c'est que la société romaine était semblable à toute autre société, animée des mêmes passions, conduite aux mêmes conflits et que les conditions qui étaient à l'origine de son succès étaient aussi à chaque moment susceptibles de provoquer sa dégénérescence. D'autre part, quand Strauss soutient que la condamnation de César dans le chapitre x du premier livre n'est qu'une ruse pour gagner les sentiments du lecteur et le préparer à reconnaître que la corruption romaine fut seule responsable de la chute de la République, il oublie qu'en aucun endroit des *Discours* l'écrivain ne revient sur son jugement à l'égard de César et qu'il le désigne encore au livre III comme l'un des princes qui ont asservi leur patrie. Enfin quand nous sommes invités à saisir sur l'exemple des rapports de Florence et de Pistoie la duplicité de Machiavel, qui, dans un premier mouvement, laisse croire qu'une politique de fraternité et de libéralité est rentable pour mieux faire entendre ensuite que sous son couvert se pratique l'art d'entretenir des divisions pour rendre un arbitrage indispensable, nous devons encore convenir que le texte est abusivement sollicité : dès sa première référence à la politique de Florence envers Pistoie, Machiavel use d'un terme qui évoque la domestication d'un animal : fraternisation et domestication s'avèrent comme les deux faces d'une même entreprise.

Bien que ces quelques exemples ne puissent fonder une critique sérieuse de Strauss, ils autorisent à formuler une question qui mène au cœur de son interprétation. Si les contradictions, effectivement sensibles dans l'œuvre, n'ont pas la fonction symbolique que leur prête le critique, on peut à bon droit douter que la pensée machiavélique nous achemine *délibérément* vers une thèse déterminée sur la politique. Strauss veut la désigner quand il écrit (p. 132) :

Machiavel ne peut amener ses lecteurs à découvrir par eux-mêmes les principes vils mais vrais qu'il lui est seulement possible d'insinuer qu'en faisant appel en

différentes occasions à différents principes, lesquels sont tous respectables ou tous susceptibles d'être défendus publiquement, mais qui se contredisent l'un l'autre : la contradiction peut conduire quelques lecteurs à voir les vrais principes dans leur nudité. Ainsi il tempère son attaque contre l'Église romaine en faisant appel au christianisme originel. Il modère son attaque contre la religion biblique en louant la religion en général. Il tempère son attaque contre la religion en louant l'humanité et la bonté, son analyse des conditions viles et inhumaines dans lesquelles s'exercent la bonté et les qualités d'humanité en blâmant la tyrannie et en bénissant la liberté, la prudence constante et la générosité d'un Sénat. Il amortit le choc de son analyse sans merci de la vertu républicaine, dans son expression la plus haute, en rendant hommage à la bonté et à la pitié du peuple et en reconnaissant la justice de ses exigences. Il amortit le choc de son analyse sans merci des défauts du peuple en faisant appel à un patriotisme qui légitime la politique du fer et du poison suivie par un très féroce lion et un très astucieux renard ou qui justifie le type de gouvernement connu traditionnellement comme la tyrannie.

Le mouvement admirablement décrit par Strauss qui conduit des principes de la moralité aux principes vils de la réalité politique, de la louange du régime républicain à la justification de la tyrannie constituée-t-il bien toute la démarche machiavélienne? Ou ne faut-il pas convenir qu'il s'inverse constamment. De même que s'inverse celui qui, selon Strauss (p. 223), substitue dans l'œuvre la Fortune à Dieu, à la Fortune les accidents et à ces derniers la chance, comprise comme une nécessité non téléologique, intelligible à l'homme. Sans retourner, sans doute, jusqu'à Dieu (encore qu'on puisse douter de son athéisme, pris dans l'acception moderne du terme) Machiavel oscille entre deux représentations, nous semble-t-il, dont l'une réduirait la société à un champ de force offert à la technique d'une conscience souveraine et l'autre déposerait l'homme de tout pouvoir d'intervention, en rendant à la contingence des situations et des caractères le champ entier de l'histoire. Sans jamais revenir sur sa critique jusqu'à fonder dans un être de la société le bon régime, l'écrivain n'efface pas toute distinction entre les divers types de pouvoir et ne renonce pas à déterminer les conditions de réalisation du meilleur type.

Comme le montre fort justement Strauss lui-même, Machiavel, en refusant l'idée d'une hiérarchie naturelle situe tous les hommes sur un même plan et tend à classer les sociétés selon leur capacité de satisfaire les besoins du *démos*. Ce critère permet à la fois de donner un statut privilégié au régime républicain et, dans la mesure où l'équilibre qui s'y établit entre l'intérêt des grands et celui du peuple demeure toujours précaire, de revaloriser la bonne tyrannie aux dépens d'une république défectueuse. Mais l'idée que tyrannie et république ne diffèrent pas par nature, que l'oppression est consubstantielle à la vie politique, ne l'amène pas, comme Strauss le pense, à définir une fois pour toutes, le *bien commun* dans un sens strictement amoral. Quand Machiavel loue l'ordre politique [*il vivere politico*], l'ordre civil [*il vivere civile*], qu'il oppose à la licence et au despotisme [*la potestà assoluta*], il ne désigne pas seulement un régime stable, un pouvoir en sécurité, il évoque une société qui fait droit à des exigences universelles — société dans laquelle

la violence se rationalise, les passions se règlent et les conflits provoquent une création continue des institutions.

A l'opposé, Machiavel est sans doute conduit plus loin que là où Strauss nous incite à le rejoindre. A observer le jeu des forces qui s'inscrit en chaque situation, il tend non seulement à justifier le tyran, mais à raisonner du point de vue d'un acteur, auquel la maîtrise de sa conduite donnerait la mesure entière du réalisme politique. A la limite, cette pensée le détournerait de toute considération sociologique sur la nature de l'État et des classes en conflit. Le mouvement qui, dans les deux sens, porte d'un extrême à l'autre, de la considération de l'État et du meilleur régime à celle d'un agent abstrait et de l'action rationnelle, dans une indifférence entière à la valeur de ses mobiles et de ses fins, atteste à nos yeux une incertitude fondamentale qui hante la pensée machiavélienne.

Strauss qui met admirablement en lumière l'ambivalence des concepts de Machiavel s'interdit cependant d'apprécier cette incertitude. C'est qu'à ses yeux la vérité de la politique existe et que rien ne peut être découvert que les Grecs n'aient découvert. Dans cette perspective, Machiavel ne peut que se tromper et son erreur appelle une définition aussi rigoureuse que celle de la vérité. Il a fondé le rationalisme moderne qui, pour avoir séparé l'exercice de la connaissance de la réflexion sur ses fins, erre privé de l'idée de la vérité et de celle du bien ; les *modi ed ordini nuovi* qu'il propose, sont les premières institutions de l'ère des lumières qui annoncent un progrès indéfini et n'instaurent que la répétition de l'opération technique. Le hardi navigateur a donc fait naufrage et il ne reste qu'à méditer sur la raison de son aventure... Que Machiavel ait affronté un problème — celui de repérer l'avènement d'une vérité au niveau de la réalité empirique —, que son œuvre demeure présente en vertu d'une interrogation qui a multiplié les images de la politique sans permettre de s'arrêter sur aucune, qu'elle lègue à la postérité une tâche plutôt qu'une thèse, Leo Strauss ne saurait le reconnaître, attaché qu'il est aux principes de l'idéalisme classique et convaincu par eux de la vanité de ce problème et de la perversion de cette entreprise.

CLAUDE LEFORT

Le récent petit livre du professeur Schelsky, pénétrant et dense, tient plus que le titre ne promet *. Il traite de la situation actuelle de la sociologie allemande mais aussi, implicitement au moins, de la situation de la sociologie dans l'ensemble du monde occidental.

Désireux d'exposer et d'interpréter ce qui a été fait, dans le domaine de la sociologie, en République fédérale depuis quinze ans, Schelsky doit évidemment préciser les rapports entre la sociologie d'avant 1933 et celle d'après 1945, non sans présenter quelques considérations sur la sociologie sous le III^e Reich. Aussi peut-on considérer les propositions suivantes comme centrales : la sociologie d'avant 1933, essentiellement idéologique, était déjà à bout de souffle au moment où elle a été réduite au silence par l'avènement de Hitler ; la sociologie d'après 1933 se caractérise par son caractère non idéologique, qui répond d'ailleurs au caractère post-idéologique de l'époque que nous vivons. Enfin la sociologie, quoi qu'on en dise aujourd'hui, n'a pas été « um 1933 brutal zum völligen Stillstand gebracht » (formule de R. König, citée p. 36 et discutée par S.). S'il est vrai que la sociologie disparut pour ainsi dire en tant que discipline indépendante, questions, recherches et analyses sociologiques émigrèrent vers d'autres sciences sociales (ethnographie ou ethnologie, histoire de l'économie ou du droit, histoire sociale, géographie humaine, etc.) où elles subsistèrent masquées et qu'elles enrichirent.

Je suis hors d'état d'apprécier la valeur de la « sociologie masquée » de 1933-1945, mais il vaut la peine de considérer de plus près l'épuisement de la sociologie idéologique et le caractère de la sociologie allemande (ou européenne) dans la phase post-idéologique.

Die Thematik unserer Soziologie war zu dieser Zeit selbst am Ende ; die Melodien waren durchgespielt, die Fronten im Erstarren, und die Wissenschaft hatte kaum noch neue Entwicklungskräfte in sich selbst ; in dieser Lage entsprach sie übrigens eben der deutschen sozialen und politischen Situation, die den Nationalsozialismus zum Zuge kommen ließ [...] (p. 37).

Pour preuve de ce diagnostic, S. indique que les sociologues allemands qui furent condamnés à l'émigration, comme K. Mannheim, poursuivirent leurs travaux mais dans un style et sur des thèmes tout autres.

J'avoue que ce jugement, qui comporte certainement une part de vérité, me donne un sentiment de malaise. Il explique la sociologie par la société de manière à ce point rigoureuse qu'il suggère l'inévitabilité de la fin de la sociologie allemande d'avant 1933, comme il suggère l'inévitabilité de la prise de pouvoir par Hitler. Que ces deux événements

* Helmut SCHELSKY, *Ortsbestimmung der deutschen Soziologie* (Düsseldorf-Köln, Eugen Diederichs Verlag, 1959), 152 p. in-12.

SOCIOLOGIE ALLEMANDE SANS IDÉOLOGIE ?

aient été réels, sans doute, mais est-il besoin de rappeler, après Max Weber, que le passé qui fut pour d'autres hommes l'avenir n'a pas été plus fatal que ne l'est aujourd'hui notre avenir?

Il me paraît exact que la discussion idéologique, dans la sociologie allemande, s'épuisait d'elle-même. Karl Mannheim représentait un certain aboutissement non parce qu'il disait le dernier mot, mais parce qu'il démontrait l'impossibilité qu'il y eût jamais un dernier mot. Dans la conception totale de l'idéologie, le sociologue n'était finalement pas moins idéologue que les idéologues (en dépit des prétentions élevées par K. Mannheim au nom de la *freischwebende Intelligenz*). Dès lors, à quoi bon discuter si chacun se renfermait dans la particularité de sa vision métaphysique ou de ses préférences politiques?

Mais la sociologie allemande d'avant 1933 était-elle tout entière définie par le débat sur l'idéologie? Était-elle inséparable des idéologies politico-sociales et de leurs conflits? S. lui-même nous rappelle qu'il existe, dans la sociologie allemande, une tradition de sociographie, de recherches empiriques (p. 59) à laquelle l'actuelle sociologie empirique serait en droit de se rattacher. Il y a plus : les questions que se posaient les sociologues d'avant 1933 ne se séparaient pas de la conjoncture nationale et l'obsession idéologique dans la sociologie reflétait l'obsession politique dans la société. Mais les sociologues, quelles que fussent leurs prises de position, ne se bornaient pas à répandre et illustrer une idéologie, ils prolongeaient la recherche épistémologique et philosophique d'un Max Weber en vue d'atteindre à l'objectivité en marge des idéologies ou pour dégager les caractères communs à toutes les sociétés modernes ou le caractère spécifique de tel type de société moderne. Du même coup une certaine continuité se trouve rétablie entre la sociologie d'avant 1933 et celle d'après 1945.

Il est vrai que

die Gesinnungssoziologie hatte ihre Quellen in der sozialen Wirklichkeit verloren, sie ist vom sozialen und politischen Geschehen und den Lebenserfahrungen der Soziologen in ihnen ent wurzelt worden (p. 42).

Il est vrai encore que

was uns fehlt, ist der Glaube an eine Vorbildlichkeit und universale Bedeutung der sozialen Gestaltung, der sozialen Besinnungen und Entscheidungen, die heute in Deutschland und in Europa durch uns getroffen werden [...] Wir sind *au fond* problemlos oder haben wenigstens unsere eigene Gegenwart noch nicht in der Weise geistig bewältigt, daß die entscheidenden Fragen unausweichlich vor uns stehen (p. 47).

Et enfin je souscris à ce diagnostic sur la sociologie d'après 1945 :

Der Aufschwung der empirischen Soziologie nach 1945 in Westdeutschland bezieht seine Geltung vor allem aus einem antiideologischen Realitäts- und Orientierungsbedürfnis (pp. 55-56),

besoin commun aux sociologues et au public allemand lui-même. Mais de la même façon que S. accepte passivement, me semble-t-il, le caractère idéologique de la sociologie d'avant 1933, n'accepte-t-il pas trop aisément

ment le caractère non idéologique de la sociologie d'après 1945? Ne manque-t-il pas une analyse plus poussée de cette absence d'idéologie, de ce vide idéologique? On voudrait savoir si, d'après S., il est normal que la sociologie soit ou bien idéologique ou bien non idéologique selon la conjoncture historique, s'il regrette ou approuve l'absence d'idéologie, si, à ses yeux, les idéologies sont politiquement, scientifiquement souhaitables ou déplorables?

En fait, selon les pages, il semble que S. juge positivement ou négativement « la fin des idéologies ». Par exemple, à la page 48, nous lisons :

Die nachideologische Phase der deutschen Soziologie ist so bestenfalls eine Erschöpfungsphase ; sie versagt darin, die Problematik der eigenen sozialen Existenz derart in das wissenschaftliche Bewußtsein zu heben, daß allgemein vorbildliche soziale Lösungen als soziale Hoffnungen aufscheinen [...].

Mais des solutions sociales, universellement exemplaires, peuvent-elles apparaître comme des « espérances sociales »? La conscience scientifique ne montre-t-elle pas, tout au contraire, le caractère illusoire de telles solutions, au moins si elles sont précises et se donnent pour universellement valables? Qu'une jeune étudiante américaine à qui manquerait « die führende Leidenschaft » ou « die moralische Vision » mérite notre compassion, soit. Mais les millions d'hommes que les idéologues ont sacrifiés légèrement à leurs « passions » ou à leurs « visions » auraient mérité, eux aussi, quelque pitié.

Bien plus, à en croire S., la sociologie analytique apporterait une contribution non médiocre à la compréhension du monde moderne :

Die entscheidenden industriegesellschaftlichen Problematiken und Handlungsanforderungen etwa der industriellen Arbeit, des großstädtischen Lebens, des Konsums, der Erziehungs- und Ausbildungssituation, der Massenkommunikationsmittel usw. werden in so gegensätzlichen politischen Systemen wie dem der UdSSR einerseits, der USA oder Westdeutschlands andererseits immer ähnlicher ; daß sich diese soziale Konvergenz, wenn auch von sehr verschiedenen Ausgangspunkten her, ständig steigert, ist eine der zentralen analytischen Behauptungen der modernen Soziologie, die bisher nie zurückgenommen wurde (p. 135. Souligné par moi — R.A.).

S'il en est ainsi, la phase post-idéologique n'est pas un symptôme d'épuisement mais bien au contraire la marque d'un progrès de la conscience scientifique. Si des sociétés qui se réclament d'idéologies aussi opposées que l'Union soviétique et les États-Unis se ressemblent de plus en plus, comment regretter les « passions directrices » qui dressaient les uns contre les autres des partis qui se croyaient ennemis à mort et qui étaient frères? S'il reste place pour une vision morale, celle-ci doit se situer au-delà des traits communs à toutes les sociétés industrielles et porter sur le destin de l'homme, la liberté de la personne, quel que soit le régime social.

En d'autres termes, je reproche à S. de méconnaître la « critique des idéologies » que la sociologie scientifique a toujours comportée, que le point de départ fût l'extension (comme dans les années 20) ou le vide (comme dans les années 50) des idéologies. La sociologie d'hier n'était

pas *partisane*, pas plus que celle d'aujourd'hui n'est *neutre*. Hier la vraie sociologie se refusait à adhérer, purement et simplement, à l'une des idéologies politiques aux prises à l'intérieur de la nation (ce qui ne signifiait pas que le sociologue n'appartenait pas à l'un de ces partis). Aujourd'hui, la vraie sociologie ne souscrit, naïvement et totalement, à aucun des régimes dont chacun prétend incarner sur la scène du monde une idée, encore que le sociologue ne juge pas avec la même sévérité les différents régimes ou les différentes idées. Quand S. semble rapprocher le « dogme d'un idéalisme bourgeois » et le « dogme marxiste » (1), je me rebelle contre un rapprochement injustifiable. Je ne sais trop ce que S. appelle précisément idéalisme de haute bourgeoisie, mais, en tout état de cause, il ne s'agit pas d'une interprétation prétendument scientifique des régimes et de l'évolution historique. L'idéalisme de haute bourgeoisie prétend sauvegarder (à tort ou à raison) certaines valeurs, quelle que soit l'organisation de la société. Le dogme marxiste prétend connaître et juger à l'avance le destin des sociétés industrielles, comme si celui-ci devait nécessairement confirmer les prévisions marxistes. Il se peut que l'Occident ne dispose pas plus que l'Est d'une théorie sociologique qui rende compte des sociétés industrielles au milieu du vingtième siècle, mais le conservatisme moral ou philosophique de l'Occident n'a rien à voir avec la conservation, à titre d'idéologie officielle d'un État, d'une théorie sociologique, vieille de plus d'un siècle et réfutée par la science et par les événements sur plus d'un point.

Tout se passe comme si S. craignait d'approfondir les relations entre sociologie et idéologie, baptisant idéologique toute la sociologie des années 20 et non idéologique celle des années 50, sans apercevoir qu'en dépit de conjonctures tout autres, qu'il décrit exactement, la sociologie dans les deux cas doit, en analysant les faits, se distinguer d'idéologies qui, elles aussi, interprètent les mêmes faits (que les idéologies soient, depuis 1945, sur la scène internationale alors qu'elles étaient, avant 1933, sur la scène nationale, comporte des conséquences pratiquement considérables mais ne change pas le problème idéologique). Refusant d'approfondir cette relation entre sociologie et idéologie, S. commet à mon sens une double erreur : il affirme de manière dangereusement simplifiée la convergence de toutes les sociétés industrielles et, dans son schème du domaine sociologique, il omet un des secteurs les plus importants, l'étude comparative des espèces de sociétés modernes.

J'ai depuis des années rompu des lances en faveur du concept de société industrielle et je ne suis pas enclin à l'abandonner aujourd'hui. Mais il y a un usage dogmatique de ce concept que je réprouve comme j'en approuve l'usage critique ou interrogatif. Toutes les sociétés mo-

(1) « Wir werfen dem marxistischen Osten vor, daß er jede neue soziale Erscheinung und Entwicklung in das Prokustesbett des marxistischen Dogmas

preßt ; sind wir gerade in Westdeutschland so sicher, daß wir nicht auf gleiche Weise das Dogma eines hochbürgerlichen Idealismus zu konservieren trachten ? » (p. 136).

dernes sont engagées dans un processus irréversible et irrésistible d'industrialisation. Les traits communs du mode de production ne peuvent pas ne pas entraîner certaines similitudes dans les manières de vivre. Mais s'il serait inadmissible de nier les similitudes, seul un marxisme vulgaire autoriserait à décréter soit que les similitudes iront s'accroissant soit que les différences sont secondaires. Il se peut que ce en quoi la société occidentale diffère de la société soviétique importe beaucoup plus que ce en quoi elles se ressemblent. La sociologie analytique n'affirme certainement pas que la convergence des deux sociétés soit totale : parti unique contre partis multiples, orthodoxie d'État contre État neutre, les deux antithèses ne sont pas dévalorisées par la sociologie analytique et celle-ci n'annonce nullement qu'elles tendent à disparaître.

En tout cas, pour que la sociologie analytique affirme l'évolution convergente de toutes les sociétés industrielles, il faut évidemment qu'elle les compare. Or S. ne consacre pour ainsi dire aucune page à la comparaison des régimes économiques et politiques, d'un côté et de l'autre du rideau de fer. Il répondrait peut-être qu'il n'en dit rien parce qu'il n'en trouve pas trace dans la sociologie allemande d'après 1945. Mais il envisage bien d'autres recherches dont il regrette la négligence dans la littérature allemande d'aujourd'hui. Cette omission me paraît avoir une cause directe : elle mettrait la sociologie comparative en contact et compétition avec les idéologies des grandes puissances sinon des partis.

Ces réserves ne doivent pas suggérer au lecteur des divergences, multiples et essentielles, entre l'auteur et le critique. Disons brièvement, pour finir, que sur la plupart des points le critique se sent plus proche des positions prises par S. que des opinions auxquelles il s'oppose. A propos de la sociologie empirique et de son action prétendument « restauratrice » ou « conservatrice », S. montre, très justement, que l'étude empirique est, selon les cas et selon l'accueil qu'elle trouve, conservatrice ou oppositionnelle. Il ne dépend pas du sociologue que la société comporte ou non des virtualités révolutionnaires. De même, S. s'exprime avec pertinence sur les « relations au tout » que l'on reproche à la sociologie analytique d'ignorer. Il montre deux dimensions dans lesquelles un effort vers la totalité pourrait s'engager : l'interprétation globale d'une société ou d'une civilisation dont le livre de Max Lerner sur les États-Unis lui offre l'exemple, la théorie transcendente de la société qui aurait pour thème central l'autonomie de la personne humaine par rapport aux nécessités et mécanismes sociaux.

Sur trois paragraphes — celui qui traite de la sociologie entre économie et philosophie, celui qui considère les systèmes analytiques de la sociologie générale, enfin ceux qui, dans le dernier chapitre, étudient les diverses applications de la sociologie — j'aurais moins des objections à présenter que des regrets à formuler. L'omission que je notais, celle de l'analyse comparative des sociétés modernes, ne reste pas sans conséquences, qu'il s'agisse des rapports de la sociologie à l'économie ou à

la philosophie, de la théorie analytique de type Parsonien ou des applications de la sociologie. Il serait plus facile de corriger le « statisme » de la théorie parsonienne si l'on remontait de la sociologie empirique à la théorie abstraite par étapes comparatives. La transformation de l'expérience naïve de la société en expérience scientifique que S. observe comme tout à la fois un fait social et un résultat de la sociologie comporterait une dimension supplémentaire si cette expérience scientifique était mise en relation avec l'idéologie officielle de chaque régime.

Les sociétés modernes ressemblent de plus en plus à l'image qu'en donne la sociologie empirique, usant des concepts communs de *status* et de rôle. Mais la société du vingtième siècle ne sera jamais composée des *homines sociologici* pas plus que celle du dix-neuvième n'était composée des *homines æconomici*. Et seule la comparaison historique nous permet de saisir comment chaque société assimile, refoule, déforme ou transfigure l'image que la sociologie empirique lui présente d'elle-même.

RAYMOND ARON

ARCHIVES EUROPÉENNES DE SOCIOLOGIE

TOME I

1960

NUMÉRO 2

SOMMAIRE

REINHARD BENDIX

Social Stratification and the Political Community 181

A la recherche des classes perdues

RALF DAHRENDORF

Aspekte der Ungleichheit in der Gesellschaft..... 213

MICHEL CROZIER

Classes sans conscience ou préfiguration de la société sans classes..... 233

DAVID LOCKWOOD

The 'New Working Class'..... 248

RAYMOND ARON

Classe sociale, classe politique, classe dirigeante 260

NOTES CRITIQUES

Amerikanische Orthodoxie American Heretics Les étapes de la
croissance économique Observations sur la crise politique française
Max-Weber-Archiv

RÉDACTION

Raymond Aron — Thomas Bottomore — Michel Crozier

Ralf Dahrendorf — Éric de Dampierre

20, rue de la Baume, Paris 8^e.

THE Editors of the European Journal of Sociology have two purposes in mind. The first is to reaffirm and continue the European tradition of historical and comparative sociology, and to incorporate in it the more important contributions made by empirical studies, in social anthropology and social psychology as well as sociology. Since it is part of this tradition that the sociologist should be familiar with the principal European languages, we shall regularly publish articles in English, French and German and, from time to time, articles in other languages. The second purpose is to encourage comparative studies of the institutions of European societies, and of European institutions in other parts of the world where they have been established.

DIE Herausgeber verbinden mit dem Europäischen Archiv für Soziologie zwei Absichten. Die erste dieser Absichten liegt in der Bestätigung und Fortsetzung der europäischen Tradition einer historischen und vergleichenden Soziologie, erweitert um die wichtigen Ergebnisse empirischer Forschungen sowohl in der Ethnologie und Sozialpsychologie als auch in der Soziologie. Da es zu dieser Tradition gehört, daß der Soziologe die wesentlichen europäischen Sprachen kennt, werden wir regelmäßig Artikel in englischer, französischer und deutscher Sprache sowie gelegentlich auch Beiträge in anderen Sprachen veröffentlichen. Unsere zweite Absicht liegt in der Anregung vergleichender Studien der Institutionen europäischer Gesellschaften und des Wirkens europäischer Institutionen in anderen Teilen der Welt.

LA rédaction des Archives européennes de sociologie poursuit un double propos. Le premier est de réaffirmer, et d'illustrer s'il se peut, la tradition européenne qui garde à la sociologie ses dimensions historiques et comparatives. Le second est d'incorporer à cette tradition tout l'acquis de la recherche empirique, tant en sociologie qu'en ethnologie et en psychologie sociale. Plus particulièrement la rédaction se propose d'encourager l'étude comparée des institutions européennes, non seulement en Europe mais aussi dans les autres parties du monde où elles ont fait souche.

Cette tradition veut que le sociologue soit familiarisé avec les principales langues européennes. Aussi les Archives publieront-elles régulièrement en anglais, en français et en allemand.

Social Stratification and the Political Community

IN THE developing areas of the world new class-relations emerge, as one after another country adopts democratic institutions and initiates industrial growth. In the "developing areas" of Europe a comparable process took place since the French Revolution and during much of the nineteenth century. This essay seeks to enhance our understanding of the modern problem by a re-examination of the European experience with special reference to the relation of social stratification and the political community in the nation-state (1).

This re-examination has a theoretical purpose. The social and political changes of European societies provided the context in which the concepts of modern sociology were formulated. As we turn today to the developing areas of the non-Western world, we employ concepts that have a Western derivation. In so doing one can proceed in one of two ways : by formulating a new set of categories applying to all societies or by rethinking the categories familiar to us in view of the transformation and diversity of the Western experience itself. This study adopts the second alternative in the belief that the insights gained in the past should not be discarded lightly and that a reassessment of the Western expe-

(1) The two terms used in the title of this paper were chosen in preference to the more conventional terms "society" and "state", although the latter are used in the text as well. My reason is that "social stratification" emphasizes (as "society" does not) the division of individuals into social ranks which provide the basis of group-formation that is of interest here. The term is used in this very general sense with the understanding that individuals who differ from one another are united into

groups by a force that overrides the differences existing between them, as T. H. Marshall put it in his definition of "class". "Political community" in turn emphasizes the consensus between governors and governed within the framework of a polity while the term "state" puts the emphasis upon the administrative aspect of government, at any rate in English usage. Both aspects must be considered together, but I did not wish to emphasize the latter in the title.

rience may aid our understanding of the developing areas of the non-Western world.

The problem before us is the transformation of Western Europe from the estate-societies of the Middle Ages to the absolutist regimes of the eighteenth century and thence to the class-societies of plebiscitary democracy in the nation-states of the twentieth century. In the course of this transformation new class-relations emerged, the functions and powers of centralized national governments increased and all adult citizens acquired formal legal and (at a later time) political equality. Attempts to understand this transformation gave rise to social theories that were necessarily a part of the society they sought to comprehend. Though their scientific value is independent of this fact, our understanding is aided when we learn how men come to think as they do about the society in which they live. Such self-scrutiny can protect us against the unwitting adoption of changing intellectual fashions; it can alert us to the limitations inherent in any theoretical framework. Since the present essay deals with social stratification in relation to the political community, a critical assessment of some of the assumptions implicit in studies of this relationship constitutes a part of our inquiry.

A glance at the history of social thought since the Renaissance suggests that this relation has been viewed in terms of three perspectives: that society is an object of government, that politics and government are a product of society, and thirdly that society and government are partly interdependent and partly autonomous spheres of social life (2).

Inevitably, this division of social theories since the Renaissance is arbitrary. Each of the three orientations can be traced back much farther; and there are many linkages among these orientations which blur the distinctions between them. But it is also

(2) For easy identification it would be desirable to label these three approaches, but it is awkward to do so since every label has misleading connotations. "Society as an object of state-craft" may be considered a Machiavellian approach, but this perspective is also characteristic of the social-welfare state which is not "Machiavellian" in the conventional meaning of that term. Government considered as a "product of society" might be called the sociological perspective, but this is also characteristic of Marxism which should not

be identified with sociology, and then there are sociologists like Max Weber and Robert MacIver who do not adhere to this view. The theory of a partial dualism between society and government is a characteristic feature of European liberalism, but to call it the "liberal orientation" carries overtones of a specific political theory which need not be associated with this approach. In view of such difficulties I have decided to avoid convenient labels and repeat the three phrases mentioned in the text.

true that these perspectives have recurred in the history of social theory and that they provide us with useful benchmarks for the reconsideration of "society and the state" which is the particular purpose of this essay.

I. *Theoretical Perspectives.*

The idea that society is an object of state-craft goes back in the Western tradition to the medieval tracts containing "advice to princes". From an education of character designed for the sons of rulers this idea was developed into an instrument of state council by Machiavelli. In the eighteenth century Montesquieu drew upon this tradition in his theory of law in which he combined the old precepts of state-craft by a personal ruler with an analysis of the social and physical conditions which would facilitate or hinder the exercise of authority under different systems of rule (3). A view of society as an object of state-craft was closely related to the rise of absolutism in Europe, as Friedrich Meinecke has shown in his study of ideas concerning "reasons of state" and the rights and duties of rulers (4). In this intellectual perspective a high degree of passivity on the part of society had been presupposed. The masses of the people were excluded from all political participation and became an object of governmental attention primarily as a source of tax revenue and military recruitment. Accordingly, this intellectual perspective lost its appeal wherever absolutism declined and political participation on the part of the people at large increased, although in inchoate form it has come back into fashion through the growth of the welfare-state.

As attention came to be focussed on the conditions facilitating or hindering the ruler's purpose, "Machiavellism" gradually blended

(3) The development suggested here is traced in Friedrich MEINECKE, *Die Entstehung des Historismus* (München, R. Oldenbourg, 1946), ch. III. The partly scientific orientation of Machiavelli and Montesquieu is discussed in Leonard OLSCHKI, *Machiavelli the Scientist* (Berkeley, The Gillick Press, 1945) and Emile DURKHEIM, *Montesquieu and Rousseau* (Ann Arbor, University of Michigan Press, 1960).

(4) See Friedrich MEINECKE, *Die Idee der Staatsräson* (München, R. Oldenbourg,

1925), *passim*. The work is available in English translation under the title *Machiavellism*. The relation between this concern with "reasons of state" and the development of factual knowledge about society is discussed in Eli HECKSCHER, *Mercantilism* (New York, MacMillan Co, 1955), II, pp. 13-30, 269 ff. and Albion SMALL, *Origins of Sociology* (Chicago, University of Chicago Press, 1925). See also C. J. FRIEDRICH, *Constitutional Reasons of State* (Providence, Brown University Press, 1957).

with the second perspective, the idea that politics and government are products of society. In post-Renaissance Europe this idea came to the fore in the attacks of the Enlightenment philosophers on the established privileges of the church and the aristocracy. These privileges were seen as unjust usurpations arising from the vested interests of established institutions, while politics appeared as a by-product of established prerogatives. If this orientation tended to sociologize politics, its application to the past politicized history. With unabashed forthrightness writers like Voltaire surveyed and judged past events in terms of the eighteenth century concept of a universal human nature and its inherent morality. By distributing praise or blame among contestants of the past they made history appear as a story of ever-changing conflicts among vested interests, suggesting that all governments are mere by-products of contemporary partisanship.

During the eighteenth century such judgments were made in the belief that "man" was endowed by God with certain universal moral attributes. During the nineteenth century this belief and the theory of natural law were replaced increasingly by attempts to develop a scientific study of human nature and the political community. A key figure in this transition was Henri de Saint-Simon who proposed to make morals and politics into a "positive science" by basing both on the study of physiology which concerned the truly universal properties of man. In this way speculation would be replaced by precise knowledge with the result that political problems would be solved as simply as questions of hygiene (5). The outstanding feature of this approach was the tendency to reduce the manifest diversity of social and political life to some underlying, basic element, that presumably could be understood with scientific precision. During the nineteenth century ever new elaborations of this reductionist approach were advanced, from proposals of a "sociology" based upon biological facts through various explanations in terms of climate, race and the struggle for survival to Marx's theory of history as ultimately determined by the imperative that men "must be able to live, if they are to 'make history'." Many of these theories of society accepted the scientific optimism of the nineteenth century and assumed that a knowledge of the "underlying" forces of society or nature

(5) Quoted in Frank E. MANUEL, *The New World of Henri de Saint-Simon* (Cambridge, Harvard University Press, 1956),

p. 135. Professor Manuel shows how this theme recurs in ever new formulations throughout Saint-Simon's writings.

provided the clue to human power and that in one way or another such knowledge could be translated into action.

The third intellectual perspective, that society and government are partly interdependent and partly autonomous spheres of social life, deserves more extended consideration, since it reflects (and provides insight into) the structural transformation of Western societies which is the focus of this essay. Here again we may begin with the Enlightenment, especially with those philosophers who emphasized the cleavage between bourgeois *society* and the *state*. That cleavage existed as long as each man's private concerns were at variance with his duties as a citizen. It was towards a solution of this problem that Rousseau made his many attempts to reconcile man in the "state of nature" whose virtues and sentiments were as yet unspoiled by civilization, and man as a citizen who must subordinate himself to the community but without doing violence to his dignity as a man (6). This speculative contrast between man's potential morality and his actual conduct, and this effort to base the political community on the first rather than the second, were replaced in the nineteenth century by explanations which accounted for man's ethical capacities *and* his actual behavior in terms of human nature in society.

An outstanding example of such an explanation is found in the work of Emile Durkheim, which illuminates both the theoretical perspective of liberalism and the transformation of Western society which is examined below. As a sociologist Durkheim wished to study morality empirically, as a phenomenon arising "naturally" from the group-affiliations of the individual. But as a political liberal Durkheim also knew that such group-affiliation would obliterate the personality of the individual, unless the state intervened to guarantee his freedom. It will be seen that in this way Durkheim altered and continued the tradition of the Enlightenment; for him society itself was the "state of nature" for each individual, but as such it was also differentiated from the legal order and representative government of the "civil state".

From the beginning of his work Durkheim was concerned with a scientific analysis of the moral problems raised by the Enlighten-

(6) Karl Löwith has shown that this contrast goes back to ancient Greek and Christian ideas and he has traced the development of this theme during the nineteenth century. See his book *Von Hegel zu Nietzsche* (Zürich, Europa Verlag, 1941),

pp. 255-65 and ff. See also the judicious restatement of Rousseau's position in R. R. PALMER, *The Age of the Democratic Revolution* (Princeton, Princeton University Press, 1959), pp. 119-127.

ment. He praised Rousseau for developing a construct of the *civil state* or society that was superimposed on the "state of nature" *without doing violence to the latter*. But he also criticized Rousseau's conception of the individual person as isolated, which made it difficult to see how any society was possible (7). Durkheim applied a similar criticism to the utilitarian doctrine, which indeed he regarded as inferior to the Enlightenment tradition in that it made the social nexus entirely dependent upon the exchange relationship on the market while abandoning the earlier concern with the moral pre-conditions of the civil state (8). The supposition underlying these approaches, that a basic conflict existed between "man in nature" and "man in society", appeared to Durkheim to be factually incorrect. By a study of the exterior social constraints which compel individuals to act alike regardless of personal motivation he proceeded to demonstrate that society was possible because man was naturally social. In a series of studies of suicide, the family, crime, religion and the division of labor he showed that the moral norms governing individual behavior originated in each person's group-affiliation and hence that Rousseau had been wrong in postulating a conflict between man in a "state of nature" and man in society. In other words, Durkheim "solved" Rousseau's problem by making the individual completely subordinate to society.

Every society is despotic, at least if nothing from without supervenes to restrain its despotism. Still, I would not say that there is anything artificial in this despotism: it is natural because it is necessary, and also because, in certain conditions, societies cannot endure without it. Nor do I mean that there is anything intolerable about it: on the contrary, the individual does not feel it any more than we feel the atmosphere that weighs on our shoulders. From the moment the individual has been raised in this way by the collectivity, he will naturally desire what it desires and accept without difficulty the state of subject to which he finds himself reduced (9).

Thus, if society is jeopardized, this is due not to a hypothetical conflict between society and the individual, but to a state of *anomie*

(7) Emile DURKHEIM, *Montesquieu and Rousseau*, pp. 65, 137, and *passim*.

(8) See Emile DURKHEIM, *The Division of Labor in Society* (Glencoe, The Free Press, 1947), pp. 200-206 and *passim*.

(9) Emile DURKHEIM, *Professional Ethics and Civic Morals* (Glencoe, The Free Press, 1958), p. 61. Published for the first time in 1950 in a Turkish edition of the French manuscript, these lectures were delivered by Durkheim in 1898, 1899 and 1900 at Bordeaux and in 1904 and 1912 at the Sor-

bonne. As will be shown below, these lectures contain Durkheim's political theory and their repeated delivery together with the well-known preface to the second edition of *The Division of Labor* (published in 1902) indicate that for Durkheim this aspect of his work was of great importance. It is a symptom of the "sociologizing" tendency of our own time that this political aspect has been neglected or ignored by most scholars who have been influenced by Durkheim's sociological theories.

in which his group-affiliations no longer provide the individual with norms regulating his conduct in a stable fashion. Where such group-norms are weakening as in modern society, the social order can be rebuilt only on the basis of strengthened group-norms. Accordingly, Durkheim concluded his studies with the proposal of a new corporatism, based on modern occupational groups, so that "the individual is not to be alone in the face of the State and live in a kind of alternation between anarchy and servitude" (10).

As these studies progressed Durkheim continued to espouse the "moral existence of the individual". As a life-long liberal he was not willing to postpone this humanistic component to the indefinite future, as Marx had done. And as a sociologist he had demonstrated both man's fundamentally social nature and the seemingly inevitable tendency of increasing "individual variations" as the division of labor increased and the "common conscience" of the group became more general and permissive (11). But if individualism is inevitable sociologically, why be concerned with safeguarding it politically? This combination of a sociological determinism with political liberalism arose, because like Tocqueville, Durkheim became concerned with the *secular transformation of group-constraint*. The associational ties of the province, the parish and the municipality one after another lost their significance for the individual. "In the structure of European societies", he observed, a "great gap" had been created between the state and the individual (12). Durkheim's proposal to bridge this "gap" by a new corporatism did not provide a political solution to the problem, as he himself recognized. The individual would be

(10) I take this telling phrase from Marcel Mauss's introduction to Emile DURKHEIM, *Socialism and Saint-Simon* (Yellow Springs, The Antioch Press, 1958), p. 2. Durkheim's elaboration of his views on the corporate society may be found in the second preface to his *The Division of Labor*, pp. 1-31. Cf. especially the following summary statement of his position: "A society composed of an infinite number of unorganized individuals, that a hypertrophied state is forced to oppress and contain, constitutes a veritable sociological monstrosity [...] Where the State is the only environment in which men can live communal lives, they inevitably lose contact, become detached, and thus society disintegrates. A nation can be maintained only if, between the State

and the individual, there is intercalated a whole series of secondary groups near enough to the individual to attract them strongly in their sphere of action [...]" *ibid.*, p. 28. In the preceding account I have only restated in the briefest compass the familiar themes of Durkheim's work. The best analytical exposition of these themes is contained in Talcott PARSONS, *The Structure of Social Action* (Glencoe, The Free Press, 1949), ch. VIII-XI, though this statement was written before Durkheim's unpublished lectures on the state became available.

(11) Emile DURKHEIM, *The Division of Labor*, pp. 283 ff.

(12) *Ibid.*, pp. 27-28, 218-219.

saved in this way from anomie and loneliness vis-à-vis the state, but he would also be oppressed by the secondary group to which he belonged.

Durkheim's answer to this question deserves extensive quotation, since it is not generally familiar.

In order to prevent this happening, and to provide a certain range for individual development, it is not enough for a society to be on a big scale; the individual must be able to move with some degree of freedom over a wide field of action. He must not be curbed and monopolized by the secondary groups, and these groups must not be able to get a mastery over their members and mould them at will. There must therefore exist above these local, domestic—in a word, secondary—authorities, some overall authority which makes the law for them all: it must remind each of them that it is but a part and not the whole and that it should not keep for itself what rightly belongs to the whole. The only means of averting this collective particularism and all it involves for the individual, is to have a special agency with the duty of representing the overall collectivity, its rights and its interests, vis-à-vis these individual collectivities [...]

Let us see why and how the main function of the State is to liberate the individual personalities. It is solely because, in holding its constituent societies in check, it prevents them from exerting the repressive influences over the individual that they would otherwise exert. So there is nothing inherently tyrannical about State intervention in the different fields of collective life; on the contrary, it has the object and the effect of alleviating tyrannies that do exist. It will be argued, might not the State in turn become despotic? Undoubtedly, provided there were nothing to counter that trend [...] The inference to be drawn from this comment, however, is simply that if that collective force, the State, is to be the liberator of the individual, it has itself need of some counter-balance; it must be restrained by other collective forces, that is, by those secondary groups [...] *And it is out of this conflict of social forces that individual liberties are born* (13).

For these reasons Durkheim defined the political society as "one formed by the coming together of a rather large number of secondary social groups, subject to the same one authority which is not itself subject to any other superior authority duly constituted" (14).

Durkheim's sociological theories do not prepare us for this political solution of his problem (15). The emancipation of the individual from the "despotism of the group" appears in the bulk of his work as a result of the increasing division of labor and the related attenuation of custom and law. Though as a political liberal Durkheim valued this "range of individual development", as a social philosopher he feared its consequences for social morality where these consisted in the isolation of the individual and the loss of regulative norms of conduct (anomie). Accordingly he sought

(13) Emile DURKHEIM, *Professional Ethics and Civic Morals*, pp. 61-63. My italics.

(14) *Ibid.*, p. 45. This formulation is indebted to Montesquieu and Tocqueville.

(15) Cf. the reference to this paradox

in E. Benoit-Smullyan, *The Sociologism of Emile Durkheim and His School*, in H. E. BARNES, ed., *An Introduction to the History of Sociology* (Chicago, University of Chicago Press, 1948), pp. 518-520.

to safeguard the individual against the dangers of anomie by his re-integration in the "secondary groups" of society (corporations based on the occupational division of labor). Yet at the same time he called on the aid of the state to preserve individual liberties against the "despotism" with which these groups would seek to control the individual. Implicit in this approach is, therefore, a "dualism" whereby man's psychological and moral attributes are explained in terms of his membership in the society, while the society as a whole is characterized by an overall process (the increasing division of labor), which accounts among other things for man's capacity to alter these attributes through state-intervention in the interest of justice (16).

This incongruity between Durkheim's sociological and political theories was symptomatic of the liberal tradition in the nineteenth century. Even the classic formulation of this tradition contained, as Elie Halévy has shown, two contradictory principles. Arising from the division of labor in a market-economy man's "propensity to truck, barter and exchange one thing for another" tended to reveal a "natural identity of interests" which enhanced unaided the general interest of society. Yet the quantity of subsistence is insufficient to allow all men to live in abundance and this insufficiency is aggravated by the failure of men voluntarily to limit their numerical increase. Hence it follows, by an exception to the first principle, that the State should protect the property of the rich against the poor as well as educate the latter so that they will restrain their instinct of procreation. In this way the State acts to ensure the "artificial identification of interests" (17).

Thus, the liberal tradition in its classic or its Durkheimian version is characterized by a "dualism" according to which society and government constitute two interdependent, but partially autonomous spheres of thought and action. From a theoretical standpoint this tradition is unsatisfactory because it constantly shifts from the empirical level, as in the analysis of market-behavior or the individual's group-affiliation, to the ethical and political level, as in the demand that the state should act to prevent the undesired consequences of market-behavior or group-affiliation. Still, historically, this perspective can be explained by the unquestioned fact that the societies of nineteenth and twentieth century

(16) See *Division of Labor*, pp. 386-388.

(17) Elie HALÉVY, *The Growth of Philosophical Radicalism* (London, Faber and Faber, 1928), pp. 90-91, 118-120, 489-491 and *passim*.

Europe witnessed a juxtaposition between society as an aggregate of interrelated groups and the nation-state with its identifiable culture and institutional structure.

2. *Structural Perspectives.*

a) *Medieval political life.*

In turning now from theoretical perspectives to problems of social structure it will prove useful to begin, however sketchily, with the pre-conditions of representative government in the West (18). In the problematic relations between the "estates" and the power of royal government, say since the eleventh and twelfth centuries, we have to do with group-formations in society and the exercise of legitimate authority and hence with the relation between society and government which was discussed above in theoretical terms (19).

Characteristic of the political communities of this early period was the fundamental assumption that the personal ruler of a territory is a leader who exercises his authority in the name of God and with the consent of the "people" (20). Because he is the consecrated ruler and represents the whole community, the "people" are obliged

(18) The following statement relies on the work of Otto HINTZE, *Weltgeschichtliche Bedingungen der Repräsentativverfassung*, *Historische Zeitschrift*, CXLI (1930), pp. 1-47 and by the same author, *Typologie der ständischen Verfassungen*, *Historische Zeitschrift*, CXLI (1929), pp. 229-248. Hintze's contributions are corroborated and extended in Dietrich GERHARD's *Regionalismus und Ständisches Wesen als ein Grundthema Europäischer Geschichte*, *Historische Zeitschrift*, LCXXIV (1952), pp. 307-337.

(19) This characteristic feature of medieval political life will be contrasted below with the problematic relation between social stratification and the political community in modern Western societies.

(20) The quotation marks refer to the ineradicable ambiguity of this term in medieval society. The "people" were objects of government who took no part in

political life. Yet kings and estates frequently couched their rivalries in terms of some reference to the "people" they claimed to represent. In fact, "consent of the people" referred to the secular and clerical notables whose voice was heard in the councils of government. See the discussion of this issue in Otto GIERKE, *Political Theories of the Middle Ages* (Boston, Beacon Press, 1958), pp. 37-61. It may be added that this ambiguity is not confined to the Middle Ages, since all government is based in some degree on popular consent and since even in the most democratic form of government the "people" are excluded from political life in greater or lesser degree. These differences of degree, as well as the qualities of consent and participation are all-important, of course, even though it may be impossible to do more than formulate proximate typologies.

to obey his commands; but he in turn is also responsible to the community. This idea of a reciprocal obligation between ruler and ruled was part of an accepted tradition; it can be traced back to ancient Roman and Germanic practices, was greatly strengthened by Christian beliefs, but became formal law only very gradually (21).

These characteristics of medieval kingship were closely related to the political conditions of royal administration. Each ruler possessed a domain of his own which he governed as the head of a very large household. On the basis of the economic resources derived from this domain, and in principle, on the basis of his consecrated claim to legitimate authority, each ruler then faced as his major political task the extension of his authority over a territory beyond his domain. In their efforts to solve this task secular rulers necessarily had to rely upon those elements of the population which by virtue of their possessions and local authority were in a position to aid the ruler financially and militarily, both in the extension of his territory and the exercise of his rule over its inhabitants. From a pragmatic political standpoint this was a precarious expedient, since such aid of local notables could enhance their own power as well as that of the ruler.

As a result, secular rulers typically sought to offset the drive towards local autonomy by a whole series of devices which were designed to increase the personal and material dependence of such notables on the ruler and his immediate entourage (22). This typical antinomy of the pre-modern political community in Western Europe became manifest with every demand by secular rulers for increased revenue and military service. And to the extent that such demands were followed up by administrative measures, local notables typically responded by uniting into estates that could

(21) Cf. Max WEBER, *Law in Economy and Society* (Cambridge, Harvard University Press, 1954), ch. v and *passim*.

(22) In his analysis of traditional domination Max Weber distinguished patrimonial from feudal administration, i.e., the effort of rulers to extend their authority and retain control by the use of "household officials" or by their "fealty-relationship" with aristocratic notables of independent means. These two devices are by no means mutually exclusive, since "household officials" were usually of noble birth and in territories of any size demanded

autonomy, while "feudal" notables despite their independence frequently depended upon the ruler for services of various kinds. Contractual obligations as well as elaborate ideologies buttressed the various methods of rule under these complementary systems. For an exposition of Weber's approach cf. R. BENDIX, *Max Weber, An Intellectual Portrait* (Garden City, Doubleday and Co., 1960), pp. 334-79, which is based on WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft* (Tübingen, J.C.B. Mohr, 1925), II, pp. 679-752. These sections are not available in translation.

exact further guarantees or increases of their existing privileges by way of compensating for the greater services demanded of them.

A second characteristic of medieval political life was, therefore, that certain persons and groups were exempted from direct obedience to the commands issued by, or in the name of, the ruler. This "immunity" guaranteed that within the delimited sphere of their authority these persons and groups were entitled to exercise the legal powers of government. This institution goes back to the privileged legal position of the royal domains in Imperial Rome, a privilege which was subsequently transferred to the possessions of the church, the secular local rulers (i. e. the landed nobility under feudalism) and during the eleventh and twelfth centuries to the municipalities. This system of negative and positive privileges (which may be called "immunities" and "autonomous jurisdiction") became the legal foundation of representative government in Western Europe, because it accorded positive, public rights to particular persons and groups within the political community. This institution of public rights on the part of certain privileged subjects is more or less unique to Western Europe. Perhaps the most important factor contributing to this development was the fundamental influence of the church, which through its consecration of the ruler and through the autonomy of its organization restrained the power of secular rulers and re-enforced the political autonomy of the secular estates (23).

In this setting a political life in the modern sense could not exist. Rather, the political community consisted of an aggregate of more or less autonomous jurisdictions, firmly or precariously held together by a king to whom all lords and corporate bodies owed allegiance, and under whose strong or nominal rule they fought or bargained with him and with each other over the distribution of fiscal and administrative preserves. Consequently, politics at the "national" level consisted for the most part of a species of "international" negotiations among more or less autonomous jurisdictions, within the confines of a country that sometimes possessed only a precarious cultural and political unity. In such a community the coalescence of interests among individuals was not based on voluntary acts, but on rights and obligations determined by

(23) A systematic analysis of this role of the church is contained in MAX WEBER, *op. cit.*, II, pp. 779-817. A brief résumé of this chapter is contained in Reinhard BENDIX, *Max Weber*, pp. 320-326. For a

detailed historical treatment of the consecration of secular rule cf. Ernst KANTOROWICZ, *The King's Two Bodies* (Princeton, Princeton University Press, 1957).

birth, such that each man was—at least in principle—bound to abide by the rules pertaining to his group lest he impair the privileges of his fellows. Classes or status-groups in the modern sense could not exist, because joint action occurred as a result of common rights and obligations imposed on each group by law, custom, or special edict. Thus, every group or social rank encompassed the rights and obligations of the individual person. Under these conditions a man could modify the personal and corporate rule to which he was subject only by an appeal to the established rights of his rank and to the benevolence of his lord, although these rights might be altered collectively in the course of conflicts and adjustments with competing jurisdictions. As Max Weber has stated, the individual carried his *professio juris* with him wherever he went. Law was not a *lex terrae*, as the English law of the King's court became soon after the Norman Conquest, but rather the privilege of the person as a member of a particular group. Yet this principle of 'personal law' was no more consistently applied at that time than its opposite principle is today. All volitionally formed associations always strove for the application of the principle of personal law on behalf of the law created by them, but the extent to which they were successful in this respect varied greatly from case to case. At any rate, the result was the coexistence of numerous 'law communities', the autonomous jurisdictions of which overlapped, the compulsory, political association being only one such autonomous jurisdiction in so far as it existed at all [...] (24).

In Western Europe this medieval political structure of more or less loosely united congeries of jurisdictions was superseded gradually by absolutist regimes marked by a relative concentration of power in the hands of the king and his officials and by a gradual transformation of the king's relation to the privileged estates (25).

(24) WEBER, *Law in Economy and Society*, p. 143. In this connection it should be remembered that the privileges or liberties of medieval society were associated with duties that would appear very onerous to a modern citizen. Also, these individual or collective "privileges" frequently resulted from compulsion rather than a spontaneous drive for freedom, as is vividly described in Albert B. WHITE, *Self-government at the King's Command* (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1933). The title itself illuminates the combination of royal power and compulsory local autonomy, which was typical of England, but not found to the same extent elsewhere in Europe. Still, the privileges of an estate also had the more ordinary meaning of rights (rather than duties), and this was true to some extent

even of the lower social orders. Cf. the discussion of this problem by Herbert GRUNDMANN, *Freiheit als religiöses, politisches und persönliches Postulat im Mittelalter*, *Historische Zeitschrift*, CLXXXIII (1957), pp. 23-53. A detailed case-study of medieval political life is contained in Otto BRUNNER, *Land und Herrschaft* (Brünn, Rudolf M. Rohrer Verlag, 1943).

(25) Cf. note 22 above for a reference to Weber's distinction between feudalism and patrimonialism as the two aspects of "traditional domination" which were present throughout the European Middle Ages. The development towards absolutist regimes is best seen, therefore, as a relative shift of emphasis in Western European institutions, which varied from country to country.

The variety and fluidity of conditions under these absolutist regimes were as great as under the feudal political structure. For example, the nation-wide powers of the king developed much earlier in England than on the Continent, partly as a legacy of the Norman conquest. However, the insular condition with its relative ease of communication together with legal tradition antedating the conquest both in Normandy and in England also made for an early and effective growth of "countervailing" powers. None of the Continental countries achieved a similar balance with the result that their absolutist political structures revealed either a greater concentration of royal power and correspondingly a greater destruction of the estates as in France or an ascendance of many principalities with some internal balance between king and estates but at the expense of overall political unity, as in Germany. Still, by the eighteenth century, most European societies were characterized by absolutist regimes in which the division of powers between the king and oligarchic estates as represented by various "constituted bodies" was at the center of the political struggle (26).

The French Revolution with its Napoleonic aftermath destroyed this system of established privileges and initiated the mass democracies of the modern world. We can best comprehend this major transformation of the relation between society and the state if we leave the complicated transitional phenomena to one side and focus attention on the contrast between medieval political life and the modern political community which has emerged in the societies of Western civilisation. To do so, it will prove useful to take the work of Tocqueville as our guide.

b) *Tocqueville's interpretation of "the great transformation"*.

Tocqueville's analysis has power because it covered a very long time-period, because the French Revolution unquestionably marked a transition despite all equally unquestioned continuities, and because in his admittedly speculative fears about a tyranny of the future he used a "logic of possibilities" that enabled him to cope intellectually with contingencies he could not predict. By extending the scope of his analysis he made sure that he was dealing

(26) For a comparative account of this political structure in eighteenth century Europe cf. PALMER, *The Age of the Democratic Revolution*, ch. III and *passim*.

with genuine distinctions between different patterns of social relations and political institutions at the beginning and the end of the time-span he chose to consider.

In his famous study of the French Revolution Tocqueville showed how the *ancien régime* had destroyed the century-old pattern of medieval political life by concentrating power in the hands of the king and his officials and by depriving the various autonomous jurisdictions of their judicial and administrative functions (27). In pointed contrast to Burke's great polemic against the French Revolution Tocqueville demonstrated that in France the centralization of royal power and the concomitant decline of corporate jurisdictions had developed too far to make the restoration of these jurisdictions a feasible alternative. The nobility no longer enjoyed the rights it had possessed at one time, but its acquiescence in royal absolutism had been "bought" by a retention of financial privileges like tax-exemption, a fact which greatly intensified anti-aristocratic sentiment. Through the royal administrative system of the *intendants* the rights of municipal corporations and the independence of the judiciary had been curtailed in the interest of giving the government a free hand in the field of taxation with the result that the urban *bourgeoisie* was divested of local governmental responsibility and the equitable administration of justice was destroyed. Noblemen thus preserved their pride of place in the absence of commensurate responsibilities, urban merchants aped aristocratic ways while seeking preferential treatment for themselves, and both combined social arrogance with an unmitigated exploitation of the peasants. In lieu of the balancing of group-interests in the feudal assemblies of an earlier day each class was now divided from the others and within itself with the result that "nothing had been left that could obstruct the central government, but, by the same token, nothing could shore it up" (28).

Tocqueville's analysis was concerned explicitly with the problem of the political community under the conditions created by the French Revolution. He maintained that in the medieval societies of Western Europe, the inequality of ranks was a univer-

(27) Alexis DE TOCQUEVILLE, *The Old Regime and the Revolution* (Garden City, Doubleday and Co., 1955), pp. 22-77. For a modern appraisal of the survival of corporate and libertarian elements under the absolutist regimes of the eighteenth cen-

tury cf. Kurt VON RAUMER, *Absoluter Staat, Korporative Libertät, Persönliche Freiheit*, *Historische Zeitschrift*, CLXXXIII (1957), pp. 55-96.

(28) Alexis DE TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 137.

sally accepted condition of social life. In that early political structure the individual enjoyed the rights and fulfilled the obligations appropriate to his rank; and although the distribution of such rights and duties was greatly affected by the use of force, it was established contractually and consecrated as such (29). The Old Regime and the French Revolution destroyed this system by creating among all citizens a condition of abstract equality, but without providing guarantees for the preservation of freedom. Hence, Tocqueville appealed to his contemporaries that a new community, a new reciprocity of rights and obligations, must be established and that this could be done only if men would combine their love of equality and liberty with their love of order and religion. This admonition arose from his concern with the weakness and isolation of the individual in relation to government. Because he saw the trend towards equality as inevitable, Tocqueville was deeply troubled by the possibility that men who are equal would be able to agree on nothing but the demand that the central government assist each of them personally. As a consequence the government would subject ever new aspects of the society to its central regulation. I cite one version of this argument :

As in periods of equality no man is compelled to lend his assistance to his fellow men, and none has any right to expect much support from them, everyone is at once independent and powerless. These two conditions, which must never be either separately considered or confounded together, inspire the citizen of a democratic country with very contrary propensities. His independence fills him with self-reliance and pride among his equals; his debility makes him feel from time to time the want of some outward assistance, which he cannot expect from any of them, because they are all impotent and unsympathizing. In this predicament he naturally turns his eyes to that imposing power [of the central government] [...] Of that power his wants and especially his desires continually remind him, until he ultimately views it as the sole and necessary support of his own weakness (30).

Here is Tocqueville's famous paradox of equality and freedom. Men display an extraordinary independence when they rise in opposition to aristocratic privileges. "But in proportion as equality was [...] established by the aid of freedom, freedom itself was

(29) *Ibid.*, pp. 15-16.

(30) TOCQUEVILLE, *Democracy in America* (New York, Vintage Books, 1945), II, p. 311. In advancing this thesis Tocqueville referred, for example, to the innovative activities of manufacturers that were characteristic of democratic eras. Such men engaged in "novel undertakings without shackling themselves to their fellows", they opposed in principle all

governmental interference with such private concerns, and yet "by an exception of that rule" each of them sought public assistance in his private endeavor when it suited his purpose. Tocqueville concluded that the power of government would of necessity grow, wherever large numbers of mutually independent men proceeded in this manner. See *ibid.*, p. 311, n. 1.

thereby rendered more difficult of attainment" (31). In grappling with this problem Tocqueville used as his base-point of comparison an earlier society in which men had been compelled to lend assistance to their fellows, because law and custom fixed their common and reciprocal rights and obligations. As this society was destroyed the danger arose that individualism and central power would grow apace. To counteract this threat men must cultivate the "art of associating together" in proportion as the equality of conditions advances, lest their failure to combine for private ends encourage the government to intrude—at the separate request of each—into every phase of social life (32).

We can learn much from these insights. Tocqueville was surely right in his view that the established system of inequality in medieval society had been characterized by an accepted reciprocity of rights and obligations, and that this system had been destroyed as the *ancien régime* had centralized the functions of government. The French Revolution and its continuing repercussions levelled old differences in social rank and the resulting equalitarianism posed critical issues for the maintenance of freedom and political stability. Again, he discerned an important mechanism of centralization when he observed that each man would make his separate request for governmental assistance. In contrast to this tendency as he observed it in France, Tocqueville commended the Americans for their pursuit of private ends by voluntary association, which would help to curtail the centralization of governmental power.

It is necessary, of course, to qualify these insights in view of Tocqueville's tendency to read into modern conditions the patterns of medieval political life. At an earlier time, when landed aristocrats protected their liberties or privileges by resisting the encroachments of royal power, the centralization of that power appeared as an unequivocal curtailment of such liberties. Today, however, that centralization is an important bulwark of all *civil* liberties, though by the same token government can infringe upon these liberties more effectively than before, as Tocqueville emphasized time and again. The collective pursuit of private ends, on the other hand, is not necessarily incompatible with an increase of central government, because today voluntary associations frequently demand more rather than less government action in contrast to the medieval estates whose effort to extend their jurisdictions

(31) *Ibid.*, p. 333.

(32) Cf. *ibid.*, pp. 114-132.

was often synonymous with resistance to administrative interference from the outside. In contrast to Tocqueville, Durkheim clearly perceived this positive aspect of modern government and, correspondingly, the dangers implicit in group-control over the individual.

It is the State that has rescued the child from patriarchal domination and from family tyranny; it is the State that has freed the citizen from feudal groups and later from communal groups; it is the State that has liberated the craftsman and his master from guild tyranny [...]

[The State] must even permeate all those secondary groups of family, trade and professional association, Church, regional areas and so on... which tend [...] to absorb the personality of their members. It must do this, in order to prevent this absorption and free these individuals, and so as to remind these partial societies that they are not alone and that there is a right that stands above their own rights (33).

Important as these qualifications are, they should not make us overlook the reason why Tocqueville's interpretation of the "great transformation" was illuminating (34). By contrasting an earlier condition of political life, the transformation brought about by the *ancien régime*, the new condition of equality ushered in by the French Revolution, and the possibility of a new tyranny in the future Tocqueville was concerned with "speculative truths" as he called them. This simplification of different social structures enabled him to bring out the major contrasts among them, and these are not invalidated by the short-run and more deductive analyses that went astray. As I see it, Tocqueville's work becomes intellectually most useful, if we attempt to develop within his overall framework a set of categories that may enable us to handle the problem of the modern political community, which he discerned, in closer relation to the empirical evidence as we know it today (35).

(33) Emile DURKHEIM, *Professional Ethics and Civic Morals*, pp. 64-65.

(34) A fuller critical appraisal of Tocqueville's facts and interpretations is contained in the essay by George W. PIERSON, *Tocqueville in America* (Garden City, Anchor Books, Doubleday and Co., 1959), pp. 430-477, though Pierson slights Tocqueville's theoretical contribution which is emphasized in the text.

(35) A further theoretical note is in order here. No one doubts the relevance of the distinction between a feudal order and an equalitarian social structure, which Tocqueville analyzed. In any study of social change we require some such long-run

distinction so that we can know whence we came and where we may be going, though distinctions of this kind may be tools of very unequal intellectual worth. But while it is the merit of long-run distinctions that they enable us to conceptualize theoretically significant dimensions of social life (within the same civilization over time or between different civilizations), it also follows that these distinctions will become blurred the more closely we examine social change in a particular setting and in the short-run. The following discussion will suggest some concepts that are designed to "narrow the gap" between the long and the short run and hence reduce to some extent

To do so it will be useful to summarize the preceding discussion. Medieval political life consisted in struggles for power among more or less autonomous jurisdictions, whose members shared immunities and obligations based on an established social hierarchy and on a fealty relation with a secular ruler consecrated by a universal church. By the middle of the eighteenth century this pattern had been replaced by a system of oligarchic rule, in which the king exercised certain nation-wide powers through his appointed officials while other important judicial and administrative powers were pre-empted on a hereditary basis by privileged status-groups and the "constituted bodies" in which they were represented. In contrast to both patterns modern Western societies are characterized by national political communities, in which the major judicial and executive functions are centralized in the hands of a national government, while all adult citizens participate in political decision-making under conditions of formal equality in the more or less direct election of legislative (and in some cases executive) representatives. Centralization, on the one hand, and formally equal political participation, on the other, have given rise to the duality between government and society discussed above in theoretical terms.

c) *The Problem of the Modern Political Community.*

Centralization means that such major functions as the adjudication of legal disputes, the collection of revenue, the control of currency, military recruitment, the organization of the postal system and others have been removed from the political struggle in the sense that they cannot be parcelled out among competing jurisdictions or appropriated on a hereditary basis by privileged

the reliance on deductions which characterized Tocqueville's work. But I doubt that the gap can be closed entirely, because in the short-run we are bound to fall back upon Tocqueville's method of logically deduced possibilities of social change, even if we can go farther than he did in comparing actual changes with these artificial benchmarks. Two rules of thumb should be kept in mind, however. One is that this partly inductive and partly deductive study of social change in the short-run should not lose sight of the long-run distinctions, for without them we are like sailors without compass or stars. The other is that this retention of the long-run distinctions

imparts a dialectical quality to the analysis of short-run changes. Since we do not know where these changes may lead in the long-run we must keep the possibility of alternative developments conceptually open and we can do this by utilizing the dichotomous concepts so characteristic of sociological theory. For suggestions along these lines cf. Reinhard Bendix and Bennett Berger, *Images of Society and Problems of Concept-Formation in Sociology*, in Llewellyn Gross, ed., *Symposium on Sociological Theory*, pp. 92-118. This perspective is greatly indebted, of course, to the work of Max Weber.

status-groups. Under these circumstances politics are no longer a struggle over the distribution of the national sovereignty ; instead they have tended to become a struggle over the distribution of the national product and hence over the policies guiding the administration of centralized governmental functions.

One unquestioned corollary of such centralization is the development of a body of officials, whose recruitment and policy execution was separated gradually from the previously existing involvement of officials with kinship loyalties, hereditary privileges and property interests (36). A second corollary of centralization has been a high degree of consensus at the national level. In the political communities of Western nation-states no one questions seriously that functions like taxation, conscription, law enforcement, the conduct of foreign affairs, and others, belong to the central government, even though the specific implementation of such functions is in dispute (37). The "depersonalization" of governmental administration and the national consensus on the essential functions of government have resulted in national political communities characterized by a *continuous* exercise of central authority. This continuity is not affected by the individuals filling governmental positions or the conflicts of interest among organized groups which affect the legislative process. Accordingly, a national government of the modern type represents a more or less autonomous principle of decision making and administrative implementation (38). For Durkheim it was the state which alone

(36) Max Weber's well known concept of "bureaucracy" is based on the assumption that this process of separation of modern from patrimonial administration has been completed. See his *Essays in Sociology* (tr. and ed. by H. H. Gerth and C. W. Mills ; New York, Oxford University Press, 1946), ch. VIII. For an exposition of the contrast between patrimonial and bureaucratic administration see R. BENDIX, *Max Weber*, pp. 419-420. An admirably clear, comparative study of administrative history, in which this process of separation is traced since the middle of the seventeenth century, is contained in Ernest BARKER, *The Development of Public Services in Western Europe, 1660-1930* (New York, Oxford University Press, 1944).

(37) Admittedly, these matters are in flux and in this respect significant differences exist within Western civilization. Still, no one can be in doubt in the instances

in which this fundamental assumption has come into question, as in the American Civil War or more recently in the critical conflict between the national government in France and the French settlers in Algeria. The Southern opposition to school-integration is *not* a comparable development, I believe, since even in the more extreme cases it is combined with an acceptance of national jurisdiction on which there is no sharp disagreement. But the political reintegration of the South has been and may continue to be painfully slow, because the American political structure appears to militate against the type of statesmanship that combines principled firmness with tactical flexibility.

(38) Neither medieval political life nor the absolutist regimes of the eighteenth century nor yet many of the "developing areas" of the modern world knew or know a government of this type, because adjudi-

could guarantee the "moral existence" of the individual, and in his judgment the state was capable of having this effect because it is "an organ distinct from the rest of society" (39). Presumably, people as members of a political community regard the overall jurisdiction of this organ as inviolate, because they believe in the achievement and orderly revision of an overall reciprocity of rights and duties, whatever the particular political vicissitudes of the moment.

In the modern political community consensus (or a workable reciprocity of rights and obligations) is strongest at this national level, although as such it possesses an impersonal quality that does not satisfy the persistent craving for fraternity or fellow-feeling. But this emergence of a national consensus concerning the functions of the national government has been accompanied also by a decline of social solidarity at all other levels of group formation. Classes, status groups and formal associations arise from the coalescence of social and economic interests, other groups are formed on the basis of ethnic and religious affiliation: in some measure these collectivities are reflected in voting behavior. Yet none of them involves a consensus comparable to the acceptance by all citizens of the idea that the national government possesses sovereign authority.

This is not a new issue. From the very beginning of the modern political community, say, since the great debates of the eighteenth century, social and political theorists have complained of the loss of social solidarity, for which the vast proliferation of associations did not appear to be a proper palliative. When writers like Tocqueville and Durkheim stressed the importance of "secondary groups", they did so in the belief that such groups could counteract both the isolation of each man from his fellows *and* the centralization of government. Yet much of this analysis remained at a level where considerations of policy and an element of nostalgia merged with considerations of fact, especially in the ever-recurring, invidious contrasts between traditionalism and modernity (40). Despite the eminent names associated with it, we should discard this legacy of obfuscation. The "great transfor-

cation and administration were and are decentralized, personal, intermittent, and subject to a fee for each governmental service.

(39) E. DURKHEIM, *Professional Ethics and Civic Morals*, pp. 64, 82.

(40) For a survey of this line of thought, disguised as it is in theoretical disquisitions, cf. Robert A. NISBET, *The Quest for Community* (New York, Oxford University Press, 1953).

mation" leading to the modern political community made the decline of social solidarity inevitable, because (if so complex a matter can be stated so simply) no association based on a coalescence of interests or on ethnic and religious affiliation could recapture the intense reciprocity of rights and duties that was peculiar to the "autonomous jurisdictions" of an estate society. The reason is that in these "jurisdictions", or "law communities" (*Rechtsgemeinschaften*) as Max Weber called them, each individual was involved in a "mutual aid" society, which protected his rights only if he fulfilled his duties. This great cohesion within social ranks was above all a counterpart to the very loose integration of a multiplicity of jurisdictions at the "national" political level. In this respect the absolutist regimes achieved a greater integration through centralized royal administration and the people's loyalty to the king, although the hereditary privileges appropriated by Church and aristocracy also subjected the ordinary man to the autocratic rule of his local master. Where such hereditary privileges replaced the "law communities" of an earlier day, the privileged groups achieved considerable social cohesion, but the people were deprived of what legal and customary protection they had enjoyed and hence excluded even from their former, passive participation in the reciprocity of rights and obligations (41). Modern political communities have achieved a greater centralization of government than either the medieval or the absolutist political systems, and this achievement has been preceded, accompanied, or followed by the participation of all adult citizens in political life (on the basis of the formal equality of the franchise). The price of these achievements consists in the diminished solidarity of all "secondary groups".

This "price" is a by-product of the separation between society and government in the modern political community. Whereas solidarity had been based on the individual's participation in a "law community" or on his membership in a privileged status group possessing certain governmental prerogatives, it must arise now from the social and economic stratification of society aided by the equality of all adult citizens before the law and in the electoral

(41) Tocqueville tended to obscure this distinction by identifying this reciprocity in the earlier estate societies of medieval Europe with the later symbiosis of absolutist rule and aristocratic privilege, though

he was quick to point out how absolutism tended to undermine the aristocratic position. On the increase of aristocratic privileges just prior to the French Revolution cf. PALMER, *op. cit.*, ch. II-IV.

process (42). On this basis exchange relations and joint actions may develop to the exclusion of "governmental interference" or in quest of governmental assistance or with the aim to achieve representation in the decision making bodies of government (43). Though it certainly has an impact on the national government, individual and collective action on this basis does not account for the governmental performance of administrative tasks, or, in the larger sense, the continuous functioning of the national political community.

In the societies of Western civilization we should accept, therefore, the existence of a genuine hiatus between the forces making for social solidarity independently of government and the forces accounting for the continuous exercise of central authority in the national political community (44). This existing pattern is the result of a slow and often painful process. As the central functions of the national government became gradually accepted, organized groups within the society demanded representation in this national political community. Accordingly, "political community" refers not only to the central functions of government and the consensus sustaining them, but to the much more problematic question whether

(42) Max Weber has characterized the contrast as follows :

"In the legal systems of the older type all law appeared as the privilege of particular individuals or objects or of particular constellations of individuals or objects. Such a point of view had, of course, to be opposed by that in which the state appears as the all embracing coercive institution [...] The revolutionary period of the 18th century produced a type of legislation which sought to extirpate every form of associational autonomy and legal particularism [...] This [...] was effected by two arrangements: the first is the formal, universally accessible, closely limited, and legally regulated autonomy of association which may be created by anyone wishing to do so ; the other consists in the grant to everyone of the power to create law of his own by means of engaging in private legal transactions of certain kinds." Max WEBER, *Law* pp. 145-146.

(43) Demands for representation are difficult to distinguish from demands for privileged jurisdictions or outright benefits, because representation in decision-making bodies may be used to obtain these privi-

leges or benefits. It is clear at any rate that voluntary associations are not the unequivocal counter-weight to centralized power for which Tocqueville was searching in his study of American society. Instead, voluntary associations frequently demand governmental assistance even where they reject it in principle, and in this respect they act in much the same way as individual manufacturers tended to do a century ago according to Tocqueville's observations. Voluntary associations are a protean phenomenon. They are evidence of consensus within the society, especially where they pursue private ends as an alternative to governmental assistance and regulation. But they may also be evidence of dissensus within the national political community, in so far as they enlist the national government in the service of parochial interests, and hence seek to secure from the government privileges that are denied to other groups.

(44) Incidentally this hiatus is reflected in the very widespread and sanguine juxtaposition of patriotism with the most extreme selfishness of individuals and groups.

and how the groups arising within the society have achieved a national reciprocity of rights and obligations. For at the beginning of European industrialization in the nineteenth century new social groups were in the process of formation and had yet to learn (in the words of Tocqueville) what they were, what they might be or what ought to be in the emerging national community of their country.

3. *Implications for a Comparative Study of Social Structures.*

During the eighteenth and nineteenth centuries the societies of Western civilization industrialized and became democratic. We should utilize the knowledge gained from this experience as we turn today to a study of the "developing areas" of the non-Western world. This task is difficult because our theories of the "great transformation" in the West have been inevitably a part of that transformation as well. In an effort to disentangle these theories of change from the change itself the preceding discussion has separated the theoretical reflections on this transformation from a consideration of changes in the institutional structure. While retaining the contrast between medieval and modern society it has discarded the nostalgia so often associated with that contrast. And it has utilized the distinction between society and the state in view of its analytical utility and the institutional duality which exists in this respect in the "developing areas" of yesterday and today (45). In this concluding section I attempt to reformulate this contrast in general terms so as to facilitate a comparative study of social structures.

My thesis is that for our understanding of "society" and "the state" in the nations of Europe since the French Revolution the third perspective (mentioned above in Part I) is most useful, if it is considered as an analytical framework rather than as the political theory of liberalism. In the utilitarian contrast between the

(45) The term "state" is needed to designate the continuing political identity of the nation irrespective of the governments embodying this identity from time to time. Where monarchical institutions have survived they represent this identity separately from the ruling government. Such institutional separation is not possible under

democracies. In this discussion the terms "state" and "political community" or "polity" are used interchangeably, since all three refer with different emphasis to the apparatus and the consensus sustaining the continuous political identity of the modern nation.

"natural identity" and the "artificial identification of interests", in Durkheim's concern with group-integration and state-interference, or, to cite an American example, in W. G. Sumner's distinction between "crescive" and "enacted" institutions we have repeated references to two types of human associations. One of these consists in affinities of interest which arise from relations of kinship, the division of labor, exchanges on the market place and the ubiquitous influence of custom. The other consists in relations of super- and sub-ordination which arise from the exercise of instituted authority and compliance with its commands (46). The distinction refers to a universal attribute of group-life in the sense that, however interrelated, these two types of human association are not reducible to each other (47). From an analytical viewpoint it is necessary to consider "society" and "the state" as interdependent, but autonomous, spheres of thought and action which coexist in one form or another in all complex societies, although the separation of these "spheres" is perhaps greatest in modern Western societies (48).

(46) Like all such distinctions there is a good bit of overlap between the two types. Affinities of interest which arise from the social structure forever engender, relations of super- and sub-ordination, while the exercise of instituted authority forever produces, and is affected by, affinities of interest.

(47) Hence, the ideas that society is an object of state-craft or that all governmental institutions are the product of social forces represent perspectives which are useful only as long as their partiality is recognized.

In a recent article Raymond Aron stated the case against the Comtean as well as Marxian tendency to reduce all politics and government to forces arising from the socio-economic sub-structure. « Contre l'un et l'autre, nous avons appris que la politique est une catégorie éternelle de l'existence humaine, un secteur permanent de toute société. Il est illégitime de se donner, par hypothèse, l'élimination de la politique en tant que telle ou de caractériser une société par sa seule infra-structure. » See Raymond ARON, *Les sociologues et les institutions représentatives*, *Archives européennes de sociologie*, I (1960), p. 155. The present analysis is in agreement with this position and I assume that Professor

Aron would agree that the sociological level of analysis likewise possesses a certain autonomy. Perhaps it is symptomatic for the modern climate of opinion in the social sciences that the most elaborate systematization of social theory to date acknowledges society, culture and personality, but *not politics*, as relatively autonomous levels of analysis. Cf. Talcott PARSONS, E. A. SHILS *et al.*, *Toward a General Theory of Action* (Cambridge, Harvard University Press, 1951), pp. 28-29. Cf. also the learned critique of this reductionist tendency in Sheldon S. WOLIN, *Politics and Vision* (Boston, Little, Brown & Co., 1960), chs. ix-x.

(48) As I see it, this is the viewpoint from which Max Weber developed the analytical framework of his posthumously published work *Wirtschaft und Gesellschaft*. The fundamental distinction of that work is not the one between "economy" and "society", but between society and domination and hence between groups arising from the pursuit of "ideal and material interests", on the one hand, and relations of super- and sub-ordination arising from beliefs in legitimacy, administrative organization, and the threat of force. For details of this interpretation cf. my book *Max Weber, passim*. A lucid exposition of the funda-

The generality of this distinction suggests that it lends itself to a comparative study of types of interrelation between social structure and the political community. In medieval Europe two such types were "competing" with each other as Machiavelli pointed out :

Kingdoms known to history have been governed in two ways : either by a prince and his servants, who, as ministers by his grace and permission, assist in governing the realm ; or by a prince and by barons, who hold positions not by favour of the ruler but by antiquity of blood. Such barons have states and subjects of their own who recognize them as their lords, and are naturally attached to them. In those states which are governed by a prince and his servants, the prince possesses more authority, because there is no one in the state regarded as a superior other than himself, and if others are obeyed it is merely as ministers and officials of the prince, and no one regards them with any special affection (49).

Government as an extension of the royal household and government based on the fealty between landed nobles and their king and leader thus represented two types of social structure as well as two types of instituted authority. Again, in the societies of Western civilization at the beginning of the present era this duality between society and the state is reflected in two far-reaching developments, which were eventually followed by a third. A market economy emerged based on contract or the ability of individuals to enter into legally binding agreements, while gradually the exercise of governmental authority was separated from kinship ties, property interests and inherited privileges. These developments occurred at a time when the determination of governmental policies and their administrative implementation were confined to a privileged few, but in the course of the nineteenth century this restriction was reduced and eventually eliminated through the extension of the franchise. If we consider these developments in retrospect we can summarize their effects on society and the state. The growth of the market economy and the adoption of universal franchise have given rise to interest groups and political parties which mobilize collectivities for economic and political action and thereby "facilitate the interchange between [...] the spontaneous groupings of society" and the exercise of authority (50). On the other hand, the "depersonalization" of governmental

mental assumptions of this approach is contained in Robert MACIVER, *The Web of Government* (New York, Macmillan and Co., 1947), ch. XIII.

(49) Niccolò MACHIAVELLI, *The Prince and the Discourses* (New York, The Modern Library, 1940), p. 15.

(50) See S.M. LIPSET, *Party Systems and the Representation of Social Groups, Archives européennes de sociologie*, I (1960), p. 51. In this article Professor Lipset presents comparative materials on the interrelation of different representative systems with different social structures.

functions has accompanied a centralization of legislative, judicial and administrative decision-making and implementation which now facilitates the "reverse interchange" between the state and society (51). The efficacy of these "interchanges" will vary not only with social cleavages and party-structures as Lipset has shown, but also with the "depersonalization" of government and the propensities of rule-abiding behavior among the people at large. On the whole Western societies are characterized in these respects by a cultural tradition which ensures the containment of group-conflicts within a gradually changing constitutional framework and a high degree of probity in office and popular compliance with rules. But it is well to remember that even in the West the centralization of government and the democratization of political participation have on occasion created a hiatus that has proved more or less intractable. A striking case in point is the Italian experience with its "negative interchange" between society and the state, as exemplified by the "anti-government organization" of the Sicilian *Mafia* which among other things "protects" the society against governmental encroachments (52). An extreme case like this serves to remind us that all Western societies have had to grapple with a duality that ranges from the juxtaposition of private concerns and public obligation in each citizen to the juxtaposition of solidary groups based on common interest and appointed officials acting in their authorized capacity.

To say that this hiatus is bridged by "interchange" from both sides only refers to the end-product of a prolonged balancing of group interests and formal institutions. In this respect the great issue of the nineteenth century had to do with the question whether and on what terms the disfranchised masses would be accorded the rights of national citizenship. The resolution of this issue could be eased *or* complicated through the continued confinement of politics to an elite of notables and through the natural as well as legal obstacles standing in the way of effective political organization. The balance between oligarchic resistance and popular political activation, the rise of central power and the later develop-

(51) Cf. Philip SELZNICK, *TVA and the Grass Roots* (Berkeley, University of California Press, 1949), which may be considered a case-study of this "reverse interchange".

(52) Cf. the analysis by E. J. HOBBS-BAWM, *Social Bandits and Primitive Rebels*

(Glencoe, The Free Press, 1959), ch. III. See also Roger VAILLAND's novel *The Law* which illustrates the anarchical propensities through which either formal compliance with, or the symbolic re-enactment of, the law is used to subvert all "rule-abiding behavior".

ment of citizenship on the part of all adults posed the problem of how a new reciprocity of rights and obligations could be established *at the national level*. In several European countries this problem of a national political community came to the fore at a time when the "new" social classes of employers and workers began to make their bid for political participation and to cope as well with the problem of their reciprocal rights and obligations. Ideological controversy was at its height as these and other groups became capable of organized action and as long as they were denied their bid for equal participation in the political process. But as one after another social group has been admitted to such participation, they have in each case used their newly acquired power to pressure the national government into enacting and implementing a guaranteed minimum of social and cultural amenities. In this way a new reciprocity of rights and obligation among conflicting groups could be established by the "welfare state" at the national level and where this has occurred ideological controversy has declined (53).

Clearly, this statement does not apply to the "developing areas" of the world today. Instead, we are witnessing ever new attempts to mobilize the "voiceless masses" through democratic ideas and institutions and at the same time provide these masses with the amenities of the "welfare state". This means that all the cleavages of the social structure are given political articulation simultaneously, while governments attempt to plan economic development and provide the minimum essentials of a welfare state. If it be argued that such governments possess only an uncertain authority and relatively little experience, it will be answered that they must make the attempt nevertheless because only on this basis will the mobilized masses positively identify themselves with the new nation (54). As a consequence of these conditions, ideological

(53) There is, thus, a close relationship between this *gradual* establishment of "social rights" and the decline of ideology, although it must be kept in mind that this decline in the West may be the consequence of the Cold War and the rise of ideology in the rest of the world as much as it is the result of the welfare-state. Different aspects of this complex phenomenon are discussed in T. H. MARSHALL, *Citizenship and Social Class* (Cambridge, At the University Press, 1950), ch. 1; Otto BRUNNER, *Das Zeitalter der Ideologien, Neue Wege der Sozialgeschichte* (Göttingen,

Vandenhoeck and Ruprecht, 1956), ch. ix; E. A. SHILS, *Ideology and Civility*, *Sewanee Review*, LXVI (1958), pp. 450-480; Daniel BELL, *The End of Ideology* (Glencoe, The Free Press, 1960), Part III; and S. M. LIPSET, *Political Man* (New York, Doubleday and Co., 1960), pp. 403-417.

(54) For a comparative analysis of the cleavages facing the "new nations" and the related liabilities of government cf. E. A. SHILS, *Political Development in the New States*, *Comparative Studies in Society and History*, II (1960), pp. 268-282, 379-411.

controversy is waged with unparalleled intensity, while political leaders attempt to establish a functioning governmental machinery and protect it against the continuous assault of politics and corruption.

In their increasing preoccupation with the "developing areas" of Asia and Africa since World War II Western scholars have had to grapple with the applicability of concepts which had been formulated in the context of Western experience. Since a simple application of these concepts is found wanting the further we move away from that experience, it is not surprising that some scholars decide to discard them altogether in an attempt to comprise in one conceptual scheme all political phenomena, Western and non-Western. The spirit of this enterprise is best conveyed in the following quotation :

[...] the search for new concepts [...] reflects an underlying drift towards a new and coherent way of thinking about and studying politics that is implied in such slogans as the 'behavioral approach'. This urge towards a new conceptual unity is suggested when we compare the new terms with the old. Thus, instead of the concept of the 'state', limited as it is by legal and institutional meanings, we prefer 'political system'; instead of 'powers', which again is a legal concept in connotation, we are beginning to prefer 'functions'; instead of 'offices' (legal again), we prefer 'roles'; instead of 'institutions', which again directs us toward formal norms, 'structures'; instead of 'public opinion' and 'citizenship training', formal and rational in meaning, we prefer 'political culture' and 'political socialization'. We are not setting aside public law and philosophy as disciplines, but simply telling them to move over to make room for a growth in political theory that has been long overdue (55).

In this approach politics is to be considered a universal phenomenon and as a result the distinction is discarded between societies which are "states" and those which are not, and that just at a time when leading groups in the "developing areas" are directly concerned with the organization of states and the development of governmental machinery (56).

The preceding discussion has suggested that this is not a new problem even in the Western experience. The rise of absolutism promoted the centralization of governmental power. But no

(55) Gabriel ALMOND, A Functional Approach to Comparative Politics, in Gabriel ALMOND and James S. COLEMAN, eds., *The Politics of the Developing Areas* (Princeton, Princeton University Press, 1960), p. 4.

(56) The concept "state" is discarded on the curious ground that it is based on a dichotomy which is incompatible with the

existing continuity of the phenomena. Professor Almond suggests that with reference to the "developing areas" only the political "input" functions will be analysed because the formal governmental structure ("output" function) is usually not well developed. This decision would seem to reintroduce the distinction which was discarded. Cf. *ibid.*, pp. 12, 17.

one reading the record of mercantilist regimes can avoid the conclusion that the efficacy of that central power was often as doubtful as is the efficacy of highly centralized governments in the "developing areas" of today. Again, the destruction of many intermediate centers of authority and the consequent emancipation of the individual through the institution of a national citizenship inevitably accentuated all existing cleavages within the society by mobilizing the people for the electoral struggle over the distribution of the national product. Thus, centralization of power and national citizenship gave a new meaning to the duality between society and the state, as Tocqueville observed long ago, and as we have occasion to witness in the "new nations" of the non-Western world today. It may be true, of course, that some of these "developing areas" are confronted by such an accentuation of cleavages within their social structure and such a lack of effective government, that anarchy reigns, or a political community can be established only by a "tutelary democracy" or a dictatorship as safeguards against anarchy. Meagre resources in the face of staggering tasks, the relative absence of a legal and governmental tradition, and the precipitous political mobilization of all the people greatly increase the hazards even aside from the additional aggravation of the Cold War. The efforts to cope with these difficulties certainly command our earnest attention and no one can be sure of their outcome. In view of that uncertainty we should try to preserve the insights we have gained from the Western experience into the social foundations of government *and* the political foundations of society. If a balance is achieved between these perspectives we may be able to utilize our knowledge for an understanding of contemporary social change.

A LA RECHERCHE
DES CLASSES PERDUES

Aspekte der Ungleichheit in der Gesellschaft

I

GEWISS war Aristoteles ein Kind seiner Zeit, als er behauptete, es gäbe Herren und Sklaven »von Natur«. Aber solche Ideologiekritik seiner These sagt uns wenig über das Problem, um das es Aristoteles ging, und über den Weg, den er zu seiner Lösung beschritt. Das Erregende an Aristoteles' Überlegungen zur Frage der Ungleichheit unter den Menschen ist, daß er mit ihnen beinahe zum ersten Soziologen geworden wäre — und es dann doch nicht wurde, weil er die Chance der soziologischen Erklärung eines Problems an eine, zudem zweifelhafte, philosophische Anthropologie auslieferte. Es ehrt diesen Irrtum, daß er sich nahezu 2000 Jahre lang unangefochten erhielt und noch heute gelegentlich auftritt. Doch bleiben auch ehrwürdige Fehler falsch, und es bleibt daher wichtig zu ergründen, wie sie zustandekommen konnten.

Daß Menschen in ihrem gesellschaftlichen Rang ungleich sind, ist zu allen Zeiten beobachtet worden. Sehr alt ist auch die Unterscheidung zweier — wenn der Ausdruck erlaubt ist — Archetypen der Ungleichheit: der Trennung der Menschen in Herrschende und Dienende und der Rangordnung nach Besitz und Ansehen. Aristoteles war nun einer der ersten, der die Frage nach den Ursachen dieser Ungleichheiten, insbesondere der Scheidung von Herren und Dienern stellte. Diese Frage läßt sich im Rahmen soziologischer Analyse beantworten; möglicherweise ist sie sogar Ausgangspunkt aller soziologischen Analyse. Aristoteles wählte zu ihrer Beantwortung jedoch einen Weg, der die Möglichkeit eigenständiger »sozialer Tatsachen« ausschließt, nämlich den Weg der Erklärung sozialer Unterschiede aus vermeintlich »natürlichen« Ungleichheiten unter den Menschen.

Auch der böswilligste Kritiker wird Aristoteles nicht der Inhumanität zeihen wollen. Dennoch finden sich in seinem Werk jene drei Unterscheidungen, die zum Arsenal jeder Rechtfertigung von Unterdrückung und Terror gehören: die von höheren und

niederen Rassen (auch »Kulturvölkern« und »Naturvölkern«), die von natürlich-aristokratischen Eliten und zum Dienen geborenen Massen sowie die von einem »starken« und einem »schwachen« Geschlecht. Alle drei vorgeblich natürlichen Ungleichheiten bezieht Aristoteles ausdrücklich auf die Verteilung der Herrschaft : »Es ist also klar, daß es *von Natur* Freie und Sklaven gibt und daß das Dienen für diese zuträglich und gerecht ist« (1). »Desgleichen ist das Verhältnis des Männlichen zum Weiblichen *von Natur* so, daß das eine besser, das andere geringer ist, und das eine regiert und das andere regiert wird« (2). »Bei den Barbaren freilich haben das Weibliche und das Regierte denselben Rang. Dies kommt daher, daß sie das von Natur Herrschende nicht besitzen [...] Darum sagen die Dichter : "Daß Griechen über Barbaren herrschen, ist gerecht", da nämlich *von Natur* der Barbar und der Sklave dasselbe sei« (3).

Für Aristoteles geht die ungleiche Verteilung der Herrschaft in der Gesellschaft aus den Ungleichheiten der menschlichen Natur hervor, selbst wenn er betont, daß die jeweils Herrschenden nicht notwendig auch die zum Herrschen Geborenen sind, daß es also keine prästabilisierte Harmonie von natürlicher und sozialer Ungleichheit gibt. Es gibt Ungleichheit in der Gesellschaft, weil einige zum Herrschen und andere zum Dienen geboren sind. »Das Herrschen und Dienen gehört nicht nur zu den notwendigen, sondern auch zu den zuträglichen Dingen. Vieles trennt sich gleich von Geburt an, das eine zum Dienen, das andere zum Herrschen« (4). Nun ist deutlich, daß es sich hier um philosophische Sätze handelt. Es mag daher leichtfertig scheinen, ihnen »Fehler« oder »Irrtümer« nachzusagen, da doch verbindliche Urteile über die Wahrheit oder Falschheit nichtempirischer Aussagen kaum oder gar nicht möglich sind. Doch läßt sich im Ansatz der aristotelischen Argumentation ein Fehler aufzeigen, der zumindest die Vermutung nahelegt, daß Aristoteles hier auch sachlich einen Irrweg beschritten hat.

Aristoteles verwechselt zwei Arten von allgemeinen Aussagen, damit zwei Dimensionen der Analyse. Er schließt aus der Möglichkeit nach beobachtbaren Universalität von Herrschaftsverhältnissen auf universelle Züge der menschlichen Natur, aus einer sozialen auf eine natürliche Wirklichkeit : weil Herrschaft notwendig ist, müssen einige zum Herrschen, andere zum Dienen

(1) ARISTOTELES, *Politik* 1254 b. Hier zitiert nach *Politik und Staat der Athener*, übers. v. O. Gigon (Zürich, 1955), S. 64.

(2) *Loc. cit.*, S. 63 (1254 b).

(3) *Loc. cit.*, S. 56 (1252 a).

(4) *Loc. cit.*, S. 52 (1254 a).

geboren sein; weil es Herren und Knechte von Natur gibt, ist Herrschaft universell. Beide Schlüsse sind jedoch nicht zwingend. Aristoteles hat nicht gesehen, daß es soziale Universalien (etwa — mit dem häßlichen Ausdruck der amerikanischen Schule — »functional prerequisites of a society«) geben kann, die dennoch in der menschlichen Natur weder eine Entsprechung finden noch gar aus dieser ableitbar sind. Es ist zumindest denkbar, daß jede Gesellschaft Herrschende und Dienende kennt, ohne daß das Herrschen und Dienen zum Element der Natur bestimmter Menschen wird. Es ist also denkbar, daß prinzipiell ranggleiche Menschen in der Gesellschaft in ihrem Rang nach ungleiche Positionen geraten. Daher besteht kein Grund, aus dem die stoisch-christliche Idee der natürlichen Gleichheit des Ranges aller Menschen nicht vereinbar sein sollte mit dem Phänomen und selbst dem Postulat der Ungleichheit unter den Menschen in der Gesellschaft.

Dieses Argument besagt natürlich nichts über die Wahrheit oder Falschheit der Idee der Gleichheit aller Menschen »von Natur«. Es besagt aber zweierlei für das Problem der Ungleichheit unter den Menschen: erstens ist die dem naiven Verständnis so einleuchtende automatische Identifizierung von gesellschaftlichen und menschlichen Ungleichheiten, also von sozialen Rangunterschieden und individuellen Qualitätsunterschieden, keineswegs legitim (wenn schon jedes Zeitalter aufs Neue versucht, in dieser Weise seine Gerechtigkeit zu begründen) (5). Zweitens ist der Rückgriff auf die menschliche Natur für die Erklärung der Ungleichheit unter den Menschen in der Gesellschaft überflüssig; die Ungleichheit läßt sich als Phänomen *sui generis*, nämlich als soziales Phänomen untersuchen.

II

Es liegt immer ein Maß an Willkür darin, den Ursprung einer wissenschaftlichen Disziplin in Namen und Daten zu fixieren. Doch scheint diese Willkür auf ein vergleichsweise geringes Maß reduziert, wenn wir sagen, daß die Soziologie aus der Entdeckung hervorging, daß Ungleichheit ein soziales und nicht ein natürliches Phänomen ist, daß man also die Frage nach dem Ursprung

(5) Auch die »Leistungsgesellschaft« entgeht diesem Fehler nicht, wenn sie die

»meritokratische« Schichtung mit dem natürlichen Begabungsgefälle identifiziert.

der Ungleichheit unter den Menschen ohne Rückgriff auf die fragwürdige Annahme natürlicher Rangunterschiede unter den Menschen beantworten kann. Diese Entdeckung geschah im 18. Jahrhundert : durch Locke, durch Rousseau, dann auch durch die von Sombart zu Recht in diesem Zusammenhang hervorgehobene schottische Schule nach Hume, also durch Adam Smith, Millar, Ferguson und einige andere (6). Sieht man sich Werke dieser Autoren an, so erscheint zumindest der junge Marx der Pariser Manuskripte weitgehend als verspäteter Epigone, der kaum einen neuen Gedanken hinzufügt (7).

Die Erklärung der Ungleichheit unter den Menschen bei den Autoren des 18. Jahrhunderts ist vor allem durch zwei gedankliche Konstruktionen gekennzeichnet. Beide tauchen bis zu Marx hin regelmäßig auf ; nur beispielsweise sollen sie hier an Hand von Rousseaus ungekrönter Akademie-Preisschrift von 1754 bezeichnet werden : »Quelle est l'origine de l'inégalité parmi les hommes et si elle est autorisée par la loi naturelle?« (8).

Die erste gedankliche Konstruktion Rousseaus und anderer ist die des Gesellschaftsvertrages bzw. des Naturzustandes. Um die soziale Ungleichheit zu erklären, postulieren diese Autoren die prinzipielle Ranggleichheit aller Menschen von Natur. Sei es, um dieses Postulat anschaulich zu machen, sei es auch in ernster geschichtsphilosophischer Absicht, projizieren sie es in die Geschichte, indem sie die menschliche Natur in die gedachte Wirklichkeit einer Urgesellschaft, eines Naturzustandes verwandeln, wo Ungleichheiten des Ranges noch nicht existierten. Nach dem obigen Argument gegen Aristoteles ist die Annahme der natürlichen Gleichheit der Menschen bzw. des Naturzustandes ohne Ungleichheit natürlich ebenso überflüssig wie ihr Gegenteil. Doch hat Rousseaus Ansatz gegenüber dem von Aristoteles einen entscheidenden Vorzug : Indem hier das Fehlen natürlicher Rangunterschiede vorausgesetzt wird, tritt der soziale Charakter aller tatsächlich beobachteten Ungleichheiten besonders deutlich hervor. Wenn es wirklich keine natürlichen Rangunterschiede zwischen

(6) Sombart sieht das Hauptverdienst der schottischen Schule allerdings in der Auflösung naturrechtlichen Denkens. Vgl. Die Anfänge der Soziologie, in *Hauptprobleme der Soziologie*, hg. v. M. PALYI (Berlin, 1923).

(7) Diese Formulierung ist insofern nicht ganz gerecht, als der junge Marx das Privateigentum auf die entfremdete Arbeit zu

reduzieren versucht. Die zentrale Stellung, die Marx dem Privateigentum in seinen sozialen und ökonomischen Analysen zuschreibt, erweist ihn jedoch als verspätetes Kind des 18. Jahrhunderts.

(8) Hier zitiert aus dem Band der Editions Garnier : *Du contrat social ou principes du droit politique*, Paris, o.J.

Menschen gibt, dann ist es in der Tat »aisé de voir qu'entre les différences qui distinguent les hommes, plusieurs passent pour naturelles qui sont uniquement l'ouvrage de l'habitude et de divers genres de vie que les hommes adoptent dans la société« (9). Wird die »inégalité morale ou politique« hier auf Gewohnheit und Lebensart zurückgeführt, so sagt Rousseau an anderer Stelle schärfer: »elle dépend d'une sorte de convention, et [...] elle est établie ou du moins autorisée par le consentement des hommes« (10). Erst der Gesellschaftsvertrag begründet die Ungleichheit unter den Menschen; Rangunterschiede sind ein spezifisch soziales Phänomen.

Allerdings verbessert Rousseau sich nicht ohne Grund in dem zuletzt zitierten Satz: Die Zustimmung der Menschen autorisiert die Ungleichheit, aber sie schafft sie nicht. Für die Erklärung des Ursprunges der Ungleichheit verwendet Rousseau vielmehr — wie manche andere vor und nach ihm — eine zweite gedankliche Konstruktion, die des Sündenfalls bzw. des Privateigentums: »Le premier qui ayant enclos un terrain s'avisa de dire: Ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile« (11). Aus dem Eigentum folgen alle anderen Ungleichheiten, die wir in der Gesellschaft beobachten. Seit und solange es Privateigentum gibt, gibt es Gesellschaft und damit Rangunterschiede unter den Menschen.

Auch Rousseau und denen, die gedanklich ähnliche Wege gingen, kam es vorwiegend auf die Erklärung jener Form der Ungleichheit an, die die einen zu Herrschern, die anderen zu Dienern macht. Doch faßt er an einigen Stellen den Begriff der Ungleichheit weiter. Er sagt, sie bestehe »dans les différents privilèges dont quelques-uns jouissent au préjudice des autres, comme d'être plus riches, plus honorés, plus puissants qu'eux, ou même de s'en faire obéir« (12). An anderer Stelle zählt er als »distinctions principales par lesquelles on se mesure dans la société« die noch heute verwendeten Schichtungskriterien auf: »la richesse, la noblesse ou le rang, la puissance et le mérite personnel« (13). Die Frage der Ungleichheit wird hier also in ihrer ganzen Breite gestellt, allerdings auch in ihrer ganzen Breite mit dem Hinweis auf den einen Faktor des Privateigentums beantwortet.

(9) *Loc. cit.*, S. 64.

(10) *Loc. cit.*, S. 39.

(11) *Loc. cit.*, S. 66.

(12) *Loc. cit.*, S. 39.

(13) *Loc. cit.*, S. 88.

III

Der große Fortschritt der Sozialtheorie des 18. Jahrhunderts liegt darin, daß sie den spezifisch gesellschaftlichen Charakter der Ungleichheit unter den Menschen entdeckt hat. Ob die Ableitung der sozialen Schichtung aus dem Privateigentum allerdings überzeugend ist, muß uns heute zumindest sehr zweifelhaft scheinen. Vielleicht sind Locke und Rousseau und ihre Nachfolger hier im Wortsinn einen Schritt zu weit gegangen: von der metasozialen menschlichen Natur zu einem prinzipiell historischen Phänomen unter Überspringung der Zwischenebene der von aller Geschichte unberührten formalen Grundbedingungen menschlicher Gesellschaft. Wir kennen Gesellschaften, in denen das Privateigentum als Rechtsmittel abgeschafft ist, die aber dennoch Ungleichheiten der sozialen Stellung aufweisen. Nachdem die utopische Phantasie des 19. Jahrhunderts somit etwas abgekühlt ist, erwarten nur wenige noch von der Beseitigung des Privateigentums eine Einschmelzung aller sozialen Rangunterschiede. Es ist daher im Prinzip sinnvoll, daß neuere Soziologen der Ursprung der Schichtung in bleibenderen Faktoren als dem Privateigentum suchen.

Das Problem der Ungleichheit ist — paradoxerweise? — in jüngster Zeit vor allem von amerikanischen Soziologen erörtert worden. Von Kingsley Davis' erstem Aufsatz zu diesem Thema aus dem Jahre 1943 bis zu Talcott Parsons' *Revised Analytical Approach to the Theory of Social Stratification* aus dem Jahr 1954 und weiter zieht sich eine zwar sporadische, im ganzen aber konsequente Diskussion, an der sich neben den Genannten W. E. Moore, M. Tumin, M. Levy, S. M. Lipset und R. Bendix, Ch. I. Barnard und andere beteiligt haben (14). Es wäre eine reizvolle Aufgabe, diese Diskussionsbeiträge einmal in einem Band zusammenzustellen — obwohl man sagen muß, daß sie das Problem des Ursprunges der Ungleichheit einer Lösung nicht wesentlich näherführen. In

(14) Bei den zitierten Autoren ist außer den im Text erwähnten Arbeiten gedacht: an die Diskussion in der *American Sociological Review* 1945 und vor allem 1953, unter Teilnahme von Davis, Moore, Tumin; an den von mehreren Autoren unter Leitung von M. Levy in der Zeitschrift *Ethics* 1950 veröffentlichten Aufsatz »The Functional Prerequisites of a Society«, an die kritische Arbeit von S. M. Lipset und

R. Bendix aus dem *British Journal of Sociology* von 1951 über »Social Status and Social Structure«, und an Barnards »Functions and Pathology of Status Systems in Formal Organizations« in dem von W. F. Whyte herausgegebenen Sammelband *Industry and Society*. Für eine Bibliographie der amerikanischen Schichtungsdiskussion vgl. meine in Anm. 16 genannte Arbeit.

grober Vereinfachung zeichnen sich in der amerikanischen Schichtungsdiskussion drei Positionen ab. Die erste ist die vor allem von Parsons vertretene, die man als eine Art ontologischen Schichtungsbeweis bezeichnen könnte. Parsons argumentiert, der Gedanke der Schätzung und des Wertes selber impliziere die Existenz unterschiedlicher Rangstufen. Wir könnten nicht von »Wert« sprechen, wenn es nicht höhere und niedrigere Bewertungen gäbe. Insofern Menschen also das Wort »Wert« auf soziale Tatbestände anwenden, muß es soziale Ungleichheit geben. Die zweite Position ist die von Davis und Moore. Sie geht von der Existenz der Arbeitsteilung aus und läuft auf das Argument hinaus, daß das Vorhandensein unterschiedlicher Positionen nach wertender Über- und Unterordnung verlange. Vertreter einer dritten Position, die vor allem Chester Barnard repräsentiert, fügen ein psychologisches Argument hinzu. Auch Barnard geht von der Arbeitsteilung aus, sieht jedoch Schichtung als etwas Hinzukommendes, das nötig ist, um das Sicherheitsbedürfnis des Einzelnen zu befriedigen und um ein Anreizsystem für die Zuordnung sozialer Positionen zu schaffen (15).

Wenn hier eine ausführliche Kritik dieser Positionen beabsichtigt wäre, dann müßten sie zuvor gründlicher dargestellt werden. Doch wird auch aus den Hinweisen schon deutlich, daß das Problem der Ungleichheit und ihrer Quellen unverändert besteht und daß eine befriedigende Lösung noch nicht gefunden ist. Parsons' Argument erweckt zumindest den Anschein der *petitio principii*: warum der Gedanke der Wertung auf soziale Positionen bezogen wird, ist ja zu erklären; es darf daher nicht vorausgesetzt werden. Der bei Davis und Moore auftauchende Schluß von der Arbeitsteilung auf die Schichtung ist nicht überzeugend. Wir kennen in der Industriesoziologie die Unterscheidung von funktionaler und skalarer Organisation, und so akademisch diese in der Praxis sein mag, so einleuchtend ist sie doch analytisch: daß es einen Einkaufsdirektor und einen Hilfsarbeiter geben muß, heißt als solches noch keineswegs, daß jener höher eingeschätzt oder bezahlt werden müßte als dieser. Es wäre zumindest denkbar, daß Arbeitsteilung ohne Schichtung besteht. Schichtung ist also etwas Hinzukommendes; die Erklärung der Ungleichheit bedarf eines neuen Faktors. Ob dieser allerdings psychologisch sein darf, muß zumindest fraglich scheinen. Die Erklärung der Schichtung aus

(15) Diese Position ist vor Jahrzehnten schon von Leopold vertreten worden, wie

H. Kluth (*Sozialer Status und Sozialprestige*, Stuttgart, 1957) gezeigt hat.

einem menschlichen Schichtungsbedürfnis (wie immer man dieses im einzelnen nennen mag) erinnert an die tautologischen Instinkttheorien noch der 20er Jahre unseres Jahrhunderts, die die Probleme weniger erklären als verschieben, indem sie sozialen Phänomenen psychologische Namen geben.

Es ist nicht der Sinn dieser kritischen Bemerkungen, die neueren Versuche zur Erklärung insbesondere der Ungleichheit von der Form der Schichtung gänzlich zurückzuweisen. Auch heute noch ist die Preisfrage der Akademie von Dijon ein würdiger Gegenstand der philosophischen und der soziologischen Reflektion. Die Beantwortung dieser Frage ist allerdings vorwiegend unter rein theoretischen Aspekten wichtig. Die Wendung des 18. Jahrhunderts war nötig, um den spezifisch sozialen Charakter der Ungleichheit unter den Menschen hervorzuheben und damit das Vorfeld zur soziologischen Behandlung des Problems freizulegen. Die Beantwortung der Frage nach dem Ursprung der Ungleichheit unter den Menschen ist heute wichtig, weil sie Verbindungslinien herzustellen vermag zwischen den Grundkategorien der soziologischen Analyse. So ist es von höchster theoretischer Bedeutung zu wissen, ob das Eigentum, die Arbeitsteilung, der moralische Charakter der menschlichen Gesellschaft oder noch ganz andere Faktoren für die Existenz von Ungleichheit verantwortlich gemacht werden können (16).

Andererseits ist es für die Erklärung bestimmter soziologischer Probleme nicht unumgänglich zu wissen, warum soziale Positionen ungleich sind. Man könnte meinen, daß an die Stelle einer befriedigenden und erschöpfenden Beantwortung von Rousseaus oder Millars Frage heute eine schlichte Annahme treten kann, daß wir also mit einem Postulat die Schwierigkeiten der Beantwortung der Frage nach dem Ursprung der Ungleichheit bewältigen können. Für die empirische Analyse der Probleme sozialer Schichtung und sozialer Verteilung der Herrschaft ist es nützlich anzunehmen, daß es in jeder menschlichen Gesellschaft ein System der Ungleichheit des Ranges gibt. Aus dieser Annahme folgen gewisse Konsequenzen, die ihrerseits dem Test der Beobachtung unterliegen. Mit solchen Konsequenzen und nicht mit dem Status der Annahme selbst hat es die soziologische Analyse zu tun.

(16) Vgl. für einen Versuch, diese Frage zu beantworten, meine Tübinger Antrittsvorlesung, *Über den Ursprung der Ungleichheit unter den Menschen* (Stuttgart, 1961). Die dort vorgeschlagene Erklärung verbin-

det die Begriffe der Schichtung, der Norm, der Sanktion und der Herrschaft und eröffnet damit Perspektiven, die an vielen Punkten über das hier Gesagte wesentlich hinausführen.

IV

Der Begriff der Ungleichheit unter den Menschen klingt heute ein wenig antiquiert. Ich habe ihn aus eben diesem Grunde hier gewählt : antiquierte Begriffe haben den Vorzug, weniger mißverständlich zu sein als die gängige Münze der sozialwissenschaftlichen Umgangssprache. Dennoch läßt sich nicht leugnen, daß der Begriff der Ungleichheit unter den Menschen manches zu wünschen übrig läßt. Er deutet nur an, wo bestimmte Aussagen nötig sind. Was postulieren wir eigentlich genau, wenn wir annehmen, daß es in jeder Gesellschaft ein System der Ungleichheit des Ranges gibt? Welche typische Formen der Ungleichheit lassen sich als in jeder menschlichen Gesellschaft vorhanden behaupten? Mir scheint, daß wir hier die beiden schon wiederholt unterschiedenen Formen meinen müssen : die des Herrschens und Dienens einerseits, die des Ranges im engeren Sinn andererseits.

Jede menschliche Gesellschaft kennt Herrschaft, also positionsgebundene Anordnungsbefugnis und Gehorsamsverpflichtung. Gleichgültig um die persönliche Autorität oder Unterordnungsbereitschaft von Einzelnen gibt es stets Ämter in der Gesellschaft, deren Träger Anordnungen erteilen müssen, und Stellungen, deren Träger auf Grund sanktionierter Normen verpflichtet sind, diesen Anordnungen Folge zu leisten. Wenn man will, könnte man diese Annahme auch so formulieren, daß der Gesellschaftsvertrag (*pacte d'association*) den Herrschaftsvertrag (*pacte de gouvernement*) stets nach sich zieht. Herrschaft und Unterordnung schafft Freie und Sklaven, Herren und Knechte, Minister und Staatsbürger, »Chefs« und »Mitarbeiter«, kurz : soziale Ungleichheit. Dies ist in der Tat die Form der Ungleichheit, die die politischen Philosophen und Ökonomen von Aristoteles bis hin zu Marx vor allem beschäftigt — nicht weil sie grundlegender wäre als jene andere Form, von der gleich noch zu sprechen sein wird, sondern weil sie folgenreicher ist. Das Herrschen und Dienen schafft eine prinzipielle Ungleichheit unter den Menschen. Gewiß ist die Entfernung vom Minister zum Staatsbürger weit geringer als die vom Freien zum Sklaven, gewiß ist dort die unüberschreitbare Schranke verschwunden, die hier die Träger der Positionen trennt — stets aber stellt sich das Herrschaftsgefüge sozialer Verbände als Dichotomie von »Oben« und »Unten« dar. Unter dem Gesichtspunkt der Herrschaft gibt es immer »Besitzende« und »Nichtbesitzende«, d.h. solche, die Anord-

nungen erteilen dürfen und solche, die an der Ausübung der Herrschaft überhaupt nicht teilhaben. Im Gegensatz zu Prestige, Einkommen, selbst Ausbildung, ist Herrschaft — um mit Parsons, obschon gegen seine eigene Auffassung zu sprechen (17) — ein »Nullsummen-Begriff« (*zero-sum concept*): die Anordnungsbefugnis der einen ist stets die Gehorsamsverpflichtung der anderen. So sehr sich die Formen und Folgen der Herrschaft wandeln können und tatsächlich gewandelt haben, so wenig ändern doch diese Wandlungen am prinzipiellen Charakter der Ungleichheit kraft legitimer Macht.

Jede menschliche Gesellschaft kennt aber auch eine andere Form der Ungleichheit, die man zum Unterschied von der Herrschaftsverteilung als graduell bezeichnen kann, selbst wenn sie in bestimmten Gesellschaften unüberschreitbare Schranken errichtet. Dies ist die Ungleichheit des Ranges oder Status. Es ist umstritten, wie viele Faktoren in den sozialen Status von Positionen eingehen. Tischgemeinschaft, Ehegemeinschaft, Stil der Wohnungseinrichtung, Selbsteinschätzung, Fremdeinschätzung, Einkommen, Eigentum, Ausbildung sind nur einige der hier möglicherweise relevanten Kriterien und Symbole. Vielleicht ist jedoch der vagste aller rangbestimmenden Faktoren zugleich der treffendste: das Prestige. Der Ruf oder Rang, das Ansehen oder die Geltung sozialer Positionen dürften auch dort noch Ungleichheiten begründen, wo es weder Schulen noch Fabriken noch Wohnzimmer gibt. Gerade weil Prestige ein komplexer Faktor ist, eignet es sich vorzüglich zur Beschreibung jener Form der Ungleichheit, nach der die Gesellschaft eine Rangordnung sozialer Positionen kennt; Prestige bezeichnet sowohl die Werthaltigkeit dieser Ungleichheit als auch den graduellen, abstufenden Charakter der mit ihr gegebenen Rangordnung. Natürlich ist die Variabilität der historischen Ausprägungen auch hier wieder groß. Man mag wenig Verwandtschaft entdecken zwischen der privilegienbesetzten und religiös sanktionierten Kastenordnung und dem mobilen Kontinuum der offenen Schichtung moderner Gesellschaften. Doch gibt es in beiden ein nuancenreiches System der Rangunterschiede mit hohem, mittlerem und niederem Status, aber ohne das völlige Fehlen von Prestige, also jene prinzipielle Schranke, durch die die Ungleichheit der Herrschaft sich von der des Ranges unterscheidet (18).

(17) Vgl. T. PARSONS, Kritik von C. W. Mills' *Power Elite*, in *World Politics*, X (1957).

(18) In diesem Sinne kann Prestige kein

Nullsummenbegriff sein. Hierin liegt der — wenn man so will — logische Unterschied von Prestige und Herrschaft.

Wie mir scheint, müssen den beiden Formen der Ungleichheit zwei verschiedene Grundkategorien der soziologischen Analyse und auch zwei verschiedene Ansätze der soziologischen Theorie zugeordnet werden. Wenn man sich am traditionellen (heute allerdings keineswegs unmißverständlichen) Begriffsgebrauch orientiert, dann bezeichnet die zuletzt erörterte Ungleichheit die soziale Schichtung, die zuerst genannte dagegen die Klassenstruktur. Die Analyse der sozialen Schichtung hat ihren Ort vor allem im Rahmen einer Theorie der Integration sozialer Systeme; die Klassenstruktur dagegen kann als Ausgangspunkt einer theoretischen Erklärung sozialer Konflikte gelten (19). Es bedarf kaum der Betonung, daß eine so rigorose Trennung der beiden Aspekte sich in der Analyse kaum durchhalten läßt. Es gibt nicht nur das Phänomen der Überlagerung von Herrschaft und Status, sondern es gibt auch integrative Aspekte der Klassenstruktur (wie den Herrschaftsvertrag selbst) und dynamische Konsequenzen der sozialen Schichtung (wie das Verhältnis von Erstarrung und Revolution oder die vertikale Mobilität). Doch liegt in der möglichst strikten Unterscheidung der beiden Formen der Ungleichheit darum ein Gewinn, weil diese scheinbaren Voraussetzungen der Analyse — wie die Identität von Eigentum oder Rang und Herrschaft — als empirische, damit überprüfbare Ableitungen aus allgemeineren Annahmen enthüllt.

V

Es ist weniger eine Bestätigung als eine Illustration der beiden Formen der Ungleichheit unter den Menschen, daß diese zwei Typen von Gesellschaftsbildern entsprechen, die sich auf Grund literarischer Zeugnisse in der Vergangenheit ebenso nachweisen lassen wie auf Grund empirischer Studien in der Gegenwart. Vermutlich haben Menschen zu allen Zeiten versucht, sich ihre gesellschaftliche Umwelt in gewissen mehr oder minder magischen Kategorien verständlich zu machen. Es kann nicht überraschen, daß diese Suche nach einem Gesellschaftsverständnis sich in der Regel an den sozialen Ungleichheiten orientiert. Die Systeme der Ungleichheit sind gleichsam das Koordinatenkreuz, das es dem

(19) Vgl. dazu meine Studie : *Class and Class Conflict in Industrial Society*

(Stanford/London, 1959). Aber s. auch die in Anm. 16 genannte Schrift.

Einzelnen erlaubt, sich selbst einen Platz in einem auf diesem Wege halbwegs durchschaubaren und geordneten Ganzen zuzuordnen. Die Untersuchungen von Centers in den U.S.A., Hoggart in England, Willener in der französischen Schweiz und Popitz in Deutschland zeigen, daß Menschen auf Befragen auch dann die Systeme der Ungleichheit, der Herrschaftsverteilung und Rangordnung zur Sprache bringen, wenn sie nicht unmittelbar danach gefragt werden. Sie zeigen überdies, daß Befragte in vielen Ländern jenen beiden Gesellschaftsbildern zuneigen, die man mit den Ausdrücken von Popitz als »dichotomisch« und »hierarchisch« bezeichnen kann (20).

Wie alt das dichotomische Verständnis der Gesellschaft ist, hat Ossowski in einem schönen Aufsatz gezeigt (21). Nach Hoggart, Willener und Popitz scheinen heute vorwiegend Arbeiter diesem Gesellschaftsbild zuzuneigen. Es ist das Bild der Gesellschaft als gespalten in ein »Oben« und »Unten« (»Them« und »Us«, »ceux qui sont en haut« und »ceux qui sont en bas«). Der Punkt, an dem die Grenze zwischen »denen da oben« und »uns hier unten« gezogen wird, variiert: hier ist es die Grenze zwischen »arm« und »reich«, dort die zwischen den Mächtigen und den Ohnmächtigen, dort die zwischen denen, die »wirklich arbeiten« und den anderen, die dies nicht tun. Immer aber handelt es sich um eine prinzipielle Ungleichheit. Diese wird nicht notwendig als explosiv, oft nicht einmal als ungerecht oder falsch erlebt; aber viele sehen in ihr doch eine Spaltung der Gesellschaft in zwei große, auf Grund ihrer sozialen Positionen wesentlich unterschiedene Aggregate. Es gibt keine Abstufungen und keine Mittelgruppen. Jene, die »am Drücker sitzen« sind nicht schlechter und nicht besser als die, die sich damit abzufinden haben, daß sie »doch nichts ausrichten können«, aber sie haben eine grundsätzlich andere Position, sie stehen auf der anderen Seite des Zaunes.

Wenn Ossowski gewollt hätte, hätte er auch einen Aufsatz über die »*vision hiérarchique de la stratification sociale*« schreiben und zeigen können, wie alt dieses zweite Gesellschaftsbild ist. Es leuchtet ein, daß vor allem Angestellte, aber auch die Mitglieder der modernen Oberschicht wider Willen heute Wert darauf legen,

(20) Vgl. für eine ausführlichere Analyse der beiden Typen von Gesellschaftsbildern den Abschnitt »How People See Society« in meinem in Anm. 18 genannten Buch (S. 280 ff.). Die Studien, auf die diese Analyse sich bezieht, sind: R. CENTERS, *The Psychology of Social Classes* (Princeton, 1949); R. HOGGART, *The Uses of Literacy*

(London, 1957); A. WILLENER, *Images de la société et classes sociales* (Bern, 1957); H. POPITZ et al., *Das Gesellschaftsbild des Arbeiters* (Tübingen, 1957).

(21) S. OSSOWSKI, La vision dichotomique de la stratification sociale, *Cahiers internationaux de sociologie*, XX (1956), 15-29.

die Gesellschaft als geschichtetes Gefüge mit vielem Stufen zu beschreiben : wer sich nach oben abgrenzen muß und nach unten abgrenzen will, kommt mit einem dichotomischen Bild nicht aus. Hier erscheint die Gesellschaft etwa wie in W. Lloyd Warners Yankee City. Drei, vier, fünf, sechs und mehr Ebenen lagern übereinander. Sie unterscheiden sich nach dem Einkommen, der Ausbildung, der Herkunft, dem Lebensstil, kurz : dem Prestige der ihnen Zugehörigen. Bei diesem Gesellschaftsbild sind die Begriffe (heute, in offenen Schichtgesellschaften) nicht ganz so klar wie bei dem der Hierarchie ; viele wissen nicht recht, wie sie die verschiedenen Ebenen benennen sollen, aber das Grundprinzip einer graduellen Abstufung innerhalb eines quasigeologischen Aufbaus ist klar.

Die hier flüchtig referierten empirischen Untersuchungen, die wohl zu den wichtigsten Arbeiten der empirischen Sozialforschung in den letzten Jahren zählen, vermögen, wie gesagt, die Annahmen der Universalität von Klassenstruktur und sozialer Schichtung nicht zu beweisen. Immerhin aber liefern sie eine anschauliche Ergänzung zur abstrakten Erörterung der Formen der Ungleichheit unter den Menschen. Dies gilt um so mehr, als die beobachteten Gesellschaftsbilder in etwas weniger naiver Form in der soziologischen Literatur wiederkehren. Es gibt Soziologen, die, indem sie etwa an Marx anknüpfen, den dichotomischen Charakter der Gesellschaft betonen ; es gibt andere, vor allem amerikanische Forscher, die nur den hierarchischen Aspekt der sozialen Schichtung sehen. Beide Perspektiven haben ihren Sinn und ihre Berechtigung. Doch ist vielleicht die Warnung am Platze, daß jeder implizite oder explizite Anspruch auf ausschließliche Geltung der einen oder anderen Perspektive in die Irre führen muß.

VI

Die Annahmen, daß jede Gesellschaft eine Klassenstruktur und eine soziale Schichtung kennt, sind formuliert worden, als seien sie zumindest bisher unbestritten. Das ist jedoch keineswegs der Fall. Von zwei Seiten her werden diese Annahmen schon seit längerem angegriffen : von Politikern und politischen Theoretikern, die eine Gesellschaft vollkommener Gleichheit erträumen oder für verwirklicht erklären sowie von Ethnologen, die von fernen Ländern berichten, in denen die eine oder andere Form der Ungleich-

heit angeblich nicht besteht. Es bedürfte mehr als eines Aufsatzes, um diese beiden Typen von Einwänden befriedigend zu erörtern. In neuester Zeit haben jedoch auch Soziologen, und zwar im Hinblick auf die moderne, nachkapitalistische Gesellschaft gemeint, die Annahmen der Universalität von Ungleichheiten der Herrschaft und des Ranges widerlegen zu können. Hier sind einige Bemerkungen nötig.

Was zunächst die Existenz eines Systems der sozialen Schichtung angeht, so ist zumal in der neuesten deutschen Soziologie häufig die Rede von einem Prozeß der Nivellierung, der die Entwicklung der letzten Jahrzehnte kennzeichnet. Wo vor einem Jahrhundert noch spürbare und folgenschwere soziale Unterschiede bestanden, da ist heute eine weitgehende Einebnung erfolgt: durch das Steigen der Reallöhne bei gleichzeitiger Besteuerung der Spitzeneinkommen, durch die Verwirklichung gleicher Ausbildungschancen für alle, durch die Angleichung der Konsumbedürfnisse und Lebensstile in einer auf Massengüterproduktion beruhenden Wirtschaft, durch den Abbau der Privilegien, die Prestigegrenzen zwischen den Schichten errichteten usw.

Damit ist, so wird hier argumentiert, an die Stelle der in einer Pyramide darstellbaren gesellschaftlichen Hierarchie die starke Konzentration auf eine kleinbürgerlich-mittelständische Lebenslage getreten. Die überwiegende Mehrzahl aller Menschen gehört nunmehr zu einer grossen sozialen Schicht.

Diese Richtung der Analyse enthält sowohl sinnvolle als auch unsinnige Elemente. So ist die These sicher sinnvoll, daß im Schichtungssystem der industriellen Gesellschaften in den letzten hundert Jahren mancher Wandel stattgefunden hat. Dieser Wandel hat zur Auflockerung der Schichtgrenzen geführt, so daß man heute nicht mehr von einer angebbaren Zahl sozialer Schichten sprechen kann, sondern ein Statuskontinuum annehmen muß, in dem Brüche und Sprünge weitgehend fehlen. Vielleicht läßt sich der Wandel der letzten Jahrzehnte auch mit Boltes Figur eines Überganges von der Form der Pyramide zu der der Zwiebel veranschaulichen (22). Während in vielen früheren Gesellschaften die Mehrzahl der Menschen die Positionen am unteren Ende der Schichtungsskala einnahm, finden sich heute viele in einer mittleren Lage des Prestiges, des Einkommens und Lebensstils.

Doch berechtigen diese Beobachtungen nicht zu dem Schluß,

(22) Vgl. K. M. Bolte: Soziale Schichtung, in dem Fischer-Lexikon *Soziologie*, hg. v. R. KÖNIC (Frankfurt, 1959).

daß die moderne Gesellschaft Schichtung überhaupt nicht mehr kenne. Wenn etwa Landshut — wie auch Schelsky in seinen frühen Schriften — in dem »immer rascher fortschreitenden Prozeß der Einebnung« eine Tendenz zur Durchsetzung des »Zustandes eines unterschiedslosen Durchschnitts-Status« sieht (23), dann liegt in solchen Thesen zumindest eine gefährliche Vergröberung, wenn nicht ein klarer Fehler. Mit Hinweisen auf die Einkommensnivellierung, die Angleichung der Lebensstile und die Auflösung solidarischer Gruppenbindungen versucht Landshut zu beweisen, daß es »eben keine gegliederte Gesellschaft mehr« gibt : »Diese Auflösung der Klassenunterschiede ist aber in unseren Tagen offensichtlich. Wo es noch Unterschiede gibt, sind sie privater, aber nicht öffentlich-gesellschaftlicher Art [...] Das gesellschaftliche Leben konvergiert auf ein einziges Modell, auf eine mittlere Linie, auf den Typus des *common man*« (24). Die Frage, ob diese Tendenzen nicht nur das Verschwinden bestimmter historischer Schichtkriterien und -symbole zugunsten neuer bezeichnet, stellt Landshut nicht. Auch setzt er sich nicht mit der Tatsache auseinander, daß Menschen die Ungleichheit des Ranges unverändert empfinden, daß Aufstiegswille und Abstiegsnot — die beide nur dort Sinn haben, wo es Schichtung gibt — heute wahrscheinlich stärker sind als je zuvor, ganz zu schweigen davon, daß ein Einkommen von 2 000 Mark den Lebenshorizont des Einzelnen unvergleichlich weiter spannt als eines von 500 Mark (25).

In der Behauptung, es gäbe keine soziale Schichtung mehr, liegt vermutlich ein starkes ideologisches Element. Totale Gleichheit des Ranges aller wird gewöhnlich dort behauptet, wo eine Gesellschaft um Selbstrechtfertigung bemüht ist. Dies war eine Zeitlang in der Sowjetunion der Fall, es scheint heute für die westdeutsche Gesellschaft zu gelten. Es muß auffallen, daß die These der totalen Nivellierung im Rahmen der westlichen Soziologie auf Deutschland beschränkt blieb und in ihrer Anwendung auf die U.S.A. bei amerikanischen Soziologen keine Gegenliebe fand (26). Vermutlich wird niemandem, der an die totale Gleichheit des sozialen

(23) S. LANDSHUT, Die Gegenwart im Lichte der Marx'schen Lehre, *Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, I (1956), S. 47.

(25) Landshut behauptet (*loc. cit.*, S. 48 f.) : »Die Umgangsformen, der Lebensstil, die Lektüre und die Art der Beschäftigung in der Muße und der Ferienzeit sind heute bei einem Einkommen

von 2 000 oder 500 Mark im Grunde die gleichen«.

(26) Ich würde meinen, daß Thesen, die nur bei Soziologen eines Landes auftauchen, in der Regel ideologieverdächtig sind. Das gilt ebenso für die Nivellierungsthese in der deutschen wie etwa für die These der Entfremdung der Industriearbeit in der französischen Soziologie.

Ranges glaubt, die Enttäuschung jener sympathisierenden Besucher der Sowjetunion in den 30er Jahren erspart, die — wie A. Gide oder die Webbs — plötzlich feststellen mußten, daß auch ihr Paradies noch eine menschliche Gesellschaft ist, in der es soziale Ungleichheiten unter den Menschen gibt.

VII

Schwerwiegender als die These der Nivellierung der sozialen Schichtung sind die beharrlichen Argumente von Soziologen, die moderne Gesellschaft tendiere zu einer Aufhebung aller Ungleichheit im Hinblick auf die Verteilung der Herrschaft. Auch hier wieder hat die politische Theorie und vor allem die Ethnologie mit ihren Berichten von herrschaftslosen Gesellschaften die Wege geebnet. Auch hier wieder soll uns indes nur die Anwendung der Idee einer herrschaftslosen Gesellschaft auf die Moderne beschäftigen.

Daß die moderne Gesellschaft eine ungleiche Verteilung von Anordnungsbefugnis und Gehorsamsverpflichtung nicht mehr kenne, ist vor allem auf dreierlei Weise begründet worden. Eine erste Begründung beruht auf der Interpretation der repräsentativen Institutionen und ihrer sozialen Konsequenzen. Denkt man etwa an Neulohs Begriff der »zweiseitigen Betriebsverfassung« im industriellen Bereich oder an C. J. Friedrichs Neubelebung der Begriffe »Herrschaft« und »Genossenschaft« im politischen Bereich (27), so läßt sich die hier gemeinte Argumentation folgendermassen resümieren: innerhalb repräsentativer Institutionen haben alle Bürger gleiche Rechte. Sie haben damit auch gleichen Anteil an der Ausübung von Herrschaft. Die Bürger des repräsentativen Staates bzw. auch des repräsentativen Industriebetriebes bilden eine Assoziation freier und gleicher »Genossen« ohne Privilegien und Benachteiligungen, ohne Herren und Diener. In diesem Sinne, allerdings mit einer gewissen Vorsicht, sagt Friedrich von der Demokratie, sie sei »nicht nur eine Herrschaftsordnung, sondern eine genossenschaftliche Ordnung« (28).

(27) Vgl. O. NEULOH, *Die deutsche Betriebsverfassung und ihre Sozialformen* (Tübingen, 1958), C. H. FRIEDRICH, *Demokratie als Herrschafts- und Lebensform* (Heidelberg, 1959).

(28) *Loc. cit.*, S. 15. Die Einschränkung ist jedoch zu beachten. Friedrich neigt zwar dem »genossenschaftlichen« Verständnis der Demokratie zu, schließt jedoch ihren Herrschaftscharakter nicht aus.

Ganz anders argumentieren dagegen jene, die — wie etwa Renner (29) — nicht nur die ungleiche Verteilung der Herrschaft, sondern die Existenz von Herrschaft überhaupt für die moderne Gesellschaft bestreiten. Hier ist zumeist die Rede von einem Automatismus der Entscheidungsfindung, der jede persönliche Befehlsgewalt unnötig mache und den Staat zu einem reinen Verwaltungsapparat umbilde, in dem niemand mehr die Chance hat, Befehle zu geben oder Gehorsam zu erwarten. Präziser als etwa Landshut oder auch Riesman spricht Renner hier von der »Herrschaft des Gesetzes« : die sozialen Normen selbst regulieren das Zusammenleben der Menschen ; alle unterliegen diesen Normen, der Automatismus ihrer Wirksamkeit schließt das Herrschen und Dienen aus.

Der Möglichkeit nach noch weitergehend ist die These der Beseitigung der Herrschaft durch technische Neuerungen, die allerdings bisher nur in Andeutungen und vorwiegend im Hinblick auf den Industriebetrieb formuliert worden ist. Es gibt Autoren, die meinen, daß in der modernen Industrie die traditionellen Beziehungen der Über- und Unterordnung gewissermaßen als Programm in elektronische Apparaturen eingehen. Was bleibt, sind nur mehr funktionale Beziehungen zwischen Menschen, ein ineinandergreifendes Gefüge arbeitsteilter Positionen ohne Hierarchie oder Dichotomie. So schränkt etwa Bahrdr im Hinblick auf die Industriebürokratie ein : »Nach wie vor gibt es Vorgesetzte und Untergebene. Nach wie vor wird es Leute geben, die links, und solche, die rechts unterzeichnen, und solche, die überhaupt nicht unterzeichnen dürfen«. Doch meint er : »Aber es ist nicht ausgeschlossen, daß vielleicht überhaupt nicht mehr so viel unterschrieben werden muß«. Bahrdr spricht dann von »der selbsttätigen Kontrolle mechanisierter Abläufe«, der »Auflockerung und Relativierung« des »hierarchischen Prinzips« (30).

Alle drei Argumente meinen wesentliche Züge der modernen Gesellschaft. Doch muß zweifelhaft scheinen, ob sie sonderlich glücklich formuliert sind, wenn gewisse Strukturwandlungen in ihnen zur Beseitigung der Ungleichheit von Herrschenden und Beherrschten umgedeutet werden. Sowohl Renners als auch Bahrdrts Analyse läßt sich, wie mir scheint, am gerechtesten als Hinweis

(29) Vgl. K. RENNER, *Mensch und Gesellschaft* (Wien, 1952).

(30) H. P. BAHRDR, *Arbeitssoziologische Aspekte des technischen Fortschritts in der Industriereverwaltung*, *Hamburger Jahr-*

buch für Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik, V (1960), S. 63, 67. Bahrdr vertrat diese These noch uneingeschränkter in seinem Buch : *Industriebürokratie* (Stuttgart, 1958).

auf jenen Prozeß der Versachlichung der Herrschaft verstehen, den man in den Begriffen von Max Weber auch als Übergang von Macht zu Herrschaft beschreiben könnte. Technische Entwicklung, rechtliche Normierung, Bürokratisierung sind Faktoren der Eingrenzung der Macht, d.h. der Beschränkung der Befehlsgewalt auf »angebbare Personen« und »bestimmte Inhalte«. Durch diese Entwicklungen wird zumindest der Möglichkeit nach der Machtmißbrauch der Herrschaft, der illegitime Befehl und der absolute Gehorsam, eingeschränkt. So gesehen, handelt es sich allerdings um einen Prozeß, der Herrschaft nicht nur nicht abschafft, sondern in gewisser Hinsicht überhaupt erst schafft. Erst durch Versachlichung, Kompetenzabgrenzung und Bindung an gemeinsame Normen wird das Herrschen und Dienen von der persönlichen, tendenziell absoluten Über- und Unterordnung von Menschen zur sozialen Ungleichheit auf der Grundlage prinzipiell gleicher Rechte aller. Das gilt auch für die repräsentativen Institutionen. Es ist ein utopischer Irrtum zu meinen, daß eine Regierung darum nicht Herrschaft ausübt, weil sie gewählt ist. Auch hier wieder könnte man eher umgekehrt sagen, daß sie, gerade weil sie gewählt ist, Herrschaft (und nicht Macht) ausübt. Daß diese Einwände gegen die These der Beseitigung von Herrschenden und Beherrschten in der modernen Gesellschaft mehr sind als ein Spiel mit Begriffen, wird im übrigen auch daraus deutlich, daß die Spaltung der Gesellschaft in ein »Oben« und »Unten« für viele Menschen noch heute eine lebendige Wirklichkeit ist (31).

VIII

Es war die Rede davon, daß es heute ein wenig antiquiert klingt, von der Ungleichheit unter den Menschen zu sprechen. Das gilt wohl vor allem darum, weil in den letzten zwei Jahrhunderten vor allem der Gedanke der Gleichheit die Phantasie der Menschen und ihrer politischen Sprecher beflügelte. Daß Ungleichheit böse oder doch ungerecht sei, gehört zur Topik der neueren politischen Theorie, so daß eine Verteidigung der Ungleichheit sich heute in der Regel dem Vorwurf des Reaktionären, zumindest aber des Konservativen ausgesetzt findet. Gerade weil es sich hier um eine

(31) Übrigens fällt auf, daß auch die These der Beseitigung der Herrschaft vorwiegend von deutschen Soziologen ver-

treten wird. In ihr liegt sogar eines der wesentlichen Diskussionsthemen der deutschen Soziologie der Nachkriegszeit.

nahezu unbestrittene Voraussetzung des politischen Denkens handelt, wäre jedoch dem Soziologen, der einen Schritt über den engeren Bezirk seiner Kompetenz hinaus tun will, zu empfehlen, sich weniger mit den anthropologischen Ursachen als mit den politischen Folgen der Ungleichheit unter den Menschen zu befassen (32).

Es gibt gewiß eine Form der Ungleichheit, deren Folgen der Würde und Freiheit des Menschen abträglich sind. Dies gilt vor allem für jede Herrschaftsverteilung und Schichtung, die nicht nur soziale Positionen, sondern auch die in ihnen stehenden Menschen trifft und in ihrer Bewegungsfreiheit beengt. Unter dem Gesichtspunkt menschlicher Freiheit ist der erfüllte staatsbürgerliche Status die notwendige Antwort auf diese Gefahr: die Gleichheit der juristischen und politischen Rechte, gestützt durch die Garantie eines Mindeststandards des Einkommens, der Erziehung und auch des Prestiges. Nur wo diese staatsbürgerliche Gleichheit verwirklicht ist — und sie ist in allen Gesellschaften noch eingeschränkt — hat jeder Einzelne die Chance, sich zu entfalten und seinen eigenen Zwecken gemäß zu leben.

Jenseits der staatsbürgerlichen Gleichheit muß es jedoch sehr fraglich scheinen, ob die Ungleichheit wirklich Quelle allen Übels und die Gleichheit Quelle allen Fortschritts ist. Man könnte zumindest genau umgekehrt argumentieren. Selbst wenn es real möglich wäre, alle soziale Schichtung zu beseitigen, wäre noch zu fragen, ob dies mehr als ein abstraktes politisches Prinzip befriedigen würde. Eine gedachte Gesellschaft völlig gleichen Ranges aller ist zugleich eine Gesellschaft, die die Freiheitschance des Einzelnen auf den aussersozialen Bereich eingrenzt: Erfolg und Mißerfolg können sich allenfalls in größerer oder geringerer persönlicher Schätzung, nicht aber in Unterschieden des Einkommensniveaus oder des in Positionen verfestigten Prestiges niederschlagen. Wer aber in dieser Weise ein gesellschaftliches Reich der Notwendigkeit, in dem völlige Gleichheit herrscht, und ein privates Reich der Freiheit, in dem Ungleichheit möglich ist, zu trennen versucht, wird sich bald gezwungen sehen, mit Hilfe von Gewalt den Einzelnen daran zu hindern, auch seine gesellschaftliche Existenz in das Licht der Freiheit zu tauchen. Die Gesellschaft völlig ranggleicher Menschen ist auch darum eine schreckliche Vorstellung, weil ihre Aufrechterhaltung die gewaltsame Reduktion

(32) Vgl. zum folgenden auch meine Reflektionen über Freiheit und Gleichheit,

Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts und Gesellschaftspolitik, IV (1959).

der menschlichen Möglichkeiten auf eine kümmerliche Sphäre privater Freiheit verlangt.

Nicht viel besser steht es mit dem Gedanken einer herrschaftslosen Gesellschaft. Gewiß mag man in der unterschiedlichen Verteilung der Herrschaft die Quelle aller gesellschaftlichen Antagonismen vermuten. Doch sind diese Antagonismen keineswegs ein pathologisches Sympton. Bedenklich scheint eher jene gedachte Situation, in der alle Unterschiede der Anordnungsbefugnis und Gehorsamsverpflichtung eingeebnet sind und daher die Willkür nicht legitimierter persönlicher Abhängigkeitsverhältnisse regiert. Wo Herrschaft fehlt, stellt Macht sich ein, wo also begrenzte, kontrollierbare, an Positionen und Rollen gekettete Bedingungen der Über- und Unterordnung fehlen, treten dem Anspruch nach absolute, unkontrollierbare, auf persönlichen Merkmalen beruhende Dienstverhältnisse auf den Plan.

Soziale Gleichheit ist ein Element jeder revolutionären Utopie. Doch könnte es sein, daß gerade die Gleichheit jenes utopische Ziel ist, das den Umschlag von revolutionärem Wandel zu totalitärer Erstarrung begründet. Es wäre zumindest zu prüfen, ob nicht die Ungleichheit unter den Menschen eine verlässlichere Freiheitsgarantie und eine zukunftssträchtigere Kraft darstellt als jede Art totaler Gleichheit, indem sie jene Konflikte hervorruft, die es dem Einzelnen erlauben, sich zu entfalten und der Gesellschaft, sich zu wandeln.

*Classes sans conscience ou
préfiguration de la société sans classes*

LES discussions sur les rapports entre catégories sociales et sur la stratification ont été longtemps dominées, en Europe au moins, par la problématique marxiste de l'opposition entre deux classes. Le concept de classe pourtant, tel que l'avaient redéfini les marxistes, ne pouvait s'appliquer concrètement qu'à une minorité ou tout au plus une moitié de la population. Mais la croyance à la possibilité d'une société sans classes, ce mouvement mystique moteur du « militantisme » socialiste permettait de rejeter provisoirement de l'analyse les groupes intermédiaires, assez dédaigneusement appelés « petits bourgeois ».

A partir du moment, par contre, où le rêve de la fin de l'histoire s'estompe, l'analyse des groupes sociaux en termes de lutte des classes achoppe sur l'existence de ces groupes sans conscience, dont le comportement ne correspond pas aux déterminants matérialistes traditionnellement acceptés.

Leur étude oblige à prendre une vue nouvelle, plus nuancée et moins « idéaliste » du déterminisme sociologique. Ces groupes, et en particulier les employés et les petits fonctionnaires, nous offrent en effet un intéressant exemple de l'atténuation des distinctions et oppositions de classe qui caractérise nos sociétés industrielles modernes. Dans cette perspective, ce n'est plus le problème du conflit mais celui du *consensus* qui passe au premier plan ; non pas que nos sociétés évoluent vers un état caractérisé par l'absence de conflits, mais parce que le problème des relations de pouvoir et des inéluctables conflits qu'elles entraînent laisse plus facilement apparaître, dans ces groupes à la situation ambiguë, le fond de consensus devant lequel il se pose.

Dans cet article, nécessairement un peu cavalier, nous voudrions exposer quelques remarques sur la signification de l'absence de conscience de classe, sur le rôle des groupes intermédiaires comme celui des employés et des petits fonctionnaires dans le fonctionne-

ment de nos sociétés modernes et, à partir d'un examen rapide des données de fait sur leur importance, discuter des tendances présentes de l'évolution. Nous voudrions enfin montrer que leur comportement ne doit pas être interprété comme un anachronisme, une survivance de l'époque préindustrielle, mais plutôt comme un progrès encore relatif mais univoque témoignant de l'affaiblissement des distances sociales.

1. *La situation psychologique de l'employé.*

La logique marxiste voulait que la place de chaque individu dans le grand jeu de la lutte des classes fût déterminée par le poids des divers facteurs socio-économiques, par ailleurs interdépendants. L'incertitude des employés était analysée comme un legs du passé que l'action du mouvement socialiste allait permettre de combler dans la mesure où, en dévoilant les contradictions dans lesquelles les « petits bourgeois » se débattaient, elle les aiderait à prendre conscience de la mystification dont ils étaient les victimes.

En fait, si l'employé et le petit fonctionnaire ont des comportements ambivalents, s'ils se sentent généralement, devant le patron ou l'État et face aux ouvriers, à la fois des *travailleurs* exploités et revendicants, et des *collaborateurs* participant à la puissance directoriale, ce n'est pas du tout le résultat d'un manque de cohérence intellectuelle qu'un *dévoilement* rationnel pourrait dissiper, mais bien plutôt le signe d'une contradiction profonde qu'ils vivent dans leur situation même.

La situation d'un employé est bien, en effet, une situation de travailleur comportant la plupart des limitations dont souffrent les travailleurs manuels, en ce qui concerne aussi bien la rémunération que le manque d'autonomie et la subordination. Mais c'est en même temps une situation qui facilite l'identification au monde des classes dirigeantes et qui offre des récompenses appréciables si l'on y parvient.

L'influence du monde des classes dirigeantes s'exerce sur les individus et dans une perspective dynamique. Elle met en jeu l'ensemble de la carrière de l'individu et celle de ses enfants. L'influence ouvrière se présente au contraire comme une pression collective et statique, mais la vision pessimiste qui l'accompagne ne correspond pas plus à la réalité que la vision optimiste du bâton de maréchal dans la giberne du soldat.

L'employé a effectivement plus de chances, en effet, d'accéder lui-même ou de voir ses enfants accéder à des postes supérieurs. S'il se modèle sur la classe supérieure, ce n'est pas seulement parce qu'il se trouve soumis à l'influence des dirigeants du fait de sa proximité physique avec eux — à cause de son lieu de travail, de son vêtement, du caractère abstrait de ses fonctions et du type de contact humain qu'elles procurent — mais aussi parce qu'il sent bien que ceux-ci ont tendance à choisir pour d'éventuelles promotions ceux dont le comportement se rapproche de leurs propres standards. L'employé est au bas de l'échelle certes, mais du moins il est déjà sur l'échelle. Quelle que soit sa timidité, il connaît tout de même un peu mieux le grand patron et ceux qui le conseillent. Il sait mieux ce qui risque de plaire et ce qu'il faut faire pour avancer ou du moins pour faire avancer ses enfants.

L'importance de cette *socialisation anticipée* se marque dans tous les sondages d'opinion. Au travail, employés et fonctionnaires se préoccupent plus de l'avenir, sont mieux informés et plus sensibles au moral de l'entreprise que les ouvriers. Dans la vie hors travail, ils ont un niveau d'information plus grand, aussi bien en ce qui concerne les produits commerciaux que les faits politiques et sociaux. Leur type d'intérêt pour la politique est différent de celui manifesté par les ouvriers et les paysans et se rapproche de celui, plus abstrait, des classes dirigeantes. Enfin, ils ont un niveau culturel beaucoup plus élevé que celui des ouvriers (1).

Sur un autre plan, l'enquête du Dr Heuyer, sur les enfants d'âge scolaire, a montré qu'en France les enfants d'employés sont nettement en avance sur ceux des ouvriers et paysans à tous les âges envisagés, même si l'on élimine l'influence de l'habitat. Le milieu dans lequel ils se développent semble bien favoriser l'élévation de leur niveau intellectuel. La socialisation anticipée des parents a donc un effet immédiat et tangible sur les chances de promotion sociale des enfants, et l'attitude de ceux-ci, même quand ils échouent complètement sur le plan personnel, n'en garde pas moins toujours une bonne part de rationalité, si l'on tient compte du groupe familial (2).

(1) Nous avons nous-même développé ces thèmes dans deux publications antérieures : Michel CROZIER, *L'ambiguïté de la conscience de classe chez les employés et les petits fonctionnaires*, *Cahiers internationaux de sociologie*, XXVIII (1955), p. 78 ; Id., « Le rôle des employés et des petits fonctionnaires dans la structure française contemporaine », *Actes du troisième congrès*

mondial de sociologie (Amsterdam, I.S.A., 1956), III, p. 311.

(2) Il serait intéressant de pousser plus avant et d'utiliser, en particulier, les observations de Kinsey qui montre que la socialisation anticipée s'exerce même sur le comportement sexuel, puisque les personnes qui se sont élevées dans la hiérarchie sociale ont présenté, dès leur adolescence, c'est-à-

On pourrait objecter peut-être que le monde des employés n'est pas seulement formé de personnes qui sont en train de monter dans l'échelle sociale, mais qu'il contient aussi de très nombreux cas de descente. Ces faits sont exacts, mais les deux mouvements, s'ils sont symétriques sur le plan de la répartition des occupations, ne le sont pas absolument sur celui des attitudes et des comportements. Non seulement les personnes qui descendent l'échelle sociale n'avaient généralement pas adopté à l'avance le type de comportement du groupe vers lequel elles vont se trouver rejetées, mais une fois rejetées elles persisteront naturellement à s'identifier, de la même façon qu'auparavant aux classes dirigeantes (3).

L'influence des classes dirigeantes s'exerce donc non seulement dans le sens de l'aspiration à la montée, mais aussi dans celui de la résistance à la descente. Dans cette perspective, le groupe des employés constitue un des groupes les plus importants pour le maintien d'un certain type de cohésion sociale. C'est à travers lui, en effet, que s'opère une bonne part du mouvement ascendant et descendant le plus significatif pour l'allégeance de classe. Il retient dans l'orbite bourgeoise, en leur procurant une façade respectable, tous ceux qui étaient en train de descendre et il attire dans cette orbite tous ceux qui ont pu franchir ce premier échelon. En même temps le groupe « employés » a tendance à mordre sur le groupe « ouvriers » dans la mesure où ceux de ses membres qui ont été obligés d'accepter un emploi manuel continuent généralement à conserver aussi leur comportement « classe moyenne ».

La pression d'en bas, l'influence du groupe ouvrier, n'est pas de même nature. Elle ne constitue pas une attraction individuelle fondée sur des chances raisonnables de succès à long terme, mais une sorte d'exemple de moyen collectif de défense pour maintenir et améliorer la condition présente. Cette défense n'a pas besoin d'être conçue comme un acte de solidarité avec le groupe ouvrier. Imitation de l'action ouvrière, elle en est la conséquence mais ne signifie pas pour cela ralliement. Le mouvement syndical employé reste en effet toujours ambivalent, même quand il est associé étroi-

dire avant que cette ascension n'ait pris place, un comportement sexuel tout à fait semblable à celui de la catégorie à laquelle ils sont parvenus, et très différent de la catégorie dont ils sont issus. Cela permettrait de tenter une interprétation de certains traits de personnalité généralement rencontrés chez les employés.

(3) C'est ce qu'ont bien montré Harold Wilensky et Hugh Edwards dans une très suggestive étude sur le problème de la descente dans l'échelle : sociale Harold L. WILENSKY et Hugh EDWARDS, *The Skidder : Ideological Adjustment of downward mobile workers*, *American Sociological Review*, XXIV (1959).

tement au mouvement ouvrier (4). Mais l'étude de l'orientation « ouvrière » du groupe employés demande quelques éléments supplémentaires d'analyse historique.

2. *L'évolution de la situation de l'employé.*

Le rôle du groupe « employé » dans la dynamique sociale s'est sensiblement transformé dans la mesure où la situation même de l'employé et du petit fonctionnaire a subi une profonde évolution.

Quatre grands traits caractérisent cette évolution durant les cent dernières années : l'énorme gonflement des effectifs ; l'envahissement de ces occupations par les femmes ; la perte du privilège économique par rapport aux catégories ouvrières, et enfin la transformation des tâches elles-mêmes.

Ce qui domine, bien sûr, c'est l'augmentation du nombre des membres de ce groupe — augmentation qui témoigne de la part de plus en plus grande des activités administratives dans la vie de nos sociétés industrielles. L'évolution de l'organisation du travail qui résulte à la fois de l'accélération du progrès technique, de l'importance de l'intervention de l'État et du développement général des méthodes de planification et de contrôle, s'accompagne d'un changement considérable dans la répartition des occupations et finalement dans la structure sociale.

Les grands bouleversements du XIX^e siècle avaient assuré le passage d'une grande partie des populations des pays occidentaux des activités agricoles au salariat industriel. Le transfert plus lent peut-être mais régulier des activités manuelles aux activités non manuelles semble maintenant le compléter et le corriger en partie (6).

Les résultats des derniers recensements américains sont les plus éloquents. Les employés de bureau et les employés de commerce (*Clerks and kindred activities, Sales Workers*) constituaient en 1959 36 % de la main-d'œuvre salariée, chargée de tâches d'exécution dans les secteurs non agricoles. Par rapport à l'ensemble de

(4) Voir Michel CROZIER, *op. cit.*, p. 89 et suiv.

(5) *U.S. Statistical Abstracts*, 1959, p. 218. Certains de ces chiffres sont approximatifs, il faudra attendre les résultats du recensement décennal de 1960 pour pouvoir faire des comparaisons plus précises.

(6) Il va de soi bien sûr que l'évolution,

réelle de l'emploi est beaucoup plus complexe. Le développement des activités non manuelles a accompagné et rendu possibles les successives révolutions industrielles. Ce qui est particulier à notre époque, c'est l'importance massive de ces transferts qui, jusque-là, n'apparaissaient guère dans les statistiques.

la population active, leur pourcentage était passé de 9,8 % en 1940 à 14 % en 1959, alors que pendant le même laps de temps le pourcentage des ouvriers semi-qualifiés et des manœuvres était passé, lui, de 18 % à 16,3 %.

La même tendance se retrouve, un peu moins marquée seulement, dans les divers pays européens. En Angleterre, les employés de bureau qui constituaient seulement 0,8 % de la population active en 1851 en représentaient 10,8 % en 1951 (7). En France, on comptait en 1956, selon les estimations de l'I.N.S.E.E., 2 040 000 employés et assimilés, soit à peu près 25 % de la population salariée non professionnelle des secteurs non agricoles et 10,9 % de la population active totale.

Ces chiffres ne sont pas exactement comparables, étant donné les différences de définition. Mais ils sont suffisants pour marquer l'ampleur du phénomène. Employés et fonctionnaires constituent effectivement au moins le quart, et dans le pays le plus développé plus du tiers des travailleurs chargés des tâches d'exécution. Ils sont presque aussi nombreux que les ouvriers non qualifiés et semi-qualifiés qui représentent pour le grand public l'image même de la classe ouvrière moderne, et dont le pourcentage sur l'ensemble de la population active continue à décliner.

Mais au cours de sa croissance même, le groupe des employés et fonctionnaires a complètement changé d'aspect. D'un groupe exclusivement masculin bénéficiant d'un privilège substantiel en matière de rémunération par rapport au groupe ouvrier, il s'est transformé en un groupe aux deux tiers féminin dont la rémunération est maintenant très peu supérieure à celle des OS. Le développement des emplois de bureau s'accompagne donc d'une certaine prolétarianisation sur le plan économique. Mais cette prolétarianisation ne doit pas être comprise directement en termes de statut social, car la perte du privilège économique des emplois de bureau a coïncidé avec leur féminisation (8).

(7) Il semble qu'aux États-Unis, au moins, la courbe de croissance « emplois de bureau » a maintenant elle aussi atteint son point culminant. Après la récession de 1957-58, le nombre des emplois de bureau n'est pas revenu à son maximum antérieur. Il est encore trop tôt pour juger de cette différence encore faible, première conséquence de l'introduction de l'automatisation, mais elle semble annoncer une stabilisation comparable à celle qui s'est opérée dans les trente dernières années pour le groupe ou-

vrier. Notons, toutefois, que les pays européens sont encore loin d'avoir connu le développement américain. Nous en sommes à peu près à la répartition américaine de 1940.

(8) Voir David Lockwood, *The Black-coated Worker* (Londres, Allen and Unwin, 1958); Robert K. Burns, *The Comparative Economic Position of Manual and White Collar Employers*, *Journal of Business*, XXVII (1954); Henri Mercillon, *La rémunération des employés* (Paris, Colin, 1955).

C'est dans cette même perspective qu'il convient d'interpréter la transformation des tâches. Le machinisme et l'organisation scientifique du travail ont complètement transformé le travail de bureau et même partiellement le travail de vente. L'introduction des machines comptables puis des machines statistiques ont constitué une série de petites révolutions industrielles dont les effets s'accéléraient maintenant avec l'apparition de l'automatisation. De plus en plus une scission est en train de s'opérer entre des professionnels hautement qualifiés, chargés de traiter les affaires demandant un jugement responsable et une masse d'employés sans qualification, affectés à la production en série et qui effectuent une suite d'opérations simples, toujours les mêmes. L'automatisation semble bien devoir à la longue, comme à l'usine, diminuer le nombre de ces nouveaux OS, mais pour le moment encore ils constituent la majorité des emplois de la profession. Avec la transformation de la tâche on a assisté à une transformation de la discipline et de l'apprentissage. L'autoritarisme d'autrefois a disparu, mais en même temps le contrôle est devenu plus sévère et le rythme de travail plus pénible ; on est passé de la discipline du respect à la discipline du rendement. On est passé aussi, et pour les mêmes raisons, de l'apprentissage sur le tas qui correspondait à une lente acculturation au milieu professionnel et à ses traditions bourgeoises, à un recrutement stratifié selon l'instruction, plus égalitaire certes, mais moins propice à la mobilité directe dans l'entreprise.

3. *L'employé dans la société de masse.*

Quelles sont les conséquences de ces transformations ? Les commentateurs ont généralement l'habitude de n'insister que sur l'un ou l'autre des aspects. Les partisans de la thèse conflictuelle insistent sur la « prolétarianisation » des occupations d'employés. Les adversaires du marxisme mettent en relief la prolifération de ces occupations intermédiaires qui échappent à la lutte des classes.

La réalité ne souffre pas ces simplifications. Certes, les occupations d'employés et de petits fonctionnaires sont, en gros, considérablement dévalorisées par rapport à ce qu'elles étaient il y a seulement cinquante ans. Mais cette dévalorisation de la masse des emplois s'est traduite par une plus grande différenciation de ces emplois et par un changement de recrutement. La majorité des tâches d'employés ont moins d'intérêt, moins de prestige et com-

portent une moindre rémunération, mais elles sont assurées par des femmes et beaucoup de leurs collègues masculins qui formaient la majeure partie de la profession en 1900 ont été poussés aux postes les plus qualifiés et les mieux payés, si bien que si l'on envisage non plus les individus mais les familles, la prolétarianisation est beaucoup plus faible qu'elle n'apparaît au premier abord (9).

Enfin et surtout, la prolétarianisation et le gonflement des effectifs ne peuvent être envisagés séparément. C'est dans la mesure où le pourcentage des tâches non manuelles croît beaucoup que ces tâches finissent par se dévaloriser. Elles n'attirent plus de la même façon et ne comportent plus le même prestige. La place de l'employé dans la société n'est plus aussi bonne s'il ne se trouve plus dans la première mais dans la seconde moitié de la hiérarchie sociale. Du point de vue du rang, sa place est prise maintenant par un groupe comme celui des cadres et techniciens.

Dans de telles conditions, le rôle traditionnel que nous avons décrit ne risque-t-il pas de disparaître? Cela serait certainement le cas dans une société statique et si ces transformations avaient eu lieu sans que l'équilibre social en fût transformé. En fait, cet équilibre est maintenant extrêmement différent. Non peut-être que la mobilité sociale soit devenue tellement plus grande dans son ensemble (10), mais beaucoup plus de gens participent directement au grand jeu de la promotion sociale du fait de la diminution des barrières de classe et de la diffusion du modèle de conduite des classes moyennes. Par ailleurs si les promotions assez sensibles pour être enregistrées statistiquement avec les moyens grossiers dont nous disposons ne semblent guère avoir augmenté, il paraît vraisemblable de penser que d'innombrables possibilités de promotion de faible amplitude ou de substituts de promotion se sont développés. De cet ensemble de conduites, d'attitudes et d'aspirations, le groupe ouvrier se trouve encore partiellement exclu, et c'est dans la mesure où cette dernière barrière de classe subsiste que la catégorie sociale « employés/petits fonctionnaires » continue à jouer ce rôle de lieu privilégié de l'apprentissage du monde bourgeois.

(9) Ce point a été très bien développé par David Lockwood.

(10) On verra à ce sujet les commentaires

nuancés de Lipset et Bendix : S. M. LIPSET, et Richard BENDIX, *Social Mobility in Industrial Society* (Berkeley, 1959).

4. *La signification de la différence entre emplois manuel, non manuel et les oppositions entre cultures nationales.*

Le privilège des non-manuels s'explique fort bien en fonction de la diffusion de l'éducation et du développement industriel. Dans une société peu développée, où c'est seulement un faible pourcentage de la population qui possède un minimum d'instruction, les non-manuels ont naturellement une situation privilégiée, même si leur niveau de vie est bas comparé à ceux de leurs collègues occidentaux. Face à une grande masse illettrée, la frange suffisamment assimilée aux modes de penser des classes dirigeantes dispose d'un avantage énorme. Quand l'instruction est largement répandue, ce différentiel disparaît.

Mais si l'analyse en termes de marché permet de rendre compte de l'importance relative des non-manuels selon le niveau de développement des sociétés, à condition toutefois que soient admis l'importance de l'instruction pour les classes dirigeantes et le développement naturel de ce besoin même quand l'offre augmente (11), elle ne permet pas de comprendre les différences, pourtant considérables, entre sociétés parvenues au même degré de développement industriel.

On n'a jamais étudié systématiquement, jusqu'à présent, les différences entre le status, la situation et le rôle des employés et des fonctionnaires dans des sociétés aussi proches que l'Allemagne, l'Angleterre et la France. Alors qu'il y a un parallélisme frappant entre le comportement syndical, les attitudes sociales et, on peut le penser, le rôle et le status social de groupes ouvriers bien singularisés comme les imprimeurs, les mineurs ou les dockers, il y a des divergences très grandes chez les employés et l'on trouverait encore moins de caractères communs chez les fonctionnaires. L'Administration publique française est le secteur dans lequel les syndicats ont le plus d'influence. C'est à peu près juste le contraire en Allemagne et en Angleterre. La tradition voulait que le *fonctionnaire* français votât à gauche et le *Beamte* allemand à droite. Le *Beamte* allemand avait un status qui le distinguait du reste de la population, même aux postes les plus humbles, alors que le terme de

(11) Ce qui n'est pas toujours le cas puisque les pays sous-développés ont souvent

connu des périodes de surabondance de l'offre de travail non manuel.

Civil Service et le prestige qui lui était attaché étaient réservés en Angleterre aux grades supérieurs.

Chez les employés les oppositions, pour moins importantes, restent cependant profondes. Les termes : *Angestellte*, *employé*, *white collar* ou *blackcoated worker* n'ont pas la même importance dans le vocabulaire courant : *Angestellte* est un terme complètement singularisé, *employé* est un terme qui demeure général mais auquel l'usage a ajouté une acception singularisée, *white collar worker* et *blackcoated worker* ne sont que des métaphores auxquelles on ne peut substituer qu'un terme professionnel *clerk* qui est beaucoup plus restreint et n'a pas pris de sens sociologique. Beaucoup d'auteurs d'ailleurs ignorent cette distinction et rangent dans la *lower middle class* employés, contremaîtres et ouvriers qualifiés. A ces différences de vocabulaire correspondent des différences de status et de prestige, plus élevé en Allemagne, moins élevé en Angleterre, et des différences de comportement syndical : syndicats séparés dans la tradition germanique (12), syndicats intégrés dans le mouvement ouvrier en Angleterre, syndicats intégrés en apparence en France, mais gardant pratiquement une orientation différente dans la mesure où le pluralisme syndical à base idéologique exprime pour partie au moins des différences sociales comme la différence employés-ouvriers (13).

Le développement technologique et la diffusion de l'instruction ne sont pas seuls en cause. Il faut faire une grande place à un élément d'ordre culturel. Dans nos sociétés industrielles l'influence de la technologie sur le mode d'organisation sociale ne semble s'exercer pleinement que sur les catégories inférieures. Dès que nous abordons le domaine des non-manuels, le déterminisme technologique est beaucoup moins contraignant, nous nous trouvons en face de systèmes d'organisations présentant des différences considérables.

De tels systèmes ne peuvent être analysés facilement car il faudrait pour y parvenir simplifier des ensembles de variables fort complexes et faire en plus leur place aux accidents de l'histoire. Aussi nous contenterons-nous, pour illustrer notre thèse, de

(12) Le D.G.B. englobe maintenant les employés organisés à l'intérieur des syndicats industriels mais le problème du particularisme employé continue à susciter de nombreuses discussions alors qu'il est rarement abordé en France et en Angleterre. Une des grèves les plus importantes d'après guerre, celle des métallurgistes du Schleswig-

Holstein, a d'ailleurs eu pour cause profonde les différences de traitement entre employés et ouvriers.

(13) Le cœur de la C.F.T.C. reste encore la vieille Fédération des Employés tandis que F.O. est le bastion des syndicats de fonctionnaires.

présenter quelques remarques sur trois variables qui nous semblent particulièrement importantes : la distance sociale, le modèle de relations d'autorité, le degré de centralisation.

Dans une société comme l'Allemagne où les distances sociales restent assez fortes et où le poids de l'autorité a été traditionnellement plus lourd qu'en pays anglo-saxon et plus facilement accepté qu'en pays latin, les faibles possibilités de communication entre catégories sociales ont permis aux employés de garder plus facilement leur privilège par rapport aux ouvriers. Mais l'*Angestellte* allemand souffrait lui-même de ce manque de communications et c'est tout naturellement qu'il a cherché à s'organiser pour une action collective. Son action syndicale devait s'orienter toutefois dans un sens conservateur sur le plan social et politique à cause de la persistance de son privilège et de sa solidarité psychologique avec l'*Obrigkei*t.

En Angleterre, où les distances sociales sont relativement plus faibles, la facilité de communication entre groupes a vite enlevé à la catégorie « employés » son importance et son prestige social. Depuis longtemps, les représentants ouvriers ont su négocier directement avec les classes dirigeantes et celles-ci n'ont pas cherché à ménager les groupes intermédiaires dont les membres leur gardent souvent certes une allégeance individuelle, mais jamais une allégeance collective ; le mouvement ouvrier est suffisamment respectable pour que les employés puissent y participer et s'ils y font souvent (14) entendre la voix de la modération, leur action collective politico-sociale s'exerce à gauche.

La France, pays intermédiaire sur le plan des distances et de l'autorité, a résolu ses problèmes de communication sociale grâce à une méthode qui lui est originale (15). L'expression des griefs est relativement facile, mais la négociation exige de longs détours et l'arbitrage d'institutions centrales politiques plus distinctes que dans les pays voisins des dirigeants économiques. Une telle situation donne des avantages à tous ceux qui peuvent s'identifier au rôle d'arbitre. Les employés et les fonctionnaires qui ont perdu, plus qu'en Allemagne, le prestige lié à la distance sociale et le privilège économique qui tend à l'accompagner n'en gardent pas moins un rôle supérieur à ceux des *blackcoated workers* anglais dans la mesure où leur action collective peut s'insérer plus facilement au

(14) Pas toujours d'ailleurs depuis les années d'après guerre. c'est une méthode propre aux pays latins, mais la France en a donné l'expression la

(15) En fait il faudrait dire plutôt que . plus achevée.

centre. Les fonctionnaires sont finalement les plus avantagés et leur succès réside dans ce difficile dosage de revendication et de neutralité que la proximité des organes stratégiques de l'État leur a permis de développer (16).

5. *Les oppositions à l'intérieur des cultures nationales.*

La situation particulière des petits fonctionnaires vaut la peine qu'on s'y arrête. Certes, nulle part l'opposition entre employés et fonctionnaires n'est aussi forte qu'en France, mais on constate cependant partout des différences, même dans un pays comme les États-Unis où la Fonction Publique est très peu séparée des activités privées et n'a pas beaucoup de prestige. L'existence de cette opposition renforce une impression que nous avons déjà exprimée sur le caractère contingent des rôles possibles dans le monde administratif. Mais elle attire en outre l'attention sur le fait que cette contingence n'est pas seulement fonction des traits culturels nationaux ; à l'intérieur d'une même culture plusieurs systèmes d'organisation sont possibles.

Prenons le cas de la France. Nous y rencontrons deux types opposés de participation et d'intégration dans la société : un type d'adaptation qu'on pourrait qualifier de *paternaliste* et qui est le fait des employés traditionnels (employés de banque, employés d'assurances, employés d'industrie) et un type d'adaptation *égalitaire*, propre au monde des petits fonctionnaires. Certes, ces deux types d'adaptation se placent à l'intérieur du premier schéma descriptif que nous avons présenté. Mais il existe entre eux un fossé qui constitue une des données importantes de la vie sociale et politique française. A la même situation psychologique fondamentale ont répondu deux types de rôle et avec ces deux rôles deux conceptions de la société, deux attitudes religieuses, deux modes de comportement politique. Ces oppositions ont tendance à s'atténuer

(16) On objectera que les fonctionnaires ne sont pas fort bien payés ; mais c'est le cas dans tous les pays occidentaux, et les fonctionnaires français bénéficient, en revanche, d'avantages substantiels d'ordre divers et en particulier d'une indépendance considérable. Si la volonté de défendre leur statut a primé la revendication pécuniaire, il ne faut pas oublier que les catégories moyennes

qui forment une bonne part de la Fonction Publique, surtout chez les hommes, reçoivent à partir d'une certaine ancienneté un traitement très favorable. Enfin le poids des organisations de fonctionnaires et d'enseignants dans la vie politique et dans la vie sociale française est inégalé dans le monde.

depuis la deuxième guerre mondiale, mais nous avons encore affaire à deux mondes différents, correspondant l'un aux « filières » d'ascension sociale laïques et anticléricales et l'autre aux « filières » paternalistes et souvent encore confessionnelles.

Certes, nous sommes loin, à l'heure actuelle, du système de patronage à demi féodal qui était en honneur encore au début du ^{xx}e siècle dans les entreprises privées. Il n'est plus demandé au candidat à la promotion sociale la véritable allégeance morale qu'exigeaient aussi bien par exemple les potentats plébéiens des grands magasins que les aristocrates des assurances et des banques. Mais beaucoup d'établissements qui recrutent des employés examinent encore attentivement les antécédents, l'apparence et même la filiation des candidats à l'embauche de façon à s'assurer qu'ils sont capables de bien jouer le rôle social qu'on attend d'eux.

Le recrutement social des administrations publiques ignore ce système subtil de pression. Mais la lente élaboration sous la pression du personnel d'un système minutieux et rigoureux de concours ne laissant aucune place à l'arbitraire n'a pas pour autant supprimé la barrière sociale. Si le concours ne fait pas appel aux mêmes critères d'adaptation que ceux qu'utilisaient les patrons privés, son caractère académique et formaliste le rend beaucoup plus comparable à une épreuve d'entrée dans le monde de la hiérarchie qu'à un test pratique et réaliste de sélection professionnelle. Il avantage les personnes d'un niveau socio-culturel plus élevé, et comme il conditionne la réalisation de toutes les aspirations de promotion, il modèle profondément l'ensemble de la Fonction Publique, même aux grades les plus humbles, dans le sens d'une primauté des valeurs universelles, abstraites et juridiques (17).

Les conséquences politiques de cette opposition sont connues : l'impuissance des partis du Centre du type troisième force à surmonter leurs différences et à s'unir durablement, qui se double et se nourrit de l'opposition syndicale F.O. / C.F.T.C., elle-même fondée en dernière analyse sur l'incompatibilité radicale entre la mentalité confessionnelle de la vieille Fédération des employés, cœur de la C.F.T.C., et la mentalité laïque des fédérations de fonctionnaires F.O.

(17) Bien d'autres facteurs entrent en jeu, et en particulier le système de relations d'autorité, la centralisation, le type des relations de pouvoir, etc. Voir Michel

CROZIER, Les relations de pouvoir dans un système d'organisation bureaucratique, *Sociologie du travail*, II (1960), pp. 61-75.

6. *Remarques finales.*

Présentons pour terminer quelques hypothèses d'ordre plus général.

1) En termes de marché, le groupe des employés et des petits fonctionnaires ne peut être un groupe à part, fortement privilégié, que dans la mesure où le niveau d'instruction nécessaire pour occuper les fonctions qui sont les siennes n'est pas partagé par la majeure partie de la population.

2) Mais à l'intérieur de cette situation de marché, les traits généraux du système d'organisation sociale, et en particulier la distance sociale et le type de rapports d'autorité peuvent donner à l'employé un rôle privilégié. Ces facteurs, certes, sont fortement influencés par l'état de développement de la société industrielle, mais ils varient sensiblement cependant dans nos diverses sociétés occidentales, pourtant parvenues au même degré de développement technique.

3) Les petits fonctionnaires constituent, dans le monde administratif, un cas particulier accusant des variations encore plus considérables de pays à pays. C'est dans le système de centralisation à la française que ses caractères propres sont le plus marqués.

4) Si le privilège des employés et des petits fonctionnaires par rapport aux ouvriers disparaît, un double mouvement se dessine : d'une part, un autre groupe, celui des cadres et techniciens, tend à jouer dans la société le rôle que ceux-ci jouaient autrefois ; et d'autre part les employés eux-mêmes se rapprochent des ouvriers.

5) Ce rapprochement cependant ne correspond pas à l'image habituelle qu'on se fait de la prolétarianisation dans la mesure où :

a) les employés anciens sont généralement promus à des emplois un peu supérieurs, les employés nouveaux étant pour la plupart des femmes au niveau d'aspiration moindre ;

b) même si le privilège traditionnel disparaît, les employés gardent une bonne partie des avantages et des facilités de communication qui furent celles de leurs prédécesseurs.

c) enfin et surtout, les employés perdent leur statut privilégié seulement dans la mesure où la distance sociale disparaît, c'est-à-dire dans la mesure où le groupe ouvrier se trouve réintégré dans la société.

Le rapprochement entre ouvriers et employés signifie donc beaucoup plus embourgeoisement de l'ouvrier que prolétarianisation de

l'employé. Il doit être interprété comme un progrès vers une société où les différences de classe seront moins accusées et non pas comme une accentuation de la polarisation en deux classes.

6) L'absence de conscience de classe était un phénomène tout à fait rationnel pour l'employé. Une conscience de classe l'opposant aux classes dirigeantes aurait menacé son privilège qui dépendait effectivement de son accès plus facile auprès d'elles. Dans la mesure où le privilège disparaît les intérêts des employés et des petits fonctionnaires en tant que groupe ne les opposent plus autant aux ouvriers, mais dans cette évolution, la conscience de classe ouvrière elle-même s'affadit et ne recouvre plus qu'une opposition d'intérêts sur un fond beaucoup plus large de consensus. Le gonflement des effectifs du groupe « employés/petits fonctionnaires » peut donc être interprété généralement comme une extension aux dépens de la classe ouvrière traditionnelle de modes de penser influencés par les classes dirigeantes.

On conçoit généralement le développement de la société moderne dans le sens d'un développement de la société de masse. L'expression prête à confusion dans la mesure où si certaines grandes oppositions traditionnelles, et en particulier les oppositions de classe, s'atténuent, les citoyens modernes ne sont pas du tout fondus dans le même groupe ; elle aurait en fait mieux convenu au passé des masses paysannes qu'à notre présent et au proche avenir que nous pouvons entrevoir. En fait, il semble qu'au lieu de se perdre dans la masse, les individus soient en train de se différencier de plus en plus dans une multitude de rôles nuancés et ambigus qu'ils occupent souvent successivement, sinon même à la fois.

Le rôle de l'employé traditionnel a été l'un de ces premiers rôles socialement ambigus et contradictoires qui soient apparus dans les milieux populaires et il a dans une certaine mesure préfiguré l'évolution actuelle. Mais ce rôle maintenant perd de sa singularité dans la mesure où tous les rôles sociaux des couches inférieures acquièrent eux aussi un peu de cette complexité. Au niveau des employés eux-mêmes une différenciation de plus en plus grande se développe, autorisant un jeu social plus nuancé et plus riche. Le monde des classes sans conscience semble donc bien, d'une certaine façon au moins, annoncer la société sans classes. Mais il s'agit d'une société dominée par un jeu extrêmement complexe d'intérêts matériels et effectifs s'exprimant dans des rôles de plus en plus nombreux, et non pas comme la masse indifférenciée et égalitaire dont on a si longtemps passionnément craint ou désiré la venue.

DAVID LOCKWOOD

The 'New Working Class'

THE PROBLEM of the 'new working class' is located in the events of recent political history, specifically in the three successive electoral defeats of the Labour Party. In attempting to explain the failure of the traditional working class party to increase, or even retain, its support among the wage-earning population, a good many generalizations about the causes and consequences of secular changes in the class structure have been advanced and disputed. The salient thesis is that which seeks to account for the conservative drift of the working class in terms of their growing prosperity and their gradual assimilation to the middle class in an economy of full employment and rising expectations of material welfare. As one writer puts it: "The whole working class finds itself on the move, moving towards new middle class values and middle class existence" (1).

The view is by no means novel. In fact, the theme of working class 'bourgeoisification' is almost as old as that of its 'proletarianization'. "The most repulsive thing here", lamented Engels in 1889, "is the bourgeois 'respectability' which has grown deep into the bones of the workers". "Every individual member of the working class", wrote Michels in 1915, "cherishes the hope of rising into a higher social sphere which will guarantee to him a better and less restricted existence. The workman's ideal is to become a petty bourgeois". His reason? That "the proletariat has not yet been able to emancipate itself psychically from the social environment in which it lives". The impact of bourgeois culture on working class consciousness was developed as a systematic critique of Marxism in the nineteen twenties, by the Belgian socialist De Man who argued that the "social inferiority complex" of the worker was reflected in his acceptance of existing middle

(1) F. ZWEIG, *The New Factory Worker*, *Twentieth Century*, May 1960.

class society and its values, and that, far from being able to create a "proletarian culture" in opposition to the dominant social ideology, the working class sought nothing more than an imitation of the latter. A similar view was put forward by Speier a decade later when he drew attention to the desire of the workers for goods that were essentially "cultural surrogates" of a middle class style of life. And, already in the forties, Durbin saw "bourgeoisification" operative in the accumulation of modest amounts of private property by the working class, a factor which, in more recent years, has come to be taken for granted by some as a major cause of working class conservatism.

To emphasise the continuity of this theme, which is being raised anew today, is not, of course, to disavow its contemporary relevance. It is to suggest, however, that what is seen to be 'new' about the present day working class must not be discovered by a distortion of the immediate past, by an oversimplified view of the 'traditional' working class. Above all, it is important not to treat the working class—old or new—as an undifferentiated mass, although this tendency is promoted by a concentration on such factors as the level of employment in the community as a whole and on the movement of gross aggregates of economic welfare. In this respect, much of the present discussion of the 'new working class' takes on the character of a naive economic determinism, neglecting almost completely the structure of social relationships by which class attitudes are generated, sustained or modified. The contrast between the 'poverty' of the pre-war and the 'prosperity' of the post-war manual wage-labourer, between an earlier class solidarity and a new class fluidity, between radicalism then (2), and conservatism now, is a superficial contrast, not only because it deals with an undifferentiated working class, but also because it fails to take into account the social as well as the economic determinants of working class consciousness. Yet the assumption of the pre-war working class as an economically deprived and socially cohesive collectivity not only lends force to the thesis of the 'new working class' but is in fact supported by most accounts of working class life during this period. Not unnaturally they tended to focus on the problem areas of high unemployment and abject poverty, and the stereotype of the 'traditional' working class that emerges is one which is in most respects identical with

(2) I fill in this necessary, but, for obvious reasons, frequently omitted assumption of 'the new working class' thesis.

what Kerr and Siegel have called an isolated mass (3). That is, a workforce relatively undifferentiated in occupational terms, dependent on a single large industry, liable to unemployment, highly immobile, and isolated from middle class influences by its ecological separation from the wider community. It is a social universe in which the same sort of people work and live in close relationship with one another, sharing the same privations and the same round of leisure activities, strongly under the sway of a group ethos which places a premium on immediate rather than distant goals; a way of life in which loyalty to the working group or to the trade union is a matter of personal commitment, and in which mutual aid in everyday life counts for more than competitive striving to make oneself 'a cut above the rest' or a stand offish self-sufficiency. Also a male-dominated world, in which an overcrowded and unattractive home competes unsuccessfully with the public house and workingmen's club.

There are two main points that can be made about this 'traditional' working class. First, that it was not the whole of the working class. And, secondly, that its traditionalism was not simply a result of its economic privation but also of the whole structure of work, family and community relations which made it a special type of working class; and still does, for that matter, even when the specifically economic circumstances have changed. The thesis of the 'new working class' does not dwell on these distinctions. But what of the reality? How many manual workers' families before the war worked and lived in such a social environment? How many workers shared these values and standards that were shaped by the necessities of poverty, insecurity and immobility? There is no precise answer. What is known is that the working class which suffered disproportionately from poverty and unemployment was also the working class of precisely those 'isolated mass' communities of older, declining, heavy industry. What is lacking is a description of the remainder of the working class, particularly of that not inconsiderable part of it which was relatively secure in its employment, working in the slowly expanding new light industries, living in better homes and less class cohesive communities, enjoying stable real incomes and limiting its family size. It is impossible to tell with any exactitude therefore how far the non-traditional aspirations and values which are now finding a broader

(3) Clark Kerr and Abraham Siegel, *The Interindustry Propensity to Strike—An International Comparison*, in A. KORN-

HAUSER, R. DUBIN, A. M. ROSS, *Industrial Conflict* (New York, 1954), ch. xiv.

outlet in the higher standard of living of the 'new' working class were already present in this part of the 'old' working class. This is obviously important in so far as the thesis of the 'new working class' is not simply an assertion about changes in living standards but also, as it appears to be, an assertion about changes in social attitudes.

The comparison between the 'new' and the 'old' must guard, therefore, against the mistake of comparing the most prosperous and least socially distinctive sections of the working class of today with the least prosperous and most socially distinctive sections of the working class of yesterday. This is a strong temptation, not least because of the data available. In an unemployed society people are interested in how the worker survives in poverty; in a fully employed one in how he reacts to prosperity.

The point is not simply a matter of degree either, although this is surely important. It is, more basically, a questioning of the utility of a discussion of working class consciousness that manifests no concern with the internal structural differentiation of the working class in sociological terms. Before taking up this matter in more detail, however, it may be useful to cast an eye at another source of confusion in the 'new working class' thesis: namely, the failure to distinguish properly between the economic, normative and social facets of social class.

* * *

The argument that the 'new working class', or at least the more prosperous section of it, is crossing the threshold of the middle class may mean: *a*) that it is acquiring material possessions which bring it approximately to the level that the middle class was previously at, and that the lower middle class is at now; *b*) that it is (as a result?) acquiring new norms, values and standards which are middle class, revealed perhaps in self-evaluated status and political attitudes; or *c*) that its members are being accepted as social equals by members of the middle class (presumably lower middle class).

The acquisition by the prosperous working class of televisions, washing machines, refrigerators, and, to a lesser extent, of houses and cars has been documented. In terms of sheer consumption of durable goods they are rivalling, perhaps outpacing, a great many lower white collar families. What are the consequences of this prosperity for social attitudes and behaviour?

It is not surprising to find that there is little connection between the possession of durable consumer goods and saying 'I am middle class' and 'I vote Conservative' (4). Prosperity, or poverty, does not in itself automatically change these attitudes (5). To know that a worker is prosperous tells us less about his social and political propensities than does a knowledge of his working environment, family connections and community structure. It is in the complex interplay of these social relationships that originate the forces which shape attitudes in a class- or status-conscious direction. And they, in contradistinction to movements in the levels of employment and income, have their own dynamic of social change.

There is some connection between middle-class identification and voting Conservative among the working class (6). The association might very well be clearer were the 'deference voter' (claiming working class status and voting Conservative) eliminated (7). Even then, does it necessarily follow that in the affinity between class upgrading and Conservative vote we have a measure of 'middle classness' in a normative as well as in an economic sense? Obviously not, because, unless we have an independent measure of the middle-classness of workers who respond in this way to questioning, we cannot be sure that their class and political identification is not simply based on economic as opposed to social class considerations. On the most superficial level, the prosperous worker who has acquired durable consumer goods may come to think of himself as middle class in material terms when he compares his own present position with what it was before, or with that of the less affluent worker, or with that of the lower nonmanual employee. But just because he interprets a demand for self-

(4) M. ABRAMS, *Why Labour Has Lost Elections*, *Socialist Commentary*, May and August 1960; *id.*, *New Roots of Working Class Conservatism*, *Encounter*, May 1960.

(5) See, for example, Arthur KORNHAUSER, Harold L. SHEPPARD and Albert J. MAYER, *When Labor Votes: A Study of Auto Workers* (New York, 1956). One of the main findings of this work is that working people can attain comfortable and respectable middle class planes of living and yet persist in their loyalty to organized labour and labour's political aims.

(6) According to Abrams' recent survey data, 47 per cent of non-Labour voters in the skilled working class claimed working

class status; and 37 per cent of those who were Labour claimed middle class status. Between the skilled and non-skilled non-Labour supporters, there was practically no difference in the proportion claiming to be middle class (*Socialist Commentary*, May 1960). A. H. BIRCH in his *Small Town Politics* (Oxford, 1959), p. 110, found only a very slight connection between middle-class identification and Conservatism.

(7) The number of 'deferential' Tory voters in the working class is unknown. Ralph SAMUEL, *The Deference Voter*, *New Left Review*, Jan.-Feb. 1960, believes it to be a relatively large proportion.

estimated status in this way it by no means follows that he is in fact a middle class person in a normative sense, aspiring to and pursuing the style of life of the class above him. Least of all does it mean that the worker's desire for certain kinds of consumer goods is necessarily a desire for the 'status symbols' of the middle class. What is a status symbol for whom depends entirely on the social universe to which a person orients himself, and this is not a simple function of the size of his pay packet (8). It is, in any case, sociology gone mad to assume that because people want goods of this kind they always want them as status symbols. A washing machine is a washing machine is a washing machine.

Similarly, the fact of political choice cannot unequivocally be interpreted as evidence of middle-classness in a normative sense. There is little evidence to decide how far the Conservative vote of the manual worker is due to his conception of himself as middle class in material terms (the so-called 'prosperity voter') and how far it reflects a deeper claim to be accepted as a middle class person in a social sense (the so-called 'identification voter'). In short, what the worker means when he says that he is middle class, or what is his motive in voting for the middle-class party, can only be ascertained by observation of his attitudes and behaviour in other social spheres.

One such view, a subsidiary argument of the prosperity hypothesis, is that the working class family is becoming more 'home-centred' and 'consumption-oriented' (9). There is, it is suggested, a movement away from a 'work-centred' to a 'home-centred' existence (this despite the fact that working class prosperity depends on overtime in the factory and the widespread employment of married women), from the sphere of production to that of consumption, from an environment in which class relations are of progressively less significance to the individual and his family than their place in the status order. From the evidence which has been presented by the authors of this viewpoint, it is not at

(8) Butler and Rose are of the opinion that "A significant number of skilled workers may be called class hybrids-working class in terms of occupation, education, speech, and cultural norms, while becoming middle class in terms of income and material comforts" and conclude that these workers are likely to be "cross-pressured" as a result. But this depends on their reference groups; "status striving"

is an intra as well as an inter-class phenomenon. The distinction between the 'rough' and 'respectable' working class runs through much recent research. D. E. BUTLER and R. ROSE, *The British General Election of 1959* (Macmillan, 1960), p. 15.

(9) M. ABRAMS, *The Home-Centred Society*, *The Listener*, November 26, 1959; ZWEIG, *op. cit.*

all clear, however, that the 'privatization' of the worker means that his norms are becoming more middle class, even though they are less and less like those of the traditional working class. The isolated and privatized existence of the 'home-centred' family may, of course, be considered as a stage of transition from a working class to a middle class style of life. But the process of attenuation of working class norms and the process of assimilation to middle class norms do not occur independently of the individual's social situation, as an automatic response to prosperity. The social attitudes regulating behaviour cannot be sloughed off or assumed at will. They are, according to all experience, most likely to be changed by the personal, primary group attachments of the individual. Therefore, in so far as the working class family is becoming more isolated from traditional class norms, more centred upon itself, finding its external referent in the impersonal media of mass communication, its moral state is more likely to be one of anomie than of middle-classness.

There remains the further, vital distinction between the normative and social aspects of class behaviour which is entirely neglected in the thesis of the 'new working class'. It is the difference between orienting oneself to a group and being accepted by the members of the group as a personal equal. Normatively, the worker and his family may stake a claim to middle class status by adopting the values and standards of the class above them. This may be evidenced in a variety of ways other than by saying "I am middle class" or "I vote Conservative": by a restriction of family size, concern with (especially higher) education, general standards of speech and demeanour which are modelled on those taken to be middle class, that is, thought to be acceptable to middle class persons, as well as by the acquisition of appropriate 'status symbols'. But all this may occur without the intra-familial pattern of behaviour being reinforced from outside through social intercourse with members of the class with which they are identified. From the point of view of changing class structure the transition from normative identification to social acceptance is surely vital. Not only because, as Marshall says, the essence of social class is the way in which a man is treated by his fellows, but also because the way in which he is treated will have its effect on his attitude towards the social hierarchy and its legitimacy. For those working class families who are aspiring to membership of the middle class, the openness or closure of the status system is critical. Class membership may not be very consciously felt by those who are

firmly inside their class and have no desire to leave it, but class exclusion is a very tangible experience, especially for those who are on the outside and who want to get in. What evidence there is suggests that manual workers and their families do not find it easy to gain admittance to middle class circles. The determinants and consequences of social class exclusiveness at the frontier between the manual and nonmanual workforce are, however, little understood and remain a key focus of research.

*The economic, normative and social dimensions of 'the worker turning bourgeois' must, then, be kept separate and not be regarded as a natural succession of events. At each stage, attitudes and behaviour are anchored in a definite set of social relationships whose structure varies from one section of the working class to another, affording different, but not random, potentialities of change.✎

*
* *

In what social relationships does the impulse arise which impels the working class family to take middle class standards as its guide to behaviour? By what social relationships is this 'deviance' from working class membership controlled? By what social relationships is the aspiring working class family admitted to or excluded from social affiliation with the middle class stratum with which it identifies? These questions, which are inherent in the discussion of the 'new working class' are seldom made explicit. Perhaps because they are difficult to answer in any detailed way. But this is not a good reason for ignoring them. The following brief discussion will, therefore, indicate some of the factors which might be relevant to their solution.

Sensitivity to class is developed in a variety, but limited number, of contexts : in the family, at work, in leisure activities in the local community, and in those 'interstitial' and fleeting episodes of impersonal contact such as occur, for example, when travelling on public transport. Leaving on one side the last situation, the main social catalysts of class sentiment are family, work and community.

In the emphasis on the 'home-centred' working class family, the one factor in family relationships which research has suggested to be of real importance in fostering middle class attitudes is usually ignored ; namely, the status superiority of the wife in terms of

social origin, education or pre-marital employment (10). This type of working class family structure, which has been analyzed in relation to the educational attainment of children, is not well understood. It is not clear whether the wife's superior status is the sole important factor, or whether there is a process of self-selection among husbands who choose wives of a superior social status. Be this as it may, the tendencies of the occupational structure progressively favour such marriages. Not only are there increasing opportunities for nonmanual work generally, but they are even greater for women; and the rate of intermarriage between manual workers and women in nonmanual employment is relatively high. It may be assumed, then, that the greater the occurrence of 'family bridges' across the occupational frontier of the working and middle classes, the more likely is the working class family to be exposed to middle class status standards. That other relatives outside the nuclear family also act in a similar way as 'influentials' is also a strong probability. Research on mass communications would suggest that it is through such primary contacts rather than by direct impression that the values transmitted by these media—which are undoubtedly middle class—have their impact on attitudes and behaviour.

The enduring influence of work relationships would hardly need stressing were it not that the thesis of the 'new working class' discounts it. If it is true that full employment and prosperity have made the new working class more family-centred and consumption-minded, it is just as true that the greatest potential for change in class relations is still located in the relationships of industry. Whatever the degree of family-centredness, work relations are unavoidable, daily impressing upon the individual a consciousness of differential power and prestige. The structure of the work situation is governed partly by technical, partly by social, factors; and it is of the utmost importance for an understanding of the worker's image of society to know within what limits the organization of work varies between industries and between firms. The size of the factory, the organization of the work group, its relation to supervisors and management, the degree to which the worker has control over his work process, the extent to which the job facilitates or prevents communication between workers, the rigidity of the distinctions between staff and works,

(10) See, for example, J. E. FLOUDB, *Class and Educational Opportunity* (London, 1957).
A. H. HALSEY and F. M. MARTIN, *Social*

security of tenure, the progressiveness of earnings, and job discipline—these represent some of the points of reference for a construction of a typology of work relationships, without which no clear appreciation of class identification can be obtained. It should aim at an understanding of the way in which the work situation affects the individual's image of the class hierarchy, and of how it reinforces or contradicts his experiences off the job. Is there a connection between job satisfaction and class consciousness? Does following an apprenticeship in a skilled trade produce the forward-looking mentality that is characteristic of middle class employees? Is the worker's capacity to dissociate his status aspirations from his work realities linked with the relative isolation of his job in the factory?

The third major context of class crystallization, that of the local community and its associational life, is obviously important both in a normative and social sense. By the degree to which it subjects the workers to the social control of his fellows during leisure hours, or exposes him and his family to new standards of conduct; and by the degree to which it provides opportunities for interaction across class lines.

These relationships, unlike those of work, however, are not to the same extent necessary. When not at work, the individual may retreat into his family, and it is likely that, with the progressive breakdown of tightly-knit, traditional working class areas and the re-housing of their population, this is an increasingly common phenomenon. But how far has the changing residential pattern of the working class meant an increased exposure to middle class example or an increase in the amount of class interaction in common voluntary associations? By and large, public re-housing has not produced class-mixed communities, and the number of workers who have settled privately in middle class districts is unknown. Even where there is physical juxtaposition, however, this does not rule out social segregation. Stacey's conclusion about Banbury "that when they are found as neighbours people of different social status do not mix" and that "a mixture of social classes in a street reduces the intensity of neighbour relations", is certainly consistent with findings elsewhere (11). Participation in community associations is also, as a rule, lower among the working class than the middle class; and unless there is some

(11) M. STACEY, *Tradition and Change, A Study of Banbury* (Oxford, 1960), p. 115.
See also, for example, P. WILLMOTT and

M. YOUNG, *Family and Class in a London Suburb* (London, 1960), ch. x.

special social force propelling the worker into the associational life of the mixed residential areas, it cannot be assumed that the mere physical availability of these organizations will lead to a greater interaction between the classes.

The desire to join is yet another thing than acceptability. The closure of voluntary associations along class lines, where it is not financial; is achieved informally by subtle social barriers erected on the basis of shared attitudes and forms of behaviour which are much less easily acquired than material 'status symbols'. They are social counters, coined by education, and increasing or decreasing in value according to the use that is made of them in one's occupation and work relationships. The more intimate the social circles of the community, and the more personal the implications of membership, the more these diffuse criteria of acceptability come into prominence.

In this sense, associations vary considerably in the degree to which co-membership entails social equality, and, therefore, in their relative 'openness' to class outsiders. The types of associations in which the working class and middle class come together most easily are probably those in which sociability is incidental to the collective purpose of the group rather than an end in itself; and in which a hierarchy of authority and formalization of activities guard against too much social intimacy and equality, and duplicate within the organization the class stratification of the wider society (12). These are likely to be associations such as local cricket clubs (particularly in the North of England), civil defence units, the British Legion, the W.V.S., or church socials, rather than tennis clubs, dramatic societies or bridge clubs. The status barrier of the local community is the crucial hurdle in the path of the aspiring worker; and neither his prosperity nor his respectability may be sufficient to surmount it.

One special aspect of this status frontier deserves mention: namely, the marginality of those on the other side of it. The members of the middle class with whom the 'new working class' is most likely to be in potential contact, the lower middle class of white collar employees, are most socially insecure in their status, and, therefore, the most anxious to preserve their integrity as middle class persons. To them, association with the 'new working class' is more of a threat than their own isolation from the upper

(12) See, for example, the articles by Thomas BOTTOMORE, *Social Stratification in Voluntary Organizations*, and Rosalind

C. CHAMBERS, *A Study of Three Voluntary Associations*, in D. V. GLASS, *Social Mobility in Britain* (London, 1954).

THE 'NEW WORKING CLASS'

middle class. Paradoxically, the status group which is most accessible to the aspiring worker may turn out to be the most socially resistant.

* * *

The concept of the 'new working class' raises complex and interesting problems. In contemporary political discussion, however, these problems are disregarded; they are ignored, left ambiguous, or resolved by assertion or assumption. The idea explains too much, and, at the same time, explains too little. It is only one factor in the total political situation. It presents a grossly oversimplified view of the relationships between economy, class, and politics. It cannot account satisfactorily for the actual change in the working class vote, and still less can it provide a coherent analysis of the concomitant processes of change in the class structure. Above all, as an explanation of politics, it has itself become a 'political' explanation, marshalling behind it a questionable sociology. As such, the theory of the 'new working class' becomes a fit subject for sociological interpretation in its own right.

*Classe sociale, classe politique,
classe dirigeante*

LES SOCIOLOGUES ne s'accordent pas sur la définition du terme de classe, soit qu'ils ne l'emploient pas tous pour désigner la même réalité, soit qu'ils aient une vision autre de la réalité à laquelle il s'applique. Du moins admettent-ils tous que le concept de classe est légitime et que des groupes sociaux méritent d'être appelés classes. La légitimité même de concepts comme ceux de « classe politique » ou de « classe dirigeante » ou d'« élite » est mise en question par une fraction des sociologues. La *classe dirigeante* ou *ruling class* existe-t-elle ou n'est-elle qu'un mythe? La *power elite* ou élite de puissance est-elle créée par l'imagination morose du sociologue ou domine-t-elle effectivement la société américaine?

La plupart des sociologues américains n'aiment guère le concept de classe dirigeante, le fait même d'une classe dirigeante semblant contradictoire avec l'idéologie « le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple ». Les sociologues marxistes l'aiment moins encore, puisque, selon l'idéologie soviétique, les « monopolistes » règnent aux États-Unis et les « prolétaires » en Union soviétique. L'existence d'une classe dirigeante est incompatible avec l'antithèse du régime bourgeois (où les monopolistes gouvernent) et du régime socialiste (où le prolétariat est au pouvoir) : s'il y a une réalité sociale qui répond au concept de classe dirigeante, il en résulte qu'aux États-Unis ce ne sont pas les monopolistes et qu'en Union soviétique ce ne sont pas les prolétaires qui exercent les fonctions supérieures de l'administration et de l'État.

Cette référence aux doctrines officielles ne devrait pas suggérer une intention polémique, mais seulement rappeler une donnée incontestable : le problème de la classe dirigeante est chargé d'implications idéologiques. L'analyse sociologique devrait avoir pour objectif de marquer les possibilités et les limites de l'étude objective.

*
* *

Revenons aux premiers théoriciens de la sociologie, au début du XIX^e siècle, Saint-Simon et Auguste Comte, Alexis de Tocqueville, Karl Marx. Tous mettent l'accent sur l'opposition entre l'ancien régime et la société moderne, post-révolutionnaire. La société pré-révolutionnaire était composée d'ordres ou d'états. Avant 1789, les Français ne naissaient pas libres et égaux, ils n'avaient pas tous les mêmes droits, ils n'étaient pas soumis tous aux mêmes obligations. L'hétérogénéité sociale était tenue pour normale, hétérogénéité de statut juridique et non pas seulement de métier, de revenu ou de style de vie. Quelle que fût la mobilité sociale, les classes apparaissaient héréditaires ; le statut juridique du noble comme celui du non-noble était déterminé à la naissance. La Révolution française fait apparaître une société dont les principes sont fondamentalement autres. Tous les membres de la collectivité deviennent théoriquement soumis à la même législation et bien que la limitation du droit de suffrage, la distinction des citoyens actifs et passifs aient été maintenues en Europe occidentale même durant la plus grande partie du siècle dernier, les doctrinaires avaient reconnu et proclamé l'extension universelle de la citoyenneté. Juridiquement homogène, composée de citoyens égaux en droit, la société moderne n'en était pas moins divisée en groupes (j'emploie intentionnellement le terme le plus vague), qui s'ordonnaient en une hiérarchie plus ou moins nette, les membres de chaque groupe ayant assez de traits en commun pour être discernables des membres des autres groupes. Il s'agissait d'interpréter la différence entre la société d'ancien régime et la société moderne, de préciser la relation entre les *états* d'hier et les *groupes sociaux* d'aujourd'hui.

Une première interprétation est celle que résume la parabole célèbre de Saint-Simon : que l'on suppose éliminée soudain, par une catastrophe, l'élite (1) des diplomates, des conseillers d'État, des ministres, des parlementaires, des généraux, la société ne sera pas mortellement frappée, la même quantité de richesses sera produite, les conditions de vie du grand nombre ne seront pas sensiblement affectées. En revanche, que l'on suppose éliminée l'élite

(1) J'appelle ici *élite*, la minorité qui, en mieux réussi, occupe les positions les plus élevées. chacune des professions énumérées, a le.

des banquiers, industriels, ingénieurs, techniciens, la société sera paralysée parce que la production des richesses s'arrêtera ou sera ralentie. Ce texte fameux a pour thème central l'opposition de la société industrielle et de la société politico-militaire. Celle-là est l'infrastructure, celle-ci n'est plus que la superstructure (si nous traduisons en expressions marxistes la distinction saint-simonienne). Les deux écoles, saint-simonienne et positiviste d'une part, marxiste de l'autre, divergent à partir de l'interprétation donnée, par chacune d'elles, aux oppositions à l'intérieur de la société industrielle. Saint-Simon et Auguste Comte, sans nier les conflits d'intérêt entre employeurs et employés, les tiennent pour secondaires, les intérêts des uns et des autres étant fondamentalement accordés mais opposés à ceux des survivants de l'âge théologique et militaire. En revanche, selon Karl Marx, l'opposition entre salariés et capitalistes, entre ouvriers et propriétaires des moyens de production est décisive. Les uns et les autres constituent une classe et c'est la lutte entre ces deux classes qui est le ressort du mouvement historique et finalement de la révolution socialiste.

Le marxisme est, pour ainsi dire, une interprétation de la société d'ancien régime à la lumière de la société moderne, et de la société moderne à la lumière de la société d'ancien régime. Ni l'égalité juridique ni même l'égalité politique n'ont sensiblement modifié la condition du peuple. Les ouvriers ne sont pas « libérés » parce qu'ils votent tous les quatre ans. Les *groupes sociaux* des sociétés modernes ne sont pas moins marqués, ils ne comportent pas une hiérarchie moins nette que les ordres pré-révolutionnaires. Mais s'ils sont comparables à ceux-ci, en dépit de l'égalité juridique des individus, ne projettent-ils pas une lumière, rétrospectivement, sur l'origine réelle, sur la base de la structure de l'ancien régime? La classe supérieure (employons désormais ce terme à la place du terme de groupe social) est toujours celle qui possède les moyens de production, la terre hier, la terre ou les fabriques aujourd'hui. Les capitalistes sont, à notre époque, les équivalents des barons féodaux et ceux-ci étaient, en leur temps, les équivalents des capitalistes. Marx ne nie pas l'originalité de la société moderne telle que les saint-simoniens l'avaient dégagée, mais il nie la solidarité essentielle des producteurs qu'affirmaient économistes, saint-simoniens et positivistes. Ce n'est qu'après la révolution socialiste que les classes sociales, aussi bien celles de l'ancien régime que celles de la société moderne, s'effaceront et que s'accompliront les promesses qu'offre le développement prodigieux des capacités productives.

Cette interprétation des deux sociétés, pré-révolutionnaire et

post-révolutionnaire par le même schème, a pour conséquence, entre autres, la comparaison entre l'avènement de la bourgeoisie et l'avènement du prolétariat. Comme les rapports de production capitalistes se sont formés au sein de la société féodale, les rapports de production socialistes se formeront au sein de la société capitaliste et la révolution socialiste donnera le pouvoir au prolétariat comme la révolution bourgeoise a donné le pouvoir politique à la bourgeoisie qui détenait déjà la réalité du pouvoir social. Mais ce rapprochement même illustre immédiatement le paradoxe ou plutôt la contradiction interne de l'interprétation marxiste.

Considérons le monde du travail : à l'intérieur de toutes les sociétés complexes, on distingue des groupes différents selon le métier exercé (agriculteurs, marchands, artisans) et, à l'intérieur de chacun de ces groupes, une hiérarchie en fonction de la propriété, de la réussite, de la fortune, des revenus. Le seigneur féodal et le capitaliste foncier ou industriel ont en commun la propriété d'un moyen de production. Mais la fonction du seigneur féodal était militaire ; une fois la sécurité des paysans assurée, ceux-ci n'ont plus besoin du seigneur. Ils n'ont besoin de l'équivalent d'un propriétaire foncier que dans les grandes exploitations où le travail collectif requiert des fonctionnaires d'organisation ou de justice. Dans les fabriques ou les usines, ces fonctionnaires d'organisation ou de gestion sont évidemment indispensables, encore qu'ils puissent ne pas être propriétaires. En d'autres termes, l'élimination des capitalistes ne peut pas signifier l'élimination des gestionnaires du travail collectif, elle signifie seulement l'élimination des propriétaires, des non-propriétaires exerçant les fonctions d'organisation ou de gestion.

Du coup, la comparaison entre l'avènement du III^e et celui du IV^e état devient doublement problématique. La bourgeoisie représentait, aux yeux de Saint-Simon et de Karl Marx, la classe du travail par opposition à l'aristocratie, d'origine féodale, qui était une classe militaire. L'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, en revanche, se situe à l'intérieur de la société moderne. L'aristocratie pouvait disparaître si l'aristocratie ne remplissait plus de fonction militaire ou si cette fonction était remplie par d'autres. De même, la bourgeoisie peut disparaître dans la mesure où elle est définie par la propriété des moyens de production et où des propriétaires individuels ne sont pas nécessaires. Mais les fonctions remplies par les bourgeois, organisation et gestion du travail collectif, devraient être remplies par d'autres. En quoi les cadres d'une société industrielle sans propriété des

instruments de production diffèrent-ils de ces mêmes cadres, là où subsiste l'appropriation individuelle des moyens de production? Telle est la première question qui se pose à propos de l'avènement du prolétariat.

De plus, la bourgeoisie constituait, à l'intérieur de la société pré-révolutionnaire une minorité privilégiée. Elle occupait, avant la révolution, des positions de commandement et de prestige. La révolution a donné à des bourgeois le pouvoir politique qu'exerçaient auparavant le roi et, pour une part, les nobles. Mais, en accédant au pouvoir, les bourgeois demeuraient tels qu'ils étaient. En revanche, le prolétariat peut déléguer des « représentants » à l'exercice du pouvoir politique, les représentants cessent de vivre en prolétaires le jour où ils dirigent une usine, un trust ou un ministère. Des bourgeois au pouvoir sont des bourgeois. Des prolétaires au pouvoir ne sont plus des prolétaires.

Alexis de Tocqueville, dont la pensée n'est pas moins concentrée que celle de Comte ou de Marx sur la comparaison de l'ancien régime et de la société moderne, considère, lui aussi, les classes sociales comme les principaux personnages de l'histoire. Il écrit, dans *l'Ancien Régime et la Révolution*, cette phrase révélatrice : « Je parle des classes, elles seules doivent occuper l'histoire » (livre II, chap. XII, éd. J. P. Mayer, p. 179).

Pas plus que Marx dans *Les luttes de classes en France* ou *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, il n'énumère systématiquement les classes aux prises. Mais le descendant de la vieille noblesse comme le prophète du socialisme, également bons observateurs, évoquent, au fil de leur récit ou de leur analyse, l'aristocratie (Marx en distingue deux fractions, légitimiste-foncière, orléaniste-bancaire), la grande bourgeoisie d'affaires ou de loi, les paysans (beaucoup propriétaires), la petite bourgeoisie des villes (artisans ou commerçants), les ouvriers, Marx ajoute la pègre ou le sous-prolétariat. Tous ces groupes, dont les uns sont des survivants de l'Ancien Régime et les autres appartiennent à la société moderne, apparaissent en personne sur la scène de l'histoire. En juin 1848, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui combattent, seuls, abandonnés par leurs chefs. La garde nationale, elle aussi, est composée par des petits bourgeois qui ont le sentiment de se battre pour eux-mêmes, pour leur intérêt de classe.

L'existence de l'État, de l'appareil d'État, civil et militaire, ne crée pas moins une difficulté pour cette interprétation de l'histoire sociale et politique en termes de classes. Louis-Napoléon et son entourage originaire de la bohème parisienne s'emparent de l'État

français. Quelle est la classe au pouvoir? Les paysans-propriétaires qui ont voté en masse pour le neveu du grand empereur? La grande bourgeoisie capitaliste dont les intérêts seront sauvegardés, protégés par le régime impérial? Est-ce le rapport des groupes sociaux qui s'exprime dans le régime impérial? Ce rapport aurait-il permis un autre régime et quelles auraient été les conséquences d'une République bourgeoise?

A toutes ces questions, Tocqueville n'aurait pas eu de mal à répondre. Bien qu'à ses yeux les classes fussent les principaux personnages de l'histoire, l'État, le gouvernement ne s'explique pas entièrement par les classes et leurs luttes. Les gouvernants sont pour ainsi dire les représentants, mais ni le mode de représentation ni les règles constitutionnelles ne sont rigoureusement déterminés par la conjoncture sociale. Les sociétés modernes tendent à l'égalité, mais elles peuvent être libérales ou despotiques.

Marx observe l'énorme appareil d'État et la conquête de cet appareil par une clique d'aventuriers. Il se refuse à tirer des faits la leçon qu'ils comportent, à savoir la non-correspondance terme à terme des conflits politiques et des luttes sociales, l'efficacité de l'appareil d'État, jamais indépendant des classes sociales mais jamais non plus adéquatement défini par le seul pouvoir d'une classe. Marx ayant affirmé dogmatiquement que l'État est l'instrument d'exploitation au service de la classe dominante, observe, en historien, la relative autonomie de l'ordre politique. Mais il refuse de la reconnaître explicitement. Il cherche refuge dans l'utopie quand il envisage la révolution prolétarienne. La vraie révolution consistera à *détruire* l'appareil d'État et non à le conquérir comme le font toutes les révolutions qui maintiennent la société de classes et la domination-exploitation des masses par la bourgeoisie.

L'utopie d'une révolution qui détruit l'appareil d'État offrait une cible facile aux théoriciens réalistes de la classe dirigeante.

*
* *

Les théoriciens modernes des *élites* ou des *oligarchies*, G. Mosca, V. Pareto, R. Michels sont, pour une part, les descendants légitimes de la philosophie politique classique. Mais ils sont, en même temps, critiques de la démocratie parlementaire et de l'utopie socialiste. Les philosophes de la politique n'ont jamais mis en doute l'inégalité des hommes en capacité intellectuelle, l'inégalité des citoyens en richesses ou en puissance. Le problème, à leurs yeux, n'était pas d'effacer ces inégalités, naturelles ou sociales, mais d'assurer l'accès-

sion des plus dignes aux postes de responsabilité en même temps que d'établir des relations réciproques, d'autorité et d'obéissance, de bienveillance et de confiance entre gouvernants et gouvernés. Machiavel avait suggéré que ces relations n'étaient pas toujours ce que, d'après les moralistes, elles devraient être et que les moyens les plus couramment employés par les gouvernants, la force et la ruse (les lions et les renards), sont blâmables et nécessaires. Mais, abstraction faite du pessimisme de Machiavel, la conception classique risquait de sembler cynique dès lors qu'elle était utilisée contre l'idéologie démocratique ou socialiste. Dire que tous les partis, y compris ceux qui se réclament de la démocratie et qui se soumettent à une constitution démocratique, sont en fait dirigés par un petit nombre d'hommes, par un état-major plus ou moins permanent, c'est retrouver la loi d'airain de l'oligarchie, loi qui n'apparaît décevante ou scandaleuse qu'aux démocrates portés à croire que le pouvoir *du* peuple est exercé *par* le peuple.

Ce qui est vrai pour un parti est vrai *a fortiori* pour un régime. Quel que soit le mode de recrutement des gouvernants, quel que soit le fonctionnement, en théorie ou en pratique, de l'État, un régime est toujours entre les mains d'un petit nombre d'hommes. A cet égard, les régimes dits démocratiques ne diffèrent pas des régimes dits despotiques ou autoritaires. Les *formules* changent, c'est-à-dire les idées ou principes au nom desquels les minorités règnent, le fait *oligarchique* demeure. Durant la première partie de sa vie, G. Mosca infatigablement a *démasqué* les démocraties libérales et bourgeoises en mettant au jour, derrière la lettre des institutions et les appels au peuple, le pouvoir des hommes politiques et, au-delà, les intrigues et les pressions des hommes de finances et d'industrie. V. Pareto a poursuivi la même entreprise, sur un ton plus polémique encore, et, tout en se déclarant d'accord avec K. Marx, sur la lutte des classes, il a dénoncé, à l'avance, la future révolution dite prolétarienne comme un exemple supplémentaire de révolution faite par une minorité au profit d'une minorité. Marx admettait l'interprétation oligarchique de toutes les révolutions sauf de la révolution socialiste. Il était facile et tentant de refuser cette exception et de remettre à l'alignement du passé la prétendue révolution du grand nombre au profit de tous.

Pour désigner ces oligarchies que Mosca distinguait surtout d'après leur formule respective, que Pareto caractérisait par leur attitude psycho-sociale (les violents et les rusés, les syndicalistes révolutionnaires et les ploutocrates), trois termes ont été utilisés, *élite*, *classe politique*, *classe dirigeante*. Le choix entre ces trois

termes peut passer pour libre : après tout, les sociologues utilisent légitimement les mots qui leur plaisent, pourvu qu'ils les définissent exactement. Mais l'hésitation entre les termes reflète une équivoque relative à la réalité.

Pareto commence par définir l'élite de manière objective, c'est-à-dire en se référant à des traits observables de l'extérieur. Considérons les quelques-uns qui, quel que soit leur métier, filles de joie ou savants, ont réussi, sont tenus par leurs pairs et par le public comme les meilleurs : l'ensemble de ceux qui « ont eu du succès » constitue ce que nous appellerons l'élite de la société, les *meilleurs* (οἱ ἀριστοί) non au sens moral mais au sens social et pour ainsi dire neutre. Mais, le plus souvent, Pareto, quand il parle d'élite, vise non l'ensemble de ceux qui ont réussi, mais ceux, en petit nombre, qui exercent les fonctions politiques d'administration ou de gouvernement, et aussi ceux qui, sans être fonctionnaires, députés ou ministres, influencent ou déterminent la conduite de la minorité gouvernante. Aussi, personnellement, je donne à ces trois mots *élite*, *classe politique*, *classe dirigeante*, trois sens différents, je désigne par chacun d'eux une autre réalité ou, si l'on veut, je pose, à l'aide de chacun d'eux, un autre problème.

J'use du terme *élite* au sens le plus large : l'ensemble de ceux qui, dans les diverses activités, se sont élevés en haut de la hiérarchie et occupent des positions privilégiées que consacre l'importance soit des revenus soit du prestige. Le terme de *classe politique* devrait être réservé à la minorité, beaucoup plus étroite, qui exerce effectivement les fonctions politiques de gouvernement. La classe dirigeante se situerait entre l'élite et la *classe politique* : elle couvre ceux des privilégiés qui, sans exercer de fonctions proprement politiques, ne peuvent pas ne pas exercer de l'influence sur ceux qui gouvernent et ceux qui obéissent, soit en raison de l'autorité morale qu'ils détiennent, soit à cause de la puissance économique ou financière qu'ils possèdent.

De ces trois termes, c'est celui d'élite (2) que j'emploie le moins volontiers, parce qu'il a des résonances équivoques. Est-il possible, est-il utile de constituer un ensemble qui englobe tous ceux qui ont réussi, y compris les rois de la pègre ? La réussite dans certains métiers, tels ceux d'artisans, pratiqués dans la solitude, est mal connue en dehors d'un cercle étroit et ne confère ni autorité ni célébrité. Il n'est ni très facile ni très utile de tracer le cercle à l'inté-

(2) En revanche, je n'ai pas d'objection contre l'emploi du terme *élite* au pluriel,

comme équivalent de ce que j'appelle plus bas catégories dirigeantes.

rieur duquel les *réussites* assurent l'entrée dans l'élite. Ce mot, au fond, ne sert à rien d'autre qu'à rappeler la loi d'airain de l'oligarchie, l'inégalité des dons et des succès (sans que les succès soient toujours proportionnels aux dons).

En revanche, les deux mots de classe politique et de classe dirigeante posent un problème important, celui des rapports entre la minorité qui exerce effectivement le pouvoir politique et une minorité, moins étroite, qui exerce des fonctions de commandement ou de prestige dans la société et non dans l'État. Tout régime comporte une classe politique, que ce régime soit démocratique ou soviétique. Une société ne comporte pas *une* classe dirigeante, si les dirigeants de l'industrie, ceux des syndicats ouvriers, ceux des partis politiques se considèrent comme ennemis les uns des autres, au point de n'avoir aucune conscience de solidarité.

* * *

Le fait, ou la loi d'airain, de l'oligarchie peut être souligné avec une intention agressive à l'égard des idéologies. Les démocrates naïfs s'imaginent que le peuple gouverne à l'Ouest, alors que les électeurs sont effectivement « manipulés » par des politiciens « rusés ». Les communistes, croyants ou cyniques, affirment que le prolétariat est au pouvoir en Union soviétique alors que le parti, le Comité central, le Praesidium, voire le secrétaire général du parti, « manipulent » les masses et, au nom du prolétariat, exercent un pouvoir plus absolu que celui des rois ou des empereurs du passé. Cette argumentation, polémique et politique, est bon marché. Elle ne nous intéresse pas, bien qu'elle comporte évidemment une part de vérité. Elle est position et non solution du problème. Étant entendu que toujours et partout un petit nombre gouverne, quel est ce petit nombre ? Quels en sont le recrutement, l'organisation, la formule ? Comment l'autorité est-elle exercée ? Quelles sont les relations de la classe politique avec les autres privilégiés, les autres détenteurs de puissance et de prestige ?

Ces questions sont d'autant plus inévitables que la différenciation sociale, au cours du siècle écoulé depuis les premières doctrines sociologiques, a progressé en même temps que s'affirmait la revendication d'égalité. Aujourd'hui l'égalité devant la loi n'est plus guère mise en doute sur le plan théorique et l'universalité de la participation politique par le droit de vote n'est plus enjeu de conflit. Tous les membres de la communauté sont citoyens. Mais les citoyens, sur le plan de ce que Hegel appelait « société

civile » (3), sur le plan de l'activité économique, ont chacun un métier. Les fonctions d'administration, au niveau de la ville, de la région ou de l'État, comme les fonctions politiques (souvent électives) à ces divers niveaux, sont exercées par des hommes qui sont ou deviennent des professionnels. La classe politique n'est héréditaire ni à l'Est ni à l'Ouest. A l'Est comme à l'Ouest, les détenteurs de l'autorité étatique ont des *liens* (il reste à préciser lesquels) avec les hommes de puissance économique et les hommes de prestige intellectuel ou spirituel. Il nous faut analyser les diverses catégories sociales qui peuvent appartenir à la classe dirigeante — ou encore comme je me suis exprimé ailleurs — les diverses sortes d'élites, si nous voulons comparer les sociétés au regard de leur classe politique ou de leur classe dirigeante.

Quatre antithèses — *pouvoir temporel* et *pouvoir spirituel*, *pouvoir civil* et *pouvoir militaire*, *pouvoir politique* et *pouvoir administratif*, *pouvoir politique* et *pouvoir économique* — illustrent, me semble-t-il, la différenciation moderne des fonctions de commandement, la multiplication des groupes sociaux capables d'exercer effectivement des fonctions de commandement ou d'influencer substantiellement ceux qui les exercent.

Dans toutes les sociétés, ceux qui établissent la hiérarchie des valeurs, qui forment les façons de penser et déterminent le contenu des croyances, constituent ceux qu'Auguste Comte appelait le pouvoir spirituel. A notre époque, le pouvoir spirituel est partagé entre ou disputé par trois sortes d'hommes, les prêtres, survivants du pouvoir spirituel que le fondateur du positivisme appelait *théologique*, les *intellectuels*, écrivains ou savants, et les *idéologues* de partis. Un regard sur les régimes, soviétique et occidental, suffit pour apercevoir une différence fondamentale dans les relations structurelles des *catégories dirigeantes* (4) : selon la formule soviétique, ce sont les idéologues du parti qui proclament la vérité suprême et enseignent ce qui est sacré. Les prêtres sont tenus officiellement en piètre estime et les intellectuels doivent souscrire à la vérité idéologique, plus ou moins étendue selon les moments et les hommes.

Le pouvoir, dans les sociétés modernes, se veut civil en son origine et sa légitimité puisqu'il invoque une légitimité démocratique. Mais il n'est effectif qu'à la condition d'obtenir l'obéissance des chefs de l'armée et de la police. Aussi, en fait, à notre époque,

(3) *Bürgerliche Gesellschaft*, traduite d'ordinaire par « société civile ».

(4) Ou des élites si l'on préfère.

nombreux sont les régimes qui doivent leur avènement à l'action de l'armée. Nombreux sont les hommes politiques qui ont d'abord porté l'uniforme et qui doivent tout ou partie de leur autorité morale ou de leur prestige à leur passé militaire.

L'État moderne est d'abord un État administratif. Les citoyens comme les sujets économiques sont en permanence soumis aux commandements des fonctionnaires qui fixent les règles de la compétition entre individus et tirent les conséquences des lois, en chaque circonstance. Ce pouvoir administratif est en un sens « dépersonnalisé » et parfois « dépolitisé » : les fonctionnaires ordonnent en tant que fonctionnaires et les citoyens obéissent aux lois et aux représentants anonymes de l'État. Mais les grands fonctionnaires n'appartiennent pas moins à la minorité gouvernante, à la fois parce qu'ils influencent les décisions des hommes politiques et parce que le pouvoir administratif influe sur la répartition du produit social, répartition qui constitue un des enjeux de la lutte entre les groupes sociaux.

Les hommes politiques sont différenciés, à l'Ouest, des administrateurs, bien que, en certains régimes, les ministres soient choisis parmi les fonctionnaires. Ils sont plus ou moins « professionnels » selon que la politique est ou non leur carrière exclusive et la source unique de leurs revenus, mais ils sont toujours « différenciés » en ce sens que leur activité, de représentants ou de ministres, s'insère dans un réseau d'obligations, de droits, d'actions spécifiques.

L'ensemble de ces conduites politiques est lié aux autres ensembles de conduites sociales, plus étroitement à l'ensemble que l'on peut appeler économique. Deux catégories de privilégiés, détenteurs de deux sortes de pouvoir émergent de l'ensemble économique : les *gestionnaires du travail collectif*, propriétaires des moyens de production, managers, ingénieurs, et les *meneurs de masses*, dirigeants de syndicats ouvriers et, éventuellement, dirigeants des partis politiques, désireux d'organiser un groupe professionnel (les ouvriers d'industrie) sur la base d'une affiliation de classe.

Ces catégories dirigeantes sont toutes présentes dans n'importe quelle société moderne, qu'elle soit de régime soviétique ou de régime occidental. J'appelle *structure de la classe dirigeante* ou *des catégories dirigeantes* les relations prévues par la formule ou imposées par la loi ou la coutume entre les diverses espèces de privilégiés, détenteurs soit d'autorité morale, soit de pouvoir légal, soit de puissance effective économique ou sociale. Les régimes de type occidental sont définis non par la seule différenciation de ces catégories, mais par

le libre dialogue entre ces catégories. Les régimes de type soviétique sont définis par une moindre différenciation et surtout par une moindre liberté de dialogue ou d'opposition entre les prêtres et les intellectuels, entre les intellectuels et les idéologues, les idéologues et les chefs du parti, les chefs du parti et les gouvernants. Les fonctionnaires du travail collectif ne constituent pas une catégorie séparée des fonctionnaires d'État. Les meneurs de masses, au niveau des entreprises, les secrétaires de syndicats ont une fonction d'encadrement plus que de revendication et sont recrutés en conséquence.

Un régime de type soviétique, par rapport à un régime de type occidental, présente deux caractéristiques majeures : il tend à rétablir la confusion de la société et de l'État alors que la modernité créait ou accentuait la distinction, en différenciant les fonctions politiques, en tolérant des organisations professionnelles ou politiques, indépendantes les unes des autres et légitimement rivales. A l'Est, les gestionnaires du travail collectif sont, de l'entreprise jusqu'au bureau central du plan, des fonctionnaires alors qu'à l'Ouest, ces gestionnaires se répartissent en catégories multiples (propriétaires, managers non-propriétaires, fonctionnaires d'État). A l'Est, les chefs de parti sont à la fois, en permanence, maîtres de l'exécutif, meneurs de masses et idéologues officiels, alors qu'à l'Ouest, les gouvernants ont en face d'eux une opposition, des secrétaires de syndicats plus ou moins indépendants et des écrivains, savants, idéologues qui ne cessent de discuter sur le vrai et le faux, sur le sacré et le scandaleux, sans que la voix des gouvernants temporaires soit capable de dominer le tumulte des débats ou de la propagande.

Ces remarques ne visent pas à développer une théorie de la classe dirigeante, à l'Est ou à l'Ouest, mais seulement à indiquer le genre de problèmes que pose l'étude des *oligarchies modernes* ou, si l'on préfère, l'étude du *fait oligarchique dans les sociétés modernes*. La différenciation sociale n'a pas épargné les *oligarques*, mais elle a abouti à deux modalités extrêmes : le regroupement des catégories dirigeantes sous l'autorité temporelle et spirituelle des chefs du parti unique, la désintégration de la classe dirigeante en une sorte de guerre froide permanente entre les catégories dirigeantes. La plupart des régimes occidentaux se situent entre ces deux formes extrêmes. La Grande-Bretagne me paraît l'exemple le plus typique d'un pays dont le régime est de type occidental mais qui possède encore une classe dirigeante : les couches supérieures du monde des affaires, de l'université, de la presse, de l'Église, de la politique,

se retrouvent dans les mêmes clubs, ils ont souvent des liens de famille, ils ont une conscience de constituer une communauté, ils ont une représentation relativement définie de l'intérêt supérieur de l'Angleterre. Cette classe est ouverte aux talents, elle absorbe les individus d'origine modeste et ne rejette pas ceux des siens qui ont pris la tête des mouvements populaires de protestation. Les catégories dirigeantes constituent une classe dirigeante dans la mesure même où la classe politique et l'élite sociale sont imbriquées l'une dans l'autre.

* * *

L'étude empirique d'une catégorie dirigeante comporte essentiellement quatre aspects : quelle est l'origine sociale, quel est le recrutement des hommes politiques (ou des hauts fonctionnaires ou des intellectuels) ? Quelles sont les qualités qui semblent assurer le succès, quelles sont les modalités de la carrière ? Quelle est la manière de penser, quelle est la conception de l'existence, caractéristiques de cette catégorie ? Quelle est la cohérence, quelle est la conscience de solidarité des membres de cette catégorie ?

Quand il s'agit de la classe politique, des rapports entre dirigeants de l'industrie et dirigeants de l'État, ces dernières interrogations deviennent évidemment décisives et d'autres s'y ajoutent. Les décisions les plus graves sont prises par un ou quelques hommes. C'est parfois un homme qui doit choisir entre la paix et la guerre. En ce sens, la concentration du pouvoir n'est pas une hypothèse, mais un fait. La question est de savoir en quelle mesure les décisions, prises par le Président des États-Unis ou les membres du Cabinet, expriment les intérêts, la volonté ou l'idéal d'un petit groupe que l'on baptisera « élite de puissance », ou « monopolistes », ou « capitalistes ».

Nous ferons observer, tout d'abord, que cette question est empirique plus que théorique, elle relève de l'enquête non de la doctrine ou de l'analyse de concepts. Les remarques suivantes visent donc à circonscrire le sujet, non à le traiter. Il va de soi qu'en un régime fondé sur la propriété des instruments de production, les mesures prises par les législateurs et les ministres ne seront pas en opposition fondamentale avec les intérêts des propriétaires. Les gouvernants ne sont pas radicalement hostiles aux intérêts de ceux qui ont réussi sur le plan économique. Les dirigeants des démocraties occidentales ne sont pas, et ne peuvent pas être, ennemis du régime que les soviétiques appellent capitaliste parce qu'il

admet une propriété privée des instruments de production et n'impose pas une planification totale. Mais cette proposition est trop évidente pour être instructive.

Il faut aller au-delà de cette platitude pour formuler les véritables interrogations. Un régime capitaliste, selon une définition aussi vague, comporte des modalités extrêmement diverses, extension plus ou moins grande de la propriété collective, de la planification, fiscalité plus ou moins progressive, etc. Pour que le pouvoir, dans une démocratie occidentale, pût être décrété celui des capitalistes ou des monopolistes, il faudrait établir que ces capitalistes ou monopolistes ont conscience de leur solidarité, qu'ils ont une idée commune de leur classe et de leur intérêt de classe. Les faits, au premier abord, ne semblent pas suggérer que cette conscience existe ou que cet intérêt de classe soit connu et reconnu par ceux qu'il devrait unir.

Qu'un dirigeant de la Standard Oil ou de la General Motors intervienne auprès du State Department pour obtenir des commandes ou le soutien du gouvernement contre une menace de nationalisation, rien de plus normal et de plus vraisemblable. Le State Department cède-t-il à ses pressions? C'est à voir. Ce qui serait intéressant, ce serait que les dirigeants politiques prissent des décisions parce que celles-ci seraient conformes aux intérêts soit de telle grande corporation influente, soit des grandes corporations ou des « monopoles » en tant que tels. Or c'est précisément ce fait qui n'est pas démontré et qui paraît même improbable.

Les hommes d'affaires républicains qui peuplaient l'administration Eisenhower prêchaient et appliquaient la doctrine de la monnaie saine et de la rigueur financière parce qu'elle donnait satisfaction à leur système de valeurs et bien qu'elle fût, à beaucoup d'égards, moins propice au gonflement des profits que la doctrine opposée. Ils s'efforçaient de réduire les dépenses militaires en vue d'équilibrer le budget. Ils n'avaient pas d'interprétation commune de la conjoncture internationale et ils auraient été bien en peine de dire quelle diplomatie répondait à l'intérêt de classe du grand capitalisme.

Que les chefs de l'armée et les dirigeants de l'industrie soient en relations étroites, dans les États-Unis d'aujourd'hui, en raison des commandes d'armements, en raison aussi des postes offerts par l'industrie aux généraux après leur retraite, nul ne le discute. La conduite de la politique extérieure serait-elle autre, si ces liens étaient moins étroits? Les généraux recommandent-ils un programme parce qu'ils songent à leurs appointements futurs? Quel

que soit le régime, chefs de l'armée et chefs de l'industrie, en une société industrielle, seront intimement liés. La diplomatie américaine, le volume des armements sont-ils déterminés par ces liens personnels ou sociaux? A mon sens, personne n'a encore rendu vraisemblable la réponse positive à une telle interrogation.

*
* * *

Il nous reste à préciser les relations entre ces catégories dirigeantes et les classes sociales. Ces relations sont, de toute évidence, autres selon les types de sociétés et les types de régimes. Nous ne les envisagerons que dans le cas de la société moderne industrielle, telle qu'elle s'est épanouie au ^{xx}e siècle aux États-Unis, en Union soviétique, en Europe occidentale.

La masse de la population est répartie entre les métiers — exploitation agricole, industrie, services — que le progrès économique a multipliés et différenciés. Les revenus de chacun dépendent essentiellement de la place occupée dans le processus de production, cette place étant définie soit par le rapport à la propriété des moyens de production, soit par la qualification du travail fourni, soit par les deux critères à la fois. Une société de type soviétique ne laisse subsister que le second critère puisqu'elle élimine radicalement la propriété des moyens de production. L'organisation sociale qui paraît primordiale aux individus est le système de production et d'échanges, la communauté familiale n'étant plus une unité de production et les communautés religieuses ou idéologiques ne fournissant plus, dans la majorité des cas, les moyens de vivre. La « société civile » (*die bürgerliche Gesellschaft*), au sens que Hegel donnait à ce mot, englobe l'ensemble de la collectivité et en constitue pour ainsi dire l'infrastructure. Suscite-t-elle des classes ennemies, dont l'une, la classe exploitée, a pour mission le renversement révolutionnaire du régime établi? Ni en Union soviétique, ni aux États-Unis, la classe ouvrière n'est révolutionnaire, autrement dit, ne semble penser ou agir comme si elle avait pour objectif ou pour ambition de renverser le régime économique ou politique. Elle n'est pas non plus au pouvoir, elle ne s'est pas transformée en « classe universelle » à l'Est ou à l'Ouest. Elle semble révolutionnaire, en France et en Italie, dans la mesure où le parti auquel un grand nombre d'ouvriers donnent leur suffrage se réclame d'un régime de type soviétique à l'intérieur d'une société de type occidental.

Les ouvriers d'industrie, russes ou américains, sont intégrés à

une certaine organisation, administrative et technique. L'étude empirique établit l'ampleur des différences de revenus à l'intérieur de la classe ouvrière. Quelle est la hiérarchie des salaires, entre le manoeuvre et l'ouvrier le plus qualifié? L'ensemble des ouvriers a-t-il la même façon de vivre, les mêmes convictions, a-t-il conscience de constituer une unité sociale ou historique, avec une mission propre? En d'autres termes, quand il s'agit des classes — et nous prenons l'exemple de la classe ouvrière parce que c'est elle qui, d'après tous les auteurs, présente, le plus accentués, les caractères d'une classe — on se pose deux types de questions : jusqu'à quel point existe-t-elle *objectivement*? Jusqu'à quel point a-t-elle conscience d'elle-même et quel est le contenu, conservateur, réformiste ou révolutionnaire, de cette conscience?

La première question se pose, de manière identique, à propos de la classe ouvrière soviétique et de la classe ouvrière américaine. La deuxième ne se pose pas ou ne comporte pas de réponse démontrée, à propos de la classe ouvrière soviétique, parce que la structure des catégories dirigeantes interdit et la question et la réponse. Plaçons-nous à l'intérieur d'une entreprise industrielle moderne : les ouvriers sont soumis à une autorité qui n'est démocratique ni en son origine (nomination et non élection) ni en son mode d'exercice (commandement et non discussion). Si les syndicats ouvriers sont libres, ils formuleront, avec plus ou moins de véhémence, des revendications économiques (salaires, partages des bénéfices) ou politiques (participation à l'autorité). Si les syndicats ouvriers sont dirigés par des secrétaires nommés par ou soumis au parti, certaines revendications ne seront pas élevées. L'existence même d'un intérêt de classe spécifique, éventuellement opposé à celui de la direction de l'entreprise, sera niée.

Plaçons-nous maintenant à un niveau supérieur, celui des ouvriers d'industrie pris globalement. La même opposition se retrouve, encore plus nette. La conscience de classe, l'idée d'une vocation commune dépend plus de la propagande et de l'organisation que du degré de communauté objective (jusqu'à quel point les ouvriers sont-ils les mêmes et différents des autres membres de la société globale?). Les ouvriers ne peuvent accéder à la conscience d'eux-mêmes comme d'une classe, si le régime économique et politique interdit les organisations autonomes ou, pour parler un autre langage, si la structure des catégories dirigeantes interdit le dialogue des intellectuels, des meneurs de masses et des hommes politiques.

Les relations de classes ne sont pas unilatéralement déter-

minées par les relations des catégories dirigeantes. Si l'on compare les diverses sociétés occidentales, il serait déraisonnable d'attribuer l'attitude révolutionnaire (5) de la classe ouvrière, en France ou en Italie, à la seule action des meneurs. Ces derniers déterminent-ils l'attitude des masses ou celles-ci sont-elles entraînées par eux? La réponse doit être autre selon les circonstances et elle est rarement catégorique dans un sens ou dans un autre. Nous voulions montrer seulement que les « relations de classes » n'apparaissent au jour, en une société industrielle, qu'à la condition que des organisations socio-économiques, extérieures à l'appareil du parti unique et de l'État, soient tolérées. Ce que la comparaison entre l'univers soviétique et le monde occidental révèle, c'est que la structure des catégories dirigeantes et non le rapport des classes détermine l'essence des régimes économico-politiques.

Les groupes sociaux, il est vrai, se forment différemment selon que la propriété privée des instruments de production, du sol et des machines, est ou non tolérée. Répartition des revenus, niveau et style de vie des groupes sont influencés par le statut de la propriété et plus encore par le mode de régulation (marché ou planification). Mais les différences majeures viennent de la structure des catégories dirigeantes, des rapports établis par le régime entre la société et l'État. Il suffit, pour qu'un régime de type soviétique s'instaure, qu'un parti communiste, seul ou avec l'aide de l'armée rouge, s'empare du pouvoir. Ce n'est donc pas l'état des forces productives mais l'état des forces politiques, voire militaires, qui est la cause prédominante, cause des caractères propres à chaque type de société, cause de l'avènement ou de la chute d'un type de société ou d'un autre.

* * *

Comparons les résultats de ces analyses avec les doctrines sociologiques que nous avons évoquées et avec les interprétations, plus ou moins justificatrices ou polémiques, que chaque régime donne de lui-même et des autres.

La réalité du régime soviétique n'a pas grand-chose de commun avec le mythe de la « classe universelle » et du « pouvoir du prolétariat ». Le pouvoir est exercé par le parti qui représente le prolétariat mais qui n'est évidemment plus dirigé par des prolétaires. Certes, la révolution de type communiste élimine radicalement

(5) La formule est exagérément simple et l'attitude révolutionnaire comporte maintes nuances. Mais il ne s'agit ici que

d'une analyse théorique, non d'une description.

les survivants des anciennes classes privilégiées (nobles et bourgeois-propriétaires), elle fait donc surgir de la masse populaire les catégories dirigeantes de la société nouvelle et, en théorie, elle peut favoriser à chaque génération l'ascension des mieux doués, la transmission des privilèges étant non exclue mais atténuée par la suppression de la propriété privée et des accumulations de richesses familiales (6).

Les mérites d'un tel régime sont, pour une part, ceux qu'il s'attribue à lui-même, pour une part exactement opposés à ceux que revendique l'idéologie officielle. La lutte des groupes pour le partage du produit social, le heurt entre ouvriers et propriétaires disparaissent, comme le veut la doctrine, et la société cesse d'être le théâtre d'une guerre froide permanente. Mais la paix est rétablie non en supprimant les occasions ou les enjeux des conflits, mais en prévenant l'organisation des armées et la propagande de guerre. Saint-simoniens et marxistes tenaient également pour indispensable la coopération de tous les producteurs, dirigeants et employés ayant, au fond, les mêmes intérêts. Mais les saint-simoniens ne croyaient pas qu'il fût nécessaire de supprimer la propriété privée des instruments de production pour que tous les producteurs prissent conscience de leur solidarité. Les marxistes, au contraire, croyaient qu'il y aurait une lutte des classes tant qu'il y aurait une distinction entre capitalistes et prolétaires. Ils ont éliminé la propriété privée des instruments de production, les capitalistes, puis conformément à leur doctrine, ils ont proclamé qu'il n'y avait plus de classes ou que les classes n'étaient plus antagonistes et enfin, pour que la réalité ne pût démentir leur doctrine, ils ont réservé un monopole au parti et à son idéologie : les représentants de tous les groupes, s'exprimant par l'intermédiaire et avec le vocabulaire du parti, témoignaient à l'envi de la disparition des classes et de leur lutte.

Le régime soviétique est une réaction contre la tendance, caractéristique des sociétés occidentales, à la différenciation des fonctions et à la dispersion des catégories dirigeantes. Il rétablit l'unité d'une classe dirigeante, l'unité spirituelle et politique des catégories dirigeantes que compromet, à l'Ouest, le dialogue des hommes politiques, des intellectuels et des meneurs de masses. En ce sens, il est le contraire de ce qu'il prétend être, il accentue le fait oligarchique qu'il nie, il confirme le cynisme de Pareto, il est la victoire

(6) Les enfants d'un membre du Polit- des avantages à la naissance.
buro n'en ont pas moins, de toute évidence, *

d'une minorité qui invoque la voix de l'histoire ou du prolétariat comme d'autres minorités ont invoqué la voix de Dieu ou du peuple. La théorie des élites d'un Pareto convient mieux à l'interprétation des révolutions se réclamant de Marx que le marxisme. L'efficacité révolutionnaire, créatrice, de l'État, a été glorieusement illustrée par ceux qui ne voyaient en celui-ci que l'instrument de la classe économiquement privilégiée. Il est facile à ceux qui détiennent le pouvoir militaire de s'assurer ensuite la possession des moyens économiques et la puissance.

Mais l'occidental, « démasquant » la réalité soviétique à l'aide des conceptions d'un Pareto, aurait tort de méconnaître les accomplissements historiques du régime adverse. Car celui-ci a effectivement mis un terme à la lutte des classes, non pas, il est vrai, en substituant une harmonie miraculeuse des intérêts aux contradictions d'hier, mais en proclamant et en interdisant de mettre en doute que cette harmonie désormais existe. Le monopole d'un parti et d'une idéologie, la soumission des intellectuels et des meneurs de masses aux ordres des chefs du parti, contribuent à la restauration d'une classe dirigeante. Or, les régimes occidentaux sont menacés moins par la toute-puissance des monopolistes que par la désintégration du *consensus social*, par la rivalité des catégories dirigeantes.

Les polémistes soviétiques, les critiques occidentaux qui croient s'inspirer de Marx « démasquent » la démocratie de type occidental en découvrant le rôle sinistre des monopolistes ou des élites de puissance. Le fait oligarchique, encore une fois, n'est pas douteux. Mais le trait caractéristique de l'oligarchie, à l'intérieur des sociétés de type occidental, ce n'est pas le despotisme secret d'un groupe d'hommes (les chefs de l'industrie ou de l'armée), c'est l'absence d'une volonté, d'une conception communes à ces groupes dirigeants que la loi de la démocratie met en compétition. Le danger est d'autant plus grand que la compétition des groupes dirigeants ne donne pas nécessairement au simple citoyen un sentiment de liberté. Même si le fonctionnement de l'économie ou la conduite de la diplomatie, aux États-Unis, ne sont maîtrisés, dirigés, pensés par personne, par aucun homme seul ou aucune équipe consciente, le citoyen n'acquiert pas, pour autant, la conviction qu'il est capable d'influer sur le cours des événements ou sur la marche des mécanismes démesurés de l'industrie ou de l'armée. La mythologie des élites souveraines et clandestines aura du succès parce qu'elle exprime l'impuissance ressentie par le grand nombre et désigne des « responsables ». L'impuissance n'est pas moins authentique, au cas où

ces responsables n'existent pas, ou encore sont tous et personne.

Les théoriciens des élites n'ont pas tort de « démasquer » la démocratie. Il n'y a pas de gouvernement du peuple par le peuple. Mais il n'est pas non plus démontré que les désirs ou les velléités du grand nombre soient sans effet sur la conduite des gouvernants. La question — en quelle mesure les gouvernants manipulent-ils les masses ou se bornent-ils à traduire en actes les aspirations des électeurs? — est, en grande mesure, une fausse question. En tous les régimes, il y a un dialogue des gouvernés et des gouvernants. La pluralité des partis, la régularité des élections, la liberté des débats renforcent l'opinion et réduisent la marge de manœuvre et de manipulation des catégories dirigeantes. Mais la concurrence déchaînée entre ces dernières, qui donne certaines garanties aux gouvernés, ne confère à ceux-ci ni la réalité ni l'illusion du pouvoir.

Que les catégories dirigeantes en viennent à se traiter mutuellement en ennemies, que l'État ne soit plus tenu par une minorité résolue, consciente d'une mission : les masses ne goûteront pas, pour autant, l'exaltation de la liberté ; au contraire, elles imagineront une élite mystérieuse qui tisse dans l'ombre les fils de leur destin, quelques-uns devant être tout-puissants, si tant de millions d'hommes sont impuissants.

*
* * *

La controverse, scientifique et politique, autour des concepts de classe sociale et de classe dirigeante a pour origine un trait spécifique des sociétés modernes, la séparation de la puissance sociale et de l'autorité politique, la différenciation des fonctions et, en particulier, des fonctions politiques. Les doctrinaires de la sociologie, au siècle dernier, ont tous reconnu cette dissociation de la société et de l'État (pour employer l'antithèse allemande *Gesellschaft und Staat*), tous admis que le développement de la société industrielle contribuerait au rétablissement de l'unité, les survivances de la féodalité et de l'ancien régime achevant de disparaître et l'État devenant l'expression authentique de la société moderne. Mais aucun des grands doctrinaires de sociologie, sur le continent, n'avait une idée nette de ce que serait l'État moderne, expression fidèle de la société moderne. Les uns le voyaient pris en charge par les producteurs, les autres en annonçant le dépérissement après la victoire du prolétariat, d'autres enfin s'interrogeaient sur la probabilité respective du régime représentatif et du despotisme.

Une des causes principales de ces incertitudes était l'équivoque

même de la notion de classe, qui s'appliquait à la fois aux minorités privilégiées, noblesse et bourgeoisie, et aux masses, paysans et ouvriers. Les classes privilégiées de l'ancien régime étaient des minorités qui détenaient à la fois puissance sociale (par la propriété du sol), force militaire (ils étaient les combattants ou l'encadrement des combattants) et pouvoir politique (ils exerçaient des fonctions judiciaires et administratives). Avant la révolution, la classe noble avait perdu une grande part de sa puissance économique et presque toutes ses fonctions judiciaires ou administratives. Des hommes différents exerçaient ces fonctions et ces hommes dépendaient de plus en plus de l'appareil d'État. Mais la noblesse continuait d'offrir le modèle de la « classe dominante », minorité qui serait socialement privilégiée et qui exercerait effectivement le pouvoir, dans la société et dans l'État. Or cette représentation est inadéquate à la société moderne parce que celle-ci est caractérisée par une différenciation des fonctions qui interdit aux propriétaires et managers des moyens de production d'être eux-mêmes chefs de l'armée ou chefs de l'exécutif. Comme cette confusion des puissances et des pouvoirs est, à notre époque, impossible, les idéologues ont inventé le mythe des élites clandestines, qui détiendraient la toute-puissance par personnes interposées.

La réalité est à la fois plus simple et plus complexe. Les relations de commandement, à l'intérieur des sociétés modernes, sont, par essence, multiples parce que le travailleur, le citoyen, le contribuable, l'automobiliste sont soumis chacun à une discipline propre, technique, administrative, légale, politique. Les hommes qui dirigent ces organisations, qui président à ces appareils se distinguent inévitablement. Sur le plan des faits, la pluralité des catégories dirigeantes est la donnée première, les relations entre ces catégories dirigeantes ayant, en chaque régime, un caractère spécifique. Les régimes occidentaux tolèrent le dialogue de ces catégories, les régimes soviétiques confèrent un monopole à un parti ou à une idéologie ; ils rétablissent, au profit des chefs politiques, la suprématie d'un pouvoir temporel et spirituel à la fois. La dissociation entre société et État est réduite, la concurrence entre les élites atténuée.

Toutes les sociétés modernes posent, à la base, l'égalité juridique et politique des individus, ainsi qu'un principe démocratique de légitimité. Au sommet, elles possèdent soit un parti unique et une idéologie d'État, soit des partis multiples et des débats incessants. Entre la base et le sommet s'interposent d'abord des groupes sociaux, chacun défini par sa participation au processus de

production, son niveau et son genre de vie, ses manières de penser et son système de valeurs ; ensuite les relations entre ces groupes selon l'attitude que les masses et les dirigeants de chacun d'eux adoptent à l'égard des autres. Les relations entre les chefs syndicaux et les entrepreneurs sont déterminées, à l'Ouest à la fois par le régime (qui autorise la libre négociation), par l'état d'esprit des masses et par les conceptions des meneurs de masses et des gestionnaires du travail (propriétaires ou managers). A l'Est, ces relations sont déterminées surtout par le régime qui interdit le conflit ouvert ou l'affirmation d'intérêts opposés, encore que les sentiments des masses puissent, en certaines circonstances, influencer des chefs syndicaux, même fonctionnaires d'État. En d'autres termes, la zone intermédiaire des relations entre groupes ne peut être comprise que par référence et aux données économico-sociales et au régime d'État, parce que le régime commande la structure des catégories dirigeantes et la conscience que les groupes sociaux prennent ou non d'eux-mêmes.

La pluralité des catégories dirigeantes est inséparable de la nature des sociétés modernes, mais ces catégories peuvent constituer une classe dirigeante soit lorsqu'elles sont mises au pas par un parti unique, soit quand elles gardent, en dépit de la compétition, le sens de l'intérêt commun au régime et à l'État, soit quand elles continuent à se recruter, en majorité, dans un milieu étroit et pour ainsi dire aristocratique. Les deux concepts de catégories dirigeantes et de classe dirigeante peuvent et doivent être utilisés en vue d'analyses scientifiques, sans intention partisane. Ils passent, aux yeux de certains, pour politiquement orientés, mais à tort. Les concepts « démasquent », il est vrai, la confusion mythique du prolétariat et de la classe dirigeante dans les sociétés soviétiques, la confusion supposée de la puissance économique et du pouvoir politique dans les sociétés démocratiques. Mais ils démasquent aussi la naïveté de l'idéologie démocratique à la Lincoln « par le peuple et pour le peuple ». Par ailleurs, les concepts ne tranchent pas les problèmes réels, à l'Est et à l'Ouest, de l'accord ou du désaccord entre les sentiments et les intérêts du grand nombre d'une part, l'action des minorités dirigeantes de l'autre. Il n'est pas impossible de plaider qu'une classe dirigeante, unifiée par la discipline d'un parti, est plus efficace, pour le bien de la société, que la libre compétition entre les minorités.

Enfin, est-ce la faute du sociologue si un régime donne de lui-même une interprétation plus éloignée de la réalité que ne l'est l'interprétation que les autres régimes se plaisent à donner d'eux-mêmes ?

Les sociologues américains ont exercé une telle influence qu'il est difficile de ne pas discuter la sociologie américaine en tant que telle. Mais une pareille discussion ne peut être féconde qu'à condition de dépasser ce « nationalisme », encore qu'il soit sans doute dans la constitution même de nos disciplines de ne pouvoir s'en affranchir complètement. La rédaction des Archives ébauche aujourd'hui un débat qu'elle veut maintenir ouvert.

NOTES CRITIQUES

AMERIKANISCHE ORTHODOXIE

MERKWÜRDIGERWEISE ist auch mit den immer engeren internationalen Kontakten von Soziologen die Rede von nationalen Soziologien keineswegs aus der Mode gekommen. Zumindest im privaten Gespräch unter Fachkollegen spielt die »englische«, »französische«, »deutsche«, vor allem aber die »amerikanische Soziologie« eine nicht geringe Rolle. Wenn es auch der Objektivität sozialwissenschaftlicher Erkenntnis widerspricht, mit solchen Etiketten bestimmte Stereotype zu verbinden, so läßt sich doch tatsächlich schwer leugnen, daß kaum einer von uns von solchen Stereotypen frei ist. Wer hätte nicht schon einem Buch nachgesagt, es sei »typisch« englisch, französisch, deutsch oder amerikanisch? Und wenn — aus Mangel an Masse? — die Differenzierung zwischen den verschiedenen Soziologien Europas seltener geworden sein sollte, so hat das Etikett »amerikanische Soziologie« gewiß noch nichts von seiner Verbreitung und offenkundigen Beliebtheit verloren. Gibt es indes wirklich eine amerikanische Soziologie?

Die naive Frage erträgt nur eine ironische Antwort: in der (amerikanischen) soziologischen Theorie strukturell-funktionaler Provenienz ist viel von einem grundlegenden Consensus die Rede, der die Integration sozialer Systeme begründe. Nicht immer wird ganz klar, ob es sich dabei um eine *volonté générale* oder eine *volonté de tous* handelt; doch ist mit diesem Consensus in jedem Fall weitgehende Übereinstimmung über grundlegende Werte gemeint. Gesellschaften halten zusammen, weil ihre Mitglieder gewisse gemeinsame Werte haben. Wendet man dieses Modell auf die Amerikanische Gesellschaft für Soziologie an, so erweist es sich als unzureichend. Über die Spielregeln des Verfahrens der Präsidentenwahl hinaus lassen sich hier wenige gemeinsame Auffassungen feststellen; in der amerikanischen Soziologie finden sich, wie überall, vielfältige unterschiedliche, ja gegensätzliche Auffassungen, die ein gemeinsames Etikett nur verfälschen kann.

Doch gibt es eine ältere und wahrscheinlicher bessere Erklärung des Zusammenhalts von Gesellschaften. Nach dieser (europäischen) Theorie beruht die stets prekäre Integration sozialer Gebilde darauf, daß es in ihnen gewisse geltende, d.h. durch die jeweils Herrschenden gesetzte

und sanktionierte Werte gibt. Das Wertsystem einer Gesellschaft ist hiernach also nicht die Menge der allen Bürgern gemeinsamen Werte, sondern besteht aus solchen Normen, deren Einhaltung von den herrschenden Gruppen erzwungen wird und die daher gelten. Nun möchte ich meinen, daß diese zweite Form der Analyse sich auch auf die Amerikanische Gesellschaft für Soziologie anwenden läßt. Auch sie erhält sich durch bestimmte geltende, sanktionierte Auffassungen; auch in ihr gibt es ein herrschendes Normensystem einschließlich einer herrschenden Auffassung von Soziologie. Diese herrschende Auffassung könnte man nun mit demselben Recht als »amerikanische Soziologie« bezeichnen, mit dem man den Nationalsozialismus ein deutsches und den Bolschewismus ein russisches Phänomen nennen kann.

Ich würde es nicht wagen, eine solche Theorie anzubieten, wenn es nicht möglich wäre, sie unmittelbar zu testen. Tatsächlich hat die *American Sociological Society* das Material für einen solchen Test selbst vorgelegt: in dem auf ihre Veranlassung von Merton, Broom und Cottrell herausgegebenen Sammelband *Sociology Today**. Der Band vereinigt 25 bzw., mit Mertons ausführlicher Einleitung über »Problemfindung in der Soziologie«, 26 Aufsätze hervorragender Soziologen zu vielen Bereichen der soziologischen Forschung. Natürlich sind nicht alle Beiträge gleichwertig. Doch bildet die Sammlung ein höchst eindrucksvolles Werk, aus dem man viel lernen kann. Im ersten Teil (Problems in Sociological Theory and Methodology) finden sich die unvermeidlichen Arbeiten von Parsons und Lazarsfeld; der eine immer stärker monologisierend und sich selbst zitierend, der andere nicht ohne Charme zwischen methodologischen Plititüden und verfahrenstechnischen Subtilitäten hin- und herwandernd. Im zweiten, wohl zentralen Teil (Problems in the Sociology of Institutions) sind informative Arbeiten — u.a. von Lipset, Selznick, Glock, Goode, Barber — zu den institutionellen Bereichen ganzer Gesellschaften versammelt. An der Grenze von Soziologie und Psychologie steht der dritte Teil (The Group and the Person); während in den Teilen IV und V (Problems in Demographic and Social Structure, Selected Applications of Sociology) eher heterogene Themen von der Demographie bis zur Kriminologie, von Gemeindestudien bis zur Lehre der Soziologie zur Sprache kommen. Unter den Autoren sind neben den Genannten unter anderem Inkeles, Newcomb, Bales, Davis, Gouldner, Hughes, Clausen, Page hervorzuheben.

Indes verbietet schon der Charakter des Sammelbandes hier eine Detailkritik — ganz abgesehen davon, daß der Versuch, gewisse gemeinsame Züge von thematisch, qualitativ und auch dem Umfang nach höchst unterschiedlichen Beiträgen herauszuarbeiten sehr viel reizvoller ist, weil er Anhaltspunkte zu erbringen vermag für das, was man legitim

* R. K. MERTON, L. BROOM, L. S. COTTRELL, *Sociology Today—Problems and Prospects* (New York, Basic Books Inc., 1959), 623 s.

»amerikanische Soziologie« nennen könnte. An Hand des vorliegenden Werkes lassen sich vor allem vier solcher gemeinsamen Züge, d.h. geltenden Werte der amerikanischen Soziologie illustrieren. Ob diese Züge sich zu einem kohärenten Wertsystem verbinden, mag dahingestellt bleiben; sicher scheint mir jedoch, daß ein entsprechender Sammelband von europäischen Soziologen unter allen vier Aspekten recht anders aussehen würde.

Ein erster merkwürdiger Zug des Bandes und wohl der amerikanischen Soziologie liegt in der *Kanonisierung bestimmter Namen*. In nahezu allen Beiträgen werden dieselben Autoren vorzugsweise zitiert, so daß sich im Index dann eine ebenso auffällige wie aufschlußreiche Häufung von Seitenhinweisen bei bestimmten Namen ergibt. Die am häufigsten zitierten Autoren sind (in dieser Reihenfolge) :

T. Parsons	36 mal
M. Weber	29 mal
E. Durkheim	24 mal
R. K. Merton	22 mal
B. Berelson	16 mal
P. Lazarsfeld	16 mal
E. A. Shils	15 mal
K. Marx	14 mal
K. Davis	11 mal
S. M. Lipset	11 mal

Zwei dieser zehn Namen (Berelson und Shils) sind möglicherweise eher zufällig, nämlich durch ihre Verbindung mit anderen (Berelson und Lazarsfeld sowie Shils und Parsons durch gemeinsame Veröffentlichungen) in diese Liste geraten; überdies ist das Register des Bandes höchst flüchtig gearbeitet und unzuverlässig. Dennoch dürfte diese Liste einiges über die neuere amerikanische Soziologie und ihre Heroen aussagen, zumal man ja berücksichtigen muß, daß es sich nicht um die Veröffentlichung einer bestimmten Schule, sondern um eine Publikation »under the auspices of the American Sociological Society« handelt. Auffällig ist vor allem, daß Parsons in nahezu allen Beiträgen (mit der Ausnahme dessen von Lazarsfeld) zitiert wird und die Parsonssche Schule überhaupt sehr viel stärker im Vordergrund steht als man angesichts der Thematik und des Stils ihrer Arbeiten vermuten sollte.

Diese Tatsache wird auch an einem zweiten Merkmal des Bandes deutlich, nämlich an der *starken Unterbetonung des faktischen Substrats sozialer Strukturen* gegenüber dem Überbau von Werten, Ideologien usw. Die Herausgeber erklären in ihrem Vorwort (S. Vf.), daß ein Mißgeschick den Einschluß eines Beitrages über die Soziologie der wirtschaftlichen Institutionen verhindert habe. Bei Durchsicht der anderen Beiträge ist man geneigt zu meinen, daß das Mißgeschick einer Fehlleistung nahekommt: von wirtschaftlichen Einrichtungen ist fast nirgends (auch beispielsweise nicht in Brooms Beitrag über *Social Differentiation and Stratification*), von Herrschaftsverhältnissen nur gelegentlich und zögernd die Rede. Dagegen beschäftigen sich vier der acht Beiträge

zur Soziologie der Institutionen mit geistigen Aspekten sozialer Strukturen : mit Religion, Kunst, Wissenschaft und Medizin. Auch bei der Diskussion von so handfest ökonomisch-politischen Phänomenen wie Massenkommunikation, abweichendem Verhalten, Rassenbeziehungen und Consensus spielen ökonomisch-politische Faktoren eine sehr geringe Rolle. Angesichts der übrigen Beiträge des Bandes kann man Inkeles' Versuch, psychologische Erklärungen sozialer Phänomene gegen allzu extreme Durkheimianer in Schutz zu nehmen (S. 249 f.) nur mit Erstaunen vermerken : die umgekehrte Frontstellung läge näher in einem Zusammenhang, in dem die Gesellschaft so sehr hinter Kultur und Persönlichkeit zurücktritt.

Der auffälligste Zug der meisten Beiträge zu dem vorliegenden Sammelband liegt indes in dem rührend *unsicheren Verhältnis der Autoren zu dem, was sie gerne »Theorie« nennen*. Früher hat man die amerikanische Soziologie gerne als »theoriefeindlich« beschrieben. In gewisser Weise ist heute das genaue Gegenteil richtig. Immer wieder wird in den vorliegenden Aufsätzen eine geradezu sehnsüchtige Suche nach »Synthese« und »Theorie« deutlich :

In the field of the family, theory has generally been neglected (S. 179).

It seems clear that a considerable body of factual data exists on cities over the world [...] Yet the broader problem of synthesis must not be overlooked. As vast amounts of information accumulate, order can be achieved only by relating these data to some theoretical scheme or schemes (S. 339).

The rich ore buried in the mountain of publications would have been more widely discovered if rural sociologists had possessed a propensity for generalization (S. 367).

Perhaps in no other area of sociology has the search for an adequate theoretical approach been more arduous than in the field of intergroup relations (S. 376).

An understanding of the sociological processes through which mass communications take effect thus seems to require the formulation of a working model, based on codification of the empirical findings which are available in several fields, and on application of the relevant theory (S. 577).

Diese Zitate stammen aus fünf verschiedenen Beiträgen und sind nur eine kleine Auswahl. Was an ihnen auffällt, ist nicht so sehr das Verlangen nach Kodifizierung, Synthese, Verallgemeinerung und Theorie als vielmehr der Anschein, daß die Verbindung von »research« und »theory« ein mechanischer Prozeß ist, bei dem man mit der Forschung beginnt und dann darauf wartet, daß die Theorie vom Himmel fällt. Formulierungen wie »search for an adequate theoretical approach« und »application of the relevant theory« legen die Vermutung nahe, daß hier gewissermassen nach Abschluß einer vorgeblich rein faktischen Forschung die Bibliotheken nach »Theorien« durchgekämmt werden, mit denen man die Forschungsergebnisse »ordnen«, »verallgemeinern«, »verstehen«, usw. kann. Wer nun in den Vereinigten Staaten so vorgeht, dem geschieht es mit einer gewissen Notwendigkeit, daß er nur auf eine einzige Theorie stößt — die »strukturell-funktionale Theorie«, die sich

so laut und so lange mit dem Namen »Theorie« geschmückt hat, daß jeder sie dafür hält. Es fehlt daher nicht an Bekundungen dafür, paß der »theoretical approach that could profitably guide such empirical studies is structural-functional analysis« (S. 133) oder daß »the most fruitful perspective on the level of the social system is structural-functional theory« (S. 384). Mit solchen Beteuerungen ist allerdings bei keinem der Autoren mehr gemeint als einer ausdrücklich in einer »kurzen Charakterisierung der strukturell-funktionalen Theorie« sagt :

Society is a system of interrelated parts. The processes that go on are relevant to the maintenance of that system. When major changes occur, they are felt throughout the structure ; but, oppositely, if changes in one part are not supported by others, their effects can be sharply curtailed (S. 384).

Ist es falsch zu vermuten, daß nur eine »Theorie« dieser Art und Güte sich eignet, jedem speziellen Forschungsgebiet die Weihe der Synthese zu verleihen?

Es ist keineswegs eindeutig, daß in den erwähnten Merkmalen »der amerikanischen Soziologie« Schwächen und Fehler liegen. Man könnte die Wertakzente gewiß auch anders setzen als ich es hier, zumindest implicite, getan habe. Doch bezeichnen die drei erwähnten Gesichtspunkte immerhin problematische Aspekte der amerikanischen Soziologie ; und so ist es vielleicht erstaunlich, jedenfalls aber erfreulich, daß — viertens — sämtliche Beiträge des vorliegenden Bandes dennoch von grossen *Zukunftshoffnungen für die Soziologie* beherrscht sind. Zuweilen beziehen diese Hoffnungen sich auf die unmittelbare Zukunft :

There is reason to be optimistic [...] On the level of general theory, Bellah's paradigm for the systematic study of religion gives promise [...] that we are on the threshold of a significant breakthrough in our understanding of the functions of religion in modern society (S. 176).

Häufiger sind diese Hoffnungen allgemeiner gehalten und auf die unbestimmte Zukunft bezogen :

These manifestations of increasing interest in educational social systems as a field of sociological enquiry suggest that the sociology of education may be entering a period of vigorous growth which will result in substantial contributions to sociological knowledge (S. 131).

We have witnessed in the last several years and will continue to witness in the years ahead the incorporation of the study of racial and ethnic relations into the framework of the social sciences (S. 399).

Wenn doch alle soziologischen Prognosen mit solcher Sicherheit vertreten werden könnten !

Seit den 20er Jahren schon sind »der amerikanischen Soziologie« von europäischer Seite vielerlei Vorwürfe gemacht worden. Unter diesen ragten zwei immer wieder hervor — der eines theoriefeindlichen Empirismus und der einer Vernachlässigung der historischen Dimension sozialer Strukturen. In so einfacher Form ist keiner der beiden Vor-

würfe zu halten. Beide liessen sich mit gleicher Berechtigung auf viele europäische Soziologen anwenden. Die vier hier hervorgehobenen gemeinsamen Züge eines gewissermaßen offiziösen Dokuments der amerikanischen Soziologie sind denn auch nicht dargestellt worden, um irgendwelchen antiamerikanischen Affekten in der Soziologie neue Nahrung zu liefern. Ohne Zweifel ist die europäische Soziologie nicht weniger reich an absonderlichen und mehr oder minder bedenklichen Phänomenen als die amerikanische. Das eigentlich Bedenkliche an der heutigen amerikanischen Soziologie ist also nicht ihre Rangordnung soziologischer Autoren, ihre Unterbetonung ökonomisch-politischer Strukturen, ihre Unsicherheit angesichts von Theorie oder ihr Optimismus. Das eigentlich Bedenkliche scheint mir vielmehr in der Tatsache zu liegen, daß es, wie das vorliegende Werk beispielhaft bezeugt, in der amerikanischen Soziologie überhaupt eine Orthodoxie, einen unbestrittenen Satz geltender Anschauungen, ein sanktioniertes System von Einstellungen und Werten gibt. Gewiß unterliegt auch die Wissenschaft stets jenem unvermeidlichen Prozeß der Institutionalisierung und Entfremdung aller menschlichen Dinge. Aber wenn eine Auffassung zur richtigen, also zur Orthodoxie, und ihr Kritiker zum abtrünnigen Außenseiter, zum Heretiker wird, dann ist — um Renan zu paraphrasieren — die Institution der Wissenschaft an ihrem Sieg gestorben.

RALF DAHRENDORF

AFTER 1945 American sociology developed with remarkable vigour and acquired great influence in Europe and elsewhere. To many of the younger European sociologists it appeared that their subject, after a long confinement within the traditional European 'schools', was again advancing towards a comprehensive and rigorous theory and more scientific research methods. Some, who felt keenly the theoretical inadequacy of sociology, even by comparison with other social sciences, were fascinated by the theory of social action; others, surfeited with philosophy and enthused by the idea of empirical research, were impressed by the large scale research projects which claimed to be testing hypotheses by exact and quantitative methods.

In the USA there was much satisfaction with the state and prospects of the subject, and much talk of "scientific maturity" and "important theoretical advances". An orthodox view of sociology emerged—although many sociologists stood aloof or were frankly sceptical—which insisted upon its scientific character and presented one or other of the natural sciences, or more vaguely "natural science", as a model for emulation. Within the orthodox fold there was a broad division of labour between those who were occupied with the problems of the general theory of action, and those who were concerned to formulate and test limited hypotheses from which they hoped to develop, in due course, more general propositions which would somehow link up with the theory.

The programme had an undoubted appeal, but the performance has been disappointing. The theory of action has turned out to be not a theory but a 'set of categories supposedly useful in formulating hypotheses and theories, and in stating research problems. But the categories appear inadequate, in failing to encompass, for instance, the phenomena of social conflict and social change. And there has been little in the way of theory or research which can be shown to derive immediately from this conceptual scheme (1). On the other hand, so far as the theory of action gave rise to any discussion of the logic of sociology this lacked the rigour and subtlety of earlier methodological discussions, or of the current controversies about Marxism, historicism and scientism. Certainly it provided less intellectual pleasure, and the aesthetic element in science was notably absent.

The achievements of the empiricists have been hardly more impressive. The testing of hypotheses by quantitative (or experimental)

(1) Parsons himself, in discussing particular theoretical or practical problems, makes little use of his own concepts while drawing freely upon other theoretical systems. A recent example is his inter-

esting essay on "The Institutional Framework of Economic Development" in the symposium *The Challenge of Development* (Jerusalem, Hebrew University, 1958).

methods has generally resembled any natural science procedure in form (i.e. in borrowed terminology) rather than content. Most effort has been concentrated upon refining and demonstrating the measuring apparatus itself, without too much concern for the significance of the problems or results. In this limited respect there has been some real progress; the instruments of measurement have become more precise and discriminating. The aberration of the sociological empiricists has been to suppose that only exact measurement is important or valid, that those phenomena which cannot be exactly measured can be ignored, and that a science of society might be built up from a large number of verified low level generalizations. This last supposition has been tenaciously held, even though no-one is able to show that the least progress has been made in building up any kind of general theory from the existing stock of primitive generalizations and empirical correlations.

I have mentioned very briefly some of the criticisms which, in my view, can be levelled against the predominant styles of work in "American sociology" (which are also, of course, to be found in Europe and elsewhere). Until recently there was no critical assessment of this sociological orthodoxy as a whole, but it has now been provided, in double measure, by two American sociologists, C. Wright Mills, and P. A. Sorokin*.

Mills' book delineates clearly some prominent features of sociological orthodoxy, and criticises them with venom and some wit. The principal targets are what Mills terms "grand theory" and "abstracted empiricism". Grand theory, the theory of action of Talcott Parsons and his colleagues, is attacked on several grounds. A large part of it, says Mills, is verbiage about concepts. It excludes from consideration many important features of human society, and notably the relationships of power. It is principally concerned with the problem of social order and seems to aim at stating in abstract terms *the* mode of integration of social structures. Mills observes that "there is no *one* answer to the question, What holds a social structure together? [...] social structures differ profoundly in their degrees and kinds of unity". He shows that the way in which the problem of social integration is formulated (or insinuated) also makes it impossible to deal with the facts of historical change. The theory posits two alternatives: either no society at all, or a completely integrated social system. (Mills suggests that this resembles the Hobbesian theory of society; but Hobbes frankly recognised the fact of coercion. A better analogy would be the Hegelian theory of the state in a version such as that of T. H. Green, who argued that "will, not force, is the basis of the state", and when confronted with actual states which manifestly were not based upon will (i.e. consent) said that they were called states 'by courtesy'). In sum, so far

* C. Wright MILLS, *The Sociological Imagination* (New York, Oxford University Press, 1959). P. A. SOROKIN, *Fads and Foibles in Modern Sociology and Related Sciences* (Chicago, Henry Regnery Co., 1956).

as the theory of action has any reference to reality at all, it is tacitly concerned with the "tired old problem" of social order in general, and it leaves out of account the phenomena of power, coercion, conflict and changes of social structure.

By "abstracted empiricism" Mills means both a method and a methodological view (or philosophy of science). The method is that of sampling, interview, and statistical manipulation of the data obtained. The methodological view is that sociology can develop only as a kind of natural science, employing experimental and quantitative methods. Mills quotes extensively from an essay by Lazarsfeld in which the development of sociology is characterized as a transition from individual observation of society (oddly called "social philosophy") to organized empirical research. It is hinted throughout this essay, and in other statements of this view, that the new empirical science will ultimately make important discoveries about social life. As yet, Mills says, it has not done so: "abstracted empiricism is not characterized by any substantive propositions or theories. It is not based upon any new conception of the nature of society or of man or upon any particular facts about them." While "grand theory" aims to construct a science by associating and dissociating concepts, "abstracted empiricism" aims to do it by re-fashioning the methods of enquiry, in conformity with a general conception of scientific method. These new methods may be useful and may have a place in many types of social investigation; but they cannot possibly constitute a science. The idea of advancing one science simply by adopting the methods of another is strange; and still more strange is the imposition of procedures based upon a very general notion of "scientific method" which probably has little importance in any developed science. The philosophy of science is interesting in its own right but it has not much to do with the advancement of science. In any case, in the philosophical discussion of method "abstracted empiricism" has little to contribute, for it is not concerned with any important questions about the logic of sociological propositions or the nature of sociological reasoning.

The practical consequences of this "abstracted empiricism" are in some ways more serious than those of "grand theory". It is not merely that individual sociologists are turned aside from the study of important problems, because their studies would not meet the requirements of scientific method as orthodoxy defines it. This style of empirical research needs, and has partly obtained, large funds, considerable numbers of research workers, and large administrative staffs. A bureaucratic organization of research has come into existence, and the choice of research projects is increasingly determined by administrative convenience, and by the likelihood of obtaining grants from the foundations, government, or industry. The empiricist philosophy of science itself fades into insignificance in the real decisions about research, although it remains as the ultimate justification of the whole apparatus. These

unintended consequences of empiricism are skilfully analyzed in Mills chapter on "the bureaucratic ethos", and his conclusions are supported by another recent book, W. H. Whyte, *The Organization Man*.

Mills' critique has a foundation in his own conception of the nature of sociology, which, as here expressed, comprises two principal ideas. The first is that sociological thought and enquiry should be directed by the problems which have to be solved. It would hardly be necessary to make such an obvious remark except that much so-called theorising and much research is apparently aimless. Mills suggests two ways in which problems may be formulated; they may arise out of public issues, or they may emerge from dissatisfaction with earlier theoretical statements. The second process is illustrated in an appendix on "intellectual craftsmanship" where Mills describes the development of his own concern with the problem of elites. But he accords most importance to those problems which arise out of current politics: "It is now the social scientist's foremost political and intellectual task [...] to make clear the elements of contemporary uneasiness and indifference." This is a matter of emphasis, for it is evident that the two sources of theoretical problems are closely related. Most of the classical sociologists were, in fact, very largely concerned with problems posed by the social and political conflicts and changes of their time, from which the public issues of our own age have directly emerged. Thus, to reconsider Marx's theory of class, or Max Weber's theory of bureaucracy, or Durkheim's theory of the division of labour in society is also to confront some major political and social problems of the present day.

It may still be questioned whether Mills' emphasis is the right one. I believe it is; first, because the lack of concern with politics has been an important factor in encouraging the proliferation of verbiage about concepts and of trivial researches (even on political subjects) which are mere exercises in statistics; secondly, because one major justification of sociology is the contribution which it can make to rational political controversy and conflict through the critical study of the social framework of politics. Nevertheless, this view has its own dangers. We may be led to accept political journalism or pamphleteering as sociology, or to disregard the many unsensational social problems which sociological research may help to solve, or to discount the value of mainly descriptive sociology. These dangers are, however, less alarming than the actual flight from reality of the natural scientists of society.

The second idea in Mills' conception of sociology has to do with the establishment of principles of verification for sociological explanations and theories. He asks: "For what level of verification ought workers in social science [to] be willing to settle"; and observes that "we could of course be so exacting in our demands that we should necessarily have nothing but detailed exposition. We could also become so inexacting that we should have only very grand conceptions indeed". This question, which encompasses the problem of objectivity in the social sciences, may

be dealt with in two ways : either by setting out general rules of logic and scientific method for the particular field of enquiry, or by examining critically the methods, reasoning and proofs employed in actual studies in the field. The first way is that of J. S. Mill in Book VI of his *System of Logic*, and of Durkheim in *The Rules of Sociological Method*. The second way, which also leads to the more or less explicit formulation of some general principles of method, is that of Max Weber in most of his methodological writings. Mills does not give us anything of this kind. His criticism of American orthodoxy is not that the theories and explanations which are proffered do not conform with some canons of method and verification, but that no theories or explanations are proffered at all ; and that this results in social and political obscurantism. The appendix, on intellectual craftsmanship, is largely concerned with the choice of problems and the elaboration of problems for research ; it deals with methodology only in advocating, in very general terms, comparative study, and in stressing the importance of the sociological imagination.

This notion of 'imagination', although it is evidently of crucial importance since it gives the book its title, is barely discussed and never elucidated. In the ordinary sense of the word, imagination is not a method ; it is simply an essential quality of mind for the thinker in any discipline who is going to do original research or theorizing, using the methods of that discipline. Imagination can only be regarded as a method if it is taken to mean a procedure of "understanding" or "interpreting" social phenomena which is contrasted with the procedure of causal explanation. In this sense, it appears to be identical with the historical imagination as Collingwood conceived it in *The Idea of History*. It is impossible, here, to enter fully into the controversy between the partisans of 'understanding' and the partisans of 'explanation' in the social sciences. We may note, on one side, that much sociology does consist in causal explanation, and that in practice the criticism of sociological explanations and theories seems to follow the ordinary scientific procedure of showing that there are facts which some explanation or theory does not fit, or that the reasoning is defective. The principal criticisms of Max Weber's account of the relationship between Protestantism and modern capitalism have been on the grounds of historical inaccuracy. Similarly, critics of Marx's theory of class and class conflict set themselves to show that it does not fit the facts, and that some of the predictions derived from it are false. On the other side, it should be observed that little success has attended efforts to bring elementary statements of causal connection or empirical correlation within the framework of some more general theory. Moreover, the kind of criticism of existing theories which we have mentioned does not lead in any systematic way to the construction of better theories. The course of sociological thought has been marked not so much by the revision and elaboration of a single body of theoretical knowledge as by sudden changes in

the focus of interest, provoked by new philosophical conceptions of human society.

Mills does not discuss these opposed methodological views, nor does he commit himself to one or the other. We must assume, therefore, that he uses the term 'imagination' in its everyday sense, to refer to a quality of mind which enables the social scientist, like other scientists, to see new problems and new connections between phenomena. Mills' book does not propound any new theory or method; it attacks the scientific pretensions of the 'orthodox' sociologists, reveals the triviality of much current work, and exposes its political implications, denounces the cramping effect upon the imagination of a narrowly conceived methodology, and finally describes some of the techniques which the author himself has used in his sociological work.

Sorokin's book resembles that of Mills in its temper, and in its criticism of empiricism; it differs in paying little attention to "grand theory" while proposing as an alternative to the present orthodoxy a sociological theory and method which Sorokin has expounded at length elsewhere. The book has an alluring title and contributes some entertaining neologisms—testomania, quantophrenia, the discoverer's complex, etc.—to the vocabulary of social science. Sorokin's theme is the sham-science of modern American sociology, and the varied manifestations of the obsession with natural science methods and achievements. He enters into a much more detailed examination of empirical studies than does Mills, and his criticism encompasses not only the triviality of a great deal of research but also the errors of technique and of reasoning which vitiate many of its results. Where Mills condemns its irrelevance, Sorokin also demonstrates its invalidity, and the case which he presents against it is all the stronger.

Two parts of the book deserve particular notice. In a chapter on "the wonderland of social atoms and small groups" Sorokin shows effectively that many of the vaunted discoveries in the recently fashionable investigations of small groups are no more than elaborately expressed platitudes. He goes further, and formulates a general objection against this whole field of study by questioning the propriety and usefulness of the ill-defined category 'small group'. In an oblique reference, he contrasts with these recent studies the subtle analyses of the size of social groups, and of the relations between size, structure and activity, which Simmel made long ago. In two chapters on 'quantophrenia' Sorokin brings out the difficulties and imperfections of quantification procedures in sociology and psychology, especially in the scaling of qualities which do not have specifiable units—imperfections which contrast strangely with the complacent presentation of the results obtained by such procedures. And while he recognises the potentialities of mathematical models in the social sciences, he deflates the claims which have been made for their achievements in sociology up to the present.

In spite of its genuine merits Sorokin's book is disappointing. The

weapons of criticism are entangled in elaborate and useless trappings of scholarship. The discoverer's complex of some up-to-date American sociologists has its counterpart in Sorokin's own 'Ecclesiastes' complex—"there is nothing new under the sun". Greek philosophers, Babylonian law-givers, Hindu sages, Arab scholars, and a host of others, are called as witnesses that everything has already been said about society. This generalization does not cover Sorokin's own writings which, we gather, do contribute new knowledge or enlightenment. Sorokin has reason to complain of the neglect of his own contributions to the discussion of problems with which many of the writers he criticises are concerned; but there is petulance and vanity in his frequent references to the matter.

It is, however, the last three chapters, in which Sorokin presents a positive alternative to sham science, which seriously diminish the value of the book. He begins with an unilluminating argument, conducted chiefly by means of quotations, on the problem of causation in modern physics, and proceeds to a discussion of his own sociological method, termed the "meaningful-causal". It is difficult to see in what way this differs from Max Weber's conception of sociological method, except that it is less clearly expounded, that the grounds for accepting it are not adequately stated or discussed, and that it is employed to interpret vast historical epochs in a manner which Weber would have considered wildly speculative. This 'positive' section of the book ends with a sweeping condemnation of both theory and empirical research in modern sociology and psychology. What Sorokin has to say here about research is based upon the critical studies in the earlier chapters. In contrast, the discussion of sociological theory omits any reference to actual theoretical statements; it is general and inconclusive. The most important argument is that recent sociology has not contributed any "new, great and valid theory or a truly significant conceptual framework". But instead of showing the ways in which sociological theories are inadequate, Sorokin makes large claims for his own theoretical system as a body of valid explanations and verified predictions.

Sorokin has expounded his theory in other writings, particularly in *Social and Cultural Dynamics*. It aims to interpret the whole of human history in terms of epochs defined as Sensate, Ideational and Idealist; and it has the same kind of value as other philosophies of history. The vaunted predictions are undecidable prophecies. In the present book Sorokin provides (p. 301) a convenient summary of his prognoses for the twentieth century. The prophetic frenzy and assurance of this passage cannot allay our doubts as to the truth, or even the sense, of the statements made; nor can it unsettle the conviction that in this style, and at this level of generality, many other equally plausible interpretations of twentieth century societies can be propounded. Even the appearance of concern with important social and political problems is only an appearance, for there is little in Sorokin's theory which adds

NOTES CRITIQUES

to our understanding of contemporary politics. Neither real political problems nor actual historical events are presented as objects of rigorous enquiry. Instead, the vision of a "disintegrating sensate culture" eliminates all problems, and leaves us with the sole occupation of recording the process of decay.

* * *

The critical value of these books is considerable. Mills and Sorokin rightly point out and condemn the element of pseudo-science in modern sociology. They are properly indignant about the disproportion between the assertions of scientific maturity and actual achievement. It is easy to understand and to sympathise with their irritation. Nevertheless, some doubts arise. In the first place, how prevalent is the orthodoxy against which they are revolting? Mills and Sorokin seem to be concerned with a very limited region of the world, which barely extends beyond Harvard and Columbia; and even the foreign observer without any expert knowledge must be aware that much sociological work of quite a different kind is produced in the United States. The "grand theorists" and the "abstracted empiricists" have no doubt dominated the scene, but Mills and Sorokin are far from being the only heretics.

A second doubt concerns the manner of criticism. These gladiatorial combats in which sociologists hack each other to pieces certainly provide public entertainment, but are they edifying, or productive of much besides gore? Mills offers no new theory or method in place of what he condemns. He refers us to a 'classical tradition' which, upon close inspection, is seen to include very diverse and sometimes contradictory conceptions and approaches, prescribes 'imagination' in the selection and analysis of problems, and commends comparative study. Sorokin proposes a method which is very familiar from the work of Max Weber, but which raises numerous problems and needs a careful re-appraisal, and a theory which is a survival from sociological pre-history.

A successful heresy establishes a new or reformed church. To express this idea in terms more suitable for an aspiring science: effective sociological criticism should correct, and where possible extend, earlier generalizations in a systematic way, and provide new insight into social relationships by propounding new conceptions of social structure. In so doing it would have to assess the contribution of modern research to our knowledge of human society, and to indicate the areas of continuing ignorance. This is more exacting than the work of demolition and revival upon which Mills and Sorokin are here engaged.

T. B. BOTTOMORE

LE RÉCENT petit livre de W. W. Rostow* a eu l'honneur insigne, peut-être unique, d'être publié en résumé par l'hebdomadaire anglais *The Economist*. Il s'est acquis quelque célébrité avant d'apparaître aux devantures des librairies. Par son sous-titre, il manifeste des intentions politiques. C'est dire qu'il a eu immédiatement, qu'il a encore, dans la communauté académique, au moins autant d'adversaires que de partisans.

L'idée directrice de l'essai est simple, elle est aujourd'hui « dans l'air » et elle a été formulée par maints auteurs d'une manière ou d'une autre. L'Union soviétique, par la voix de Lénine, Staline et Khrouchtchev, n'a cessé de proclamer sa volonté « de rattraper et de dépasser » les États-Unis. Ces deux verbes suffisent à indiquer qu'aux yeux des Soviétiques, les pays socialistes, à *un certain point de vue*, sont engagés sur la même voie que les pays capitalistes et jusqu'à présent moins avancés sur cette voie que les pays capitalistes les plus prospères. Cette voie, chacun le sait, est celle de l'industrialisation, ou encore, de la production globale par tête de la population. Si, à *ce point de vue particulier*, pays socialistes et pays capitalistes sont comparables, il ne doit pas être impossible de déterminer les phases de croissance que traversent tous les pays, quel que soit leur régime, sur cette voie commune. W. W. Rostow distingue cinq de ces phases, qu'il appelle la société traditionnelle, les préconditions du décollage, le décollage, l'élan vers la maturité, l'ère de la consommation de masses [*the traditional society, the preconditions for take-off, the take-off, the drive to maturity, the age of high mass-consumption*].

L'idée centrale de l'essai — il est légitime de discerner les phases de la croissance économique que traversent toutes les sociétés en voie d'industrialisation, quel que soit leur régime — devait être acceptée, en principe, par les Occidentaux comme par les Soviétiques, à condition d'être utilisée de manière critique, non dogmatique. En d'autres termes, cette idée doit être, au point de départ, considérée comme une interrogation et non comme une affirmation : jusqu'à quel point, dans quelle mesure, les phases de l'industrialisation sont-elles les mêmes (ou, du moins, semblables) en régime soviétique et en régime occidental?

La conception de W. W. Rostow est implicite dans les travaux de Colin Clark. Classant les sociétés selon la valeur produite par tête de la population, ce dernier faisait abstraction des différences de régime et faisait apparaître toutes les sociétés, capitalistes et socialistes, comme engagées sur la même voie, les États-Unis menant la course. Le concept de société industrielle part de la même hypothèse que la théorie des phases

* W. W. Rostow, *The Stages of Economic Growth. A non-communist Manifesto* (Cambridge, Harvard University Press, 1960). *

de croissance. Il suppose, en effet, que bon nombre des phénomènes essentiels de l'industrialisation et de la modernisation sont communs à toutes les sociétés, qu'elles soient soviétiques ou occidentales. Il serait donc déraisonnable de crier soit au génie soit au scandale : la tentative de comparaison, pour n'avoir jamais été faite sous cette forme, était suggérée par la théorie, courante aujourd'hui, de la société industrielle.

Aussi bien, la première question que pose l'essai de W. W. Rostow est-elle le rapport entre « la théorie de la société industrielle » et « la théorie des phases de la croissance ». J'appelle théorie de la société industrielle la théorie pour laquelle les sociétés soviétique et occidentale sont deux espèces d'un même genre, deux versions d'un même type social, ce genre ou type étant baptisé industriel. Cette théorie ne décrète pas que les deux espèces sont proches l'une de l'autre ou que les différences entre les deux sont insignifiantes, elle pose seulement que, par rapport aux types sociaux du passé, toutes les sociétés modernes présentent des caractéristiques bien définies et que les espèces de sociétés modernes ont suffisamment de traits communs pour qu'elles apparaissent comme des modalités du même type. On pourrait exprimer la même idée dans les termes suivants : les diverses sociétés modernes résolvent différemment les problèmes fondamentaux de l'ordre économique et politique, problèmes communs à toutes les espèces de sociétés modernes.

Or, entre la « théorie des phases de croissance » et la « théorie de la société industrielle », la relation est asymétrique : la première implique la deuxième, mais la deuxième peut être vraie ou légitime sans que la première le soit. Il n'est possible de reconnaître les phases de croissance qu'à la condition que la croissance conduise à des résultats au moins semblables. Pour que les phases de la croissance soient les mêmes, il faut qu'il y ait, au terme, la société industrielle. En revanche, celle-ci n'implique pas qu'il n'y ait qu'une seule voie pour y parvenir ou que les étapes sur cette voie soient les mêmes. Je considère comme une erreur de méthode de commencer par une théorie des étapes et non par une théorie de la société.

Cette objection peut être renforcée par l'examen des difficultés que comporte le rapprochement des phases de la croissance. La « croissance économique » a été, au dix-huitième et surtout au dix-neuvième siècle, l'invention d'une organisation économique et d'une technique de production. Elle est aujourd'hui l'imitation d'une organisation, déjà réalisée ailleurs. Il serait, semble-t-il, aussi important de chercher les conséquences de cette opposition entre *invention* et *imitation* que de marquer des similitudes qui, incontestablement, doivent exister.

En deuxième lieu, lorsque la même phase de croissance se produit à un demi-siècle d'écart, dans deux pays différents, le pays en retard introduit la technique avancée de son époque. La Chine de Mao imite et améliore le modèle soviétique, elle « décolle » à l'âge atomique. Le décollage chinois ne peut pas ne pas être profondément influencé et par le modèle et par les erreurs de l'Union soviétique et par les moyens de

LES ÉTAPES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

production disponibles. Ces remarques n'interdisent pas la comparaison du décollage chinois et des décollages antérieurs, américain et russe, mais cette comparaison devrait être soucieuse de marquer les différences autant que les similitudes.

En troisième lieu, les étapes me semblent moins distinctes, moins aisément reconnaissables que l'essai de Rostow ne le suggère. Prenons d'abord la phase dite de société traditionnelle. Cette société est définie, si l'on peut dire, par le seul fait qu'elle n'est pas moderne ou qu'elle n'est pas industrielle, donc qu'elle ne comporte pas d'augmentation régulière de la production et de la productivité, donc que la répartition d'une masse presque constante de richesse entre les individus, les classes et les nations était le problème décisif, l'enjeu principal des conflits sociaux et des guerres. Mais, à supposer que toutes les sociétés traditionnelles aient présenté cette caractéristique (de n'être pas « progressives » sur le plan économique), elles comportent tant de diversités à tous les autres points de vue que le concept même de société traditionnelle me paraît d'une utilité discutable. La croissance à partir de la société traditionnelle chinoise ou indienne doit être différente de la croissance à partir de la société traditionnelle des tribus d'Afrique centrale.

En ce qui concerne les deux phases suivantes, préconditions du décollage et décollage, l'incertitude est autre : selon les cas, la création des préconditions (sociales, intellectuelles, administratives) dure des dizaines d'années avant le décollage ou, tout au contraire, s'accomplit en même temps que le décollage. La deuxième étape, celle des préconditions, a été longue en Europe occidentale, qui inventait la société industrielle. Peut-être cette phase n'a-t-elle pas existé dans le cas des pays anglo-saxons « nés libres », pour reprendre l'expression de Rostow. Cette phase, d'après notre auteur, comporte tout à la fois des aspects sociaux (intellectuels, politiques) et des aspects proprement économiques (infrastructure, capital). Là encore, ce qui frappe, c'est la diversité des situations et des méthodes. Selon que les éléments modernes pénètrent des tribus africaines, une société musulmane ou la France du dix-huitième siècle, l'accomplissement des préconditions sera tout autre.

En ce qui concerne les deux phases suivantes, décollage et élan vers la maturité, la difficulté principale me paraît de les différencier nettement. Il y a décollage à partir du moment où la croissance devient régulière, normale, ce qui exige trois conditions (p. 39) : une augmentation du taux des investissements productifs, de 5% ou moins encore du produit national brut à 10% ou davantage ; le développement d'au moins un secteur d'industrie de transformation, ayant un taux élevé de croissance ; la constitution d'un cadre institutionnel, politique et social, grâce auquel l'impulsion vers la modernisation est entretenue, canalisée, diffusée. Quant à la quatrième phase, l'élan vers la maturité, elle est définie comme la période pendant laquelle la société a effectivement appliqué la technique moderne (de l'époque) au gros de ses ressources.

Pour la France, la période du décollage serait 1830-1860, pour les États-

Unis 1843-1860, pour la Grande-Bretagne 1783-1802, pour la Russie 1890-1914, pour l'Argentine 1935-..., pour l'Inde 1952-..., pour la Chine 1952-.... Je ne suis pas sûr que dans le cas de la France la période 1830-1860 se distingue nettement soit des décennies précédentes, soit des décennies suivantes : préconditions, décollage, diffusion de la modernité furent des processus lents, à la fois suscités et ralentis par la société elle-même. La comparaison entre la France 1830-1860 et la Chine 1952-... mettrait surtout en lumière les différences radicales. Il va de soi que cette remarque n'est pas une objection au livre. Rostow connaît ces différences mieux que moi et le rapprochement ne vise pas à les nier ou à les dissimuler. Mais les similitudes qui subsistent risquent, à partir d'un certain point, d'être peu significatives : à coup sûr le décollage exige un certain pourcentage d'investissements, un secteur industriel à croissance rapide, un cadre institutionnel, mais la méthode chinoise de 1952 n'est guère éclairée, même en contrastes, par la méthode française de 1830.

Il y a plus. La phase de décollage se définit plutôt quantitativement, la phase de maturité qualitativement. La première exige l'accès à la croissance continue, la seconde la diffusion de la modernité à travers la société. Aussi la distinction entre ces deux phases se présente-t-elle autrement selon les cas, selon l'écart entre le secteur moderne et le secteur traditionnel, selon les modalités de la croissance et de la diffusion. Si la maturité est atteinte en France en 1910, le décollage ayant été vers 1830-1860, un demi-siècle s'est écoulé entre ces deux périodes. En Russie, ces deux mêmes dates sont respectivement 1890-1914 et 1950 : j'ai peine à voir des similitudes entre les deux périodes de *drive to maturity*. Certes, en France comme en Union soviétique, il y a eu, dans les années considérées, création de nouvelles industries, croissance du produit national, diffusion de la technique moderne à travers le corps social. Mais ces périodes ont été à tant d'autres points de vue si profondément différentes qu'on a peine à retrouver même une vague similitude. Une fois atteint le niveau d'investissements et de technique nécessaire à la continuité de la croissance, de multiples possibilités surgissent : l'écart entre le secteur modernisé et le secteur traditionnel se rétrécit ou, au contraire, s'élargit, la croissance est obtenue par une modification rapide et massive de la répartition de la main-d'œuvre ou par une modernisation plus équilibrée de tous les secteurs, etc.

Enfin, à partir de la maturité (Grande-Bretagne 1850, États-Unis 1900, Allemagne 1910, France 1910, Suède 1930, Japon 1940, Russie 1950, Canada 1950), le temps et les chemins nécessaires pour parvenir à la *high mass-consumption* ont été aussi étrangement divers. Pourquoi a-t-il fallu à la Grande-Bretagne un siècle à peu près pour aller de la maturité à la *high mass-consumption*? En termes quantitatifs, le taux de croissance par tête de la population n'a pas marqué de telles oscillations. En fait, il faut tenir compte de multiples facteurs : diffusion de la modernité à travers l'ensemble de la société (à cet égard, la Grande-Bretagne était probablement en avance), répartition des revenus (avant 1914,

LES ÉTAPES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

la répartition britannique était exceptionnellement inégalitaire), création d'une législation sociale, création d'industries produisant des biens de consommation durables, violence et durée des crises, etc.

Je ne doute pas que Rostow ne soit disposé à admettre toutes ces remarques (dont plusieurs sont empruntées au livre lui-même). Mais je me demande si elles ne remettent pas en question la méthode de l'essai. Fallait-il commencer par une comparaison des phases de croissance? Fallait-il déterminer au point de départ cinq étapes de la croissance, comme si toutes les sociétés passaient par les mêmes étapes, comme si les étapes analogues avaient les mêmes caractères dans toutes les sociétés? Toutes les sociétés modernes sont progressives et industrielles, elles tiennent l'augmentation du produit national global et par tête pour normale, elles obtiennent cette croissance par le transfert d'une part de la main d'œuvre traditionnellement occupée dans l'agriculture vers l'industrie et les services. Quel que soit leur régime, les sociétés modernes édifient les mêmes usines et produisent selon des techniques semblables. Il n'est donc pas illégitime de comparer certaines périodes de l'histoire économique en Union soviétique et aux États-Unis parce qu'à un demi-siècle de distance, les industries américaine et russe ont atteint au même niveau de production. Mais l'étude elle-même tend plutôt à réduire la portée de phénomènes semblables (qu'y a-t-il de commun entre la maturité française de 1910 et la maturité russe de 1950?) et à mettre en doute l'existence de phases suffisamment définies et tranchées pour que l'observateur puisse les retrouver dans toutes les circonstances.

Venons-en maintenant au deuxième aspect du livre, celui qu'illustre le sous-titre : *a non-communist manifesto*. Le sens de la formule est clair : il ne s'agit pas d'un manifeste anticommuniste mais d'un manifeste non communiste. Le marxisme soviétique proclame la différence radicale des sociétés industrielles, selon qu'elles sont « socialistes » ou « capitalistes ». Il annonce la destruction inévitable des sociétés capitalistes, le triomphe inévitable des sociétés socialistes. Le manifeste de Rostow n'est pas anticommuniste, en ce sens qu'il ne renverse pas la prévision et n'annonce pas la disparition inévitable des sociétés socialistes, il s'efforce de démontrer que les sociétés capitalistes ne sont pas telles que le décrit le manifeste marxiste (prolétarianisation, paupérisation, crises de plus en plus graves, impérialisme fatal), il met en valeur les mots *inévitables* de la croissance, communs aux méthodes capitalistes et socialistes. Il invite, enfin, en conclusion, les sociétés qui se réclament du marxisme à reconnaître leur parenté et compatibilité avec les sociétés capitalistes.

A titre de manifeste non communiste, le livre de Rostow est représentatif d'une opinion très répandue en Occident. Ceux mêmes d'entre les Occidentaux qui détestent le plus le régime soviétique, ne jugent pas que l'enjeu du conflit entre les deux régimes justifie une guerre, ni que l'un des régimes doive l'emporter et l'autre mourir. Malheureusement, à cet égard, les deux univers sont asymétriques. L'univers marxiste est fondé sur une idéologie d'après laquelle, à la longue, un des deux régimes

est voué à disparaître. La thèse de la parenté et de la compatibilité des régimes est donc anticommuniste selon les communistes, bien qu'elle ne le soit pas aux yeux des non-communistes.

Il est vrai que l'idéologie officielle de l'Union soviétique n'exprime pas nécessairement les convictions authentiques de ses citoyens. La thèse du manifeste de Rostow est admise de manière demi-clandestine par nombre de savants et d'économistes de l'autre côté du rideau de fer. Mais ces adhérents secrets du manifeste non communiste ou, du moins, beaucoup d'entre eux, ayant souscrit à la thèse centrale, regretteront que la comparaison-discussion ne soit pas poussée plus loin. Ils inclineront à dire : bien sûr, les sociétés capitalistes et socialistes sont les unes et les autres des sociétés industrielles et elles doivent parcourir des phases analogues de croissance. Mais quel régime a été le plus efficace à l'heure présente? A quel point de vue l'un est-il préférable?

Occidentaux et Soviétiques poseront encore d'autres questions. S'il s'agit du régime politique, des relations de classes, de la propension à la guerre, quelle est l'influence de chacune des phases de la croissance d'une part, de chaque régime d'autre part? Rostow esquisse une analyse intéressante des rapports entre maturité et impérialisme (ou tentation d'impérialisme). Lui aussi aboutit à l'interrogation que j'avais empruntée à Auguste Comte : les sociétés industrielles sont-elles ou non pacifiques? Elles ne l'ont pas été jusqu'à présent, le seront-elles dans l'avenir par peur de la guerre thermonucléaire?

Personne, à l'Ouest, n'est en mesure de répondre à de telles interrogations. Là encore, apparaît l'asymétrie : un manifeste non communiste ne peut ni annoncer l'avenir ni déterminer le régime politique ou intellectuel qui sera l'expression de la société industrielle d'ici une génération ou un siècle. Il ne le peut pas parce que la prétention d'en être capable prouve ignorance ou fanatisme. Pour de multiples raisons, au reste évidentes, l'avenir de l'humanité à l'âge industriel nous est inconnu. Aussi aurais-je aimé que Rostow n'appelât pas son essai, suggestif, point de départ d'enquêtes nécessaires, « un manifeste non communiste ». Les non-communistes ne peuvent pas rédiger de manifeste comparable à celui des communistes. En public, les porte-parole communistes se croiront obligés de le réfuter, en privé, ils laisseront entendre que la question historique se pose au-delà des constatations et des comparaisons de Rostow. L'un des deux régimes ayant pour lui la justice ou (et) la force ou (et) l'avenir.

RAYMOND ARON

LA CHUTE de la IV^e République, les institutions et les difficultés de la V^e ont fait l'objet, en peu de temps, d'un nombre énorme d'études. Je n'ai pas l'intention ici de rendre compte de toutes, ni même du plus grand nombre ; je voudrais seulement montrer comment certains de ces observateurs français et étrangers ont abordé la discussion de la crise politique française ; quelles sont les remarques les plus significatives de leurs ouvrages ; enfin, quels sont les problèmes que soulèvent leurs méthodes ou leurs arguments. Disons, dès le début, qu'il n'y a pas de clivage évident entre études françaises et analyses étrangères : les livres que divers *political scientists* anglais et américains ont consacrés à la crise s'inspirent largement des ouvrages parus en France, et ils sont l'œuvre de spécialistes qui ont trop souvent habité la France pour n'avoir pas attrapé le ton des discussions françaises sur les institutions françaises*. Nous allons examiner d'abord les explications qui ont été suggérées pour la chute de la IV^e République ; puis les analyses des perplexités de la V^e ; enfin les considérations sur l'avenir du régime et du pays.

I

On pouvait s'y attendre : il n'y a pas beaucoup de divergences dans les autopsies de la V^e. Impuissance des pouvoirs publics, instabilité des gouvernements, instabilité et divisions des partis, indifférence du corps électoral, veto des ultras dans l'affaire algérienne, conjonction finale des colons, de l'armée et des Gaullistes : le diagnostic est le même partout. Mais il y a des différences d'accent.

a) Certains le mettent tout particulièrement sur le rôle de l'armée et sur l'ampleur des complots. Je ne veux pas parler seulement des innombrables révélations à la Bromberger ; les Américains Macridis et Brown

* Les livres sur lesquels porte cet article sont les suivants : Raymond ARON, *Immuable et changeante* (Paris, Calman-Lévy, 1959). — Hubert BEUVE-MÉRY [Sirius], *Le suicide de la IV^e République* (Paris, Éditions du Cerf, 1958). — Maurice DUVERGER, *Demain la République* (Paris, Julliard, 1958 : Id. *La V^e République* (Paris, Presses Universitaires, 1959). — François FONTAINE, *La démocratie en vacances* (Paris, Julliard, 1959). — Edgar S. FURNISS, Jr., *France-Troubled Ally* (New York, Harper and Bros., 1960). — Alfred FABRE-LUCE, *Gaule Deux* (Paris, Julliard, 1958). — Léo HAMON, *De Gaulle dans la République* (Paris, Plon, 1958). — Nathan LEITES, *On the Game of Politics in France* (Stanford, Stanford Univ. Press., 1959). — Roy C. MACRIDIS and Bernard E. BROWN, *The de Gaulle Republic* (Homewood, Dorsey Press, 1960). — Dorothy PICKLES, *The Fifth French Republic* (New York, Praeger, 1960). — Roger PRIOURET, *La République des députés* (Paris, Grasset, 1959). — Pierre VIANSSON-PONTÉ, *Risques et chances de la V^e République* (Paris, Plon, 1959). — Philip WILLIAMS and Martin HARRISON, *De Gaulle's Republic* (London, Longmans, 1960).

consacrent un long chapitre aux groupes qui ont préparé le 13 mai (tels l'U.S.R.A.F.), un autre à la « philosophie politique de l'armée » ; Maurice Duverger (dont les deux Américains s'inspirent constamment) avait vu dans l'armée française en Algérie un danger de « fascisme de type nouveau », caractéristique des sociétés industrielles et des armées évoluées. Il y a peu de pays où tant de gens intelligents croient à l'ubiquité et à l'efficacité des complots ; Raymond Aron a dit qu'il fallait un peuple de sceptiques pour croire aux miracles ; il faut aussi un peuple qui se livre sans cesse aux discussions et aux passions publiques pour croire à la vertu des intrigues secrètes. Cela tient en partie — tout bonnement — à l'existence de telles intrigues dans un pays dont les régimes n'ont jamais bénéficié de l'adhésion de tous ; mais aussi à l'habitude de voir dans la politique un jeu de clans dont l'essentiel se passe dans les coulisses du pouvoir : habitude de gens pour qui la politique est un spectacle, soit parce qu'ils se sentent tenus à l'écart, soit parce qu'ils ne se sentent pas responsables de ceux qu'ils ont désignés pour diriger les affaires de l'État. Cette attitude, Tocqueville la décrivait déjà dans *l'Ancien Régime et la Révolution*. La « thèse du complot » s'explique donc. Mais est-elle justifiée ? Pour s'imposer, elle aurait dû être mieux documentée qu'elle ne l'est ici : n'est-il pas absurde de parler d'une armée monolithique et tout entière doctrinale ? (Il y a de fort utiles mises au point à ce sujet dans les livres de François Fontaine et de Mrs. Pickles.) De plus, cette thèse elle-même nous renvoie à un genre d'explication plus profond : la nature des rapports qui s'étaient établis entre le régime et le peuple.

Nous trouvons, sur ce point, des analyses plus ou moins poussées. A un premier niveau, à peine plus subtil que le précédent, se déroule la chasse au bouc émissaire. M. Duverger, expliquant le multipartisme français, affirme que l'une des causes essentielles est la nature de la droite française (l'autre cause importante, sur laquelle on ne peut qu'être d'accord, est l'absence de freins électoraux). La droite française est divisée, antiparlementaire, liée à l'Église, et dépend d'intérêts économiques. A quoi Sirius ajoute que les nationalistes français ne débouchent que sur des solutions de force. Bien sûr ; mais la droite n'est point la seule à être divisée ; elle n'est point tout entière antiparlementaire, ni la seule à contenir des gens qui le sont, ni la seule à « dépendre » d'intérêts ou de chapelles, ni la seule à s'obstiner dans l'erreur jusqu'à rendre inévitable le règne de la violence. C'est M. Guy Mollet qui dit un jour que l'insuccès de sa politique n'était point une raison d'en changer ; et si la droite, ou une bonne partie de la droite, a cru longtemps que le monde en était resté à l'âge des empires coloniaux, Léo Hamon fait remarquer à la gauche, qu'il connaît bien, qu'elle en était restée au schéma des barricades.

Il faut donc aller plus profond. Nous rencontrons alors une notion commune à M. Duverger et à M. Capitant (dans sa préface au livre de M. Hamon) : l'aliénation politique du peuple français dans la IV^e Répu-

blique (M. Capitant ajoute : et dans la III^e), l'absence d'un circuit de confiance entre le peuple et le pouvoir. Nul ne niera qu'il y a plus d'un grain de vérité dans cette présentation ; mais elle risque à chaque instant de glisser de la sociologie à la mythologie. En effet, l'aliénation politique, en régime démocratique, peut signifier plusieurs choses. Est-ce la faible influence du peuple sur les décisions essentielles prises par le pouvoir ? Mais c'est là un fait que l'on retrouve dans toutes les sociétés modernes ; on peut s'en indigner, avec Mills, mais il n'explique pas le phénomène français. Est-ce, comme le suggèrent nos deux juristes, l'absence du choix du gouvernement par le peuple, à la différence de ce qui se passe dans les pays anglo-saxons ? Dans ce cas, la France est logée à la même enseigne que les autres pays à partis multiples ; or nul ne nommerait les peuples scandinaves des peuples politiquement aliénés. Est-ce le sentiment que le peuple ne peut peser ni sur le pouvoir, ni même sur ses représentants, dont le jeu a des règles et des caprices réservés aux initiés — ce que M. Capitant appelle la substitution de la souveraineté du Parlement à celle du peuple ? Ce qui est alors mis en cause, ce n'est plus le multipartisme, mais le multipartisme à la française : l'absence de coalitions stables, la faiblesse de l'exécutif qui en résulte, la prépondérance d'une assemblée qui a sur le gouvernement un droit de vie et de mort permanent, et qui lui dicte même sa ligne de conduite. Or, il y a une différence importante selon que l'on met en lumière l'aliénation du peuple ou la nature et les effets du multipartisme français. Dans le premier cas, on donne à penser que la crise pourrait être évitée en « rendant la parole au peuple » ; soit, pour parler comme M. Capitant, en corrigeant la souveraineté parlementaire par la souveraineté populaire (scrutin majoritaire uninominal, référendum, dissolution), soit en faisant élire le chef du gouvernement par le peuple : on encourage ainsi à penser que des réformes institutionnelles suffiront. C'est la thèse qu'avaient soutenue les Gaullistes, et il n'est pas si surprenant que cela de la voir partagée par M. Duverger : il y a, en eux, un solide reste de rousseauisme. Dans le second cas, au contraire, par un paradoxe apparent, on est amené à montrer à quel point le jeu politique est lié à la nature de la société française, et à comprendre que l'aliénation politique n'est pas le résultat d'un « rapt » parlementaire : ce « rapt » lui-même n'est-il pas la conséquence des divisions du peuple ? Pendant la plus grande partie de la III^e République, le parlementarisme français ne trouvait-il pas sa justification dans le fait qu'au sein du Parlement pouvaient s'élaborer, à force de discussions, des compromis qu'un système donnant moins d'autonomie au député, pour faire de celui-ci soit le serviteur direct de ses mandants, soit le simple rouage d'un parti, aurait rendu impossibles justement parce que dans le pays les irréconciliables étaient trop nombreux, et les républicains eux-mêmes trop divisés ?

Ce qui ne signifie certes pas que *toute* étude qui braque le projecteur sur le jeu politique plutôt que sur l'aliénation du peuple aide à mieux comprendre la crise du parlementarisme français. Il y a une façon de regar-

der la maison sans fenêtres, qui consiste à s'y enfermer. C'est ce qu'a fait M. Leites, dont le livre avait d'abord paru en France : *Du malaise politique en France* (Paris, Plon, 1958) ; l'édition américaine a un chapitre supplémentaire qui traite de la fin du régime. La description des règles du jeu parlementaire français est fort savoureuse, mais elle n'explique rien : cette recherche permanente de la force majeure, cette fuite devant les responsabilités, ces levées d'hypothèques, ces équivoques, cet univers hobbesien (dont les membres, d'ailleurs, luttent moins pour le pouvoir que pour s'empêcher les uns les autres de l'exercer) soulèvent toutes sortes de problèmes que l'auteur a esquivés : premièrement, s'agissait-il de phénomènes spécifiquement français ou de phénomènes que l'on retrouve partout où sont en présence un grand nombre d'hommes politiques divisés en factions multiples et fluides, dotés de pouvoirs étendus et privés de garde-fous institutionnels (ainsi, les conventions américaines) ? Deuxièmement, s'il s'agissait de phénomènes caractéristiques de la France, s'expliquaient-ils par la psychologie nationale, « l'esprit général » de la nation, ou simplement par la situation, je veux dire, la structure particulière du jeu parlementaire dans les institutions de la III^e et de la IV^e Républiques ? Troisièmement, ce jeu était-il aussi gratuit que l'auteur le donne à penser en refusant de regarder au dehors du Palais Bourbon, ou bien remplissait-il certaines fonctions qu'on ne peut découvrir qu'en le replaçant dans son contexte social ?

b) Ainsi, nous sommes finalement renvoyés, de l'explication trop globale par l'aliénation populaire, et de la théorie trop sommaire du jeu parlementaire, à l'explication précise par les rapports entre les structures du pouvoir et celles du pays. C'est à quoi s'est efforcé Raymond Aron dans son livre : partant d'une question limitée et classique — les causes de l'instabilité ministérielle — il est remonté à la nature des partis français, à la fois nombreux et hétérogènes ; pour rendre compte de celle-ci, il a fait appel à la fois à l'explication institutionnelle (ni les lois électorales ni les constitutions ni les règlements des assemblées n'ont mis d'obstacles à la profusion des partis), aux explications d'ordre sociologique (les liens, qui seraient à élucider, entre la domination d'une Église et le multipartisme, l'hétérogénéité économique et sociale du pays reflétée au sein de chaque parti) et à l'explication d'ordre historique : l'absence d'un *consensus* sur la forme du régime. Il est certain qu'un système politique aussi fragile ne pouvait résister aux coups de boutoir de 1940 et de 1958 : il était fait pour traiter — par le débat, le compromis et la durée — certains types de questions seulement ; or depuis une trentaine d'années, les partis et le pays ont dû affronter des problèmes beaucoup plus difficiles : non seulement le pays s'est divisé (comme d'habitude) à leur sujet, mais encore ils ont bouleversé la carte des partis, car les partis français traditionnels ne s'étaient pas créés autour de ces problèmes.

On voit alors que la désaffection des électeurs à l'égard du régime est indépendante du nombre d'opposants déclarés au régime. Ni en 1939-1940, ni en 1957-1958, les deux extrêmes n'étaient à leur plus haut

niveau : en 1939, le P.S.F. était assagi, le P.P.F. en pleine crise, la Cagoule éventée ; en 1958, le poujadisme était résorbé, le gaullisme en partie absorbé. Mais la légitimité du régime n'en était pas consolidée pour autant : elle n'était que relative, ou conditionnelle ; c'est l'impuissance du régime à surmonter l'épreuve qui provoque la désaffection ; aussi tombe-t-il dans le mépris et l'indifférence : Sirius parle de son suicide, les Anglais Williams et Harrison écrivent que le 13 mai n'a fait qu'attirer l'attention sur le fait qu'il était mort. A la fin de chaque régime, les Français sont dégoûtés de leur classe politique, soit parce qu'elle ne les représente plus assez (1830, 1848), soit parce qu'elle ne les représente que trop. D'où dans la littérature même, cette oscillation caractéristique entre, d'abord, une répudiation qui sent un peu le soulagement de disposer de si parfaits boucs émissaires, et, plus tard, la nostalgie lorsqu'on s'est aperçu que les problèmes demeurent ou que les libertés décroissent.

II

Les réflexions des auteurs sur la V^e République se ressentent de la jeunesse de celle-ci : certains de ces livres ont été écrits alors qu'elle venait de naître, et ce n'est pas au moment où Viansson-Ponté ou François Fontaine célèbrent justement dans le retour à la durée l'un des atouts principaux d'un régime délivré de la certitude des crises ministérielles que des analyses fondées sur quelques semaines ou mois de pratique peuvent se révéler très pénétrantes. Il n'est que de relever les contradictions les plus apparentes : Fontaine croit avoir affaire à un régime « inépuisablement réformateur », Williams et Harrison le taxent de *managerial conservatism* ; Furniss voit dans la Communauté une simple étape avant l'indépendance (il avait raison), Capitant espérait une évolution vers le fédéralisme ; ou encore les erreurs les plus évidentes : Macridis et Brown, ainsi que Fontaine, craignaient justement que les textes sur la Communauté n'empêchent la transformation de celle-ci, Fabre-Luce — dont le livre sortit peu avant les mesures de décembre 1958 — reprochait au régime de ne pas s'occuper des finances extérieures et le soupçonnait de vouloir faire jouer les clauses de sauvegarde du marché commun ! Reconnaissons que l'ambiguïté même de la V^e République explique en partie les craintes opposées et les fausses prédictions. Pourtant, deux groupes de problèmes ont été abordés de façon moins hésitante ou prématurée.

a) Tout d'abord, et bien entendu, il y a la Constitution. Rédigée par des hommes qui avaient, comme le soulignent Williams et Harrison, tellement fait (et voulu ?) croire qu'un changement d'institutions produirait une mutation dans l'ordre politique, elle ne pouvait manquer d'être discutée minutieusement. Sa complexité même était une invita-

tion à la critique : les deux auteurs anglais la comparent à un oignon. De fait, elle a surtout fait pleurer les commentateurs.

Larmes plus ou moins justifiées. Certaines des critiques me paraissent assez mal inspirées. Il y a certes de la mythologie derrière certains des textes : celle de l'arbitrage, par exemple, ou celle de la séparation des pouvoirs au sens gaulliste. Mais, d'une part, il n'était peut-être pas nécessaire de faire de la contre-mythologie ; ainsi, M. Duverger a exposé la fameuse thèse de l'orléanisme, vice dont serait, selon lui, entaché le nouveau régime, du fait des pouvoirs propres donnés à un chef de l'État qui n'est pas élu par le suffrage universel. Or, comme le remarque M. Hamon, l'orléanisme véritable a été le choix du parti de l'ordre par l'État : l'intervention du chef de l'État au profit de l'une des forces politiques opposées ; l'« orléanisme » gaulliste est triplement différent : parce qu'il se déroule dans le contexte du suffrage universel, non du suffrage restreint ; parce qu'il pose plutôt un problème de rapports entre le chef d'État et le pays qu'un problème de rapports entre le monarque et le Parlement, enfin parce qu'il est pratiqué, pendant la phase gaulliste, dans un esprit d'ambiguïté plutôt qu'au profit d'un parti donné. Autre contre-mythe, cher à Duverger et à ses confrères Macridis et Brown : celui du régime des notables, du fait de la composition des collèges présidentiel et sénatorial ; deux questions se posent ici : premièrement, peut-on assimiler de la sorte les « notables » que sont les élus municipaux de 1960 aux « notables » de la République des ducs ? La révolte que fut Vichy : celle des derniers *anciens* notables contre le régime des *nouveaux* notables, symbolisé par le parti radical, n'indique-t-elle pas qu'il y avait eu un changement à la fois sociologique et politique ? (Léo Hamon répond fort justement, sur ce point aussi, à Duverger.) Deuxièmement, avant de certifier que la déformation de la représentation au profit des petites villes et des villages assure la prépondérance de la droite, n'aurait-il pas fallu se livrer à un travail empirique (donc pénible) de recherches sur la couleur politique des élus de ces communes ?

Voici, d'autre part, un second type de critiques qui me paraissent injustifiées. Il ne s'agit plus de contre-mythes, mais de procès d'intentions. Macridis et Brown tendent à présenter comme les buts du régime ce qui n'est sans doute que la conséquence possible, regrettable et involontaire de desseins réels des constituants. M. Debré, dont M. Hamon reprend l'argumentation, a expliqué à bien des reprises qu'il s'agissait d'assurer à la France un exécutif stable *malgré* l'absence d'une majorité solide qui résulterait d'élections ; il fallait, par conséquent, créer par des textes ce que le jeu des élections produit à lui seul tant en régime présidentiel que dans les régimes parlementaires bipartis ou à coalitions durables. Le résultat, on le sait, c'est un Président de la République élu au suffrage restreint, et un cabinet difficile à renverser ; est-il juste d'accuser les rédacteurs de ces textes d'avoir *voulu* « esquiver » le problème de la responsabilité devant le peuple, et de dire que le but du système

est d'*empêcher* une majorité de naître et de protéger le gouvernement *contre* une majorité éventuelle, lorsque le point de départ inévitable est l'inexistence d'une telle majorité à l'heure actuelle? On peut reprocher aux constituants de n'avoir rien fait pour hâter la formation d'une telle majorité (nous reviendrons sur ce point), mais non d'avoir cherché à l'empêcher de naître.

Passons des critiques d'ordre polémique aux critiques plus objectives. Elles se résument en une question : peut-on substituer des textes à des structures défailtantes? Léo Hamon dit justement qu'il y a en vérité deux Constitutions : un régime parlementaire assaini, une suppléance organisée pour tenir lieu d'un impossible régime parlementaire classique. Or, sur ce point, les doutes se sont multipliés : premièrement, comment les deux systèmes peuvent-ils coexister dans la pratique? Raymond Aron, Williams et Harrison, Duverger ont mis en question cet équilibre difficile ; les deux Anglais et, dans leurs articles de *Preuves*, Aron et Georges Vedel ont souligné à quel point, depuis le référendum de 1958, c'était la suppléance qui l'avait emporté sur le parlementarisme ; les Anglais, Jacques Fauvet dans sa préface au livre de François Fontaine, et Duverger tendent à croire qu'après de Gaulle, ce sera l'inverse. Deuxièmement, en ce qui concerne la suppléance, je veux dire la Présidence, la plupart des auteurs s'accordent à critiquer un mode d'élection qui soumet un organe aussi important au choix d'un collège restreint alors que le suffrage universel et direct débouche sur une assemblée aux pouvoirs réduits : expédient temporaire justifié par l'absence de majorité dans le pays, ce n'en est pas moins un anachronisme. Troisièmement, en ce qui concerne le parlementarisme assagi ou rationalisé, il reste à savoir si les barrières de procédure élevées par la Constitution, le règlement et le Conseil constitutionnel résisteront à la poussée des parlementaires ; ce qui les retient jusqu'à présent, ce ne sont pas les textes, c'est le Général de Gaulle (qui ne tient point son pouvoir du seul collège restreint des électeurs présidentiels). La Constitution de 1946 avait déjà cherché à endiguer par des textes les débordements dont les parlementaires s'étaient rendus coupables avant 1940 : on sait ce que ces dispositions ont valu. Ce sont évidemment les auteurs anglais qui sont les plus sceptiques (et l'analogie, que les constituants français ont parfois tentée, plus de vingt ans après Doumergue et Tardieu, entre la dissolution en France et la dissolution en Angleterre, a certes de quoi leur faire hausser les épaules) ; ils savent assez que la tentative pour obtenir par un code un parlementarisme à l'anglaise qu'on ne peut créer autrement s'est révélée fragile dans d'autres États que la France. Ainsi, la stabilité n'est pas garantie, et certaines des mesures prises pour l'assurer paraissent fort discutables : ce sont encore les Anglais et les Américains qui critiquent le plus la règle du non-cumul des portefeuilles ministériels et des mandats parlementaires ; Williams et Harrison craignent que l'érection de cette barrière n'en fasse tomber une autre qu'ils jugent plus importante : celle qui séparait les ministres des hauts fonctionnaires. Un *political*

scientist américain a édifié toute une théorie de la vie politique française sur l'opposition de la tradition représentative et de la tradition administrative* ; or, dans un régime qui n'est ni présidentiel, ni entièrement parlementaire, la substitution des fonctionnaires aux hommes politiques est un premier pas vers la dépolitisation des gouvernés.

b) Nous en venons ainsi à l'autre groupe de problèmes examinés par les auteurs : il s'agit d'apprécier non plus la Constitution, mais le fonctionnement du régime. Que l'instabilité ait ou non été conjurée à long terme, la stabilité présente a-t-elle du même coup donné l'efficacité au pouvoir ? L'édification d'un exécutif capable d'agir parce que placé au-dessus, et non pas au beau milieu, des divisions de l'électorat, ce pouvoir fort dont les Gaullistes (de droite ou de gauche : voyez Léo Hamon) attendaient un redressement intérieur et international, a-t-il répondu à de tels espoirs ? A-t-il même pu commencer, grâce aux mesures qu'il devait être capable de prendre, à surmonter ces divisions dans le pays même, à réintégrer par exemple (voyez toujours Hamon) les communistes dans la nation, à jeter les bases d'une majorité future (par exemple sous la forme d'un « parti de gouvernement » semblable aux radicaux d'hier ou aux opportunistes d'avant-hier) ? Sur ce point, les observateurs les plus perspicaces n'ont pu que décrire un cercle vicieux : leurs remarques oscillent entre la constatation de la nécessité d'un tel pouvoir pour résoudre les problèmes que la IV^e République n'a pu mener à bien (Fauvet, dans la préface que j'ai citée, parle de la décolonisation et du marché élargi), et la constatation du fait que le nouveau Pouvoir rencontre sur sa route toutes les difficultés anciennes, précisément parce que l'ancien régime ne faisait que les refléter, les exacerber dans une certaine mesure (et dans une mesure certaine), mais ne les inventait pas. Étalées ou refoulées, elles sont toujours là, soit parce qu'elles sont créées par le monde extérieur, soit parce qu'elles proviennent des divisions d'un des rares peuples pour qui, comme le dit Aron, la nécessité n'est pas un argument. Ce cercle vicieux, François Fontaine l'a défini en une formule lapidaire, à propos du plus difficile des problèmes : de Gaulle « a besoin du temps pour réussir en Algérie. Or le temps ne lui sera donné que s'il réussit en Algérie ».

Il est aujourd'hui plus facile encore d'apprécier ces contradictions du pouvoir fort. Le régime est contraint de naviguer entre le Charybde des grandes décisions qui ne tranchent les options qu'au prix du tumulte politique, et le Scylla de l'unité nationale, qui ne permet au pouvoir de se maintenir au-dessus de la mêlée qu'à condition de laisser les problèmes en l'état. Le général de Gaulle préfère Scylla à Charybde ; les commentateurs lui en savent peu gré parce qu'en fin de compte la méthode choisie risque de cumuler les inconvénients : ceux de l'immobilisme et ceux du tumulte, car les divisions se maintiennent quand elles

* Nicholas WAHL, in Samuel BEER and Adam ULAM eds., *Patterns of Government* (New York, Random House, 1958).

ne s'aggravent pas, et le pouvoir ne peut rester indemne et à l'écart. Il y a longtemps que Raymond Aron avertit qu'à force de vouloir satisfaire tout le monde à coups d'ambiguïtés, on risque de mécontenter chacun. Viansson-Ponté, après d'autres, décrit la conception gaulliste du pouvoir comme une dépolitisation interne et une politique étrangère. Mais cette dépolitisation se double d'un appel au peuple ; l'une comme l'autre nous éloignent de la démocratie qui est à la fois reconnaissance de la légitimité de l'agitation (et des forces politiques qui l'entretiennent), et recours au peuple par le canal de ces forces seulement. Sur ce point, les auteurs anglais et américains et Raymond Aron (dont la conception de la politique et l'idéal politique se rapprochent des leurs) offrent une fois de plus les remarques les plus percutantes. Williams et Harrison parlent d'anesthésie, Macridis et Brown de mise en tutelle politique.

Ces contradictions nous permettent de saisir une double continuité. D'abord, celle qui lie le régime à son prédécesseur : qu'il s'agisse de l'Algérie ou du refus de choisir entre l'Europe et la politique de la France — puissance à intérêts mondiaux — c'est cette continuité-là qu'Aron a impitoyablement mise en lumière dans ses articles et dans son livre : à partir du moment où les heurts des partis (et dans les partis) ne font que reproduire ceux des forces syndicales, des mouvements de jeunesse, des anciens combattants, des intellectuels, etc., à partir du moment où le régime se donne pour mission de maintenir la cohésion nationale, on retombe nécessairement dans les dilemmes et les demi-mesures. Viansson-Ponté souligne que la liberté d'action des gouvernements n'a guère augmenté, et que le principal péril du régime est que la V^e République ne ressemble trop à la IV^e. Williams et Harrison brossent un tableau sévère de ce nouvel immobilisme (d'ailleurs, s'ils ont raison de s'en prendre à la dispersion des services en divers domaines et à la persistance des vetos de certains groupes de pression, dont l'armée, ils ont sans doute tort de sous-estimer la portée de certaines des réformes administratives entreprises, et de donner à entendre que la France aurait besoin de réformes spectaculaires en matière économique et sociale : il y a une mythologie française du mouvement ostentatoire à laquelle il semble difficile de résister).

Ensuite, il y a la continuité qui lie la V^e République aux autres régimes de « sauveurs » dans l'histoire de France. La France a oscillé entre les régimes parlementaires, où les représentants ont tendu soit à s'approprier tout le jeu politique, soit à rendre impossible tout gouvernement efficace (ou les deux à la fois), et les régimes qui suspendent le jeu et cherchent à établir un exécutif fort, en court-circuitant les partis et en créant un lien personnel entre le peuple et le chef du pouvoir. Il y a eu, tant que le Parlement a été à peu près stabilisé, des sauveurs opérant dans le cadre du système (Clemenceau, Poincaré, Doumergue). Depuis 1934, les oscillations du pendule sont de nouveau plus fortes. La Constitution de 1958 aurait voulu faire la synthèse des deux formules, permettre un pouvoir fort au sein d'un régime représentatif ; mais l'ampleur même des problèmes qui avait déjà, dans le passé, suscité le recours au sauveur

contre le régime représentatif, a accentué la ressemblance du pouvoir gaulliste avec celui de Napoléon III et de Pétain, plutôt qu'avec celui de Poincaré. Ce n'est pas l'homme qui est bonapartiste, c'est la situation : celle d'un régime dont la légitimité est personnelle, dont les institutions se révèlent à l'usage moins importantes que le chef, ou simples instruments de ce chef. L'ambiguïté a toujours caractérisé de tels systèmes ; qu'il s'agisse de repérer les forces politiques qui les soutiennent, ou les groupes sociaux qui lui sont favorables, on trouve toujours des convergences surprenantes ; c'est pourquoi l'analyse du régime gaulliste en termes de « grand capital » ou de « managers » n'a pas de sens. Raymond Aron, dans son livre, avait indiqué certains points communs au régime de 1958 et à celui de 1940 (climat d'antiparlementarisme, popularité d'un homme sur lequel électeurs et élus se déchargent de leurs problèmes, ralliement d'ultras et de modérés). Il y en a d'autres : une sorte de libéralisme fondamental au départ — Pétain comme de Gaulle préfèrent, ainsi que le remarque Viansson-Ponté à propos de ce dernier, convaincre à contraindre : à Vichy, la terreur policière ne viendra que plus tard ; le mélange d'appels à l'union ou à la réconciliation, et de menaces de la foudre contre les opposants ; les inepties de l'information officielle, excellemment décrites par Viansson-Ponté, et où se conjuguent les méthodes d'Arnolphe et celles de Rouher ; la marge très étroite de liberté d'action malgré les pleins pouvoirs, et à cause des circonstances ; la tendance à définir, et à poursuivre, des politiques peut-être excellentes en soi, mais qui n'auraient de chances de succès que si le monde extérieur s'y prêtait et si l'opinion intérieure tout entière s'y tenait, ce qui n'est pas le cas. Ne poussons pas le parallèle trop loin : ni la situation internationale, ni la personnalité d'un chef de l'État dont la volonté de respecter les libertés publiques est reconnue par tous les commentateurs, et dont les facultés sont autrement puissantes que celles du vieillard de Vichy, ne le permettent. Mais il y a assez de ressemblances pour que l'on puisse compléter la remarque de Tocqueville selon laquelle la division des élites françaises rend nécessaire le recours occasionnel à un maître, par la constatation du fait que ce maître, s'il veut éviter l'arbitraire et la tyrannie, reste à son tour profondément gêné par cette division. S'il n'est ni Napoléon I^{er}, ni le triste Pétain de 1943, il risque d'être un Gulliver prisonnier sur parole des Lilliputiens.

III

La critique du présent est aussi facile que l'analyse d'un passé peu obscur. Quand il s'agit des mystères de l'avenir, nos auteurs sont moins sûrs, ou trop dogmatiques. Nous pouvons diviser leurs appréciations en deux catégories : celles qui portent surtout sur l'évolution interne, celles qui portent sur la situation internationale de la France.

a) Presque tous les auteurs partent de la constatation du vide politique dans la France actuelle : décadence des partis, persistance de leurs divisions, faible participation des citoyens aux activités de ces partis. Le problème, pour beaucoup des observateurs, est donc de savoir comment ce vide sera comblé, et par qui. Les plus pessimistes, à beaucoup d'égards, sont les Anglais Williams et Harrison : ils craignent que le style du régime ne prépare une restauration de l'ancien système, justement parce que l'actuel est en quelque sorte condamné à se mouvoir dans le vide : les appels à l'union, la condamnation des agitations stériles empêchent des forces politiques nouvelles de se créer, affaiblissent la vie politique dans le pays (d'autant plus que les forces existantes ménagent le chef de l'État, dans l'espoir qu'il ramènera la paix, et la crainte d'un régime « ultra »).

Cela étant, il n'est pas difficile de prévoir un retour des forces et des mœurs anciennes après la phase gaulliste, ou même pendant, si comme en 1945 une re-politisation des gouvernés devait se produire en réaction contre le pouvoir actuel, et détourner peu à peu les foules du chef de l'État qui quête leur soutien vers les « catégories » qui l'attendent. N'y a-t-il pas moyen d'éviter une restauration trop semblable à celle de 1946? Écartons l'hypothèse d'un coup de force militaire ou celle d'un nouveau Front Populaire (que mentionnent Viansson-Ponté ainsi que Macridis et Brown). Le problème qui se pose est redoutable : il s'agit de rien de moins que de l'art de reconstituer des institutions dans un pays qui n'en a plus. Car enfin toute l'armature, plus ou moins vermoulue, qu'avait bâtie la III^e République et rafistolée la IV^e est par terre : partis comateux (comme le disent Williams et Harrison), légitimité du régime parlementaire atteinte par deux catastrophes en vingt ans (sans parler de la persistance des extrêmes), disparition de la classe politique qui fut celle de la III^e République, dont M. Priouret a finement retracé l'histoire dans son livre, et qui, composée surtout d'avocats, de médecins, d'universitaires et de ce que Viansson-Ponté appelle une masse de petits-bourgeois ignorants, était sans doute devenue trop peu représentative d'une société de plus en plus industrialisée, comme Aron l'a noté dans un de ses articles de *Preuves* (juillet 1959). Or ce problème de la renaissance d'un système politique se pose en France d'une façon particulièrement originale et complexe. En effet, les exemples que l'on pourrait citer comme précédents — la France après le second Empire, l'Allemagne et l'Italie après la seconde guerre mondiale — ne valent rien : dans ces cas, l'interruption avait été à la fois si brutale et si longue qu'il était possible soit de repartir à peu près de zéro, soit de recommencer avec des forces politiques qui avaient eu le temps de se préparer et de se réformer (les Républicains d'après 1870). En France, il n'y a ni suppression des anciennes forces, ni régénération ou innovation. Aussi l'embarras des auteurs est-il grand.

Certains se contentent d'exhortations. Ils savent qu'il n'y a, dans nos sociétés, de régimes démocratiques à peu près stables que ceux qui

admettent la libre concurrence des partis pour le pouvoir. L'éclipse actuelle des partis leur paraît à la fois explicable et dangereuse. Aussi souhaitent-ils que le régime parlementaire ressuscite : nous lui devons nos libertés, écrit François Fontaine ; sans un « appareil politique » fondé sur les partis, écrivent Mrs. Pickles, MM. Williams et Harrison, Macridis et Brown, le régime restera fragile : rien ne remplacera une vraie majorité. Malheureusement, ils constatent en même temps que les défauts traditionnels de ces partis sont toujours là ; aussi arguent-ils soit que les partis devraient se regrouper ou laisser partir leurs membres vers des formations nouvelles (Fontaine), soit que le pouvoir devrait encourager activement une convalescence éventuelle. Or, les anciens partis laissés à eux-mêmes dans le vide politique actuel paraissent tout juste bons à augmenter leur nombre, sous le nom de regroupements ; ils sont en quelque sorte suspendus — au sens hégélien : en demi-sommeil, et préservés tels qu'ils étaient lors de la chute de la IV^e République ; ayant si peu de part au nouveau régime, et en particulier si peu accès au pouvoir qui compte : l'exécutif, ils n'ont aucune raison pressante de se réformer ; ils se réservent. Une formation récente telle que l'U.N.R. ne garde son unité qu'au prix d'une passivité impressionnante : Williams et Harrison la nomment « la plus belle masse de votes bruts en Europe ». Quant au pouvoir, du fait de l'évolution de plus en plus « présidentielle » du régime, de l'attitude du Général envers les partis telle qu'il l'expose encore dans ses *Mémoires*, et des complexités de l'affaire algérienne, dans laquelle il préfère manœuvrer sans s'appuyer sur aucune force organisée ou s'identifier à elle, il ne tend certes pas à reconstituer un tel appareil : comme l'a dit un des ministres, il préfère les masses inorganisées aux minorités qui prétendent les représenter.

D'où pourra donc venir la convalescence ? Nous trouvons d'abord la thèse de la respiration artificielle, si j'ose dire : celle du régime présidentiel pur, jadis exposée par M. Vedel, ou celle du régime présidentiel revu et corrigé par M. Duverger (élection du Président du Conseil par le suffrage universel). Malheureusement, je ne suis pas sûr que ce traitement de choc vaille nécessairement plus que les « gadgets » que critique M. Duverger : il s'agit, il le reconnaît, d'aboutir par des mécanismes constitutionnels au système qu'assure le bi-partisme en Angleterre ; comme dans la Constitution actuelle, on peut se demander si la substitution du mécanique à l'organique suffit. Dira-t-on qu'un tel régime obligera les partis à se regrouper, donc qu'il dégagera enfin cette majorité dont l'absence était constatée par M. Debré, mais que la Constitution et le régime ne font rien pour susciter ? Rien n'est moins sûr, et M. Duverger lui-même en est si peu certain qu'il espère que les électeurs sauront distinguer l'élection du Président de l'élection législative. Si le Parlement reste alors, dans sa composition, tel que nous l'avons connu, le régime présidentiel risque d'être soit celui des conflits permanents entre l'exécutif et le législatif, soit celui des délais et des mauvais compromis. On ne recrée pas plus le système américain en dehors des États-

Unis, que le système anglais en dehors de l'Angleterre ; le succès du premier tient à la fois à l'histoire, à la structure sociale d'un pays qui n'a connu ni aristocratie ni lutte des classes, comme l'ont vu hier Tocqueville et aujourd'hui Louis Hartz, au fédéralisme, et au pragmatisme des partis. Les conditions sont-elles réunies en France, où l'attrait du régime présidentiel vient surtout de ce qu'il est le seul à n'avoir pas été essayé, sauf en une circonstance à la fois assez catastrophique pour en détourner les esprits pendant longtemps, et assez exceptionnelle pour ne pas les en détourner à jamais ?

Reste la respiration naturelle : est-ce l'évolution économique et sociale qui créera peu à peu une classe politique nouvelle, une attitude plus mûre des citoyens à l'égard des Affaires publiques, le triomphe enfin du pragmatisme dans les votes et dans les partis ? Beaucoup le souhaite et le pensent. M. Priouret a consacré un chapitre séduisant à la montée des « managers » et des cadres de l'économie moderne, aux attitudes nouvelles des ouvriers. Viansson-Ponté conclut dans le même sens. C'est la thèse que François Goguel développa il y a quelques années : la lutte entre la France statique et la France dynamique est devenue la lutte entre les classes montantes et les classes dominantes chez M. Priouret. Cette thèse me paraît toujours aussi faible, car elle suppose un lien direct entre le système social et le système politique. Or, s'il est clair qu'il y a des liens, leur nature est fort complexe. La thèse suppose que les groupes sociaux, en tant que tels, ont des conceptions politiques, ce qui est parfaitement faux : comme l'ont fait remarquer Aron et François Fontaine, les organisateurs sont partout subordonnés aux instances politiques ou divisés entre les tendances politiques. Par conséquent, deux variantes doivent être distinguées : on peut suggérer, avec Léo Hamon, que dans la société industrialisée, qui réclame un pouvoir fort, le rôle des partis décroît, celui de l'administration augmente (aussi conseille-t-il à la gauche de s'allier aux hauts fonctionnaires : la défense des petits est périmée). C'est, sous forme simplifiée, la thèse de C. Wright Mills sur les niveaux du pouvoir ; est-ce aussi, sous forme « progressive », le vieux rêve du gouvernement des choses par des fonctionnaires, objectifs et désintéressés, qui tiennent leur légitimité de leur savoir et de leur efficence ? Ou bien l'on peut penser que la transformation de la structure sociale affectera le nombre, la composition et les programmes des partis : espoir que formulent Williams et Harrison (Priouret ne paraît pas choisir entre les deux versions). Chacune de ces propositions est sujette à critique.

La première escamote le problème politique proprement dit : celui du contrôle de l'administration et des managers ; le propre des régimes démocratiques est justement de former une classe politique chargée, au gouvernement et dans les assemblées, de donner aux « organisateurs » une impulsion, et de les soumettre à une surveillance, qui trouvent leur origine dans un programme approuvé par le peuple. La seconde proposition tend à sous-estimer l'autonomie, donc à surestimer la capacité

d'adaptation, du système politique : la société industrielle connaît assez de régimes politiques différents pour inviter à la prudence ; entre les « classes nouvelles » et la « politique rénovée », ce qui reste du système ancien fait écran et filtre tout à la fois. Or, nous avons vu qu'en France, aujourd'hui, il reste encore beaucoup du système ancien : ses partis et syndicats notamment. On peut sans doute citer des faits importants et nouveaux : l'acceptation générale d'un État beaucoup moins limité que celui de la III^e République, le déclin des partis qui datent de celle-ci, une baisse sensible des idéologies, l'accession de membres des groupes sociaux nouveaux au Parlement. Mais nous restons éloignés de la politique pragmatique : la tentation de la violence est toujours présente ; l'effacement des vieilles doctrines (souligné par Leites) a laissé subsister une nostalgie profonde pour les anciennes querelles (c'est autour de la question scolaire qu'ont eu lieu les plus fortes mobilisations politiques de la V^e République) ; les problèmes nouveaux (Europe, Algérie) ont été traités dans le style ancien, c'est-à-dire sous forme de batailles idéologiques acharnées. Pour la France, « la fin des idéologies » ne coïncide pas avec la fin des attitudes idéologiques. Duverger constate que le système des partis ne correspond plus au clivage des opinions ; mais celui des partis remontait dans une large mesure au temps où il y avait des constellations à peu près stables d'opinions ; aujourd'hui, il y a une instabilité extrême des clivages, d'où à la fois la faillite des partis et la difficulté de les reconstituer. Il est plus facile pour des partis jadis idéologiques de devenir pragmatiques lorsqu'ils n'ont jamais cessé d'être disciplinés et puissants — sans parler des partis qui n'ont jamais cessé d'être pragmatiques — qu'il ne l'est pour des partis aussi hétérogènes, nombreux et divisés, que les partis français. On peut se demander si le passage de divisions stables (autour de la question religieuse et de la question sociale, par exemple) à des divisions instables ne constitue pas une aggravation. Les transformations sociales ne font qu'ajouter des causes d'hétérogénéité à l'intérieur de chaque parti et dans le système des partis (R.P.F., poujadisme, U.N.R.). Ces transformations, et la querelle autour des institutions, donnent naissance à des partis de conjoncture qui s'ajoutent aux partis plus enracinés. Les événements politiques proprement dits, en soulignant la fragilité des régimes, en ranimant les querelles de légitimité et en multipliant les clivages sur les grandes questions, font contrepoids aux effets bienfaisants que la modernisation pourrait avoir.

b) Si les espoirs qu'on peut fonder sur des changements intérieurs sont ainsi limités, la création d'un système politique solide pourrait-elle provenir de transformations internationales ? Il fut un temps où ceux qui se désolaient de l'immobilisme politique et du conservatisme économique et social de la France attendaient une révolution de l'ouverture des frontières que devait réaliser l'intégration européenne. Si les données du problème ont quelque peu changé, la thèse n'a pas varié. M. Fabre-Luce et Fontaine s'en prennent, avec humeur ou ironie, au nationalisme gaulliste (qu'approuve au contraire M. Hamon) : ils le trouvent crispé,

vexé, et pour tout dire anachronique. « L'idée archaïque de la grandeur française » (Fabre-Luce) qu'aurait le Général fait également l'objet des critiques de l'Américain Edgar Furniss Jr. Tous trois, fort sceptiques sur les chances de la France en Afrique (y compris l'Algérie), souhaiteraient que la France se consacre à l'édification d'une Europe unie, fédérée. J'avoue que, présentée de la sorte, cette thèse me gêne.

En premier lieu, elle me paraît reposer sur une déformation de la thèse adverse : l'analyse de la pensée gaulliste à laquelle se livre François Fontaine fait des États européens les « produits finaux et intangibles de l'histoire » ; finaux, peut-être ; mais intangibles ? N'est-ce pas élargir en gouffre ce qui sépare la « coopération » de l'intégration ? N'est-ce pas surtout négliger tout ce qui, dans le gaullisme depuis 1958, a rappelé la nécessité pour la France d'épouser son temps, d'accepter la formation de « grands ensembles », et de passer de la conception traditionnelle de la grandeur en termes de kilomètres carrés et de millions d'habitants sous la souveraineté française, à une conception nouvelle qui fasse plus de place à l'influence qu'à la domination, à la puissance économique qu'à la force pure ? Certes, on peut trouver que celle-ci joue encore un rôle beaucoup trop grand dans les préoccupations des dirigeants ; mais il serait présomptueux de nier que la puissance militaire compte dans la détermination du rang ou du statut dont jouit un État dans le système international. On peut regretter que le rang soit le Graal de la quête gaulliste ; on ne peut en toute justice ni reprocher au Général d'en être resté à ses conceptions de 1945 sur les moyens d'accéder au rang, ni le critiquer d'élever régulièrement des revendications qui présupposent l'existence d'une France plus forte qu'elle ne l'est, car la tactique qui consiste à agir comme si l'on disposait de certains moyens, afin précisément de les obtenir, n'est pas nécessairement sottise.

La thèse des « Européens » me gêne, en second lieu, parce qu'elle repose sur un dogmatisme égal à celui qu'elle dénonce. Quand François Fontaine oppose le mythe de la communauté maritime incohérente à la réalité de la communauté continentale cohérente, j'ai l'impression qu'il a simplement troqué un mythe pour un autre. « Depuis quelque temps, l'idée de civilisation tend à l'emporter sur celle de nation », écrit Fabre-Luce. Les nationalistes africains, asiatiques, sud-américains trouveraient fâcheuse cette exécution de l'idée de nation. En ce qui concerne l'Europe même, Raymond Aron, que l'on ne peut accuser de minimiser l'impératif de la solidarité entre les Européens, tant pour développer leur économie que pour résister à l'U.R.S.S. et pour établir des liens avec les pays sous-développés, écrit fort pertinemment que le choix n'est pas entre le fédéralisme et le déclin, et que les méthodes de coopération (les institutions) importent moins que l'objet de celle-ci (c'est parce que les divergences sur cet objet subsistent entre l'Angleterre et les Six que la participation de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne n'a nullement été rendue possible par l'abandon de la supranationalité). La mythologie fédéraliste me paraît un bon exemple de survie des

attitudes idéologiques : elle méconnaît à la fois les données politiques et les données psychologiques, car on ne saurait exiger qu'au moment même où se font une pénible adaptation à la décolonisation et le marché commun, le pouvoir proclame *urbi et orbi*, dans un pays dont le rajeunissement et la prospérité s'affirment, que la nation est un concept dépassé et qu'il n'y a de salut pour la France qu'en une patrie européenne quelque peu prématurée.

Cependant, le problème qui se pose pour la France n'est pas le simple choix entre l'Europe intégrée et la « politique de grandeur ». Il y a une autre façon moins simplificatrice et plus profonde de soulever la question de l'incidence de la politique étrangère sur la vie politique interne : c'est celle qui explique la position excessive de Fabre-Luce, et qui constitue la thèse nuancée d'Aron — à savoir l'idée que la disproportion entre les obligations et les moyens de la France représente depuis le début du siècle la charge, le fardeau qui a fait crouler un système politique déjà suffisamment affaibli par les divisions sur les problèmes intérieurs. C'est la thèse des héritiers de Caillaux. On peut la soutenir avec plus ou moins de vigueur : elle est celle de Sirius, qui traite la victoire de 1918 de victoire à la Pyrrhus, et celle d'Aron, qui combattit Vichy, comme elle est celle de Fabre-Luce, qui n'a jamais cessé de reprocher au général de Gaulle d'avoir refusé l'armistice puis voulu faire croire aux Français que la victoire de 1945 était la leur, et dont les deux derniers livres sont une vendetta brillante et démesurée contre, si j'ose dire, le coup du 18 juin. C'est une thèse qui a d'ailleurs été soutenue plus souvent à l'étranger qu'en France même : à l'intérieur, on ne saurait dire qu'elle domine dans les analyses intellectuelles parues depuis la guerre, et elle n'a certes pas triomphé dans les partis et le corps électoral ; au dehors et surtout en Angleterre et en Amérique, nous la retrouvons dans la plupart des livres. Celui de M. Furniss est tout entier consacré à démontrer que depuis la guerre les États-Unis ont surestimé la puissance de la France, et à demander qu'il n'en soit plus de même à l'avenir.

Il s'agit là d'un point capital. Selon Aron, en effet, c'est là que se trouve la cause fondamentale de la crise du parlementarisme français. Cette cause, ce n'est pas la nature particulière du multipartisme français que nous avons rappelée plus haut : en effet, celui-ci s'est révélé pendant longtemps compatible avec un fonctionnement à peu près satisfaisant du système. Ce sont les problèmes des trente dernières années qui l'ont tué, et ces problèmes n'étaient pour l'essentiel ni de nature sociale ni de nature purement institutionnelle : « La France a dû assumer des tâches qui dépassaient ses forces. » Par conséquent, si cette disproportion disparaissait, la France n'en viendrait pas nécessairement à un parlementarisme sans à-coups, à l'anglaise, puisque le multipartisme français a des causes trop complexes pour disparaître ; mais l'instabilité ministérielle qui en résulte tirerait beaucoup moins à conséquence, et le régime ne serait plus menacé en permanence. C'est la perspective d'une amélioration, non celle d'une mutation. Il resterait des crises *dans* le système,

mais non des crises *du* système. Thèse séduisante, à la fois parce qu'elle ne promet pas de miracles, et parce qu'elle met le doigt sur un phénomène clef : c'est bien sur le problème des obligations extérieures de la France qu'ont porté tous les grands débats et la plupart des divisions des partis depuis plus de vingt ans (résistance ou apaisement dans les années 30, C.E.D. et décolonisation dans les années 50). Mais thèse qui débouche à son tour sur des points d'interrogation.

D'une part, si la réduction des tâches s'impose, elle n'aura d'effet bénéfique sur la vie politique qu'à une condition : celle de ne pas prendre l'allure d'une débâcle, qui perpétuerait le sentiment de l'humiliation, et ouvrirait un nouveau cycle de querelles idéologiques et d'accusations de trahison. Il est assez évident que la réduction se fait, peu à peu ; mais il est évident aussi que la pression extérieure et l'obstination interne se combinent pour lui donner sans cesse des allures de catastrophe. C'est pourquoi le livre de M. Furniss est si agaçant à lire, car il est totalement dépourvu de finesse psychologique, et prend un ton par trop supérieur et sûr de soi : autant il est bon que les Français prêchent l'adaptation volontaire, autant il est déplaisant que les étrangers la demandent trop fort, car l'adaptation sous la contrainte serait justement contraire aux buts recherchés. Second point d'interrogation — sur lequel Aron termine son livre : cette réduction volontaire, la seule bonne, peut-on vraiment l'escompter d'un pays qui a « toujours, en tant que collectivité, préféré la puissance au commerce et l'idée à l'ordre raisonnable », et qui se lance aujourd'hui dans le commerce et l'industrie en partie parce que c'est la forme moderne de la puissance ? François Fontaine écrivait : « nous n'avons de chances de consolider notre dynamisme du moment qu'en l'appliquant à relever le niveau de vie moyen et à rajeunir les institutions économiques » ; une politique d'expansion est incompatible avec une politique de grandeur. Le chef de l'État répond, dans ses *Mémoires*, en plaignant les Allemands de 1945 réduits à se consacrer à la reconstruction et au niveau de vie, et, dans sa politique, en recherchant à la fois l'expansion et la grandeur. Sans doute « l'ambition nationale » n'est-elle ni approuvée par tous, ni destinée à être poursuivie sans défaillances ; mais la renonciation à l'ambition, ou si l'on préfère le report sur des objectifs plus prosaïques, ne va pas non plus sans risques ni heurts. Si l'espoir de surmonter les divisions des partis et de l'opinion en leur donnant cette ambition pour but s'est révélé vain, l'idée qu'une politique moins présomptueuse atténuerait les tensions me paraît tout aussi fausse. Dans le monde tel qu'il est, la France est trop faible pour que la politique qui consiste à jouer sur tous les tableaux ne provoque pas de nouvelles querelles internes : on s'en aperçoit à propos de l'Europe et de l'O.T.A.N. ; mais le peuple français garde trop son habitude de « rationaliser ses rêves et de se dissimuler à lui-même ses servitudes » pour qu'un retour au réel ne suscite pas aussi des oppositions et des drames : on s'en rend assez compte, pour l'Algérie.

IV

Décomposition des institutions passées, mais difficulté d'en susciter de nouvelles ; dangers symétriques de la démesure et de l'humiliation : on comprend que le pouvoir, même délivré des « jeux, poisons et délices » parlementaires, soit obligé de louvoyer, de préférer le style de la magie à celui de la raison, de recourir à des rodomontades sur un point pour couvrir des retraits sur un autre. Au terme de cette brève randonnée à travers les points de vue et les problèmes, on voit que la crise du régime français reste faite de deux éléments, dont aucun n'a de rapports clairs et directs avec la structure et les transformations sociales du pays, mais dont la persistance défie toute solution. Le premier élément, c'est la question de l'adaptation au monde : c'est sur lui qu'achoppe la politique étrangère et algérienne du régime, et c'est à son propos qu'on voit le plus nettement à la fois les divisions du pays même, dans ses profondeurs comme dans ses élites, les clivages au sein des partis comme entre les partis, enfin la renaissance de débats et de conflits idéologiques souvent inexpiables. Le second élément, c'est la question de la légitimité du régime, de l'adhésion aux institutions. Ces deux aspects de la crise se renforcent l'un l'autre : la division de l'esprit public à propos de l'adaptation au monde a affaibli les institutions parlementaires et menace le régime actuel, qui ne peut consolider les siennes qu'en remportant des succès dans sa politique internationale ; les vices du système ancien, le vide dans lequel opère le nouveau, ont aggravé ou prolongé les difficultés de l'adaptation. On peut même prévoir que le second aspect survivra au premier : longtemps après que des choix décisifs (imposés du dehors ou non) auront tranché le problème algérien, ou décidé de la place de la France dans l'Europe et l'O.T.A.N., la nature des institutions risquera encore d'être mise en question, à la fois parce que les partis se reprocheront le passé, et parce que le lien entre la forme du régime et le rôle de la France dans le monde restera l'objet de certitudes contraires.

Cette conclusion n'a rien d'optimiste. Aurait-il mieux valu terminer, comme plusieurs des auteurs français, par le recours au mythe, panacée qui témoigne d'un solide attachement à l'idéologie (celle de la souveraineté populaire, de la société industrielle « pragmatique » ou celle de l'Europe), ou, comme la plupart des auteurs anglais et américains, par la vaine réaffirmation des bienfaits d'une majorité politique, qui témoigne d'un attachement non moins solide à leurs institutions propres, mais intransportables ?

STANLEY HOFFMANN

Max - Weber - Archiv.

Zu Beginn des Wintersemesters 1960/61 wurde an der Universität München ein Max-Weber-Archiv errichtet und dem Soziologischen Institut, Vorstand Professor Dr. E. Francis, eingegliedert. Mit der Leitung des Archives ist der Herausgeber und Bearbeiter der nach dem Kriege erschienenen Neuausgaben der Werke Max Webers, Dr., Johannes Winckelmann, betraut worden.

Die Aufgabe des Archivs ist es, an der letzten Wirkungsstätte Max Webers, der staatswirtschaftlichen Fakultät der Universität München, eine zentrale Sammelstätte für alle sich auf Max Weber beziehende Schriften aufzubauen und damit der Max Weber-Forschung zu dienen.

Zunächst sollen möglichst umfassend und vollständig die Originalausgaben der Veröffentlichungen, Manuskripte, Briefwechsel, Kolleg-Nachschriften aus Wien und München sowie Bestände der Bibliothek Max Webers mit handschriftlichen Anmerkungen im Original oder in Photokopien zusammengetragen werden. Ein gewisser Grundstock ist dank der Bereitwilligkeit von Spendern bereits vorhanden. Ferner sollen die zeitgenössische Literatur, mit der sich Max Weber auseinandersetzte und die sich auf sein Werk beziehende Sekundärliteratur gesammelt werden.

Damit soll eine möglichst umfassende Grundlage für die Erforschung des Werkes Max Webers gelegt werden, die für die Betreuung weiterer Neuausgaben in Zusammenarbeit mit Fachleuten des In- und Auslandes nutzbar gemacht werden kann. Darüberhinaus soll das Archiv die Erforschung des internationalen Einflusses von Max Weber auf den Gesamtbereich der Sozialwissenschaften erleichtern und, wie zu hoffen steht, anregen.

Das Archiv wird allen Interessenten zur Benützung offen stehen. Es ist daran gedacht, im weiteren Verlauf einen internationalen Arbeitskreis um das Archiv zu bilden.

Die Leitung des Max-Weber-Archives wendet sich an alle Freunde, ehemaligen Hörer und Verehrer Max Webers mit der Bitte, im Dienste der Bewahrung des Erbes Max Webers alles Material, das für das Archiv von Interesse sein könnte, zur Verfügung stellen zu wollen. Anschrift: Soziologisches Institut der Universität München, Max-Weber-Archiv, München 2, Theresienstr. 3 - 5.

TABLE

DU TOME PREMIER

1960

ARON, Raymond.

Science et conscience de la société, *pp.* 1-30.

Les sociologues et les institutions représentatives, *pp.* 142-157.

Sociologie allemande sans idéologie? *pp.* 170-175.

Classe sociale, classe politique, classe dirigeante, *pp.* 260-281.

Les étapes de la croissance économique, *pp.* 297-302.

BAILEY, F. G.

Traditional Society and Representation : A Case Study in Orissa, *pp.* 121-144.

BENDIX, Reinhard.

Social Stratification and the Political Community, *pp.* 181-210.

BOTTOMORE, T. B.

The Ideas of the Founding Fathers, *pp.* 33-49.

American Heretics, *pp.* 289-296.

CROZIER, Michel.

Classes sans conscience ou préfiguration de la société sans classes, *pp.* 233-247.

DAHRENDORF, Ralf.

Demokratie und Sozialstruktur in Deutschland, *pp.* 86-120.

Aspekte der Ungleichheit in der Gesellschaft, *pp.* 213-232.

Amerikanische Orthodoxie, *pp.* 283-288.

HOFFMANN, Stanley.

Observations sur la crise politique française, *pp.* 303-320.

LEFORT, Claude.

Machiavel jugé par la tradition classique, *pp.* 159-169.

LIPSET, Seymour Martin.

Party Systems and the Representation of Social Groups, *pp.* 50-85.

LOCKWOOD, David.

The 'New Working Class', *pp.* 248-259.

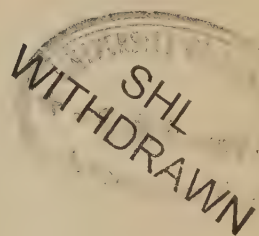
ARCHIVES

European Journal of Sociology

EUROPÉENNES DE

Europäisches Archiv für Soziologie

SOCIOLOGIE



T O M E I 1960 N U M É R O I

Industrial Society and
Representative Government

P L O N

A R C H I V E S
européennes
de
S O C I O L O G I E

Les Archives paraissent deux fois par an. La correspondance administrative et les abonnements doivent être adressés à la librairie *Plon*, 8, rue Garancière, Paris 6^e. Le tome 18 francs; le numéro 9 francs.

European
J O U R N A L
of
S O C I O L O G Y

The Journal appears twice a year. Business correspondence and subscriptions should be addressed to *The Free Press*, 119 West Lake Street, Chicago 1, Ill. The Journal may also be obtained through Blackwell's, Broad Street, Oxford, England. Annual subscription £ 1.1.0 or \$ 4; single copies 12s 6d or \$ 2.

Europäisches
A R C H I V
für
S O Z I O L O G I E

Das Archiv erscheint zweimal im Jahre. Geschäftliche Korrespondenz und Abonnements sind an den *Eugen Diederichs Verlag*, Düsseldorf, Brehmstrasse 1, zu richten. Preis DM 18.- jährlich, Einzelheft DM 9.-.

Publié avec le concours de la sixième section de l'École pratique des Hautes Études.

60/4

797
1/1

1977-1

1978-1

1980-1

1982-1

1985-1

1991-1

